

B 343878 DUPL

PROPERTY OF
*University of
Michigan
Libraries*

1817



ARTES SCIENTIA VERITAS

André GUILLOIS

DOCTEUR EN DROIT



Recherches

sur les

Maîtres des Requêtes

de l'Hôtel

DES ORIGINES A 1350



LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL J.-B. SIREY ET DU JOURNAL DU PALAIS

Ancienne Maison L. LAROSE et FORCEL

22, Rue Soufflot, PARIS, 5^e Arrond.

L. LAROSE et L. TENIN, Directeurs.

—
1909

JN

2391

.G96

762730-170

A MES PARENTS

A MONSIEUR JULES VIARD

Archiviste aux Archives Nationales.

Étudier les maîtres des requêtes de l'hôtel depuis leur origine jusqu'à la fin même de l'Ancien Régime, tel était notre dessein primitif. Dessein tellement vaste et chimérique que nous osons à peine l'avouer aujourd'hui : nos recherches étant sincères, nous avons reconnu que l'exactitude, dans une monographie comme celle-ci, ne peut s'atteindre qu'au prix d'un dépouillement personnel et minutieux, — et par conséquent restreint dans d'étroites limites historiques —, de sources la plupart inédites. Cette vérité est tout spécialement pressante en ce qui concerne les origines des institutions ; car, pour cette période, les textes de portée générale sont très rares, les questions de personnalités jouent un rôle beaucoup plus considérable, et c'est seulement du rapprochement du plus grand nombre possible d'actes concrets que l'on peut espérer s'élever à une règle d'ensemble, — parfois hélas assez fuyante.

Nous avons donc été chercher nos documents.... là où ils se trouvaient, c'est-à-dire moins dans des ouvrages de seconde main qui ne font, trop souvent, que se transmettre précieusement des erreurs traditionnelles que dans « ces trois mines presque inépuisables qu'on appelle le Trésor des Chartes, le Parlement, la Chambre des

comptes (1) », — et, pour le pouvoir faire efficacement en égard au temps dont nous disposions, nous avons arrêté cette étude aux environs de 1350.

Cette date d'ailleurs n'est par arbitrairement choisie : M. P. Viollet (2) fait finir au milieu du 14^e siècle la phase où « la royauté crée ses principaux organes. » C'est donc la période des *origines* dont on trouvera ici l'étude.

Il nous reste à assurer de notre très vive gratitude tous ceux qui ont bien voulu s'intéresser à nos recherches. Nous devons spécialement mentionner M. le Professeur Chénon qui, après nous avoir indiqué le sujet de cette thèse, a bien voulu en accepter la présidence. — Quant à M. Jules Viard, nous ne savons comment lui exprimer notre profonde reconnaissance de ses libérales communications, et, plus encore, de ses conseils quasi-quotidiens ; l'hommage que nous lui faisons de ce modeste travail dit bien mal tout ce que nous lui devons.

(1) A. de Boislisle, *Le budget et la population de la France sous Philippe de Valois*, dans *Ann. bull. de la soc. de l'hist. de France*, 1875, p. 87.

(2) *Institutions politiques*, t. II, p. 187.

SOURCES

La bibliographie *spéciale* de notre sujet est extrêmement réduite. Si l'on met à part quelques pages de la belle *Etude historique sur le Conseil du roi* de M. N. Valois, on peut même dire qu'il n'a fait l'objet d'aucune étude d'ensemble scientifique. — Sur les maîtres des requêtes de l'époque monarchique, M. de Boislisle a laissé un passage copieux dans ses *Conseils sous Louis XIV* (7). Mais la période des origines est restée presque entièrement dans l'ombre ; le seul ouvrage moderne à citer est le *De hospitio regis* de M. Lehugeur, où une dizaine de pages est consacrée à notre institution ; malheureusement ce travail est restreint au règne de Philippe le Long, mais, malgré quelques erreurs que notre devoir sera de signaler, il nous a rendu de grands services et surtout nous a mis sur la voie de recherches fécondes.

Quant à la littérature ancienne, une courte dissertation de du Cange, quelques lignes de Pasquier, voilà tout ce qui vaut la peine d'être retenu. Blanchard a écrit en 1670

(1) Dans son éd. des *Mémoires* de Saint-Simon, t. IV, pp. 407 et suiv.

une Généalogie des maîtres des requêtes ; mais cet ouvrage est loin de mériter les louanges qu'on lui a décernées (1) : on ne saurait lui reprocher de n'être pas une histoire de l'institution, — son titre n'est pas trompeur à cet égard —, mais la liste qu'il donne est bien incomplète, et il n'a plus guère de valeur qu'autant qu'il nous transmet des documents (surtout financiers) dont l'original est aujourd'hui disparu. Il n'est pas inutile de remarquer que c'est ce même ouvrage que l'on trouve parfois cité sous le titre : *Histoire des maîtres des requêtes* (2). — Le président de Noinville, au XVIII^e siècle, avait eu l'intention de reprendre et compléter l'œuvre de Blanchard (3) ; mais les huit volumes qu'il annonçait n'ont pas paru.

Archives anciennes des Requêtes de l'hôtel. Pour la période des origines, les archives particulières des requêtes de l'hôtel ne sont pour ainsi dire d'aucun secours. Les pièces les plus anciennes du fonds de cette institution aux archives nationales (V⁴) ne remontent qu'au dernier tiers du 16^e siècle (4). Pour l'époque antérieure, nous sommes réduits :

1^o à un registre original (Fr. 23679) contenant les jugements des requêtes de l'hôtel de 1393 à 1403.

(1) Aucoc, *Le Conseil d'Etat*, p. 21.

(2) Abbé Lebeuf, *Hist... d'Auxerre*, éd. Challe et Quentin, t. III, p. 550, n. 3 et t. IV, p. 454.

(3) Cf. de Noinville, *Hist. du Conseil ..* et Boislisle, *op. cit.*, p. 413.

(4) V. l'*Etat sommaire* de 1891. — Nous ne parlons pas des recueils imprimés annoncés au t. II, nos 4228 et suiv. du catalogue (*Jurisprudence*) de la Bib. royale (18^e s.) ; on déclare aujourd'hui, à la Bib. nationale ne pas les connaître : ce doivent être des recueils factices restés à l'état de projet.

2° à un volume de la collection Le Nain (1). Ce volume comprend : dans la première partie des analyses et extraits, et dans la seconde des extraits de plusieurs registres autrefois conservés au greffe des requêtes de l'hôtel mais aujourd'hui perdus. Ils correspondaient, en somme, aux séries des *lettres* et des *ordonnances* des archives du parlement (2). Quant à la date de leur composition, nous l'ignorons totalement. Le premier comprenait plusieurs actes du xiv^e siècle, et même un de 1287, mais il est visible que ces pièces ont été copiées après coup, sans doute au xv^e siècle : dans ce registre de plus de 200 folios, dès le f° 10 environ on trouvait un acte de 1439, et à partir du f° 60 presque tous les actes étaient du xv^e siècle ; en tous cas, c'est seulement à partir du xv^e siècle que ce registre pourrait fournir des documents intéressant spécialement et directement notre institution.

La Bibliothèque nationale possède, elle aussi, deux recueils analogues (3) (Fr. 18234-5). Mais ils ne nous donnent aucun renseignement supplémentaire : il est aisé de constater que l'une de ces deux séries d'extraits a été copiée sur l'autre (4), et nous avons acquis la certitude que

(1) Bibl. de la Ch. des députés. Inv. de 1907, n° 1013. Noter que la première partie de ce volume a dû être reliée un moment comme 2° partie du t. 4 des reg. de la Tournelle de la même collection (Le Nain, t. 190) : très souvent la table, sous la cote « t. 190 » renvoie à la pagination primitive de cette 1^{re} partie du registre des Requêtes.

(2) Certaines pièces ont été publiées d'après eux dans les *Ordonnances* du Louvre : v. *Ord.*, t. IV, pp. 506 et 509, t. XIV, p. 462.

(3) Chacun correspond respectivement à l'une des parties du reg. Le Nain.

(4) Leur contenu, en effet, est identique : même choix des documents, mêmes analyses, etc.

l'antériorité appartient au registre de la collection Le Nain (1).

Nous avons donc dû chercher ailleurs et rassembler nous-même, soit les documents visant les maîtres des requêtes de l'hôtel, soit les actes qui, étant émanés d'eux, pouvaient nous renseigner sur leurs attributions.

1° Les *documents de portée générale* visant l'institution des requêtes de l'hôtel sont très rares. La plupart sont des ordonnances, et des états de personnel dont nous avons groupé les principaux, avec renvoi aux sources, dans notre appendice I. — Quant aux documents financiers, particulièrement précieux à raison de la netteté des renseignements qu'ils fournissent, ils ne nous ont presque été d'aucun secours, car il ne nous reste que des épaves insignifiantes des comptes particuliers de l'hôtel, ceux précisément où nous eussions pu faire, pour notre sujet spécial, la plus riche moisson.

2° Autrement nombreux et variés sont les *actes émanés des requêtes de l'hôtel*. Deux champs de recherches nous sont principalement ouverts :

(1) L'inventaire de 1907 indique pourtant le reg. Le Nain comme du 18^e s., alors que le catal. de la Bib. nat. signale les mss. 18234-5 comme du 17^e. Mais le reg. Le Nain ne peut être du 18^e, car la table du 17^e s. de la même collection y renvoie formellement. L'objection tombe. — L'antériorité du reg. Le Nain est établie, — outre certaines particularités dans la tenue matérielle des deux recueils — par le fait suivant : on trouve, dans tous deux, à la suite d'analyses de pièces, des renvois ; or ces chiffres se réfèrent à d'autres volumes de la coll. Le Nain (ainsi la mention « ch. 4 » vise le 4^e volume des reg. de la chambre des comptes de la coll. Le Nain ; de même « Ord. 1 » doit s'entendre du t. 1, 2^e partie, des « registres des ordonnances » : Le Nain, 208).

a) Dans les *Archives du parlement*, on relèvera : d'une part les affaires contentieuses portées d'abord devant les maîtres des requêtes de l'hôtel et qui sont ensuite venues au parlement (ou réciproquement), — d'autre part les mandements adressés par le roi au parlement (ceci surtout dans les séries du greffe, du criminel, des lettres, et dans les dossiers d'accords). — Malheureusement, cette mine si riche est très difficilement abordable : l'inventaire qu'en a fait Boutaric cesse à 1328. A partir de cette époque, on possède, il est vrai, deux instruments de travail très précieux : la table de la collection Le Nain, aujourd'hui à la Chambre des députés (1), et les ouvrages si documentés de M. Aubert. Mais il est triste de dire que, en 1909, le seul moyen d'obtenir des résultats relativement complets est de dépouiller soi-même les registres originaux. Nous avons dû nous livrer à ce travail, sans nous dissimuler d'ailleurs combien de choses intéressantes nous ont certainement échappé.

Si cette recherche est un peu pénible, du moins est-elle fructueuse, en ce sens que tous les documents découverts valent : dans tel cas les maîtres des requêtes ont connu d'une affaire contentieuse, voilà une notion qui peut être utilisée. Cela est vrai tout au moins pour les documents de la première catégorie ; pour les autres au contraire on se trouve en présence des mêmes difficultés d'interprétation dont nous allons parler :

(1) Sur l'utilisation de la table de Le Nain comme table des registres originaux, v. Léon Le Grand, *La table de Le Nain et les reg. du parlement de Paris*, Besançon, 1907, 8° (extr. du *Bibliographe moderne*).

b) Notre seconde source, ce sont les actes expédiés par la Chancellerie royale (à l'exclusion de ceux du parlement), et le principal recueil où l'on puisse commodément les consulter ce sont les *registres du Trésor des chartes* (1). — Malheureusement, les renseignements que nous fournissent ces documents ne sont pas toujours d'une égale netteté. Comment reconnaître, en effet, qu'un acte émane des requêtes de l'hôtel ? Le plus souvent le service auteur de l'acte ne nous est connu que par la mention qu'en faisait le notaire rédacteur, soit sur le repli, soit au bas de cet acte, dans une « note destinée à prévenir le Chancelier, quand le document serait présenté à l'audience du sceau, des circonstances dans lesquelles il avait été expédié » (2). Ces « mentions *extra sigillum* », trop souvent négligées, offrent donc un intérêt considérable. Mais leur interprétation n'est pas toujours aisée. — Il n'y a pas de difficulté quand l'acte est signé par exemple « in requestis hospitii », ou « per magistros requestarum hospitii » ; mais c'est un cas relativement très rare (3). La formule la plus fréquente est celle-ci : « Per regem, ad relationem dominorum N N. » ; pour pouvoir conclure d'une telle formule que l'acte au

(1) Les actes originaux, étant dispersés entre tous les fonds de Paris et de province, ne sont pas faciles à atteindre. Pourtant nous avons dépouillé, pour notre période, les séries des chartes royales à la B. N. et des cartons des rois aux archives. D'autre part, de très bons recueils imprimés ont été faits de documents extraits soit des seuls reg. du trésor des chartes (Viard, *Documents parisiens* ; Guérin, *Arch. du Poitou*), soit de sources diverses (*Arch. de la Gironde*).

(2) Giry, *Manuel de diplomatique*, p. 762.

(3) Une formule, au contraire, est fréquente à la fin de notre période « par le roi en ses requêtes ».

bas duquel elle est apposée est émané par exemple de l'auditoire des requêtes de l'hôtel, il faut savoir préalablement si ces maîtres N.N. étaient maîtres des requêtes. Il est donc indispensable de procéder à un travail préliminaire, qui consiste à dresser la liste, aussi complète que possible, des maîtres des requêtes de l'hôtel, avec les dates où ils ont porté officiellement ce titre. Ce n'est, ensuite, qu'en confrontant cette liste avec les mentions *extra sigillum* que l'on pourra affirmer avec quelque certitude que le commandement des actes de telle ou telle nature rentrait dans les attributions des requêtes de l'hôtel. Ce catalogue lui-même n'est pas facile à établir, car très rares sont les listes de maîtres des requêtes qui nous sont parvenues, et plus rares encore celles que l'on peut supposer complètes; nous avons donc dû ajouter aux renseignements qu'elles nous fournissent tous ceux que nous avons pu recueillir au cours du dépouillement de nos sources générales (parlement, trésor des chartes) (1). Nous avons condensé nos résultats dans notre appendice III. Les notices biographiques qui le composent, outre leur utilité spéciale que nous venons de signaler, serviront en quelque sorte de pièces justificatives à certains chapitres de notre thèse (2).

Donnons maintenant l'indication des principales sources que nous avons consultées.

1) Nous avons en outre consulté un assez grand nombre de volumes des *Pièces originales* à la Bib. nationale.

(2) Surtout aux chapitres II (la carrière de maître des requêtes) et VI, § 2 (missions diverses.)

IMPRIMÉS

Actes du parlement de Paris [abr : *Act. parl.*], v. Boutaric.

Archives historiques de la Gironde, [abr : *A. G.*], v. Tholin.

Archives historiques du Poitou, [abr : *A. P.*], v. Guérin.

Archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis, [abr : *A. S.*]

AUBERT (F.). — Le parlement de Paris de Philippe le Bel à Charles VII (1314-1422) [t. I.] son organisation. Paris, 1887, 8°.

— Le parlement de Paris de Philippe le Bel à Charles VII (1314-1422) [t. II]. Sa compétence, ses attributions. Paris, 1889, 8°.

[Nous renvoyons à ces deux volumes sous ce titre : 1^{re} série].

AUBERT (F.). — Le parlement de Paris de l'origine à François 1^{er} (1250-1515). Paris, 1894, 2 vol. 8°.

[Nous renvoyons à ces deux volumes sous ce titre : 2^e série].

— *Les requêtes du Palais (XIII^e-XVI^e siècle) Style des requêtes du Palais au XV^e siècle*, dans *Bib. Ec. Ch.* 1908, pp. 581 à 642.

[BLANCHARD (Fr.)]. — Généalogies des maîtres des requestes ordinaires de l'hostel du roy. Paris, 1670, in. fol.

[M. de Boislisle possédait un ex. annoté par Chassebras; M. Viard avait relevé celles de ces notes se référant au règne de Philippe VI et a bien voulu nous les communiquer. Ce sont en général les mêmes que l'on trouve à l'exemplaire de la Bib. nat. (réserve) de la main de d'Hozier].

BORRELLI DE SERRES. — Recherches sur divers services publics du XIII^e au XVII^e siècle. [T. I.] Notices relatives au XIII^e siècle. Paris, 1895, 8°.

BORELLI DE SERRES — Recherches sur divers services publics du XIII^e au XVII^e. [T. II.]. Notices relatives au XIV^e siècle. Paris, 1904, 8°.

BOUTARIC (E.). — *La France sous Philippe-le-Bel*. Paris, 1861, 8°.
— Actes du parlement de Paris (1254-1328). Paris, 1863 et 1867, 2 vol. 4°.

CANGE (du). — Des plaits de la porte et de la forme que nos rois observaient pour rendre la justice en personne, 2^e dissertation sur l'*histoire de saint Louis* de Joinville, dans son éd. de Joinville, 1668, in. fol., pp. 142 à 147. Rééd. plus commode dans la coll. Petitot, 1^{re} série, t. III, pp. 61 à 74.

DELACHENAL (R.). — Histoire des avocats au parlement de Paris. Paris, 1885, 8°.

DELISLE (L.) — Actes normands de la chambre des comptes sous Philippe de Valois. Rouen, 1871, 8°.

— Chronologie des baillis et sénéchaux royaux depuis les origines jusqu'à l'avènement de Philippe de Valois, en tête du *Rec. des Hist. de la Fr.*, t. XXIV.

DENIFLE (H.) et CHATELAIN (E.). — *Chartularium Universitatis Parisiensis* t. II, 1^{re} partie (1286 à 1350). Paris, 1891, 4°.

DÉPREZ (E.) Les préliminaires de la guerre de cent ans (1328-1342), Paris, 1902, 8°.

ESMEIN (A.). — Cours élémentaire d'histoire du droit français, 9^e éd. Paris, 1908, 8°.

GLASSON (E.). — Histoire du droit et des institutions de la France. Paris, 1887 à 1903, 8 vol. 8°.

GUÉRIN (P.). — Recueil des documents concernant le Poitou contenus dans les registres de la chancellerie de France, dans les *Arch. hist. du Poitou*, t. 11 (1302-33), 13 (1334-48), 17 (1348-64)...

GUILHIERMOZ (P.). — Enquêtes et procès. Paris, 1892, 4°.

Histoire générale du Languedoc. [abr. : *H. L.*], par DD. Devic et Vaissete, nouv. éd. (Molinier). 4°, t. 9 et 10.

Historiens des Gaules et de la France. (*Recueil des*), [abr. : *H. Fr.*], t. 20 à 24.

HOUYVET (H.). — La chambre des requêtes de la cour de cassation. Thèse, Paris, 1906.

JOINVILLE (J. de). — Histoire de saint Louis... texte original accompagné d'une traduction, éd. N. de Wailly, 2° éd. Paris, 1874, 4°.

LANGLOIS (Ch. V.). — Le règne de Philippe le Hardi. Paris, 1887, 8°.

— Textes relatifs à l'histoire du parlement de Paris depuis les origines jusqu'en 1314. Paris, 1888, 8°.

— *Les origines du parlement de Paris*, dans *Rev. hist.*, 1890, t. XLII, pp. 74 à 114.

— Inventaire d'anciens comptes royaux, dressé par Robert Mignon sous le règne de Philippe de Valois. Paris, 1899, 4°.

LEHUGEUR (P.). — Histoire de Philippe le Long. t. I. Le règne [seul paru]. Paris, 1897, 8°.

— De hospitio regis et secretiore consilio ineunte XIV^o sæculo, præsertim regnante Philippo Longo. Paris, 1897, 8°.

LOT (H.). — *Des frais de justice au XIV^e siècle*, dans *Bib. Ec. Ch.*, 1872, pp. 217 et 558, et 1873, p. 204.

LUCE (S.). — Ed. des *Chroniques* de Froissart (coll. de la soc. de l'hist. de France), t. 1 à 4 (Paris, 1869 à 1874, 8°).

LUCHAIRE (A.). — Histoire des institutions monarchiques sous les premiers Capétiens. Paris, 1891, 2 vol. 8°.

- LUCHAIRE (A.). — Manuel des institutions françaises. Période des Capétiens directs. Paris. 1892, 8°.
- MIRAULMONT (P. de). — Mémoires de l'origine et établissement du parlement et autres juridictions royales étant dans l'enclos du palais royal de Paris. Paris, 1612, 8°.
- MOLINIER (A. et E.). — Chronique normande du ^{xiv}^e siècle. (Coll. de la soc. de l'hist. de France). Paris, 1882, 8°.
- MOREL (O.) — La grande Chancellerie royale et l'expédition des lettres royaux... (1328-1400). Paris, 1900, 8°.
- NOINVILLE (de). — *Histoire du Conseil et des maîtres des requêtes de l'hôtel du roi*, dans *Acad. des Inser.,. mémoires, anc. série*, t. XXVII, pp. 190 à 194.
- Olim (Les)*. — Éd. Beugnot. Paris 1839 à 1848, 3 vol. 4°.
- Ordonnances des rois de France de la troisième race*, 21 vol. in-fol. (principalement les t. 1 à 3, et le t. 12).
- PARDESSUS. — Essai historique sur l'organisation judiciaire... Paris, 1854, 8°.
- PETIT (Ern.). — *Les Bourguignons de l'Yonne à la cour de Philippe de Valois*, dans *Bull. de la soc. des sciences hist. et nat. de l'Yonne*, 1898, t. I., pp. 295 à 357.
- PETIT (J.). — [et ses collaborateurs]. Essai de restitution des plus anciens mémoires de la Chambre des comptes de Paris. Paris, 1899, 8°.
- PILLOT. — Esquisse sur les requêtes du palais du parlement de Paris. Rouen, 1844, broch. 8°.
- RITTER (G.). — L'organisation de l'hôtel du roi au ^{xiii}^e siècle et jusqu'en 1328... *Pos. th. Ec. Ch.*, 1907, pp. 153 et suiv.
- THOLIN. — Chartes d'Agen se rapportant au règne de Philippe de Valois, dans *A. G.*, t. XXXIII, (1898), pp. 75 et suiv.

VALOIS (N.). — Étude historique sur le conseil du roi. (Introd. à son Inventaire des arrêts du Conseil d'État, règne de Henri IV, t. I.) Paris, 1886, 4°.

— Le Conseil du roi aux ^{xiv}^e, ^{xv}^e et ^{xvi}^e siècles. Nouvelles recherches. Paris, 1888, 8°.

VARIN (P.). — Archives administratives de la ville de Reims. Paris, 1839 à 1848, 3 vol. 4°.

VIARD (J.). — *Gages des officiers royaux vers 1329*, dans *Bib. Ec. Ch.*, 1890, pp. 238 et suiv.

— *L'hôtel de Philippe VI de Valois*, *ibid.* 1894, pp. 465 et 598.

— Les journaux du trésor de Philippe VI de Valois. Paris, 1899, 4°.

— Lettres d'état enregistrées au parlement sous le règne de Philippe de Valois. Paris, 1899, 8° (Extr. de l'*Ann. bull. de la soc. de l'hist. de Fr.*, 1897-8).

— Documents parisiens du règne de Philippe IV de Valois (1328-1350). Paris, 1899-1900, 2 vol. 8°.

— Les journaux du trésor de Charles le Bel (en préparation).

[Cet ouvrage doit comprendre 2 vol. 4°. M. Viard a eu l'aimabilité de nous communiquer les épreuves des nos 1 à 4352 (30 nov. 1323)].

— et Deprez (E.). — Ed. des *Chroniques* de Jean le Bel. Paris, 1904-05, 2 vol. 8°.

VIOLLET (P.). — Histoire des institutions politiques et administratives de la France. Tomes 2 et 3. Paris, 1898-1903, 8°.

VUITRY. — Études sur le régime financier de la France. Nouvelle série. (Tome 1 : 1285-1328; tome 2 : 1328-1380). Paris, 1883, 2 vol. 8°.

MANUSCRITS

Archives nationales

JJ 53 à JJ 79^a inclus : registres du trésor des Chartes, de Philippe le Long à Philippe de Valois.

JJ 57 : ordonnances de l'hôtel, de saint Louis à Philippe le Long.

JJ 79^b : journal de la Chambre des Comptes (1).

K 40 à K 44 inclus : cartons des rois, de Philippe le Long à Philippe de Valois.

P 2288 à 2292 inclus : reconstitution officielle des anciens mémoriaux de la Chambre des comptes.

P 2569-70 : copies (antérieures à l'incendie) des mêmes.

PP 109 : Table des anciens mémoriaux.

X^{1a} 5 à X^{1a} 13 inclus. Parlement civil, registres.

X^{1a} 8844 à 8848 inclus. Parlement, anciens registres du greffe.

X^{1c} 1 à 5 inclus. Accords.

X^{2a} 1 à 5 inclus. Parlement criminel, registres.

Bibliothèque nationale

Lat. 12814 (mémorial *Noster*¹ de la Chambre des comptes) (2).

Fr. 2755, ff. 344 et suiv. : 2^d journal de la chambre des comptes (copie) (1).

Fr. 2833, (15^e s.) Copie dérivée de l'ancien mémorial *Noster*² (3).

(1) V. J. Petit, *Les premiers journaux de la Chambre des comptes*, dans *Bib. Ec. Ch.*, 1899, pp. 418 à 422.

(2) Identification due à Langlois, pp. XI et suiv. de sa préface à l'*Essai de restitution* de Petit.

(3) Langlois, *ibid.*, p. XIII.

Fr. 22697-8 : Chartes royales (orig).

Clairambault 754 : Rôles originaux du parlement.

— 832-3 : États et ordonnances de l'hôtel du roi
(copies ; cf. aussi fr. 7855).

Bibliothèque de la Chambre des députés.

Reg. du parlement de la collection Le Nain : tome XIV (contient la copie des anciens registres du greffe, dont la série, après 1346, est en déficit aux arch. du parlement).

Reg. des Requêtes de l'hôtel de la collection Le Nain, (v. *Suprà*, p. 7).

Table de la collection Le Nain. Le tome X entier sur les maîtres des requêtes.

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE

DES ORIGINES A 1316

I

Un auteur célèbre, M. Vuitry, a présenté l'institution des Requêtes de l'hôtel comme « l'un des liens, l'une des transitions qui rattachent la monarchie administrative des Valois à la monarchie féodale de saint Louis (1) ». Cette formule, un peu obscure, peut être retenue en ce sens que, dès le temps où la monarchie française était encore embarrassée dans les liens de la féodalité, — tout en travaillant à s'en défaire de plus en plus —, les futurs maîtres des requêtes étaient comme une manifestation vivante de ce qu'il y avait d'antiféodal dans le principe même de la royauté (2). Expliquons-nous :

Tout le monde est d'accord sur le caractère essentiellement justicier de la fonction royale sous les Capétiens (3).

(1) Vuitry, *Études sur le régime financier de la France.*, nouvelle série t. I, p. 248.

(2) Cf. une idée un peu voisine (quant à la composition de la cour judiciaire du roi) dans Luchaire, *Hist. des instit. monarchiques*, t. I, p. 278.

(3) V. surtout les textes groupés par Luchaire, *op. cit.*, t. I, pp. 43 et

A cette conception se rattache toute une série de mesures ou d'institutions que nous groupons sous le nom de « justice retenue ». Elles se résument en ceci : le roi, tout en déléguant la justice à ses sénéchaux, baillis, ou Parlement, n'avait pas aliéné son droit de juger (1). Il serait aisé de trouver dans les textes de notre époque de nombreuses applications de ce principe (2).

Mais la plus nette et la plus caractéristique assurément, celle où s'atteste le mieux le rôle de « grand juge de paix du pays » (3) de l'ancien monarque français, c'est la justice rendue par le roi lui-même à tout venant. Et la description la plus ancienne, comme la plus fameuse, qui en ait été conservée, est le passage où Joinville a retracé le fonctionnement des *plaids de la porte*. Nous tenons à le rapporter ici intégralement, car ce texte n'est pas seulement « la plus douce gloire » (4) du vieux sénéchal, il ne nous trace pas seulement de saint Louis, « monarque justicier et paternel » ce portrait « sous lequel la postérité se plaira à le révé-

suiv., 46 ou *Manuel des instit. fr.*, pp. 461-2 et par Viollet, *Hist. des Instit. polit.*, t. II, pp. 209-210.

(1) Ce sont presque les expressions de Viollet, *Inst. pol.*, t. II, p. 223; cf. sur la justice retenue Esmein, *Hist. du droit*, pp. 430 et suiv., Brissaud, *Hist. du droit*, t. I, pp. 865 et suiv.

(2) Séance du roi au parlement, entraves à l'action des tribunaux réguliers, révision des arrêts du parlement, etc. Cf. la note 13 dans *Olim*, t. III, [IV], pp. 1.519 et suiv., Aubert, *Le parlement de Paris* (1^{re} série), t. I, circa, p. 91, Luchaire, *Manuel*, pp. 573-4.

(3) Guizot, *Hist. de la civilisation en Europe* (12^e éd., Paris, 1872, 8^o) pp. 269-270.

(4) Sainte Beuve, *Causeries du lundi* (3^e éd., Paris, s. d., in-16) t. VIII, p. 529.

rer, » (1) — une tradition, fort raisonnable, y relève l'origine, ou du moins la première mention, des personnages qu'on appellera plus tard les maîtres des requêtes de l'hôtel.

[§ 57] (2) « Il [le roi] avoit sa besoigne atirie en tel maniere que mes sires de Neelle et li bons cuens de Soissons et nous autre qui estiens entour li, qui aviens oïes nos messes, aliens oïr les plaiz de la porte, que on appelle maintenant les requestes (3).

(1) Sainte Beuve, *ibid.*, pp. 528-9. Mais notons ce sévère jugement de Napoléon : « Des formes ou de l'arbitraire, il n'y a pas de milieu. C'étaient des temps barbares que ceux où les rois, assis au pied d'un arbre, jugeaient sans formalité » (cité par Ant. Guillois, *Napoléon* (Paris, 1889, 2 in-8°), t. II, p. 173.

(2) Joinville, *Hist. de saint Louis*, éd. N. de Wailly, pp. 32 à 34 (chap. XII, §§ 57 à 60).

(3) Les éditions de Anthoine-Pierre de Rieux (Poitiers, 1547, 4°), f. 216 r°, de Cl. Ménard (Paris, 1617, 4°) p. 22 et de du Cange (éd. in-fol. de 1668), p. 12, portent ici « les Requestes du Palais à Paris ». Ces derniers mots sont certainement le résultat d'une interpolation, imputable vraisemblablement à la traduction large, du milieu du xv^e s., sur laquelle ont été pris (v. G. Paris, Joinville, pp. 383 et suiv.) les mss. qui ont servi à Anth. Pierre et à Ménard. La chose de bonne heure parut suspecte aux historiens sérieux (v. les *Recherches* de Pasquier, éd. de 1569, f. 82, v°, et du Cange, *des Plaits de la porte*, éd. in-fol. p. 146, éd. Petitot, p. 72). En 1738, le baron de la Bastie insiste sur ce point (*Dissert. sur la vie de saint Louis écrite par le sire de Joinville*, dans *Anc. Acad. Inser.*, t. XV, p. 716). Mais cet auteur tombe dans un excès contraire quand il conteste toute la fin de la phrase, à partir des mots « plaiz de la porte ». Il argumente de ce que « les plus anciennes ordonnances où il soit fait mention des Requêtes, soit de l'hôtel soit du palais, ne sont que de Philippe de Valois. » Cette assertion est insoutenable en présence des textes formels de 1278, 1291 (Langlois, *Textes*, pp. 97, 156), etc., — pour ne citer que les plus anciens. — D'ailleurs il est avéré (cf. *H. Fr.*, t. XX, p. 199, n. 7) que, si aucun des mss. que nous conservons de l'ouvrage de Joinville ne porte « les requestes du palais à Paris », tous s'accordent dire « que on appelle maintenant les requestes. »

[§ 58] « Et quant il revenoit dou moustier, il nous envoioit querre, et s'asséoit au pié de son lit, et nous fesoit touz asseoir entour li, et nous demandoit se il y en avoit nulz à délivrer que on ne peust delivrer sanz li ; et nous les li nommiens, et il les faisoit envoier querre, et il lour demandoit : « Pourquoi ne prenez vous ce que nos gens vous offrent ? » Et il disoient : « Sire, que il nous offrent pou. » Et il lour disoit en tel maniere : « Vous deveriez bien ce penre que l'on vous voudroit faire ». Et se travailloit ainsi li sainz hom, à son pooir, comment il les metteroit en droite voie et en raisonnable.

[§ 59] « Maintes foiz avint que en estei il se alloit seoir ou bois de Vinciennes apres sa messe, et se acostoioit à un chesne, et nous fesoit seoir entour li. Et tuit cil qui avoient affaire venoient parler à li sanz destourbier de huissier ne d'autre. Et lors il lour demandait de sa bouche : « A-il ci nullui qui ait partie ? » Et cil se levoient qui partie avoient. Et lors il disoit : « Taisiés-vous tuit, et on vous deliverra l'un après l'autre. » Et lors il appeloit mon signour Perron de Fontaines et mon signour Geffroy de Villete, et disoit à l'un d'aus : « Delivrez-moy ceste partie. »

[§ 60] « Et quant il véoit aucune chose à amender en la parole de ceus qui parloient pour li, ou en la parolle de ceus qui parloient pour autrui, il meismes l'amendoit de sa bouche. Je le vi aucune foiz, en estei, que pour delivrer sa gent il venoit ou jardin de Paris, une cote de chamelot vestue, un seurcot de tyreteinne sanz manches, un mantel de cendal noir entour son col, mout bien pigniez et sans coife, et un chapel de paon blanc sur sa teste. Et fesoit

estendre tapis pour nous seoir entour li ; et touz li peuples qui avoit afaire par devant li, estoit entour li en estant. (1) Et lors il les faisoit delivrer, en la maniere que je vous ai dit devant dou bois de Vinciennes. »

Le récit de Joinville est de beaucoup le plus connu. Mais il n'est pas isolé : Guillaume de Saint-Pathus (le confesseur de la reine Marguerite) (2), et Jean du Vignay (3), le confirment pleinement.

Les faits sont donc pertinents ; mais il semble assez difficile d'en extraire une théorie juridique tant soit peu précise. Voici seulement ce que l'on peut constater :

C'est le roi qui rend la justice lui-même, ou du moins il est toujours prêt à intervenir si ses délégués rencontrent la moindre difficulté. — D'autre part, il s'agit certainement de juridiction contentieuse (« *A-il ci nullui qui ait partie ?* ») Mais le juge cherche avant tout à obtenir une conciliation ; il s'attache à persuader les parties (« *Vous deveriez bien ce*

(1) *En estant* : debout.

(2) Guill. de Saint Pathus, *Vie de saint Louis*, éd. Delaborde (Paris, , 8°), pp. 113, 114, et surtout 142 : « Et par lonc tens li benoiez rois ot de coustume que quant il avoit ses messes oyes et il a [voit] touchié ses malades du mal des escroeles, il fesoit apeler touz ceus qui voloient aucune chose proposer devant lui ou requerre, et les ooit touz tres diligamment, se il ne fust par aucune aventure contraint de greigneurs besoignes ; et adonques [il les] fesoit oir par aucuns de ses chevaliers et par ses clers diligamment, et les plez. Et après il se fesoit raporter ce qui estoit à raporter, meesmement les greigneurs besoignes. »

(3) Jean du Vignay, chap. XLV, *H. Fr.*, t. XXIII, p. 68. « Et pour ce que il doubtoit que les petites causes venissent appaine devant li, il aloit II fois la sepmaine au mainz en un lieu où chascun le povoit veoir, pour oïr les complaignans ; et moyennant droiture et misericorde du pueple, il faisoit les causes despeeschier hastivement. » — Notons seulement que l'œuvre de Jean du Vignay est de seconde main.

penre... ») qu'à les intimider par un appareil imposant. Loin de là, les détails sont accumulés pour marquer le caractère paternel, « patriarcal », de cette juridiction (1).

Quant aux personnages qui assistent Saint Louis, on a dit parfois qu'ils étaient au nombre de trois. (2) — Il serait plus exact, semble-t-il, de distinguer deux groupes parmi les conseillers que cite Joinville — En effet, le texte n'indique expressément que Pierre de Fontaines et Geoffroy de Villete comme ayant reçu une délégation spéciale du roi et jouant un rôle vraiment actif. Les autres, dont l'énumération d'ailleurs n'est pas limitative, et qui peuvent comprendre tous ceux qui vivaient dans l'entourage du roi (« nous autre qui estiens entour li ») n'ont sans doute joué que le rôle de spectateurs. — (3) Il semble d'ailleurs qu'il y ait lieu, logiquement, de faire une différence entre : d'une part Simon de Nesle (4), ou le comte de Sois-

(1) Le roi ne se pare pas de somptueux habits, mais se revêt d'un « seurtcot » ; les parties peuvent l'approcher « sans destourbier de huissier ne d'autre. » Les audiences ont lieu soit à Vincennes, sous un chêne, soit au jardin de Paris, c'est-à-dire au jardin du palais, soit dans la chambre du roi, mais toujours « en un lieu ou chascun le povoit veoir (du Vignay).

(2) Les auteurs qui ont donné ce chiffre (de Noinville, *Hist. du conseil...*, p. 193, Isambert, *Anc. lois fr.*, t. II, p. 643) entendent sans doute viser les trois personnages indiqués au § 56 de Joinville, et d'autres (Boutaric, *La France sous Philippe le Bel*, pp. 201-2, Glasson, *Hist. du droit*, t. VI, p. 191) le disent expressément. Miraulmont, lui, *Mémoires*, p. 119, cite : le comte de Soissons, le sieur de Nesles, et P. de Fontaines ; ce choix nous semble inintelligible.

(3) Aussi d'Hozier, en marge des pp. 1, 2, 3, des *Généalogies des maîtres des Requêtes* de Blanchard (exempl. de la Bib. nat.) a-t-il noté, vis-à-vis des noms de Soissons, Nesle et Joinville : « n'a point été maître des requêtes ».

(4) SIMON DE NESLE siégea au Parlement (v. notamment de très nombreux ex., de 1259 à 1285, dans les listes publiées par Langlois, *Textes*, et, par ex.,

sons (1), qui, pour siéger souvent au Parlement, n'en étaient pas moins restés de grands seigneurs, — ou un personnage comme Joinville, qui devait sa situation personnelle à l'amitié dont l'honorait saint Louis, mais dont on serait bien embarrassé de dire quelle charge il remplissait à l'hôtel au roi (2), où il ne venait d'ailleurs que de temps en temps (3), — et d'autre part ces conseillers professionnels : Pierre de Fontaines, Geffroy de Villette. Les renseignements que nous possédons sur la carrière de ces

p. 49, où il est, tout comme P. de Fontaines, qualifié de « miles domini regis », a° 1259), — à l'échiquier de Normandie (*Not. et extr.*, t. XX², p. 434, n° 834, a° 1270). — et aux grands jours de Troyes (Chénon, *L'ancien coutumier de Champagne*, dans *N. H. R.*, 1907, p. 323, n. 1, a° 1284). En 1256 (*H. Fr.*, t. XX¹, pp. 327 et 388) il émargeait au budget de l'hôtel. — Mais sa situation de grand seigneur est attestée par les faits suivants : en mai 1258, il était présent à la paix entre S. Louis et le roi d'Aragon ainsi qu'aux conventions de mariage entre Philippe, fils de S. Louis et Isabelle d'Aragon (*Layettes*, t. III, nos 4411-2), et, le 28 mai 1258 il jura (ainsi que le comte d'Eu et les deux fils du roi) la paix avec l'Angleterre (*ibid.*, n° 4417). Il suit le roi jusque sur le champ de bataille, et il lui arrive d'y être fait prisonnier (Lenain de Tillemont, *Vie de S. Louis*, éd. de Gaulle, t. IV, p. 13, a° 1253). Sous Philippe III, il fait partie de plusieurs assemblées de grands vassaux (Langlois, *Le règne de Philippe le Hardi*, pp. 289, n. 4 et 150). Enfin, à deux reprises, en 1270 et 1285, il fut, avec Mathieu, abbé de Saint-Denys, « lieutenant » du roi pendant ses absences. — Cf. sur lui la notice de M. Chénon, *loc. cit.*, p. 333, n° 13.

(1) Lui aussi on le voit siéger aux sessions judiciaires de la cour du roi (Langlois, *Textes*, p. 63, a° 1261). C'est un des familiers de S. Louis (à la table du roi, à Saumur, en 1241, il « tranchoit du coutel devant le roy » : *H. Fr.*, t. XX, p. 205, — avec lequel il assista aux deux dernières croisades (ex. : *H. Fr.*, t. XX, p. 227, a° 1250 ; t. XXII, p. 207, a° 1270).

(2) Borrelli de Serres, *Recherches*, t. I, pp. 535 6 : cf. Langlois, dans Lavissee, *Hist. de France*, t. III², p. 46.

(3) Cf. G. Paris, *Joinville*, pp. 337 et suiv.

deux personnages (1) justifient pleinement ce qu'a dit M. Esmein (2) : les juges des « plaids de la porte » n'étaient autres que ces conseillers, qui avaient pris dans la *Curia regis* une place de plus en plus importante à côté des grands, et qui, peu à peu, en étaient venus (3) à former une sorte de commission permanente chargée de l'expédition des affaires courantes, — non uniquement d'ailleurs des affaires judiciaires (4).

II

Voilà tout ce que nous pouvons établir de certain sur les « plaids de la porte », et c'est, du même coup, à ces notions, assez rares, en somme, mais d'autant plus précieuses, que se réduisent nos connaissances sur les origines des Requêtes de l'hôtel. — Toutefois, c'est dans un autre texte qu'un auteur considérable a voulu saisir la première trace de notre institution, et nous devons examiner sa théorie avant de poursuivre.

D'après M. Esmein, (1) il y aurait eu, « dès le XIII^e siècle, des fonctionnaires appelés maîtres de l'hôtel du roi et vivant au palais, qui étaient chargés de recevoir les requêtes présentées par les particuliers et de les expédier ou d'en référer au roi. Ils avaient déjà une juridiction établie à

(1) V. *infra*, app. III.

(2) *Hist. du droit*, p. 460.

(3) V. surtout Luchaire, *Inst. mon.*, t. I, pp. 321 et suiv.

(4) V. ici Valois, *Et. histor. sur le Conseil du roi*, pp. VI-VII.

(5) *Histoire du droit*, pp. 381-2.

cette époque. » Et ces personnages, — qui ne se confondraient pas avec les juges des plaids de la porte, (1) — ne seraient autres que les futurs maîtres des requêtes (2). — M. Esmein appuie son assertion sur un texte de *Jostice et Plet* ainsi conçu (3) ; « Li mestre de l'ostel le roi ont plenier poïr par dessus toz autres. Et aucunes foiz avient qu'il deivent porter les granz causes par devant le roi, comme de cels qui convient jugier par pers. On otroie l'en que l'en puisse de cels appeler. — Nus ne puet apeler de la sentence le roi' »

Il nous semble aisé d'établir que le terme *ostel le roi* est constamment employé dans la langue juridique du 13^e siècle pour désigner la *cour le roi*. D'abord, telle est l'interprétation admise unanimement par les éditeurs de nos anciens textes (4). — Ensuite, où trouve-t-on, en dehors du parlement et fonctionnant parallèlement (5) à lui, une juridic-

(1) C'est en effet après avoir rapporté la scène du bois de Vincennes et avoir dit : « C'étaient alors en général les familiers du roi, ses conseillers ordinaires, qui l'assistaient pour les jugements », que M. Esmein ajoute : « Mais il y eut aussi, dès le XIII^e s..... »

(2) M. Esmein (p. 382) continue ainsi le passage cité au texte : « Ces maîtres des requêtes, qu'on appelait aussi *poursuivans*..... »

(3) *Li livres de Jostice et de Plet*, I, xx (De l'office as metres), § 1, éd. Rapetti (Paris, 1850, 4^e Coll. des doc. inéd.), pp. 70-71.

(4) Les éditeurs de Beaumanoir : Beugnot (t. I, p. 221, n. (a), Salmon (t. I, p. 218, n. 2) traduisent sans hésitation *ostel le roi* par *parlement*. — Rapetti, dans son éd. de *Jostice et Plet*, à la table, aux mots *ostel le roi*, renvoie aux mots *cour du roi*. — Cf. Langlois qui rapporte dans ses *textes* sur le *Parlement*, p. 115, un passage de Beaumanoir relatant la jurisprudence de l'*ostel le roi*.

(5) On doit bien supposer que les deux juridictions fonctionnent parallèlement, puisque *Jostice et Plet*, p. 304, cite un arrêt rendu, en l'*ostel le roi*, à

tion aussi bien « établie », tranchant des points de droit aussi délicats (1), et statuant si fréquemment que ses arrêts forment une jurisprudence imposante (2) ? — Deux faits, d'ailleurs, établissent péremptoirement que *ostel le roi* et *cour le roi* ne font qu'une seule et même chose : d'abord, les deux termes sont indifféremment employés l'un pour l'autre dans les manuscrits (3) ; — ensuite, plusieurs des jugements indiqués comme rendus « en l'ostel le roi » sont insérés aux *Olim*, au milieu des arrêts pes parlements. (4)

Dès lors, nous nous refusons à voir dans *l'ostel le roi* de *Jostice et Plet* autre chose que la « cort le roi » et dans les

la Pentecôte 1259, — et que d'autre part un parlement siégeait à la même date (Langlois, *Textes*, p. 229).

(1) V. p. ex. *Jostice et Plet*, p. 237.

(2) *Jostice et Plet* fait constamment allusion à la *costume de l'ostel le roi* (pp. 112, 257, etc.), — qu'il oppose souvent à la *costume de Ortiens* (ex. p. 237) ; v. d'ailleurs la table, vis *Cour du roi* Cf. Beaumanoir, *Cout. de Beauvoisis*, éd. Salmon, t. I, p. 473 (§ 933) ; *Étab. de S. Louis*, II, xx, éd. Viollet, t. II, p. 407.

(3) Beaumanoir, *ibid.*, t. II, p. 233 (§ 1450) : « il fu jugié a l'ostel le roi », — un autre ms. porte « en la court le roi ». — Langlois, *Textes*, p. 101 (a° 1278) « et le trayeray millor de l'ostel le roy », — dans un autre ms. on lit « penray meilleur de la court le roy ». — De même, dans le courant du 13^e s., c'est par *ostel le roi* qu'a été traduite l'expression *curia regis* du chap. 77, § 1 du *Très ancien coutumier de Normandie* : v. le texte latin pub. p. J. Tardif, *Coutumiers de Normandie*, t. I¹ (Rouen, 1881, 8°), p. 75 et le texte fr. pub. p. le même, *ibid.*, t. I² (Rouen et Paris, 1903, 8°), p. 61. Joignez les exemples (plus anciens, il est vrai), cités par J. Tardif, *ibid.*, t. I², p. Lxv, n. 3.

(4) Le jugement rendu « en l'ostel le roi » pour la dame de Milly d'ap. Beaumanoir, t. I, p. 218, § 454 se retrouve (M. Salmon le fait remarquer, *ibid.*, n. 1), aux *Olim*, t. II, p. 208, n° xvi (a° 1282). De même le jugement de *l'ostel le roi* entre Jean de Saint Clair et le comte de Blois (*Jostice et Plet*, p. 331) est très vraisemblablement celui inséré aux *Olim*, t. I, p. 455 (15 sept. 1259).

mestres de l'ostel le roi d'autres personnages que les *mestres de la cort le roi*. Or c'est là une expression bien connue (1), et où personne n'a jamais songé à découvrir de prétendus ancêtres de nos maîtres des requêtes.

III

Nous ne possédons malheureusement que fort peu de documents sur notre institution pendant les règnes de Philippe le Hardi et de Philippe le Bel.

Nous savons seulement que les plaids de la porte continuent à fonctionner, car dans l'ordonnance de l'hôtel du 23 janvier 1286 (n. st.) nous relevons ce passage (2) souvent cité : « Messire Pierre de Sargines, Giles de Compiègne et Jehans Maillière. Cil. III. orront les plais de la porte ; et aura Giles de Compiègne autiex gaiges comme messire P. de Sargines, et mangera avec les chambelens. » — L'étude du *cursus honorum* de ces personnages (3) nous permet de corroborer ce que nous avons dit de leurs prédécesseurs au temps de saint Louis.

Nous savons d'autre part (4), — et ceci est capital — que, à l'époque où Joinville écrivait sa *Vie de Saint Louis*, c'est-

(1) Viollet, *Instit. pol.*, t. III, p. 300, n. 1.

(2) JJ 57, f. 6, r^o, *in fine* ; cf. lat. 12814 (*Noster*¹), f. 65, v^o [Petit, *Essai de restit.*, n^o 382], et Petit, *ibid.*, n^o 185 (dérivés de *Noster*²). Nous donnons le texte de l'éd. Langlois, *Textes*, p. 130, *pr.*

(3) V. *infra*, app. III.

(4) V. le texte de Joinville, *suprà*, p. 21.

à-dire en 1305 (1), l'institution des plaids de la porte avait changé de nom et s'appelait les *requêtes*.

Faisons abstraction de quelques documents bien postérieurs qui contiennent des allusions plus ou moins vagues à l'état de notre institution sous Philippe le Bel (2), — et dont il est plus prudent de ne pas faire état (3). — A cela se réduit tout ce que nous savons de certain sur les requêtes [de l'hôtel] de 1270 à 1316 !

Pour pouvoir combler la lacune, il nous faudrait posséder pour cette époque les mêmes documents qui, pour celle postérieure à 1316, nous permettront de tracer de notre institution un tableau relativement complet : d'une part des listes de maîtres de requêtes, — d'autre part les souscriptions d'actes royaux. — Or, en fait de listes, nous n'en connaissons qu'une seule qui soit certaine : celle de 1286; tout au plus peut-on, à force de recherches minutieuses, en rapprocher un état de quatre

(1) G. Paris, *Joinville* (dans *Hist. littéraire*, t. XXXII (1898), pp. 445-6.

(2) Nous pensons ici à un document de 1328 (App. I, n° 13); ce document rapproche l'état actuel d'un état antérieur que M. Langlois, *Textes*, p. 219, fixe au règne de Philippe le Bel. Nous pensons surtout à l'art. 6 des demandes des États généraux d'octobre 1356 : « Que six personnes, c'est assavoir IIII clers et II lays de grant auctorité, science et loyauté, feussent ordonnez sur les requestes de l'ostel, lesquieulx auroient bon pouvoir et grant, en la forme et maniere que les requestes avoient en temps du roy Philippe le Bel. » (R. Delachenal, dans *N. R. H.*, 1900, p. 442). Cet article est passé presque en propres termes dans l'ord. de mars 1357 (n. st.), art. 46 (*Ord.*, t. III, pp. 141-2).

(3) « Dans l'esprit des contemporains [le règne de Philippe le Bel] paraît avoir été le règne modèle sous lequel tous les services avaient été établis et organisés de la même façon qu'ils fonctionnaient encore au milieu du 14^e s. » et « cette conviction manquait parfois de fondement, c'était parfois une légende. » (Moranvillé, dans *Bib. Ec. Ch.*, 1887, pp. 380-1.

noms compris dans l'ordonnance de l'hôtel de 1304-05 (?) (2), noms qui, selon nous, sont ceux de quatre clerks des requêtes.

(1) JJ 57, f. 49 et suiv. Cette ord. n'est pas datée ; Borrelli de Serres, *Rech.*, t. I, p. 271, n. 3, l'avait d'abord placée entre 1303 et 1305 ; plus tard (*ibid.*, t. II, p. 77) il l'a reportée à la fin de 1304 *au plus tôt*, et même (*ibid.*, n. 4), il dit la date « un peu postérieure à 1305 ». Voici le texte qui nous intéresse : « M^e Pierre de Laon, m^e Pierre de Latilli, m^e Philippe le Convers et Mons. Girart de Courtonne ne mengeront point a court, ainçois il auront pour toutes choses quant il seront a court chacun X s, par. par jour. Et n'en doit avoir que II a court se il ne sont especialment mandez. » JJ 57, f. 49 v^o *in fine*). — Il est vrai que ces gages de X s. par jour sont bien supérieurs à ceux que toucheront plus tard les gens des requêtes. Mais on remarquera dès l'abord : 1^o la place de ce passage entre un article sur « cil qui portera le scel » et un autre sur « Maillart notaire le roy » ; c'est bien celle qui, logiquement, convient à nos personnages, et qu'ils occuperont fréquemment dans les ordonnances un peu postérieures. — 2^o la règle traditionnelle : « n'en doit avoir que II à court ». — Examinons maintenant les noms soumis à notre attention. Que ces quatre personnages aient vécu dans le milieu où se recrutaient les gens des requêtes, c'est chose certaine, (v. leurs notices biographiques *infra ibid.*), mais ce n'est là qu'un argument négatif. Voici qui est plus positif : 1^o Philippe le Convers a été clerk des requêtes en 1317, et il l'était presque certainement dès avant (*infra*, app. III). — 2^o sur un état de *pallia clericorum* pour le premier semestre de 1313 (Clair. 832, p. 226), Gérard de Cortone figure entre Philippe le Convers et Michel Mauconduit qui tous deux allaient devenir peu après, et étaient presque certainement dès alors, clerks des requêtes (*infra*, app. III). — 3^o d'après les tablettes de Jean de Saint Just à la date de septembre 1301 (*H. Fr.* t. XXII, p. 519) les gages de Pierre de Laon montèrent, pour 118 jours à 15 l. 14 s. 8 den. Cela donne juste 2 s. 8 den. par jour, soit précisément les gages que des documents postérieurs nous indiquent comme ceux des clerks des requêtes. — 4^o enfin nous retrouvons fréquemment ces quatre noms dans des souscriptions d'actes, et ces actes sont de même nature que ceux qui seront commandés plus tard par des maîtres des requêtes avérés (concession ou « déclaration » de droits d'usage ou autres menus privilèges, confirmation de divers actes de particuliers ou d'officiers royaux, amortissements, etc.) Nous citerons quelques-unes de ces souscriptions à propos de chacun de ces personnages ; notons seulement ici JJ 47 n^o 128 et JJ 48 n^o 35 où sont deux de ces noms côte à côte. — On observera peut-être

D'autre part, les mentions *extra sigillum* à cette époque sont loin d'avoir la richesse, la complexité et la précision qu'elles acquerront par la suite.

A défaut de ces documents, qui eussent seuls permis de faire faire à la question un pas important, les auteurs ont accumulé beaucoup d'erreurs, et surtout d'hypothèses.

Ainsi, on a parfois cité comme visant les futurs maîtres des requêtes des ordonnances de 1280 (1), 1285 (2), 1289 (3). Il n'est pas difficile de prouver qu'aucun de ces actes n'existe, ou, du moins, ne peut être ainsi daté.

que ces souscriptions ne commencent guère avant 1307 ; cela tient à ce que les mentions *extra sigillum* apparaissent assez tard dans les registres JJ. — Il n'est pas sans intérêt de remarquer que le texte dont nous faisons état était inséré dans un des recueils d'ordonnances de la coll. Lenain (t. 235, f. 334). et que l'auteur de la table y renvoyait comme visant les maîtres des requêtes (coll. Lenain, *Table* du 18^e s., t. X, p. 34).

(1) Aubert, *Parlement*, 1^{re} série, t. I, p. 29, n. 1, déclare que « depuis 1280 il y avait six suivants. » Il emprunte cette assertion à Vuitry, *Etudes...* t. I, p. 248, selon qui « les ordonnances de janv. 1280 et de 1289 mentionnent comme faisant partie de l'hôtel, sous le nom de *poursuivant le roi*, six officiers... » Et Vuitry renvoie à Miraulmont où nous avons bien trouvé citée l'ord. de 1289, mais non celle de 1280.

(2) Blanchard, *Général. des maîtres des requêtes*, pp. 4-5, rapporte à 1285 un état, publié sans date par Miraulmont, *Mémoires*, p. 122, contenant les noms et gages de trois « clerks des requêtes. » Ce document est en réalité de 1329 ou 1330 et a été publié par M. Viard, *Bib. Ec. Ch.* 1890, p. 265, app. I.

(3) Miraulmont, *Mémoires*, p. 123, et à sa suite Blanchard, *op. cit.*, pp. 6 et suiv. et Vuitry, *Etudes*, t. I, p. 248, n. 1 (cf. aussi : coll. le Nain, *Table*, t. X, pp. 34 et 237, et de Noinville, *Hist. du Conseil*, p. 194) publient, d'après une ord. de 1289, une liste de six « poursuivants ». L'erreur, relevée par Lehugeur, *Philippe le Long*, pp. XXIII-XXIV, est certaine : cette liste date du règne de Philippe V et doit être de janvier 1320 (n. st.) cf., app. I. Du Cange ; *Placets de la porte* (éd. in-fol. p. 144 ; éd. Petitot p. 66) et à sa suite, Isambert, t. II, p. 682, font aussi mention, à la date de 1289,

D'autre part, certains auteurs (1) ont prétendu trouver dans l'article 56 de la grande ordonnance du 23 mars 1303 (2) la preuve du droit de séance des maîtres des requêtes au Parlement. Or *rien* n'indique que les « duo prelati et due persone laice de nostro consilio » qui doivent, d'après cet article, assister au parlement, soient les juges des plaids de la porte. Le président de Noinville (3), combinant ingénieusement cette hypothèse avec la fausse ordonnance de 1289, en arrivait même à faire dater du règne de Philippe le Bel la règle qui n'admettait que quatre maîtres des requêtes à siéger ensemble au parlement ! Est-il besoin de dire que ce système, malgré sa déconcertante précision, est fantaisiste, et contredit par les faits les mieux établis (4).

On pourrait, avec plus de vraisemblance, insinuer que les juges des plaids de la porte sont visés par l'article 11 de l'ordonnance de 1296 sur le parlement ; mais encore n'est-ce là qu'une conjecture, assez fragile en somme (5).

d'une ordonnance portant que les « poursuivant le roi » seront logés et nourris aux dépens du roi.

(1) Aubert. *Parlement*, 1^{re} série, t. 1, p. 29, n. 2, et Glasson, *Hist. du dr.* t. VI, p. 192. n. 1.

(2) Langlois, *Textes*, p. 173.

(3) de Noinville, *Hist. du Conseil*, p. 194.

(4) Sur l'état du parlement de juillet 1316 figurent *tous* « les suivants ». C'est seulement beaucoup plus tard que l'on fixera une limite à leur faculté de siéger au parlement (v. ici : coll. Lenain, *Table*, t. X, pp. 81 et suiv.)

(5) Après que les art. 8 et 9 ont énuméré limitativement « li chevalier et li lay », puis « li clerks » qui doivent être « resident au parlement continuellement, especialment en la chambre des plez », l'art. 11 de l'ord. de 1296 (Langlois, *Textes*, pp. 163-4) ajoute « li autre qui sont dou conseil, clerc ou lay, ne seront au jugemenz de la chambre. » Tel est le principe. Il y a pour-

IV

Parallèlement à l'institution décrite par Joinville s'en est développée une autre qui porte le même nom : les ordonnances du parlement de 1278 (1), 1291 (2), 1296 (3), 1310 (4), 1311 (5), font allusion, en des termes non équivoques, à des maîtres de la cour chargés d'entendre les *requêtes* pendant la durée du parlement. En présence de ce fait, les théories les plus diverses ont été élaborées pour rendre compte de l'origine respective de ces deux institutions, — que l'on appellera plus tard, en les opposant l'une

tant certaines exceptions, et l'une d'elles vise « cil dou conseil qui sont establi d'aler avec le roy ». Que devons-nous entendre par cette expression tant soit peu énigmatique ? Tous les membres du conseil ne sont-ils pas « establi d'aler avec le roy » puisque la caractéristique du Conseil est d'être demeuré ambulatoire, alors que la cour de justice devenait sédentaire à Paris ? Cette expression doit donc désigner une catégorie *spéciale* des conseillers du roi, — ceux sans doute qui continuaient à exercer près de lui des fonctions judiciaires, — c'est-à-dire précisément les juges des plaids de la porte. En outre ces mots « qui sont establi d'aler avec le roy » n'offrent-ils pas comme un avant-goût de la qualification de « suivant le roi », ou « ceux qui suivront le roy pour les requestes » ? — Mais, nous le répétons, ce n'est là qu'une conjecture. Nous ne l'avons produite que faute d'avoir trouvé un essai d'explication de ce passage intéressant.

(1) § 16, Langlois, *Textes*, p. 97, ou Guilhiermoz, *Enquêtes et procès* p. 607.

(2) §§ 1 et 2, Langlois, *Textes*, pp. 156-7.

(3) § 28, *ibid.*, p. 166.

(4) § 8, *ibid.*, p. 185.

(5) *Ibid.*, pp. 179-180. C'est l'ordonnance dite « postérieure à 1307 ». M. Borrelli de Serres, *Recherches*, t. II, p. 320, après l'avoir étudiée de près, propose la date de février 1311 (n. st.).

à l'autre, requêtes de l'hôtel et du palais —, et de leurs rapports avec les « plaids de la porte ». Le texte de Joinville ne se prononce pas expressément : il nous apprend seulement que, en 1305, les plaids de la porte s'appelaient *requêtes*. Mais cette expression désigne-t-elle les requêtes de l'hôtel (1), ou celles du palais (2), ou les deux à la fois (3)? Rien, en apparence, ne nous l'indique, et les trois systèmes ont leurs partisans. Il nous semble pourtant que la question n'est pas insoluble.

L'institution qu'on appellera plus tard les requêtes du palais, aussitôt qu'elle apparaît dans l'histoire, s'organise à l'occasion des parlements (4), son fonctionnement est lié au leur (5), sa réglementation se trouve dans les ordonnances sur le parlement (6). — Au contraire, nous avons vu (7) que la caractéristique essentielle de l'institution des plaids de la porte était le lien intime qui l'unissait à la personne même du roi. Aussi est-ce dans les ordonnances de l'hôtel qu'on trouve ce que nous savons soit des plaids de

(1) V. en ce sens : Pasquier, *Recherches*, éd. de 1723, p. 56 ; Blanchard, *Général.*, pp. 1 et suiv. ; la Bastie, art. cité dans *Anc. Acad. Inscr.*, t. XV, p. 716 ; Boutaric, *La France sous Philippe le Bel*, pp. 201-2 ; Aubert, *Parlement*, 1^{re} série, t. I, p. 28-29 ; Lehugeur, *De hospitio*, p. 21.

(2) Viollet, *Instit. polit.*, t. III, p. 310 : « Les plaids de la porte... devinrent, en se régularisant... la chambre des requêtes. »

(3) V. les auteurs cités *infra*, p. 37, note 1.

(4) V. les textes cités p. 34, n. 1 à 5.

(5) V. les mêmes textes, et notamment l'ord. de 1296, § 28 (« et ce qu'il ne pourront délivrer, il rapporteront à ceus de la chambre ») ; v. aussi la même ord., § 13, selon lequel les membres délégués aux requêtes sont désignés par les présidents du parlement (Langlois, *Textes*, p. 164.).

(6) Mêmes textes.

(7) V. *suprà*, p. 23.

la porte (ord. de 1286), soit des « requêtes » à la suite du roi (ord. des années 1316 et suivantes). — Dès lors aussi, tandis que le parlement devenait sédentaire à Paris, les plaids de la porte devaient rester ambulatoires, se déplaçant avec le roi (1), et cela va se traduire très logiquement par la qualification de « suivant le roi » bientôt donnée aux futurs maîtres des requêtes de l'hôtel (2). — Enfin, tandis que le parlement demeure temporaire, en sorte qu'on a pu dire (3) qu'il n'y avait pas alors de parlement mais plutôt *des* parlements, les plaids de la porte devaient siéger sans discontinuité, — et ce n'était même sans doute pas la moindre utilité de cette juridiction, à cette époque où la *ruptio parlamenti* était encore une gênante réalité, que de siéger en tout temps (4).

En somme, les deux institutions des requêtes, aussitôt qu'elles entrent dans le domaine de l'histoire, nous apparaissent comme tout à fait distinctes, et l'analyse de leurs caractères de fond nous démontre que ce sont bien les requêtes de l'hôtel, et non celles du palais, qui sont désignées sous le nom de *requêtes* dans le texte de Joinville comme ayant succédé aux plaids de la porte.

(1) Ce caractère ambulatorio est bien marqué dans l'ord. de 1286 : elle dispose que Giles de Compiègne mangera avec les chambellans, officiers essentiellement domestiques (*suprà*, p. 29).

(2) V. *infra*, p. 49.

(3) Borrelli de Serres, *Recherches*, t. I, p. 296.

(4) Cette idée est indiquée par Lenain de Tillemont, *Vie de saint Louis*, t. V, pp. 274-5, et surtout par Borrelli de Serres, *Recherches*, t. I, p. 366 et 367, n. 1 ; cf. t. II, p. 62 n. 1. (Mais est-ce dans les *textes*, — et dans lesquels — que cet auteur a trouvé l'expression « chambre aux plaids de l'hôtel ? »)

Maintenant, que s'était-il passé auparavant? Suivant une théorie qui, pour avoir été affirmée et répétée comme une vérité évidente (1), n'en a pas davantage fourni ses preuves, les maîtres des requêtes auraient à l'origine formé un corps unique; celui-ci se serait démembré à l'époque où le parlement fut rendu sédentaire à Paris et se serait détaché ainsi du Conseil. De ces personnages, les uns, dit-on, restèrent avec le parlement et formèrent la chambre des requêtes du palais; les autres suivirent le Conseil et donnèrent naissance aux maîtres des requêtes de l'hôtel. — Nous ne discuterons pas cette théorie, inspirée surtout, semble-t-il, par un goût exagéré de la symétrie; nous oublierons qu'on la présente toujours comme liée à la légende du parlement rendu sédentaire à Paris en 1302, — liaison fort compromettante. Nous remarquerons seulement : d'une part, que le parlement était, en fait, sédentaire bien avant qu'on trouve dans les textes aucune mention des requêtes, soit de l'hôtel, soit du palais, — d'autre part, que, à supposer cette origine commune des deux institutions, elle n'a laissé aucune trace. Cette double constatation nous prive de tout moyen de contrôle; elle enlève à cette hypothèse tout caractère sérieux, en même temps que tout intérêt.

(1) Pillot, *Esquisse sur les requêtes du palais du parlement de Paris*, (Rouen, 1844, 8°), p. 3; Pardessus, *Organisation judiciaire*, pp. 153, 158; Fayard, *Aperçu hist. sur le parl. de Paris*, t. I, (1876, 8°), p. 123; Aucoc, *le Conseil d'État*, p. 34; Brissaud, *Hist. du droit*, t. I, pp. 818, n. 4 et 875; Houyvet, *La chambre des requêtes de la Cour de cassation* (thèse Paris, 1906), pp. 34-35.

L'existence de deux institutions distinctes et parallèles pour la délivrance des requêtes ne pouvant faire de doute pour l'époque où nous nous plaçons, la seule question qui pourrait se poser serait de savoir si les mêmes fonctionnaires ont été chargés, par une sorte de « roulement », de ce double service. On l'a soutenu, — soit en disant que les maîtres des requêtes (de l'hôtel), anciennement, tenaient les requêtes du palais (1), — soit, à l'inverse, que « la chambre des requêtes (était) composée de certain nombre de conseillers, duquel le roi en tirait deux, qui devaient être à la suite de la cour, ... nommés Poursuivant-le-roi... » (2). Par ces derniers mots, du Cange fait allusion à des ordonnances de Philippe le Long, que nous aurons à étudier, et qui n'ont certainement pas le sens qu'il leur prête (3). Les textes ne peuvent laisser aucun doute : sous Philippe le Long (4), il y a pour les requêtes, non seulement deux institutions distinctes, mais aussi deux corps de conseillers qui ne se pénètrent pas. — Quant à l'époque même de Phi-

(1) La Roche Flavin, *Treize livres des parlements*, p. 32, § 2, « durant le cours des guerres, le roi ayant établi son parlement et requêtes à Poitiers, les maîtres des requêtes en connurent comme autrefois ils avaient fait. » Cf. le passage presque identique de l'*Encycl. méthod.* cité comme ouvrant un « aperçu très séduisant » par Viollet, *Instit. polit.*, t. III, p. 312, n. 1.

(2) Du Cange, *Plaids de la porte*, éd. in-fol., p. 144 ; éd. Petitot, pp. 65-6.

(3) Du Cange, — la suite du passage le prouve clairement, — pensait à cet art. de l'ord. de février 1321 « deux de ceuls des requestes seront continuellement avec nous suians la court. » Mais quels sont donc les personnages parmi lesquels sont pris ces deux suivants ? Ce ne sont nullement les membres des requêtes du parlement, — mais ces officiers que l'on trouve dans les ordonnances du temps qualifiés « suivants », ou « ceux qui suivront le roi pour les requêtes », etc.

(4) *A fortiori* plus tard, cf. *infra*.

lippe III et de Philippe IV, que nous examinons seule ici, le système que nous venons d'exposer, sous l'une quelconque de ces deux formes, n'est étayé d'aucun commencement de preuve; c'est une pure hypothèse, invérifiable faute de documents.

V

La coexistence des deux institutions chargées de la délivrance des requêtes soulève une autre question très délicate : celle de leur compétence respective. Et, sur ce point encore, des formules ont été proposées qui n'avaient pas assez d'appui sur les textes.

Un système séduisant prend pour point de départ l'ordonnance du parlement de janvier 1278 (n. st.) (1). L'article 16, parlant des maîtres préposés en la salle à l'examen des requêtes, dispose que celles « qui contandront grace » seront portées au roi; les autres seront transmises aux baillis, avec ordre d'y donner la suite due (2). — Évidemment ce texte établit une distinction qui n'est pas niable. Mais c'est la forcer que de sembler réduire

(1) M. Guilhaiermoz, *Enquêtes et procès*, pp. 600 et sv., 604 et sv., a étudié et publié tous les mss. connus de cette ordonnance, y compris l'*Abrégé champenois* des Établissements de Saint Louis, édité déjà par Viollet, *Étab. de Saint Louis*, t. III, pp. 141 et suiv.

(2) Voici ce texte, d'ap. Guilhaiermoz, *op. cit.*, p. 607 (ms. dit A) : « Les requestes soient oïes par aucun des maistres en la sale, et soient reportées au Roy cex qui contandront grace; des autres soit commandé aus bailliz ce que commandé en sera. » — *Abrégé champenois* : « Les requestres oyes des maistres qui contandront grace, soient portées au roi; les autres soient commandées aus baillis. »

aux requêtes ainsi renvoyées au roi toute la compétence des plaids de la porte, et surtout c'est la traduire bien malheureusement que de définir cette institution par l'exercice de la *juridiction gracieuse* (1).

Cette formule ne nous paraît exacte dans aucun de ses termes. D'une part, l'épithète *gracieuse* employée ici est inconciliable avec le texte de Joinville, qui, nous l'avons déjà remarqué, (2) parle sans aucun doute de *juridiction contentieuse*. — Que cette juridiction contentieuse, quoique, selon nous, elle n'ait jamais cessé complètement (3), — ait diminué d'importance avec la régularisation de l'institution du parlement (4), nous le voulons bien ; mais ce n'est pas une raison pour n'en tenir aucun compte dans une définition qui, portant sur une période aussi longue, doit être assez compréhensive.

D'autre part, si, — laissant de côté la juridiction contentieuse —, nous considérons les autres requêtes soumises à nos personnages, nous nous refusons à parler ici de juridiction : qui dit *juridiction* dit application à un cas concret d'une règle préétablie (5). Or ce n'est nullement à cette idée que peuvent se rattacher les nombreux actes royaux expédiés sur requête de particuliers. Ces

(1) Aubert, *Parlement*, 1^{re} série, t. I, p. 28 ; cf. 2^e série, t. I, p. 34, et, en dernier lieu, son article sur les *Requêtes du palais*, dans *Bib. Éc. ch.* 1908, p. 581. — V. aussi, mais avec des expressions un peu différentes et moins inexactes Grün, *Notice sur les arch. du parlement*, p. CCXXXV, col. 1.

(2) V. *suprà*, p. 23.

(3) V. *infra*, chap. V.

(4) Cette idée est indiquée avec force par Lehugeur, *De hospitio*, p. 21 *in fine*.

(5) Cf. Lefas, *Notion de juridiction gracieuse* (thèse, Paris, 1896), pp. 59-60.

actes nous semblent pouvoir être classés en deux catégories.

1° Nous avons conservé, et nous mettons dans notre premier groupe, un certain nombre d'exemples : soit de requêtes présentées au roi (1), soit surtout de décisions prises sur ces requêtes. Sans doute, beaucoup de ces réponses émanent des gens du parlement (2), mais beaucoup aussi étaient certainement rédigées à la suite du roi, — car elles sont datées des lieux les plus divers (3) ; il n'est pas exagéré de penser que, — sauf exceptions (4) —,

(1) V. notamment requête du vicomte de Melun à saint Louis, dans *Act. parl.*, n° 1.560 G ; plainte du chevalier P. Pillart, pub. par Douet d'Arcq., *Bib. Ec.Ch.*, t. IX, pp. 405 et suiv., puis par E. Berger, *Requête adressée au roi de France...* dans les *Études G. Monod* (Paris, 1896, 8°), pp. 343 et suiv. ; etc.

(2) Nous voulons dire celles que l'on trouve inscrites sur les rouleaux d'arrêts envoyés aux baillis ou sénéchaux, après chaque parlement, avec l'exposé sommaire de la requête. V. notamment de nombreux ex. dans les *Rouleaux d'arrêts* pub. p. Langlois, *Bib. Ec. Ch.* 1887, pp. 188 à 199 ; cf. id., *Textes*, p. XX.

(3) Très nombreux sont les mandements adressés aux officiers royaux pour leur enjoindre de donner satisfaction aux plaintes des requérants ; — ils commencent en général par le résumé de la requête (*Conquestus est nobis...*, ou *Ex conquestione talis accepimus...*, ou formules analogues). V., par ex., la plupart des *Lett. inédites de Philippe le Bel*, pub. p. Baudouin (Paris, 1887, 8°) et des *Lett. de Philippe le Bel relatives au pays de Gévaudan*, pub. p. Roucaute et Saché (Mende, 1897, 8°). V. aussi l'analyse et les extraits donnés par Ch. V. Langlois, *Formulaires de lettres* (dans *Not. et extr.*, t. XXXIV¹ (1891), pp. 1 à 32), du ms. lat. 4.763. On trouve dans ce formulaire de chancellerie un tel nombre de réponses du roi à des requêtes judiciaires ou extrajudiciaires que M. Langlois (p. 9) conjecture que son auteur devait être « attaché au greffe des requêtes » (?) ; v. notamment les deux textes publiés p. 9, n. 2, et la plupart des n°s. Malheureusement le scribe a le plus souvent fait disparaître la date de lieu.

(4) Ainsi quand P. Pillart se plaignit au roi d'être incarcéré sans qu'on

elles étaient l'œuvre des maîtres des requêtes de l'hôtel. Quel est donc l'objet de ces requêtes ? Le plus souvent, ce sont des plaintes adressées au roi contre l'inertie ou la malveillance des officiers publics (1) ; on ne saurait sans quelque abus parler ici de juridiction, il y a plutôt quelque chose d'analogue à ce que nous appelons aujourd'hui droit de pétition.

2° Notre seconde catégorie comprend ces actes qui remplissent en presque totalité les registres du Trésor des Chartes, et que l'on peut, en somme, grouper sous la rubrique : menues faveurs accordées par le roi (donations, amortissements, institution de foires, etc.) *A priori*, ces actes étant, dans les années qui suivent, constamment commandés par les poursuivants, nous ne voyons pas pourquoi il n'en aurait pas été de même sous Philippe le Bel ; *en fait* sous ce règne, ces mêmes lettres sont précisément expédiées sur l'ordre de personnages dont nous avons par ailleurs de très fortes raisons de penser qu'ils furent au service des requêtes de l'hôtel (2).

Donc, sur ce second terrain encore, comme sur le premier, nous repoussons le terme « juridiction » pour caractériser la compétence des plaids de la porte.

Encore plus inadmissibles sont d'autres théories qui ont

daigné le juger, ce fut le bouteiller de France, « mesire Jehan d'Acre, *qui estoit en liu des mestres* » qui répondit à sa requête (Berger, *loc. cit.*, p. 347). Langlois, *Le règne de Philippe le Hardi*, p. 318, semble bien voir dans ces *mestres* les juges des requêtes *du parlement* ; ce peuvent être aussi bien ceux des plaids de la porte.

(1) Cf. ici Langlois, dans *Rev. hist.*, 1909, pp. 88-89.

(2) V. *suprà*, p. 31, n. 1.

été présentées pour expliquer le partage des attributions entre les requêtes de l'hôtel et du palais. Elles ont le double défaut d'être trop systématiques, tout en ne s'appuyant sur aucun texte (1), — ou sur des textes faux (2).

Les formules les plus acceptables, parceque les plus souples, semblent avoir été données par MM. Langlois (3) et Luchaire (4). — Les futurs maîtres des requêtes de l'hôtel *suivaient* le roi, soit pour l'assister, soit pour le remplacer dans l'examen des requêtes qui lui étaient présentées, de

(1) Selon Glasson, *Hist. du droit*, t. VI, p. 192, les requêtes soumises aux poursuivants étaient « celles des affaires qui devaient être jugées par le roi en personne ou par les délégués de son hôtel. » Ce système n'est étayé d'aucun texte ; il est, du reste, assez imprécis.

(2) Selon Et. Pasquier, *Recherches*, éd. de 1569, f. 83 (et, évidemment d'après lui, G. Corrozet, *Les antiquitez... de Paris...*, éd. Bonfons (Paris, 1586, 8°), p. 112), Philippe le Bel attribua compétence aux maîtres des requêtes de l'hôtel pour les débats d'offices et pour les causes personnelles contre ses domestiques. Mais, comme ils avaient d'autres attributions, surtout à la suite du roi, cette compétence fut laissée à certains conseillers tirés du corps du parlement et qui, succédant aux maîtres des requêtes de l'hôtel, s'appelèrent gens tenant les requêtes du palais, — ce qui a dû arriver entre le règne de Philippe le Bel et celui de Philippe de Valois. — Ce système pèche par la base : la prétendue ordonnance de Philippe le Bel n'existe pas ; c'est celle qui a été attribuée, aussi faussement, à Philippe le Long, et qui est, en réalité, de février 1346 (v. *infra*, chap. V). Hâtons-nous d'ajouter que ce passage ne figure plus dans l'éd. de 1611 des *Recherches*.

Tout aussi grave le procédé de Boutaric, *La France sous Philippe le Bel*, p. 203, qui applique aux maîtres des requêtes de l'hôtel l'art. 28 de l'ord. de 1296, art. qui vise très évidemment les requêtes du parlement.

(3) Langlois, *Le règne de Philippe le Hardi*, p. 318 : « Les attributions des juges des requêtes [du parlement], à la différence de celles des maîtres des requêtes de l'hôtel, étaient strictement judiciaires. »

(4) Luchaire, *Manuel*, p. 566 : « Les maîtres des requêtes du palais, qu'il ne faut pas confondre avec les maîtres des requêtes de l'hôtel, investis d'une fonction analogue, mais étendue aux matières extrajudiciaires. »

quelque nature qu'elles fussent. Nous craindrions en précisant davantage de déformer la réalité.

VI

Qu'on ne se méprenne pas sur le motif pour lequel nous ouvrons à l'année 1316 la série régulière de nos chapitres. Nous ne voulons pas dire que cette date marque le début d'une nouvelle phase dans l'histoire des requêtes de l'hôtel; mais elle est capitale au point de vue des sources qui nous en permettent l'étude.

Peut-être y a-t-il eu en 1316 une réforme, — qui aurait porté, sans doute, moins sur les attributions (1) ou sur les prérogatives (2) que sur le personnel. — La chose est possible (3). Encore ce changement de personnel, s'il a eu

(1) Cf. *suprà*, p. 31, n. 1 et pp. 41-2.

(2) Ord. Juillet 1316 : « ... liquel prendront a court en la maniere acoustumee au temps du roy le pere » (JJ 57, f. 41, r^o) ; cf. ord. [nov.] 1316 (*ibid*, f. 40, r^o).

(3) V. ces vers de la *Chronique rimée* attribuée à Geffroi de Paris, à propos des premiers actes du régent (*H. Fr.*, t. XXII, p. 165) :

Et puis fu fete la devise
En plaiz, en trésor, en *requestes*
Si comme l'en voit que sont faites :
Des rouviax i a l'en boutez,
Et des autres a l'en ostez.

On ne voit pas qu'il s'agisse ici des requêtes du palais plutôt que de celles de l'hôtel. Peut-être même cette seconde interprétation est-elle préférable : ces vers semblent viser l'ord. de juill. 1316 (en ce sens, rapp. ces vers, à la suite dans la même chronique :

Et qui gages du roy aura
L'autre pas ne les recevra.

de la disposition finale (JJ 57, f. 44 r^o) de l'ord. de juill. 1316), — or cette ord. ne parle pas des requêtes du Parlement.

lieu, n'a-t-il pas été complet, car de nombreuses souscriptions d'actes antérieurs au règne de Philippe le Long nous permettent d'affirmer que deux au moins parmi les personnages que nous allons trouver sur les premières listes de maîtres des requêtes en exerçaient dès auparavant les fonctions (1).

Mais si rien n'indique que de graves modifications aient été introduites en 1316 dans notre institution, il n'en est pas moins légitime de notre part d'ouvrir à cette date dans notre étude une nouvelle division, car les documents qui, jusqu'alors étaient si rares et si peu précis que ce chapitre préliminaire a pu ressembler parfois à un procès-verbal de carence, et que la période antérieure à 1316 pourrait paraître *préhistorique* si nous n'avions pu y discerner déjà quelques traits durables de l'institution, ces documents deviennent, subitement, à partir de 1316, beaucoup plus nombreux. D'une part la coutume est bien établie maintenant que tout acte émané de la chancellerie royale porte sur son repli l'indication de l'officier qui l'a commandé, et que ces souscriptions, si précieuses, sont transcrites sur les registres du Trésor des chartes. — D'autre part, à partir de 1316, nous possédons plusieurs listes des officiers attachés aux services royaux, et notamment aux requêtes de l'hôtel, et ces listes nous servent de

(1) Nous voulons parler de Ph. le Convers et de Mich. Mauconduit; nous grouperons dans leurs notices quelques-unes des souscriptions dont nous faisons état ici (v. *infra*, app. III). V. notamment JJ 50, nos 88 et 98 (a° 1314) où leurs deux noms se trouvent ensemble au bas du même acte.

clef pour l'interprétation des mentions *extra sigillum*. En même temps, les ordonnances de l'hôtel, surtout sous Philippe le Long, se multiplient, et sont plus riches de détails précis.

A l'aide de ces divers documents, il est enfin possible de se rendre compte des attributions des maîtres des requêtes, et Etienne Pasquier, dans un passage très brillant et très solide à la fois (1) a pu montrer que leurs fonctions de chancellerie, leur droit de séance au parlement, leur rôle au conseil, toutes choses qui durèrent aussi longtemps que l'ancien régime, se trouvaient déjà dans les ordonnances de Philippe V.

(1) Et. Pasquier, *Recherches de la France*, éd. de 1723, pp. 56 et suiv. Trouvant ce même passage, presque en termes identiques, dans le *Théâtre des antiquitez de Paris* du P. du Breul, éd. de 1612, pp. 136 et sv., mais non dans les éd. de 1569 et 1581 des *Recherches* de Pasquier, nous nous étions demandé auquel de ces deux auteurs en attribuer la paternité. M. Henri Monod, l'érudit bibliophile, a bien voulu nous communiquer son exemplaire de l'éd. de 1611 des *Recherches*; notre passage y figure déjà. Il devait même se trouver dans l'éd. de 1596, car P. Bonfons, qui, lui aussi, l'avait incorporé à son ouvrage, *Les fastes, antiquitez... de Paris*, f. 191 v^o à 193 v^o, reconnaissait formellement (dans sa préface) l'avoir emprunté à Pasquier.

CHAPITRE PREMIER

ORGANISATION

§ 1. — TERMINOLOGIE

Les maîtres des requêtes de l'hôtel ne paraissent pas avoir porté ce nom sous le règne de Philippe le Long (1). — Ce n'est pas, certes, que l'expression *maître des requêtes* fût inconnue à cette époque : dès 1310 on la trouve employée (2), mais elle désigne alors les maîtres des requêtes *du parlement* (3). — D'autre part, dès 1322 au plus tard, le

(1) *Contra* Lehueur, *De hospitio*, pp. 21 et 29. Cet auteur n'indique pas sa source; il pensait sans doute à l'ord. de février 1319, que nous démontrons *infra*, chap. V, ne pas exister.

(2) Ord. de 1310, § 8 (Langlois, *Textes*, p. 185.) Selon Aubert, *Parlement*, 2^e série, t. I, p. 34, n. 3, cette expression apparaîtrait même à la fin du 13^e s.; il cite un passage des *Olim* qui porterait « magister a requestis ». En réalité, le texte des *Olim* II, 376 (cf. *Act. parl.* 2884) dit : « Hoc retulit magister R. Foison a requestis. »

(3) De même dans l'ord. 17 nov. 1318, § 7 (*Ord.*, t. I, p. 675) qui n'est d'ailleurs qu'une rééd. de celle de 1310. — Sur les états du Parlement de 1322 (*Act. parl.* 6930^a) et de 1328 (*app.* IV, n° 7) la rubrique *maîtres des requêtes* s'entend aussi de ceux du Parlement. On applique traditionnellement aux maîtres des requêtes du palais un passage de Jean de Jandun (*Éloge de Paris* en 1323, ap. Le Roux de Lincy et Tisserand, *Paris et ses historiens...*, p. 48)

service des requêtes à la suite du roi est qualifié, — ce qui est d'ailleurs tout indiqué —, de *requêtes* de l'hôtel (1). Mais il n'apparaît pas que l'on ait dès alors fondu ces deux termes et forgé la formule complète. Pour ne prendre que les faits certains (2), les premiers exemples que nous en trouvions remontent à septembre et octobre 1325 : la souscription *per magistros requestarum hospitii* est apposée au bas de deux actes qui portent ces dates (3) —. Dans les deux cas, c'est aux maîtres des requêtes en corps, collectivement, que s'applique cette expression. Nous ne tardons pas à la voir désigner aussi des maîtres intervenant individuellement : un accord eut lieu à Vincennes, en mai 1327, en présence de « noz amez et feauls Eustace de Conflans advoe de Theroanne, Pierre de Cuingnieres maistres des requestes de nostre hostel et Girart Quieret, chevaliers,

parlant des « magistri requestarum » ; nous serions ici moins affirmatif. — Le sens à donner au terme *maître des requêtes* sera parfois indiqué par l'endroit même où on le trouve : le compte du sacre de 1328 parle des notaires et de six maîtres des requêtes (*infra*, p. 63, n. 1), il s'agit certainement de ceux de l'hôtel.

(1) Le compte de l'hôtel pour le 1^{er} semestre 1322 cite quatre « clerici *requestarum hospitii*. » V. en outre, les mandements passés *in Requestis hospitii*, d'août à octobre 1322 que nous citons *infra*, v^o *Lettres de justice*.

(2) Le journal de la Chambre des Comptes nous a transmis, à la date du 1^{er} avril 1322 n. st., une lettre signée « Per thesaurarium Remensem, M. Mauconduit et alios magistros R. », avec une marque d'abréviation sur l'R (Fr., 2755, f. 428 v^o) ; ce n'est malheureusement qu'une copie, mais nous n'hésitons pas à voir là une preuve que, dès 1322, le titre de *maître des requêtes* fut appliqué à ceux de l'hôtel comme il l'était alors à ceux du palais. (D'autant plus que, nous le savons par ailleurs, le trésorier de Reims et M. Mauconduit étaient deux clerks des requêtes de l'hôtel).

(3) JJ 62, n^{os} 429 et 473 (Le premier est une expédition nouvelle d'un acte antérieur, *infra*, p. 129, n. 3, le second une sentence, éd. *app.* IV, n^o 6).

noz conseillers a ce deputez de par nous » (1). — Ceci, disons le en passant, prouve que la charge de maître des requêtes offre dès alors un caractère de stabilité et de spécialisation que l'on ne trouverait peut-être pas, en ces mêmes années, au moins en droit, dans tous les services, — que c'est bien, en un mot, une « carrière ».

Nombreuses et variées sont les appellations qui furent appliquées à nos personnages avant l'emploi du terme maîtres des requêtes de l'hôtel, et que ce dernier, d'ailleurs, ne détrôna pas en un jour. Dans un premier groupe, la seule idée qui apparaisse est celle qu'ils exercent leurs fonctions à la suite du roi : suivants (2), — poursuivants (3), — pour les clercs : clercs suivant la cour (4). Mais, dans d'autres cas, l'idée de requêtes se montre aussi : plusieurs textes parlent de « ceux qui suivront le roi pour les requêtes » (5); en ce qui concerne les maîtres clercs en particulier, on trouve fréquemment, — et très avant dans le courant du xiv^e siècle, — l'expression *clerc des requêtes* (6),

(1) JJ 64, n° 632.

(2) Ord. de juillet 1316; liste du Parlement de 1328.

(3) Ord. 16 nov. 1318, art. 4 (*Ord.*, t. I, p. 670), cf. art. 27, fragm. de janv. 1320; ord. de févr. 1321.

(4) Crue du 10 juillet 1319 : « Messires Thomas de Savoye III provendes aussi comme les autres clercs suianz la court et n'en doit avoir que I a court. » (JJ 57, f. 85); pièce *Anciennement* (1328).

(5) Ord. de décembre 1316; du 17 nov. 1317; de janv. 1322.

(6) Ord. [nov. 1316]; 17 nov. 1317 (Ph. le Convers); ord. pour l'union des hôtels du roi et de la reine (v. 1320, Fr., 2833, f. 90); rapports de 1329-30 et de 1335; ord. 28 mai 1350. Plus rarement on trouve pour les laïcs une expression correspondante (v. ce dernier texte qui parle du « chevalier des requêtes. ») Cf. encore les *Comptes de l'hôtel*, pub. par Donet d'Arcq (a° 1380.)

et celle, plus précise heureusement (1), de clerc des requêtes de l'hôtel (2).

Cette question de terminologie n'a d'ailleurs qu'une importance restreinte : il n'est ni contesté ni contestable que les titres que nous venons d'énumérer s'appliquent aux mêmes personnages qui, peu après ou simultanément, sont qualifiés maîtres des requêtes de l'hôtel. Celle même de ces désignations qui est, en un sens, la moins caractéristique, car l'idée de requêtes n'y est pas contenue, celle de *suivants le roi*, est encore, non seulement comprise (3), mais employée jusque dans la seconde moitié du xiv^e siècle (4).

Quoiqu'il en soit, si l'on se place au cœur de l'époque que nous étudions, on peut dire que l'expression « maître des requêtes de l'hôtel », sans avoir rejeté entièrement ses synonymes, est de beaucoup la plus employée, toutes les fois du moins qu'il s'agit de désigner individuellement un ou plusieurs de ces personnages (non seulement dans l'exer-

(1) En effet, l'expr. « clerc des requêtes » a été aussi employée pour des maîtres du parlement : ainsi, P. Maillart, qui est qualifié *clericus requestarum* à maintes reprises dans le *Journ. du trésor de Charles le Bel* était maître des requêtes *du parlement* : il figure aux « requêtes de la langue française » dès déc. 1316 (*infra*, App. IV, n° 3; cf. *Act. parl.*, 6930^A, a° 1322); ses gages sont d'ailleurs de 5 s. par jour.

(2) Comptes du 1^{er} semestre 1322; robes de la Pentecôte 1326 (couronnement de la reine).

(3) V. *infra*, App. IV, n° 2.

(4) V. le *Sciendum* de la Chancellerie, art. 68, dans Morel, *Grande Chancellerie*, p. 47 : « Quatuor primi clerici et magistri requestarum hospicii regis qui dicuntur *sequentes*. »

cice de leurs fonctions (1), mais même en dehors) (2); dans les cas où ils agissent collectivement, on dira plutôt les « gens des requêtes de l'hôtel [du roi] » (3), ou « tenant les requêtes de l'hôtel » (4) ou « tenant les requêtes en l'hôtel » (5).

En même temps que la terminologie se fixait ainsi, elle devenait aussi plus précise en ce qui concerne les requêtes attachées à la cour : on parle des requêtes *du parlement* (6), des maîtres des requêtes *du palais* (7), des gens des requêtes *à Paris* (8), des gens des requêtes *du Palais royal à Paris* (9), etc., tous termes analogues qui indiquent bien une opposition avec les requêtes de l'hôtel. — Mais il est en outre ici un fait curieux à noter : dans les premiers exemples que nous en avons cités, l'expression maître des requêtes sans autre qualificatif désignait les maîtres des requêtes *du parlement* ; elle va désormais s'appliquer de préférence à ceux de l'hôtel, si bien que souvent ceux-ci

(1) Le plus souvent le titre est ainsi conçu : « nostre ami et feal clerc [ou : chevalier] et conseiller N., maistre des requestes de nostre hostel. » C'est par erreur que M. Viard, *Lett. d'état*, n° 59, a attribué à R. Saquet la qualité de « conseiller des requêtes de l'hôtel » (v. le texte exact, app. IV, v° Saquet). On trouve bien dans X^{1a} 13, f. 169 « ... tunc in requestis hospicii consiliarius », mais c'est là quelque chose d'un peu différent.

(2) Ex : Ferri de Piquigny en 1339 (Viard, *Doc. par.*, t. II, p. 15.)

(3) On trouve déjà cette expression en déc. 1323 (*Ord.*, t. V, p. 590.)

(4) App. II, nos 38 et 53.

(5) JJ 77, n° 394 et App. II, n° 74.

(6) Advisement au roy (de 1330) (Clair. 754, f. 216.)

(7) Liste du parlement de 1336 (Guilhiermoz, *Enq. et procès*, p. 637.)

(8) Ex : *Act. parl.*, n° 7455 (18 fév. 1324.)

(9) Ex : X^{1a} 7, f. 105 (1336.)

seront qualifiés, sans autre précision, « maîtres des requêtes du roi » (1).

§ 2. — NOMBRE DES MAÎTRES DES REQUÊTES

Le nombre officiel de nos personnages paraît être resté assez longtemps fixé à six. L'ordonnance de juillet 1316 parle des « III clerc et III lay suivant », et la liste que contient cette ordonnance porte, en effet, six noms. De même le fragment de janvier 1320. — Mais nous avons tout lieu de penser que, dès cette époque, ce chiffre ne correspondait pas tout-à-fait à la réalité : sur un rôle du parlement que nous attribuons à l'extrême fin de 1316 ou au début de 1317 (2), ce ne sont plus six, mais sept *suivants* que nous trouvons : quatre clercs et trois laïcs, et il est difficile de voir là le résultat d'une erreur (3). En outre, à cette même époque, un personnage important, Philippe le Convers, exerce les fonctions de clerc des requêtes (4), et l'ordonnance du 17 novembre 1317 le qualifie expressément de ce titre, sans qu'il soit pourtant compris sur les états de juillet 1316 et janvier 1320.

Les documents qui suivent sont moins précis encore et moins complets : l'ordonnance de janvier 1322 nous fournit une liste de cinq noms : quatre clercs dont Philippe le Convers, et *un seul* laïque (Jean d'Arrablay le jeune); le

(1) Ex : JJ 74, n° 319 (1342); X^{1c} 3 (A), n° 29 (1343.)

(2) App. I, n° 4.

(3) App. III, v° Broce (G. de).

(4) App. III, v° Convers.

compte de l'hôtel du 1^{er} semestre 1322, sous la rubrique *clerici requestarum hospicii* reproduit les quatre mêmes noms de clercs. Le personnel est en partie changé, mais c'est encore une liste de quatre « grans clercs des requestes en l'hostel du roy » que nous relevons dans la livrée de robes faite à la Pentecôte 1326 à l'occasion du couronnement de la reine. -- En 1328, ce sont six maîtres des requêtes que vise le compte du sacre de Philippe VI, mais sans nous donner les noms, et sans nous dire si tous y sont compris.

Sur le rôle du parlement de 1328, nous trouvons enfin une liste dont le titre ne fait pas de restriction : *Suivans du roy* ; elle comprend six noms ; mais il est aisé de se rendre compte que cinq au moins parmi ces personnages, et vraisemblablement tous les six, sont des clercs. Dès lors, doit-on dire que nous possédons là tous les maîtres des requêtes en exercice ? Nous ne le pensons pas, car, s'il est très probable que ce soient là les seuls clercs des requêtes de cette époque, il est, *a priori*, vraisemblable qu'il y avait aussi des maîtres laïques ; en fait, nous savons des personnages qui, ayant auparavant porté le titre de maître des requêtes, continuaient à en exercer alors les fonctions. (1)

Un rapport financier qui date de la fin de 1329 ou du début de 1330 (2) fait mention de trois clercs des requêtes seulement, et nous n'avons rien relevé qui nous permette

(1) V. app. III, vis Cugnières, et Conflans (Eustache de).

(2) App. I, n° 15.

de supposer que cette liste ne soit pas complète (1). Il n'est donc pas impossible que l'on ait réussi alors à réduire les clercs des requêtes au nombre légal. (2) On peut également citer un état de 1331 qui, sous le simple nom de « clercs » vise, à n'en pas douter, les clercs des requêtes (3). Enfin, le rapport financier de 1335 ne prévoit également que trois de ces officiers. Que ce dernier document corresponde ou non à la réalité (4), il nous fournit du moins le chiffre officiel.

C'est encore celui que conserve l'ordonnance du 8 avril 1342; mais l'article 9 de cette ordonnance, en

(1) Il y a bien un énigmatique archidiacre de Langres qui, de janv. 1329 à nov. 1331, a commandé beaucoup de lettres; mais, comme nous n'avons pu l'identifier, il n'est pas impossible que ce soit l'un des maîtres de 1329-30.

(2) Les trois clercs de la liste de 1329-30 figuraient déjà sur celle de 1328. Quant aux trois autres portés sur cette dernière : de Ren. d'Escrones, nous n'avons conservé de preuve de son service aux requêtes que pour juillet 1328; le doyen de Tours était devenu dans l'intervalle chancelier, André de Florence fut, vers cette époque, élu évêque d'Arras. La réduction a donc pu s'opérer sans léser de situations acquises.

(3) App. I, n° 16. « *Clers*. Mons. Philippe de Meleun, en lieu de Mons. Estienne de Mornay, Mons. Guy Baudet, Mons. Raymon Saquet, a chascun II s. VIII d. par jour et II s. en parlement, et X l. par an pour mantel, et restor pour palefroy X l., pour roucin VIII l., et pour sommier VIII l. quant le cas s'offre » (Viard, *Hôtel*, p. 599). Nous appliquons cet article aux clercs des requêtes : 1° parce que ces gages de 2 s. 8 den. sont ceux que leur attribuent de nombreux documents contemporains; 2° parce que les termes sont identiques (sauf le « 2 s. en parlement » qui est certainement une erreur de copie pour « 12 s. » au passage du rapport financier de 1335 sur les clercs des requêtes; 3° parce que, par les souscriptions, nous voyons que les quatre clercs ici cités ont exercé les fonctions de clercs des requêtes; 4° et que nous savons, d'autre part, expressément que deux d'entre eux ont été « aux requêtes de l'hôtel » (app. III, vis Melun et Saquet.)

(4) En fait, nous trouvons alors en fonctions Chamaillart, Rousselot, et J. des Prez, mais nous ne nous flattons pas de les connaître tous !

même temps qu'il pose à nouveau le principe de la limitation à six du nombre des maîtres des requêtes, ordonne qu'ils y seront ramenés par voie d'extinction et, par conséquent, établit que, en fait, ils étaient davantage. Et en effet, nous trouvons, en juillet 1342, un tableau de service, complet, lui, où les maîtres des requêtes sont répartis en quatre groupes, servant chacun trois mois par an : l'un en janvier, mai, septembre, l'autre en février, juin, octobre, etc ; chacun de ces groupes comprend cinq personnages, soit au total vingt maîtres des requêtes. Le chiffre légal était donc, en pratique, dépassé de beaucoup, et il est aisé de se rendre compte, par les souscriptions, que le titre de ces officiers n'était pas purement honorifique, et que tous, à un moment ou à l'autre, participèrent effectivement au service des requêtes.

Après 1342, nous ne possédons plus aucune liste d'ensemble. Mais, le 10 mars 1352, (1) une lettre était rendue au profit de *quatre* clercs des requêtes. Ce chiffre fut certainement dépassé : les États généraux d'octobre 1356 demandèrent et obtinrent (2) la réduction des maîtres des requêtes à six : quatre clercs et deux laïcs. Le chiffre total était donc toujours le même qu'en 1316. Mais, cette fois encore, la pratique dut violer la théorie. car en 1360 une ordonnance porta le nombre officiel à huit (quatre clercs et quatre laïcs). (3)

(1) *Ord.*, t. IV, p. 120, en note.

(2) V. les textes cités *suprà*, p. 30, n. 2.

(3) *Ord.*, 27 janv. 1360, art. 2 (*Ord.*, t. III, p. 387).

§. 3. — DISTINCTION DES CLERCS ET DES LAIS.

L'ordonnance de juillet 1316, nous le rappelons, parlait des trois clercs et trois lais *suivants*, et l'état du même mois se conformait exactement à cette répartition. Mais, dès ces premières années on remarque une tendance très nette à l'extension proportionnellement plus considérable du nombre des clercs : les deux maîtres dont nous avons constaté sous Philippe le Long l'existence en surnombre étaient deux clercs. En 1322, en 1326, il y a quatre clercs des requêtes ; en 1328, semble-t-il, six. Il est vrai qu'en 1329-30 et en 1331, on les trouve réduits à leur chiffre légal de trois, lequel est confirmé en 1335 et par l'ordonnance du 8 avril 1342. Mais, si nous examinons de près le tableau de service de juillet 1342, nous constatons ce fait curieux : chacun des quatre groupes de maîtres des requêtes est composé de trois clercs et de deux laïques, ce qui donne un total de douze clercs contre huit laïques seulement. Cela est à rapprocher de l'ordonnance de mars 1357, d'après laquelle le nombre officiel est de quatre clercs et deux laïques.

La distinction entre les uns et les autres au point de vue soit de leurs gages à la cour, soit de leur situation au parlement, sera examinée plus loin. Quant à leurs attributions respectives en qualité de maîtres des requêtes, les ordonnances ne sont pas d'un grand secours. Celle du 16 novembre 1318 (art. 4) stipule pourtant que, hors le

cas d'empêchement légitime, le clerc et le lai de service à la cour ne peuvent exercer l'un sans l'autre ce que l'on a appelé leur droit de « veto » ; (1) et, d'après les ordonnances de la même époque, ils doivent siéger « en lieu commun » pour l'expédition des requêtes. (2) Pas d'attributions particulières à l'un ou à l'autre, sauf que le clerc est spécialement chargé de la tenue du registre des offices concédés. (3)

Néanmoins on constate que la distinction des clercs et des lais a une certaine importance, et elle a laissé des traces sensibles dans les documents qui nous sont parvenus.

D'abord intervient cette idée, bien connue, que les clercs ne doivent pas s'occuper des affaires criminelles. C'est à ce principe que nous rattachons quelques souscriptions où il est dit qu'un maître clerc a commandé l'acte seulement « ad finem civilem » (4). — et d'autres où seuls les maîtres lais apparaissent (5). — C'est aussi par là que l'on peut expliquer ces enquêtes auxquelles seuls prennent part les gens *lais* des requêtes de l'hôtel. (6)

(1) *Infrà*, chap. IV.

(2) V. ord. janv. 1320 ; février 1321.

(3) Ord. 16 nov. 1318, art. 5.

(4) V. JJ 70, n° 275 (9 mai 1337), lettre de rémission signée *Per R. ad rel. dominorum Ja. Ross [eloti] et M. Cham [aillardi] ad finem civilem et G. de Vill [aribus] ad finem tam criminalem quam civilem* ; JJ 73 n° 274 (confirmation de la nomination d'un notaire des causes criminelles de la sénéchaussée de Toulouse, juin 1340), et X² 4 f. 220 (5 avril 1344, mandement au parlement de renvoyer au bailli de Vermandois, son juge ordinaire, un inculpé de meurtre).

(5) V. X² 2 f. 225 v° (28 octob. 1324), acte signé *Per laycos in Requestis hospicii* ; JJ 75, n° 341 (févr. 1345) ; Cf. A. P., t. XVII, p. 52 (fév. 1351).

(6) V. JJ 76, n° 183 (nov. 1347, information sur une lettre de rémission ;

D'autre part, il ne paraît pas niable que, pendant assez longtemps, les clercs des requêtes aient plus souvent que les laïques exercé leurs fonctions propres à l'hôtel. Les actes commandés par les maîtres laïcs des listes de juillet 1316 et de janvier 1320 sont en nombre dérisoire par rapport à ceux dûs, par exemple à Mich. Mauconduit ou à Philippe le Convers. (1) Hâtons-nous d'ajouter que cette différence n'a pas subsisté : sous Philippe de Valois, des maîtres des requêtes laïcs, comme Jean Richier ou G. de Villiers ne le cèdent en rien, au point de vue du nombre des actes commandés, à des clercs comme Rousselot ou Chamaillard.

§ 4. — HIÉRARCHIE

De tout temps, — sans que nous puissions dire d'ailleurs quel était son criterium ni son importance —, une certaine hiérarchie semble avoir existé parmi les maîtres des requêtes de l'hôtel.

En janvier 1322, Jean d'Arrablay le jeune, maître de l'hôtel, est en même temps qualifié « li prumiers des requestes. »

En 1351, Simon de Bucy était « primus magister requestarum hospitii », et le roi lui permit de conserver cet état bien qu'il vint de le retenir de son conseil secret. (2)

App. II, n° 66 (enquête sur des délits imputés à des officiers royaux, a° 1347) ; enfin la commission de 1336, éd. app. IV, n° 8.

(1) Réciproquement les maîtres laïcs commandent, en qualité de membres du parlement, un grand nombre de lettres de justice (*infra*, v° *Lettres de justice*).

(2) Lett. 6 avril 1351, pub. p. Valois, *Et. hist. sur le Conseil*, p. XII, n. 3.

Enfin, d'après *l'acte d'accusation contre Robert le Coq*, le roi Jean, après son avènement, le fit « maistre des requestes de son hostel et le premier des clerks. » (1) Ce dernier document indique que la hiérarchie n'était pas fondée obligatoirement sur l'ancienneté, — et qu'elle existait aussi bien parmi les clerks que parmi les laïques.

§ 5. — SERVICE A LA COUR

La fonction essentielle des maîtres des requêtes consiste à recevoir et expédier les requêtes présentées au roi là où il se trouve. Leur nom même l'indique, soit qu'on les qualifie de *suivants*, soit de maîtres des requêtes de *l'hôtel*.

Ce caractère ambulatoire doit être entendu en un sens très large : ce n'est pas seulement dans les châteaux royaux, dans les abbayes où dans les villes où le roi séjourne qu'ils organisent à sa suite leurs assises : ils commandent des actes presque le pied sur l'étrier (2), et leur service fonctionne dans les expéditions militaires, et pour ainsi dire sur le champ de bataille (3). — Cela n'allait évidemment pas sans inconvénients : aussi, le 13 mars 1340, le roi, prévoyant que les soucis de la guerre allaient l'empêcher d'entendre « aus requestes delivrer tant de grâce que de

(1) Ed : Douet d'Arcq, *Bib. Ec. Ch.* t. 11, p. 365 (lat. 9015, n° 39).

(2) Un acte fait sur rapport des gens des requêtes de l'hôtel est daté « en passant par la ville de Charonne » (JJ 71 n° 7, octob. 1337).

(3) Un ex. entre bien d'autres : JJ 65^A n° 213 (août 1328, acte donné « in castris prope Gonayum subtus Bethuniam »). Un grand nombre des cas se réfèrent à l'expédition de 1340 (p. suiv. n.2).

justice » donna aux gens des comptes une délégation très large pour l'expédition de ces requêtes, jusqu'à la Toussaint suivante. (1) Mais cela n'empêcha pas qu'il fut, pendant ce temps, accompagné de maîtres des requêtes de l'hôtel qui exercèrent près de lui leur office. (2)

Tous les maîtres des requêtes ne sont pas en même temps « à cour », c'est-à-dire à la suite du roi : ils y servent à tour de rôle. Toutes les ordonnances de Philippe le Long se transmettent cette règle qu'il doit toujours y avoir « à cour » un clerc et un lai, mais non plus : ceux qui seraient en surnombre ne toucheraient rien, à moins d'être mandés spécialement. (3) L'ordonnance de 1322 semble s'écarter de ce principe, car elle parle de deux clercs et d'un laïque, mais ce n'est là qu'une apparence : le second clerc prévu

(1) Cette lettre, qui se trouve aussi dans X¹² 8847, f. 70 v^o, a été éd. dans *Ord.* t. XII, p. 53, d'ap. le mém. B. Le roi donne à la chambre pouvoir « de octroier de par nous à toutes gens... graces sur acquests tant fais comme à faire a perpetuite ; de octroyer privileges et graces perpetuelles à temps et à personnes singulieres, eglises, communes et habitants de villes, et impositions, assis et maletostes pour leur proufit et du commun des liex ; de faire grâce de rappel à bannis de nostre royaume ; de recevoir a traictié et à composition... de nobiliter bourgeois... de légitimer personnes nées hors mariage... de confermer et renouveler privilèges... » C'est, en somme, une revue des principaux actes expédiés par les maîtres des requêtes.

(2) Nombreux sont en effet les actes commandés, dans cet intervalle, par des maîtres des requêtes à la suite du roi. Ex : JJ 73 n^o 134 (juin 1340 : « en noz tentes devant le chastel de Thun l'Evesque »), *H. L.* X, 869 (18 sept. 1340), etc. etc.

(3) *Ord.* de juill., nov. et déc. 1316, du 17 nov. 1317, du 17 nov. 1318 (art. 4), crue du 10 juill. 1319, fragm. de janv. 1320, ord. févr. 1321. — En 1320 on constate une dérogation : l'ordonnance faite pour mettre l'ostel le roy et l'ostel la royne tout a ung veut qu'il y ait toujours « à cour » deux clercs des requêtes et deux lais (*Fr.* 2833, f. 90 r^o). Mais on sait que cette ordonnance eut une durée éphémère.

n'est autre que Philippe le Convers à qui ce règlement, maintenant la situation exceptionnelle que lui faisait déjà celui du 17 novembre 1317, accorde le privilège de pouvoir être toujours « à cour » quand il voudra.

L'ordonnance du 8 avril 1342, prenant son parti de l'augmentation du nombre des maîtres des requêtes, décide que quatre seulement (deux clercs et deux laïcs) « prendront aucune chose en l'hôtel du roi » ; mais cela ne s'applique « qu'aux maîtres qui à présent sont » : le rédacteur de l'ordonnance ne perdait sans doute pas l'espoir que, un jour, la réduction du personnel étant obtenue, on en pourrait revenir à l'ancienne règle. — On sait que, le 13 juillet de cette même année, le roi divisa ses vingt maîtres des requêtes en quatre groupes de cinq maîtres chacun, devant fonctionner alternativement par mois. Il s'agit bien là du service à la suite du roi : « par devers nous et a nostre court.... pour oïr et delivrer les requestes. » Sauf excuses valables, et sous la sanction de la privation de gages, il devait donc y avoir, d'après cet état, cinq maîtres des requêtes par mois à la cour. En fait, il arriva souvent que ce nombre fût extrêmement réduit, et l'on trouve plus d'une lettre signée par le roi « à la relation » d'un seul maître des requêtes, avec cette formule « les autres absenz de la cour » ou autres analogues. (1)

L'ordonnance du 28 mai 1350 reprend l'ancienne règle : « Un chevalier des requestes toujours a court et non plus.,

(1) V. notamment JJ 69 n° 137 (juill. 1335 *Par le R. a la rel. de mons. G. de Villiers en l'absence des autres gens des requestes de l'hostel*) ; A. P. t. XIII, p. 202 (juin 1341), etc.

un clerc des requestes toujours a court et non plus. » Mais ce devait être là un principe purement théorique. En tous cas, d'après un document officiel de 1352, c'étaient *deux* clercs des requêtes qui alors suivaient l'hôtel. (1)

§. 6. — GAGES ET DROITS DIVERS A LA COUR.

Aux termes des ordonnances de l'hôtel de décembre 1316, du 17 novembre 1317 et de janvier 1322, le clerc et le lai « qui suivront le roy pour les requestes » ont chacun, pendant leur service « à cour » : — 1° le coucher et les repas, plus un certain nombre de « livroisons » en nature qui sont minutieusement détaillées, — 2° 32 deniers (2 s. 8 den.) de gages « pour leurs autres choses » (2). Ces trois textes sont généraux, ils s'appliquent aux laïques comme aux clercs. Au contraire, les documents que l'on possède pour les années suivantes ne parlent *in terminis* que des clercs des requêtes. Ils portent toujours les mêmes gages de 2 s. 8 den. par jour, (3) mais sont muets sur les « livroisons » en

(1) Lettre du 10 mars 1352 (*Ord.* t. IV, p. 120 note).

(2) Nous donnons à l'app. IV le premier de ces textes ; les deux autres ne contiennent que des variantes insignifiantes ; l'ord. du 17 nov. 1317 contient à la suite un article spécial sur Ph. le Convers. Sur les clercs des requêtes, joign. la crue du 10 juill. 1319.

(3) V. une note à la suite du compte du 1^{er} sem. 1322 (*Vadia clericorum* : Clair, 833, p. 219) ; le rapport de 1329-30 (N. N. N. « clercs des requestes, chascun ii s. viii d. par jour a court et xii s. en parlement ») ; l'état de 1331 ; une note de 1332 relative à Aim-Guenaud (à la suite d'un état de l'hôtel de la reine pour le 1^{er} sera. 1322 : « Mons. Aymery Guenaut, pour viii jours que il y fu, ii s. viii d. par jour. Lui, pour vi jours à Paris, xii s. par jour. » Viard, *Hôtel*, p. 606) ; enfin le rapport de 1335. La p. *Anciennement* dit seu-

nature (1). En revanche, ils prévoient le droit de manteau (pallia) (2) et certaines prestations accidentelles pour (res-tor » de chevaux, etc. (3)

En ce qui concerne les gages en particulier, que se passait-il ? L'ordonnance du 8 avril 1342 porte que les maîtres des requêtes ne prendront rien en l'hôtel, « fors tant seulement en la maniere que les maistres des requestes de nostre hostel souloient et ont acoustume a prenre anciennement » (art. 9). Doit-on voir là une sorte de réaction contre la montée des gages ? Ceux-ci furent-ils augmentés parce que les droits en nature subissaient une éclipse ? Les variations de la monnaie eurent-elles une influence sur eux ? Pour être fixés sur ces points, il faudrait posséder les comptes particuliers de l'hôtel, puisque les maîtres des requêtes étaient payés par le maître de la chambre aux deniers (4) ; or ces comptes nous font défaut (5).

lement qu'ils prennent « à cour les gages de la cour, et en parlement XII s. par jour. »

(1) Mais le compte des dépens du sacre de Philippe VI parle du vin pris au jour du sacre pour dîner et souper pour six maîtres des requêtes et les notaires ; mais, à l'art. de la fourrière, les clerks des requêtes sont seuls marqués « pour hostel, coutes et herbes » (Varin, *Arch. adm. de Reims*, t. II¹, pp. 483, col. 1 et 488, col. 1 ; 486, col. 2).

(2) Ce droit est de 10 livres par an [en deux termes] ; bien d'autres officiers d'ailleurs en jouissent (notamment les maîtres du parlement). L'état du 1^{er} sem. 1322 est une liste de pallia. A la Pentecôte 1326, c'est en nature que les clerks des requêtes paraissent avoir perçu leurs robes à l'occasion du couronnement de la reine, car les étoffes y sont décrites avec détail.

(3) V. rapports financiers de 1329 et 1335, et liste de 1331.

(4) V. surtout ici le tableau de service de juill. 1342.

(5) Lorsque, exceptionnellement, nous avons vu les gages d'un maître des requêtes apparaître dans le journal du trésor, nous n'avons pu en tirer

Au reste, la règle générale, s'il y en avait, devait subir des dérogations assez fréquentes : il arrivait souvent qu'un officier eût reçu du roi des gages à vie dans un autre service, et il les conservait quand il entraît aux requêtes de l'hôtel (1). D'autre part, tel ou tel officier, notamment sous couleur de rachat de ses droits en nature, pouvait obtenir des augmentations considérables de gages (2).

Il faut attendre jusqu'à l'ordonnance du 28 mai 1350 pour retrouver une règle générale : le chevalier et le clerc des requêtes touchent alors des gages qui sont respectivement de 27 sous tourn. et de 15 sous tourn. par jour. Toute fois cette règle dut être modifiée peu après, car, d'après des lettres du 10 mars et du 28 décembre 1352 (3), les gages touchés pour chaque jour de service à la cour étaient, pour les clercs comme pour les chevaliers, de 24 sous parisis. Tels étaient encore ceux que, en 1358, percevaient les clercs des requêtes (4) ; mais, alors que, en 1380, ceux des clercs

aucune leçon profitable (v. app. III, v^o Mauconduit, Roye, Richier et Fontenay).

(1) App. III, v^o Vitry.

(2) Le 21 mai 1346, le duc de Normandie rappelle que, par des lettres antérieures, il a accordé 60 s. t. par jour à vie, à Louis de Vaucemain, maître des requêtes de l'hôtel du roi et du sien, pour les droits qu'il prenait en son hôtel à raison de son office. A cause de l'état de guerre présent, et pour parer aux frais de gens d'armes qui sont en sa compagnie, le duc lui accorde, pour la présente campagne, un supplément de 40 s. t. par jour (*P. orig.*, 2940, doss. Vaucemain, n^o 7). Nul doute que le roi ne prît des mesures analogues pour ceux des maîtres qui servaient à sa suite.

(3) La lettre du 10 mars est en faveur de quatre clercs (*Ord.*, t. IV, p. 120, note) ; celle du 28 décembre en faveur de Jean Hanière, chevalier (*P.* 2570, f. 96 v^o, ou coll. Lenain, *Reg. de la Ch. des comptes*, II, f. 285).

(4) *Fragm.* du compte du changeur du trésor, pub. p. Blanchard, pp. 23-4

étaient restés à ce taux, ceux des chevaliers étaient montés à 30 sous parisis par jour (1).

Mentionnons enfin que les maîtres des requêtes jouissaient de certaines prérogatives communes aux gens de l'hôtel et parfois à ceux du parlement (exemption des droits de péage) (2).

§ 7. — PERSONNEL ACCESSOIRE

Procureur du roi. — Les intérêts du roi pouvaient être en jeu dans beaucoup des demandes d'ordre, soit contentieux, soit administratif, présentées aux requêtes de l'hôtel. Il semble donc logique que le roi fût représenté devant ce corps par un procureur. En fait, et de bonne heure, on voit quelquefois un *procurator regis* intervenir (3), mais il est difficile de voir s'il s'agit ici du procureur du roi au parlement ou d'un procureur spécial, et, bien que la logique nous incline vers cette seconde solution, nous devons avouer que nous n'avons pas trouvé dans les textes de trace formelle du « procureur du roi ès causes de son hôtel » avant les dernières années du xiv^e siècle.

(1) Douet d'Arcq, *Comptes de l'hôtel*.

(2) V. *Ord.*, t. II, p. 541, n. (a) (12 janv. 1353).

(3) X² 1, f. 26 r^o. « Et de hoc vult habere procurator regius litteras » (déc. 1324). JJ 62, n^o 429. « Per magistros requestarum hospicii, presente procuratore regis. » (sept. 1325). Mais, ces deux actes ayant été donnés à Vincennes, il n'est pas impossible d'admettre un déplacement du procureur du roi du parlement. — Dans les cas de juridiction contentieuse, on voit parfois le procureur du roi agir devant les requêtes de l'hôtel : app. II, n^{os} 49 et 70.

Procureurs et avocats des parties. — En revanche, on peut affirmer que les parties étaient représentées, aux requêtes de l'hôtel comme au parlement, par des procureurs de profession faisant partie du même corps : la confrérie qu'ils firent entre eux le 17 juin 1341 comprenait « les procureurs et escrivains au palais nostre sire le roy à Paris et ailleurs en la court et en l'ostel dudit seigneur » (1).

Quant aux avocats dont les parties se servaient à la suite du roi, ils n'étaient autres aussi que ceux du parlement (2).

Notaires. — Les notaires étaient un complément indispensable de l'administration des requêtes de l'hôtel puisque son activité se manifestait essentiellement par l'expédition d'un nombre considérable de lettres royaux. Pourtant, à notre époque, il n'y avait pas de notaires qui lui fussent spécialement affectés : parmi ceux que l'on trouve sur les listes générales de notaires, il n'en est guère qui n'aient signé des actes passés aux requêtes. Mais quelles étaient les règles du roulement entre les divers services ? Nous savons seulement que l'état de juillet 1342 répartissait les notaires, comme les maîtres des requêtes, en quatre groupes servant alternativement par mois.

(1) *Ord.*, t. II, p. 177.

(2) X¹ 8847, f. 154. Le 13 nov. 1341, Guill. du Breuil ayant « journée par devant le roy en quelque lieu ou il soit.... » requiert au parlement de commander à quatre avocats, qu'il nomme, de s'y trouver.

§ 8. — REQUÊTES DU DUC DE NORMANDIE

Les seigneurs importants, tout comme le roi, avaient un service des requêtes (1). Il n'est donc pas surprenant que le duc de Normandie, fils aîné de Philippe de Valois, en ait eu. De fait, il est quelquefois fait allusion aux requêtes de l'hôtel du duc de Normandie (2), — et nous savons au moins un personnage qui porte le titre seul de maître des requêtes de l'hôtel du duc (3).

Mais, ce qui nous intéresse davantage, c'est qu'il semble y avoir eu entre les requêtes du duc et celles du roi une certaine compénétration. En effet : 1° nous trouvons plus d'un personnage qui se qualifie à la fois maître des requêtes de l'hôtel du roi et du duc de Normandie (4), — 2° très fréquemment des actes sont commandés par le duc « à la relation » d'officiers qui étaient alors maîtres des requêtes de l'hôtel du roi ; autrement dit, on trouve des maîtres des requêtes du roi en service effectif près du duc de Normandie (5).

Il y a donc une certaine confusion dans le personnel, et elle est d'autant plus frappante que le duc se déplace constamment avec le roi, en sorte que l'on peut voir, au même

(1) X^{1a} 8848, f. 226 (il est parlé de « Madame de Bourbon et ses gens tenant ses requestes »).

(2) App. II, nos 60, 69.

(3) Demay, *Sceaux de Clair*, n° 5516 (1346, Payen de Maillé).

(4) V. entre bien d'autres, ex. L. de Vaucemain (*suprà*, p. 64, n. 2).

(5) Ex. : JJ 66, n° 1300 ; JJ 69, n° 47 ; JJ 75, n° 212, etc.

moment, les mêmes maîtres servir alternativement auprès de l'un et de l'autre (1). Dans ces conditions, on peut se demander s'il n'y avait pas aussi confusion dans les institutions et si l'on ne peut pas dire que le duc a participé au fonctionnement des requêtes *du roi*. *A priori*, cela n'a rien d'impossible. En fait, de l'examen sommaire que nous avons fait des cas de ce genre depuis que notre attention a été attirée sur eux, il semble résulter que les actes expédiés dans ces conditions étaient tous relatifs au duché de Normandie ; donc, jusqu'à plus ample informé, nous considérons qu'il s'agit ici des requêtes propres du duc de Normandie.

(1) V. un acte du roi (JJ 73, n° 273), que le duc de Normandie confirme aux mêmes lieu et date, par l'intermédiaire des mêmes officiers (JJ 75, n° 359). Cf. le fait inverse JJ 72, n° 542 et 546 (les deux actes sont commandés par les mêmes officiers, mais, ici, à quelques jours de distance).

CHAPITRE II

LA CARRIÈRE DE MAÎTRE DES REQUÊTES

§. 1. — RECRUTEMENT DES MAÎTRES DES REQUÊTES

Dans quel milieu, parmi quels personnages, se recrutèrent les maîtres des requêtes de l'hôtel (1) ?

La réponse à cette question cadre bien avec l'ensemble des fonctions qui incombaient à ces officiers. On trouve plusieurs maîtres des comptes qui passèrent aux requêtes de l'hôtel (2). Des notaires ou des secrétaires —, et cela n'a rien qui doive surprendre (3) —, sont aussi dans le même cas (4). — Mais, la véritable « pépinière » des maîtres des requêtes, ce sont : d'une part, l'administration locale (baillis ou sénéchaux) (5), — d'autre part, et surtout, le parlement (6).

(1) Nous ne parlons pas de ceux qui devaient leur situation à ce qu'ils avaient été au service du nouveau roi avant son avènement Cf. app. III, vis Florence (A. de) et Portal (J. du).

(2) V. app. III, vis Mornay, Lorris, Saint-Just, Vaudencourt.

(3) *Infrà*, chap. IV, § 3.

(4) V. app. III, vis A. d'Orléans, R. de Lorris, Ph. de Vitry.

(5) V. app. III, vis Jean d'Arrablay (les deux), P. de Cugnières, M. de Maisy, G. de la Barrière, P. de Marmande, O. de Laye, P. de la Palu, F. de Vaudencourt.

(6) V. app. III, vis Arrablay (l'ancien), Aurelzer, Auteville, Bardilly, Bar-

Il ne saurait être, à notre époque, question de patrimonialité des offices de maîtres des requêtes ; mais il arriva plusieurs fois que cette charge fut exercée par des membres de la même famille (1).

§ 2. DIGNITÉS DES MAÎTRES DES REQUÊTES

En ce qui concerne les maîtres laïcs des requêtes de l'hôtel, on peut seulement se demander s'ils sont ou non chevaliers. — En fait, tous ceux que nous connaissons ont pris la qualité de chevalier, sauf un seul : Jean le Boucher (2). — En droit, les ordonnances parlent indifféremment de *lais* ou de *chevaliers* des requêtes (3).

Quant aux maîtres clercs : presque toutes les dignités de la hiérarchie sont représentées : nombreux sont les doyens (4), sous-doyens (5), archidiaques (6), trésoriers (7),

doul, Baudet, etc., etc. -- Si le passage de membres du parlement aux requêtes est fréquent et se comprend très bien, l'inverse est fort peu vraisemblable ; on en a pourtant quelques rares exemples (app. III, vis Bardoul, Maudestour et Troismons), mais tous, on le remarquera, à l'occasion d'un nouveau règne ; peut-être est-ce là l'explication d'un fait qui, autrement, constituerait une anomalie.

(1) V. app. III, vis Arrablay (père et fils) ; Erquery (Louis et Simon étaient frères) ; Jean de Charny, qui devint maître des requêtes, était fils de Robert de Charny.

(2) App. III, vo Boucher, n. 1.

(3) L'ord. de nov. 1316 et celle du 28 mai 1350, parlent du « chevalier des requestes ».

(4) App. III, vis Baudet, Chamaillart, Coquerel, Fontenay, etc., etc.

(5) App. III, vis Ph. de Melun, G. de Soyecourt.

(6) App. III, vis du Bois, Ph. de Melun, B. de Montaut, etc., etc.

(7) App. III, vis Ph. le Convers, André de Florence, etc.

chantres (1), prévôts (2), chanoines (3). — Un certain nombre de ces charges furent successivement occupées par plusieurs maîtres des requêtes (4).

Enfin, parmi les maîtres des requêtes, surtout parmi les clercs, on relève un certain nombre de « legum professores » (5).

Nous pourrions étudier ici les compatibilités ou incompatibilités. Mais, en ce qui concerne le cumul de fonctions royales, cette question viendra mieux en d'autres lieux. En revanche, nous signalerons dès maintenant que plusieurs maîtres des requêtes ont eu des titres importants à la cour de grands seigneurs : G. Pinchon fut chancelier du roi de Bohême, et F. Bardoul du duc d'Orléans. Mais ce cumul ne devait pas être régulier, car Bardoul obtint des lettres spéciales de compatibilité (6).

§ 3. — CURSUS HONORUM DES MAÎTRES DES REQUÊTES

A quels honneurs conduisait l'état de maître des requêtes ?

Leur *cursus honorum* ne semble pas offrir, à notre époque, le même aspect uniforme qu'il acquerra par la suite : si

(1) App. III, vis Aurelzer, S. Baudri, Chalançon.

(2) App. III, vo Louis d'Erquery.

(3) App. III, vis Auteville, Guill. Bertran, etc., etc.

(4) Ainsi Ami d'Orléans, Guy Baudet, Fremin de Coquerel, R. de Salgues furent doyens de Paris ; Phil. le Convers et A. de Florence, trésoriers de Reims, G. Pinchon et Ph. du Bois, archidiacres d'Avranches, etc.

(5) App. III, vis Chalançon, Mauconduit, G. de Villiers [laïque], etc.

(6) App. III, vo Bardoul, n. 3.

l'on se place dans la seconde moitié du 14^e siècle, on peut dire, d'une manière générale, qu'un maître des requêtes était un ancien membre du parlement, et qu'il devenait ensuite, — s'il restait dans l'administration royale —, président au parlement, puis, souvent, chancelier. — Pour notre époque, il nous serait difficile de citer un seul maître des requêtes qui devint président au parlement ; on voit bien des personnages qui cumulèrent ces deux titres (1), mais ils semblent avoir porté d'abord celui de président et n'y avoir adjoint que plus tard les fonctions de maître des requêtes. — D'autre part, on connaît nombre de maîtres des requêtes qui obtinrent une place de bailli, de sénéchal, etc (2), et qui n'en continuèrent pas moins à se qualifier maîtres des requêtes. En somme, il semble que ce fût là un titre que l'on tâchait de conserver quand on l'avait acquis, quitte à n'en plus exercer les fonctions que par intermittence. — C'est, notamment, pourquoi nous renonçons à décrire le *cursus honorum* d'un maître lai des requêtes.

Pour les clercs, au contraire, deux faits sont très frappants : 1^o plusieurs clercs des requêtes obtinrent l'office de chancelier (3), et, pour certains au moins, on peut affirmer qu'ils passèrent directement des requêtes à la chancellerie (4) —, ce qui n'est d'ailleurs pas pour nous étonner.

(1) *Infrà*, chap. VI, § 1.

(2) *Infrà*, chap. VI, § 2.

(3) App. III, vis Baudet, Chappes, Coquerel, Sainte Maure.

(4) *Ibid.*, vis Chappes et Sainte Maure.

2° Très nombreux sont les maîtres des requêtes clercs qui devinrent évêques (1). Ils quittaient alors le service des requêtes de l'hôtel. En fait, on peut bien trouver encore dans les premiers temps de leur élection quelques actes commandés par eux, mais c'est un cas exceptionnel (2), et la règle ne saurait faire de doute (3).

1. App. III, v^{is} G. Bertrand, G. de Broce, etc., etc. Quelques-uns furent même, par la suite, élevés au rang de princes de l'Église (*ibid.*, v^{is} P. Bertrand, P. de Chappes, A. de Florence).

(2) App. III, v^o A. de Florence. D'après la *Gall. Christ.*, t. XI, p. 489, Jean de Vienne, élu d'Avranches, aurait été maître des requêtes du roi (a^o 1330).

(3) Le 28 mars 1336 (X^{is} 8846, f. 88 v^o, 89 r^o), à propos de l'évêque de Châlons, « lors maistre des requestes de nostre ostel », il est dit qu'il fut « elleus en ev. de Chaalons et ainssi li convint (= il lui fallut) lessier led. office des requestes. »

CHAPITRE III

FONCTIONS DES MAÎTRES DES REQUÊTES A LA SUITE DU ROI

I. EXPÉDITION DES REQUÊTES

A la suite du roi, ou, comme on dit, « à cour », les maîtres des requêtes de service reçoivent et examinent les requêtes de toute nature qui sont apportées au roi : c'est là leur fonction essentielle. Ils commandent en conséquence des lettres, que nous avons conservées en grand nombre, et dont nous allons essayer d'indiquer les types principaux.

On peut les diviser, assez naturellement, en deux grandes catégories : 1^o les concessions de faveurs diverses et actes administratifs proprement dits — 2^o les actes correspondant à une intervention du roi dans l'action des corps judiciaires. De façon générale (1), on peut ajouter que ceux de la première classe se trouvent dans les registres du trésor des chartes, ceux de la seconde dans ceux du parlement.

1) Toutefois les lettres de rémission qui, logiquement, rentrent dans la seconde catégorie, sont en général enregistrées au trésor des chartes.

PREMIÈRE SECTION

Faveurs diverses et actes administratifs (1)

Libéralités proprement dites. — Ce groupe est, en fait, assez important. Monastères (2), seigneurs (3), villes (4), reçoivent des dons du souverain. — Les biens échus au roi par « forfaiture » attirent bien des convoitises, et il n'est pas tel petit valet de fruiterie qui ne prenne part à leur fructueuse distribution (5).

Des donations proprement dites, on rapprochera les nombreuses concessions de droits d'usage, notamment dans les forêts royales (6).

Nous citerons enfin les remises gracieuses que le roi fait de certains de ses droits (7) (par exemple d'un droit

(1) Cf. ici Lehugeur, *Hist. de Philippe le Long*, pp. 311 et suiv., 342 et suiv., 372 et suiv., et Vard. *Introd. aux Doc. par.* Ces auteurs, en traçant un tableau général de l'activité de la chancellerie royale, ont du même coup indiqué, sans le dire, les fonctions des maîtres des requêtes de l'hôtel.

(2) Ex. : JJ 69, n° 73.

(3) Ex. : JJ 68, n° 113.

(4) Ex. : JJ 53, n° 42 ; JJ 76, n° 367.

(5) Ex. : Viard, *Doc. par.*, t. I, n° 55, 64.

(6) Les cas abondent (ex. : JJ 53, n° 41 ; JJ 67, n° 37 ; JJ 77, n° 11. Le droit conféré peut consister, soit à recueillir un certain nombre de charretées de bois pour le chauffage et la construction, soit dans un droit de pâturage, de haras, etc. — Parfois l'usage est accordé moyennant une redevance (ex. : JJ 72, n° 100). — On voit aussi le roi octroyer le transport d'un droit d'usage, soit d'une maison à une autre (ex. : *A. P.*, t. XI, pp. 221-3), soit d'une forêt à une autre (ex. : JJ 74, n° 458).

(7) Ex. : JJ 64, n° 557 (rem. d'un droit de bauvin) ; Viard, *Doc. par.*, t. I, n° 19) (remise d'une rente due annuellement au roi) ; JJ 69, n° 31 (le roi

de cens), — les répits qu'il accorde à ses débiteurs (1), etc.

Faveurs relatives à l'état des personnes. — Les maîtres des requêtes concèdent au nom du roi d'autres faveurs que les libéralités proprement dites. Une première série comprend les faveurs relatives à l'état des personnes : affranchissements (2), légitimations (3), émancipations (4), annoblissements (5), naturalisations (6).

Autorisations et dispenses. — Viennent ensuite les autorisations ou dispenses diverses accordées par le roi, autorisations de faire des actes soit juridiques, soit matériels : permission d'ériger des fourches de justice (7), un colom-

renonce à une donation que le donateur, revenu à la santé, se repent de lui avoir faite).

(1) V. les doc. cités, *infra*, v^o *lettres d'état*. On sait (*infra*, 3^e section, § 1) que les demandes en « restitution de dommage » pour cause de marchés doivent être portées à la chambre des comptes. C'est pourtant au profit d'un co-contractant du roi, lésé, disent les maîtres des forêts, dans une vente de bois, qu'est délivrée la grâce (remise pour une part, répit pour l'autre, qui est dans fr. 25 698, n^o 32, signée à la rel. de l'avoué de Thérrouanne.

(2) Soit directement (Ex. : JJ 70, n^o 58), soit sous la forme de la confirmation d'un acte de commissaires royaux (ex. : JJ 54^e n^o 40 ; JJ 70, n^o 234).

(3) Ex. : JJ 73, n^o 112. L'acte peut aussi ne relever le bâtard que d'une incapacité en particulier (Ex. : JJ 66, n^o 197).

(4) Viard, *Doc. par.*, t. I, n^o 101. — Plus souvent, le mineur ne sera « âgé » que pour un contrat en particulier (Ex. : JJ 67, n^o 20).

(5) Ex. : *A. P.*, t. XIII, pp. 72-3 ; Viard, *Doc. par.*, t. II, n^o 293. Très souvent l'annoblissement se présente sous forme de confirmation d'une lettre d'un lieutenant du roi. — Rapp. l'acte par lequel le roi concède le titre de bourgeois de Paris (Viard, *ibid.*, t. I, n^o 49).

(6) Ex. : JJ 73, n^o 40. La naturalisation consistant à conférer à l'étranger la condition « *aliorum regnicolarum et burgensium regionum* » (*ibid.*), la rubrique de ces lettres porte parfois *burgesia* (JJ 78, n^{os} 140-1).

(7) Ex. : JJ 64, n^o 576 ; cf. JJ 72, n^o 180 (le roi subordonne son consente-

bier dans un fief non noble (1), une forteresse (2), un moulin banal (3) : — permission de tenir des foires ou un marché (4) ; — dispense pour un officier royal de l'incapacité qui le frappe, en vertu des ordonnances, de ne pouvoir acquérir des biens dans son ressort (5) ; — diverses autorisations relatives au droit privé : autorisation de procéder à un retrait, (6) de se porter héritier bénéficiaire, (7) etc. (8).

Amortissements. — C'est à ce même groupe que l'on peut sans trop de peine rattacher les amortissements. Sans nul doute jusque dans les dernières années du règne de

ment à la condition que la terre, qui était un franc-alleu relèvera désormais de lui en fief).

(1) Ex. : JJ 66, n° 1.149.

(2) Ex. : JJ 77, n° 97.

(3) JJ 69, n° 129.

(4) Ex. très nombreux (*A. P.*, t. XIII, pp. 112-4 ; JJ 69, nos 105, 239. etc.). En général le texte même de l'acte indique que son octroi a été précédé d'une information, vue par les gens des requêtes de l'hôtel. — On sait que, dans le courant du XIII^e s., le droit de concéder les foires et marchés était redevenu un droit régalien (Huvelin, *Essai hist. sur le droit des marchés et des foires*, thèse Paris, 1897, pp. 186-7).

(5) Ex. : *A. P.* XIII, pp. 159-160. — Rappr. JJ 54^a, n° 475, perm. à un maître des comptes d'acheter des créances contre le roi (« Visa per P. Bertrandi »).

(6) JJ 66, n° 1411.

(7) JJ 75, n° 110.

(8) Grâce faite aux frères de Lévis que les terres qu'ils ont dans la sénéchaussée de Carcassonne soient gouvernées selon le droit écrit et qu'ils puissent en disposer *ad libitum* (JJ 70, n° 179). Rapp. mandement du roi au bailli de Rouen de donner en son nom l'autorisation de se marier à une jeune fille qui « pro sua suorumque conservacione bonorum ad manum nostram posita dudum fuit » (28 sept. 1324, in *Requestis hospicii* : Fr. 25.697, n° 113).

Philippe VI où le nombre des rémissions a subi un accroissement extraordinaire, les amortissements forment (avec les sauvegardes et les confirmations de sentences) le contingent de beaucoup le plus considérable des actes expédiés par les requêtes de l'hôtel (1). Il est parfois assez difficile de se rendre compte des conditions dans lesquelles l'amortissement est accordé. Comme on trouve environ autant de ces actes passés par la Chambre des comptes que à la suite du roi, on pourrait être tenté d'en conclure que les premiers étaient délivrés moyennant finance et n'avaient ainsi d'autre but que de constater solennellement le résultat juridique poursuivi et obtenu par le paiement des droits, tandis que les secondes auraient contenu, implicitement ou explicitement, remise de la finance. Mais, s'il est probable que, en effet, dans la plupart des cas, l'amortissement délivré par les requêtes de l'hôtel l'était gratuitement, « sans être tenu à faire pour ce aucune finance quelle qu'elle soit au temps présent ou à venir », la finance étant remise à titre d'« aumône » selon l'expression de certaines chartes (2), nous savons aussi des cas où l'amortissement a été concédé moyennant finance (3)

(1) V., entre des centaines d'autres : K 40, nos 7 et 36 ; K 42, n° 36 ; *A. P.* XI, 200-203 ; Viard, *Doc. par.*, t. I, nos 52, 110, 111, 116, 137, 149, etc., etc. Il suffit, au reste de feuilleter les recueils imprimés ou les registres du trésor. — On trouve aussi, en sept. 1336, avec la mention du commandement par M. de Recourt et G. de Villiers, un ex. de l'autre combinaison, qui consiste à constituer un moine vivant et mourant, à la mort duquel on paiera le relief (JJ 70, n° 165).

(2) *A. P.*, t. XIII, pp. 295-6.

(3) JJ 66, n° 131 ; JJ 72, n° 201.

et d'autres où elle n'a été remise que partiellement (1).

D'autres lettres royales se référant à la même matière ont un aspect différent : elles consistent en la confirmation de la composition financière faite, à l'occasion des nouveaux acquêts, avec les commissaires députés par le roi pour la levée de ces droits ; ces chartes sont en général commandées par la Chambre des comptes, on en trouve pourtant quelques unes expédiées par des maîtres des requêtes (2).

Enfin, dans le même ordre d'idées, nous citerons aussi les lettres permettant à des roturiers de tenir des fiefs (3).

Privilèges divers. — Un privilège très fréquent, et très général quant à sa portée, est la sauvegarde ; on en a de multiples exemples (4). Il ne saurait entrer dans nos vues d'en faire ici une étude complète ; nous devons pourtant rappeler qu'on trouve fréquemment adjointe à la lettre de sauvegarde une clause portant *committimus* à une juridiction spéciale des causes de l'abbaye ou de la personne privilégiée (5).

Cela nous amène donc à citer les privilèges concédés à

(1) JJ 66, n° 507 (réduction de moitié).

(2) Ex. : JJ 65^a, n° 306.

(3) Ex. : JJ 64, n° 493 ; JJ 68, n° 178.

(4) Ex. : A. S., t, XII, pp. 227-8 ; A. P., t. XI, pp. 249-251 et 251-2, etc. Rapp. les promesses d'union inviolable à la couronne (Ex. : JJ 74, n° 143).

(5) V. les textes cités *infra*, chap. V, § 2. On pourrait citer encore d'autres privilèges de juridiction adjoints à une lettre de sauvegarde (ex. : JJ 60, n° 94).

des seigneurs ou à des villes en matière de ressort ou d'expéditions de leurs causes (1).

Le roi concède aussi des privilèges *financiers* : soit pour un cas particulier, soit d'une façon générale, il accorde à un monastère, aux habitants d'une ville, etc., l'exemption de certains impôts (2), notamment du très redoutable et très haï droit de prise (3).

Citons encore, et un peu pêle-mêle : la concession du privilège de port d'armes (4), — l'exonération ou la suspension des rigueurs du droit de marque (5), — enfin quelques menues faveurs qui font penser à ce que nous appelons aujourd'hui concessions sur le domaine public (6).

Actes relatifs aux corporations locales ou professionnelles. — Nous mettons dans une catégorie à part, à cause de leur importance et de l'intérêt qu'ils présentent les actes par lesquels le roi intervenait dans la vie juridique des communautés locales et des groupes professionnels.

C'est ainsi qu'on voit le roi, par l'intermédiaire de ses maîtres des requêtes, rendre à des habitants leur com-

(1) Ex. : X^{1a} 12, f. 31 ; cf. JJ 70, n° 241 ; *A. P.*, t. XI, pp. 341-2 (modification de ressort).

(2) Ex. : JJ 56, n° 102 (tiers et danger) ; JJ 64, n° 534 (droit d'entrée).

(3) Ex. : JJ 65^a, n° 275.

(4) JJ 76, n° 244.

(5) Viard, *Doc. par.*, t. I, n° 193 ; rappr. X^{1a} 10, f. 195 v° et X^{1a} 8.846, f. 168 v°.

(6) Ex. : perm. de détourner un chemin pour faire creuser un étang (*A. P.*, t. XIII, p. 162), de construire un passage au-dessus d'un chemin royal pour réunir deux maisons (JJ 74, n° 311), etc.

mune (1), ou, à l'inverse, la révoquer (2); modifier certaines clauses fâcheuses (3); permettre la clôture d'une ville (4), confirmer l'aménagement qu'elle a établi pour le service de ses dettes (5), lui permettre de se procurer certaines ressources, par l'impôt ou autrement (6), etc., etc. On s'imagine mal jusque dans quelle minutie de détails se poursuit cette réglementation.

De même, le roi rétablit ou autorise des confréries (7), — leur confère la personnalité civile (8), — établit ou ratifie les règlements faits pour les métiers (9), — confirme les privilèges des universités (10), etc., etc.

Contrats du roi. — Ce sont encore les maîtres des requêtes qui répondent, au nom du roi, aux requêtes qui ont pour objet, non plus de lui demander, à proprement parler, une faveur, mais d'entrer en rapports d'affaires

(1) JJ 72, n° 553 (confirm. de lettres du roi de Bohême, lieutenant du roi); JJ 75, n° 590 (confirm. d'une sentence de deux commissaires royaux.)

(2) JJ 56, n° 565 (révocation faite à la requête des habitants.)

(3) Modification du jour de l'élection du maire : JJ 65^a, n° 60.

(4) *H. L.*, t. X, pp. 666-7, n° 247, § 5.

(5) JJ 65, n° 174.

(6) Permission à une ville d'émettre des rentes (ex : JJ 53, n° 200), — d'affermier des offices (JJ 73, n° 148), — de lever un impôt pour parer à un travail déterminé (*A. G.*, t. XXXIII, pp. 80-1). Cf. les termes de la délégation du roi à la Chambre des comptes en 1340, *suprà*, p. 60, n° 1.

(7) Ex. : JJ 60, n° 3.

(8) Le roi habilite « en tant comme il touche la temporalité » les confrères de la confrérie des chapelains de la ville de Laon à recevoir des dons et legs, quoiqu'ils ne le puissent pas « pour ce qu'ils n'ont corps ne college, » (JJ 75, n° 559, nov. 1342.)

(9) Ex. : JJ 72, n° 547.

(10) Ex. : JJ 66, n° 914.

avec lui, ou d'obtenir l'exécution d'actes juridiques par lesquels il s'est antérieurement engagé.

C'est ainsi que le roi est souvent saisi de la demande d'un individu qui lui propose de lui prendre à cens tel ou tel bien, il fait procéder à une enquête, et, si le contrat lui paraît avantageux, il donne son assentiment (1); mais, le plus souvent, l'acte est fait par un agent local (bailli, receveur), et le roi ne fait que confirmer (2). De même, le roi ratifie la vente de biens saisis dans le but de payer des sommes dont il est créancier (3).

Rentrent dans la même catégorie les échanges faits par le roi (4), — notamment la nouvelle assignation donnée par lui à une rente (5); — les actes constitutifs d'un fief (6), etc.

Et enfin, avons-nous dit, on peut en rapprocher les actes d'exécution d'engagements déjà contractés, notamment : l'assignation d'un don antérieur (7), — l'admission à hommage d'un vassal (8), — l'ordonnancement d'une dette existante (9).

(1) Ex. : Viard, *Doc. par.*, t. I, n° 84; JJ 66, n° 1211.

(2) Ex. : Viard, *ibid.*, t. I, n° 186; *A. P.*, t. XIII, pp. 319-321.

(3) Ex. : JJ 71, n° 109.

(4) Ex. : JJ 66, n° 330.

(5) Ex. : JJ 66, n° 107.

(6) Ex. : JJ 74, n° 144 (confirmation d'un acte du prévôt de Paris. La lettre a été ensuite corrigée par la Chambre des comptes.)

(7) Ex. intéressant : JJ 70, n° 320.

(8) JJ 65^a, n° 165. Réciproquement, le roi peut être vassal. Qui portera hommage en son nom ? Le 2 mai 1333, Philippe de Melun, au parlement, fit au nom du roi hommage à l'abbé de Saint-Denis pour le fief de Nogent-sur-Seine (Longnon, *Doc. sur le comté de Champagne*, t. I, p. 490.). (Il était alors maître des requêtes).

(9) Fr. 25697, n° 10; fr. 25698, n° 8. Le plus souvent (*ibid.*, nos 35, 45, etc.),

Confirmations d'actes. — Une catégorie considérable des lettres commandées par les maîtres des requêtes au nom du roi, ce sont celles par lesquelles celui-ci confirme des actes de particuliers; — quelquefois des actes unilatéraux de seigneurs (affranchissements (1); libertés diverses accordées en bloc à leurs sujets (2). — ou à quelques-uns d'entre eux), — le plus souvent des actes entre particuliers, constatés soit sous le scel de l'une des parties, soit même dans des lettres d'un officier royal (3). Ces actes sont de tous genres : donations, ventes, contrats de mariage, compromis, etc. Quant à la raison pour laquelle ils sont soumis au roi, elle varie également (4) : il semble bien que parfois l'intervention royale ne soit qu'une garantie surrogatoire (5), tandis que dans d'autres cas elle est une condition de la validité même de l'acte (6). Souvent elle s'explique assez facilement : le contrat porte sur des biens provenant d'un don du roi (7), ou sur un office conféré par lui (8). Ou bien son assentiment est nécessaire pour que le

le mandement enjoint seulement aux gens des comptes ou trésoriers de faire payer « ce qui leur apparaîtra être dû par le roi » ; il joue donc en matière financière un rôle *excitatif* un peu analogue à celui que jouent les lettres de justice en matière judiciaire.

(1) Ex. : Viard, *Doc. par.*, t. I, n° 58.

(2) Ex. : JJ 64, n° 703 ; cf. JJ 75, n° 247 (mise à la loi de Beaumont).

(3) Ex. : JJ 66, n° 69.

(4) Cf. Lehugeur, *Hist. de Philippe le Long*, pp. 312 à 314.

(5) JJ 73, n° 29, le roi confirme, à la supplication de la partie qui a acheté « pour la plus grant seureté d'ycelle et de sond. achat... »

(6) Une des parties dit que l'accord « ne seroit pas de value ou temps avenir sans [l'] assentiment [du roy]. » (JJ 74, n° 209.)

(7) Ex. : JJ 77, n° 441.

(8) Ex. : JJ 54^A, n° 679 : JJ 66, n° 378.

contrat obtienne son efficacité juridique : le fief vendu relève du roi, et il sera prié de recevoir l'acheteur en son foi et hommage (1). Ou bien encore, on demandera au roi d'attacher à la confirmation de l'acte un certain effet accessoire : en confirmant une vente ou une donation faite à un monastère, d'amortir les biens donnés ou vendus (2) ; — en confirmant une composition faite entre un délinquant et sa victime, d'y joindre une rémission pour l'action publique (3).

Contrats passés devant les maîtres des requêtes. — Il n'est pas rare que le contrat, au lieu d'être seulement porté pour confirmation devant le roi, soit passé devant ses délégués immédiats. Et c'est ainsi qu'on voit les maîtres des requêtes de l'hôtel (4) présider à l'enregistrement de contrats de mariage (5) ou d'autres conventions (6). Nulle part n'apparaît mieux ce que l'on a appelé (7) le rôle de « notaire suprême » du roi.

On doit faire ici une place à part aux accords que font les parties sur les débats mûs entre eux : ces accords ont souvent lieu devant les maîtres des requêtes, et il n'est pas douteux que dans plus d'un cas on y doive voir la solution d'un procès pendant devant ces mêmes personnages (8) ;

(1) Ex. : JJ 75, n° 115.

(2) Ex. : JJ 73, n° 273.

(3) Ex. : JJ 76, n° 335.

(4) Ou certains maîtres des requêtes nommément désignés : JJ 69, n° 72.

(5) Ex. : JJ 68, n° 205.

(6) JJ 73, n° 134, JJ 77, n° 73, etc.

(7) Lehugeur, *op. cit.*, p. 314.

(8) V. *in/rà*, app. II, note sous le n° 7, et aussi JJ 68, n° 49 ; JJ 77, n° 21.

c'est le lieu de se souvenir de ce que nous avons dit de la juridiction conciliatrice des plaids de la porte.

Les *confirmations de sentences* sont en nombre considérable. Au point de vue des juridictions dont les actes sont confirmés, on peut dire qu'elles sont presque toutes représentées : arbitres, juges seigneuriaux et royaux, juges laïques et juges d'Église, juges ordinaires ou d'exception, prévôts, baillis, réformateurs, voire même l'échiquier (1) et le parlement (2).

— Quant au motif de l'intervention royale, il semble qu'il n'y en ait pas d'autre que le désir de donner plus de prestige à l'acte confirmé. C'est une précaution que l'on prend surtout quand les droits du roi sont engagés dans la cause (reconnaissance, à l'encontre des prétentions des officiers royaux, d'un droit d'usage dans une forêt royale (3), déclaration qu'un individu est noble, donc non astreint au droit de francs-fiefs (4), sentence protégeant les droits d'un seigneur contre l'abus possible des prérogatives royales (5), etc). C'est aussi pour la même raison que les plus souvent confirmées sont les sentences d'absolution ; elles émanent soit de juges royaux (6), soit, — et c'est le

(1) Ex. JJ 66, n° 556.

(2) Bien entendu, ce cas est fort rare. JJ 56, n° 126, s'appliquant à un arrêt de 1280, est plutôt un *vidimus* qu'une vraie confirmation. JJ 66, n° 1329 est plus intéressant, car l'acte confirmé est de l'a. précédente. La confirmation est faite nonobstant une commission adressée aux gens des requêtes (du palais) de s'enquérir de certaines erreurs qu'on disait être intervenues en cet arrêt.

(3) Ex. : JJ 66, n° 386.

(4) Ex. : JJ 71, n° 259.

(5) Cas intéressant : JJ 74, n° 474.

(6) Ex. : Viard, *Doc. par.*, t. II, n° 263.

cas le plus fréquent — de juges d'Église (*purgatio canonica*) (1).

Hâtons-nous d'ajouter, pour dissiper une équivoque possible, que ces confirmations de sentences ne sauraient être rangées dans la juridiction contentieuse des maîtres des requêtes : non seulement le roi en ce cas ne reprend pas connaissance de la cause au fond, mais il n'apparaît pas qu'il en vérifie même la validité extrinsèque, car une clause très fréquente dans les actes de ce genre porte que la sentence est confirmée *en tant* qu'elle a acquis régulièrement force de chose jugée (2).

Concessions d'offices et de gages. — Parmi les menues faveurs que l'on demandait au roi, on doit faire une place importante aux concessions d'offices (3). — Pour les premières années de notre période, nous avons ici une source d'une richesse extraordinaire : d'une part dans deux registres du trésor des chartes qui comprennent presque uniquement des actes de cette nature (4), — d'autre part dans le journal de la chambre des comptes (qui nous est parvenu en copie) (5) où ils étaient aussi enregistrés. Or, si l'on relève les souscriptions qui sont au bas de ces actes,

(1) Ex. : *ibid.*, t. II, nos 292, 321, 431, etc., etc.

(2) Ex. : « ... en tant comme elles sont bien et justement faites et passees en chose jugee par sentence diffinitive non colusoire et non venale. » (JJ 77, n° 159.)

(3) Souvent l'acte du roi se borne à confirmer en sa place un officier institué soit par un haut fonctionnaire, — soit par son prédécesseur (c'est le cas de beaucoup des actes de 1317 et de 1322).

(4) JJ 54^A et la première moitié du JJ 58.

(5) Fr., 2755.

on remarque que beaucoup d'entre eux sont commandés par des maîtres des requêtes, et cela pour des offices de toute nature. Le plus souvent, il s'agit de petits magistrats locaux (1), d'agents inférieurs des forêts (2), de sergents royaux (3), surtout de gardes de maisons royales, etc. (4). — Mais on trouve aussi des fonctionnaires importants nommés dans ces conditions : maître des forêts (5), prévôt, (6) voire même des baillis (7), le bouteiller de France (8), un « clerc et familier du roi (9). » Il est vrai que, dans ces deux derniers cas, le clerc des requêtes qui a commandé l'acte est Philippe le Convers, lequel jouissait d'une situation exceptionnelle.

Les mêmes documents nous renseignent sur une matière voisine : celle des gages. Ils contiennent beaucoup de lettres par lesquelles le roi accorde à ses serviteurs des « gages à vie » (10). Parfois au contraire ils sont essentiellement temporaires : l'officier cessera de les toucher

(1) Procureur royal : JJ 54^A, n° 226 ; auditeur des témoins : *A. S.*, t. XII, p. 154 ; tabellion : JJ 54^A, n° 355, etc.

(2) Ex. : JJ 58, nos 47, 56, etc.

(3) Ex. : JJ 54^A, nos 587, 633, etc.

(4) Ex. : *A. P.*, t. XI, pp. 171 et 194.

(5) JJ 54^A, n° 11.

(6) JJ 58, n° 265.

(7) JJ 54^A, n° 482 et JJ 58, n° 155 (Convers) ; JJ 58, n° 62 (Arrahlay).

(8) JJ 53, n° 161 et JJ 54^A, n° 361.

(9) JJ 58, n° 67.

(10) Ex. : JJ 54^A, nos 79, 206, 209, 223, etc. Ces gages à vie jouent en somme, ou peuvent jouer le rôle de pensions de retraite. Rapp. : JJ 54^A, n° 310, réversion sur la veuve d'un officier de la rente que celui-ci percevait ; JJ 58, n° 143, bourse pour le fils d'un officier.

aussitôt qu'il aura été pourvu d'un service, ou (s'il est clerc) d'un bénéfice équivalent (1).

Ouvrons ici une parenthèse. Il arrivait souvent que le roi donnât un office déjà concédé ; pour parer à tout embarras, le roi stipulait, soit, que le premier titulaire resterait en possession, soit à l'inverse, que le second acte s'exécuterait malgré toute concession antérieure. (2) Dans les deux cas, la chose n'allait pas sans inconvénients. Pour les éviter, l'art. 5 de l'ordonnance du 16 novembre 1318 décida que les poursuivants, spécialement le clerc, tiendraient registre de tous les offices concédés par le roi. Ce registre fut-il tenu longtemps ? Nous ne savons.

Toujours est-il que, pour l'époque postérieure à 1322, nos sources se réduisent ici à d'insignifiantes épaves. Quelques actes pourtant nous prouvent que les maîtres des requêtes continuaient à accorder de menus offices (3). — L'ordonnance du 27 janvier 1360 ne leur reconnaît (ainsi qu'au chancelier) que le droit de donner les « sergenteries sans gages (4) ».

Dans la délivrance de ces divers actes, les maîtres des requêtes étaient astreints à l'observation des ordonnances (5)

(1) Ex. : JJ 54^a, nos 228, 246, 661, etc.

(2) Lehugeur, *De hospitio*, p. 28.

(3) V. JJ 69, n° 279 (tabellionat); JJ 73, n° 274 (notaire criminel à Toulouse); Clair, 212, n° 99 (greffe sans gages); JJ 75, n° 542 (garde de château).

(4) Art. 27 (*Ord.*, t. III, p. 388).

(5) V. l'ord. de févr. 1321 ; le fragm. de janv. 1320 dit même qu'ils *feront le serment* de ne rien passer contre les ordonnances.

En outre, il n'est pas douteux que, sur beaucoup de points, des pratiques administratives se soient établies qui, dans une large mesure, suppléaient au défaut de ce que nous appelons aujourd'hui le « régime de droit » : des précautions étaient prises pour que l'octroi de ces faveurs ne portât atteinte ni aux droits du roi, ni aux intérêts légitimes des tiers. Ainsi les concessions de foires étaient régulièrement précédées d'une enquête *de commodo et incommodo* faite sur les lieux (1), et ce n'était pas le seul genre de garanties dont s'entouraient les maîtres des requêtes (2).

Et ce mot d'enquêtes nous amène à parler, en terminant, de lettres commandées par nos personnages, mais qui, à la différence de toutes celles qui précèdent, n'ont pas pour objet de donner directement satisfaction au requérant : par ces actes, le roi mande aux agents locaux de procéder à une mesure d'instruction, et c'est seulement quand on aura en mains cet élément de solution que la décision sera prise. C'est donc là, peut-on dire, un acte administratif *interne*, mais, étant expédié à l'occasion d'une requête et en vue d'y donner satisfaction éventuellement, il est commandé par les officiers mêmes à qui a été présentée la requête (3).

(1) Ex. : JJ 69, n° 137. — Cf. JJ 66, n° 507 (amortissement).

(2) En février 1324 à Toulouse, un acte est signé : « In Requestis hospicii, visa dicta littera de consilio procuratoris et aliorum consiliariorum regiorum Senescallie Tholose ». (JJ 62, n° 6.) — Cf. JJ 69, n° 89 (il y a eu avis des gens des enquêtes).

(3) V. notamment Lemaire, *Arch. anc. de St Quentin*, p. 367, n° 327 ; cf. JJ 58, n° 24 ; X³ 4, f. 58 v°, etc.

DEUXIÈME SECTION**Actes relatifs à l'administration de la justice.**

Les maîtres des requêtes commandent au nom du roi une seconde catégorie d'actes, très abondante : ceux par lesquels le souverain entre en rapports avec les corps judiciaires, soit pour arrêter, soit pour diriger leur action. Nous allons passer rapidement en revue les principaux de ces actes : lettres d'état, congés d'accord, rémissions, lettres de justice. Nous dirons aussi un mot de l'action qu'exerce le roi (par l'intermédiaire de ses maîtres des requêtes) sur le parlement, — soit en vertu d'un principe analogue à celui des lettres de justice, soit par application de la justice retenue entendue *stricto sensu*, soit enfin pour ouvrir la procédure de révision des arrêts du parlement.

§. 1. — LETTRES D'ÉTAT.

Ce sont les lettres maintenant une cause en suspens, en état (*status*) pendant un temps déterminé (1). Elles sont adressées soit à une juridiction en particulier (notamment au parlement), soit à tous les justiciers du royaume. Elles sont motivées : soit par des circonstances de fait qui rendraient difficile au requérant la défense de ses droits en

(1) V. les très bonnes études de Aubert, *Parlement*, 2^e série, t. II, pp. 202 à 208, et Viard, préface à ses *Lettres d'état*, pp. 1 à 9.

justice (le cas le plus fréquent est celui où l'impétrant part en guerre ou en mission pour le compte du roi (1), — soit par la perspective que les parties profiteront du délai pour s'accorder (2).

La plus riche collection s'en trouve dans les anciens registres du greffe du parlement.

Par qui ces lettres furent-elles d'abord commandées, nous ne saurions le dire (3) : dans le premier registre du greffe, qui correspond à la période antérieure à 1328, elles sont très rares et les souscriptions ont été omises (4). — A partir du règne de Philippe VI, au contraire, les mentions *extra sigillum* sont transcrites et l'on peut, grâce à elles, se rendre compte que si, ici comme ailleurs, la compétence des membres du conseil (5) ou du chancelier (6) subsiste parallèlement, normalement du moins la délivrance des lettres d'état rentrait dans les attributions des requêtes de l'hôtel (7).

(1) Mais ce n'est pas le seul : cf. Viard, nos 12 (mineur), 147 (le procureur d'une des parties est mort), X^{1a} 8845, f. 5 r^o-v^o (un des plaideurs est en prison).

(2) *Act. parl.*, 7730, et X^{1a} 8847, f. 222 v^o.

(3) L'ord. de juill. 1316 (app. IV n^o 1) parle sur ce point des chambellans en des termes un peu embarrassants, que Lohugeur (*De hosp.* p. 43) et Morel (*Grande Chancell.*, p. 248) ont interprétés très différemment.

(4) V. pourtant *Act. parl.* 7730 (5 déc. 1325), signé *ad rel. cantoris Claromontensis*.

(5) Ex : Viard, *Lett. d'état* n^o 117. Signalons une lettre d'état (Viard n^o 20) commandée par le roi en son conseil, à la rel. d'André de Florence et A. Guenaud (tous deux clercs des requêtes).

(6) Ex : Viard, n^o 526.

(7) V. notamment Viard nos 6, 58, 103, 107, 116, 118, 129, 137, 151, 190 à 192, 200, 214, 215, 223-4, 234-5, 239, 254, 283, 287, 294, 344, 445-

Les lettres d'état ne furent pas abolies, comme on l'a dit (1), par l'ordonnance de février 1346, mais celle-ci s'attacha à enrayer certains abus qui se commettaient dans leur délivrance (2). — L'observation de ces règles restrictives en particulier devait se trouver, comme la validité de ces lettres en général, sous le contrôle du parlement (3). — Il y avait d'ailleurs un autre remède contre ces abus : c'étaient les lettres de *contre-état* ; nous en avons conservé peu d'exemples, assez pourtant pour voir qu'elles émanaient, elles aussi, des requêtes de l'hôtel (4).

Les lettres d'état sont souvent en même temps des lettres de répit (5) : ce ne sont pas seulement les causes judiciaires qui sont mises en suspens, ce sont aussi les exécutions des dettes. Il semble même que cette association soit quelque chose de normal (6) et cela donne à

6, 458 à 460, etc, etc. (actes signés « à la relation » de maîtres des requêtes). En avançant dans le règne, on trouve parfois la mention du service : ainsi des lettres d'état sont signées « ès requestes de l'ostel » (Viard, nos 139, 516 ; Cf. Le Nain, t. 14, f. 382, 387, 389, a° 1351), — ou « par le roi en ses requêtes » (Viard, nos 164, 240, 282, 405, 506). — Les analyses de M. Viard ne donnent pas les souscriptions ; si donc nous citons ses nos, c'est pour abréger, en même temps que préciser, les références. Même observation pour les notes qui précèdent et qui suivent.

(1) Aubert, *op. cit.*, p. 205.

(2) Art. 8 (*Ord.* t. II, p. 240) : 1° Seuls le roi et ses lieutenants pourront délivrer des lettres d'état. — 2° Elles ne pourront porter effet que si le requérant est, en personne, aux guerres pour le roi ou, du moins, étant excusé pour cause de santé, y a « suffisamment envoyé selon son état. »

(3) Cf. Aubert, *op. cit.*, p. 203, n. 1.

(4) Viard, nos 364 et 395 ; cf. n° 411 et Le Nain, t. 14, f. 360-1.

(5) *Ex.* : Viard, nos 6, 445 et 460.

(6) L'art. 8 ord. 15 févr. 1346 parle à la fois des lettres d'état et de répit

penser que les lettres de répit pouvaient émaner des requêtes de l'hôtel (1).

Une autre clause accompagne fréquemment les lettres d'état; elle stipule, — avec une portée plus ou moins large —, que, pendant la suspension accordée, le requérant pourra plaider par procureur (2). Nous ne connaissons malheureusement guère de lettres accordant à titre distinct la grâce de plaider par procureur, mais le fait que nous venons de constater nous donne à penser que, elles aussi, ces lettres étaient ou pouvaient être commandées par les maîtres des requêtes (3).

§. 2. — CONGÉS D'ACCORD

Pour que des plaideurs puissent, par un accord, arrêter la marche d'un procès pendant au parlement, ils doivent obtenir une permission du roi; cette grâce porte dispense du paiement de l'amende due pour la non poursuite de

et leur applique les mêmes règles. — Le 9 avril 1343, le roi accordant une lettre d'état au roi de Navarre stipule qu'il n'entend pas lui donner de répit pour payer ses dettes (Viard, n° 193).

(1) Fr. 25.698, n°s 32 et 34 sont des lettres de répit, mais nous ne voulons pas en faire usage ici, car il s'y agit de dettes dues *au roi*. De même *P. orig.* 2835, doss. 53457, n° 2.

(2) Ex : Viard, n°s 129, 191, 200, 235, 239, 294, 344.

(3) V. en ce sens X^{1a} 8845, f. 127 v°, cette lettre de grâce à plaider par procureur est commandée par Aim. Guenaud. — Nous apportons cette restriction « ou pouvaient être » : d'une part parceque l'ord. 16 nov. 1318, art. 27 (*Ord.* t. II, p. 673) admettait les chambellans à « faire relation » de ces grâces, — d'autre part parceque l'on peut penser que les requêtes du palais en délivraient aussi (cf. Bataillard, *Hist. des procureurs*, pp. 126-7, et Aubert, *Parlement*, 2 série, t. I, pp. 216-7).

l'appel (1); elle est délivrée le plus souvent par les requêtes de l'hôtel (2). Nous en avons conservé de nombreux exemples (3).

L'accord fait en vertu de ce congé était ensuite homologué par la Gour.

Il va de soi qu'un autre procédé pouvait être employé : l'accord même pouvait avoir lieu soit devant le roi, qui, par la même charte, dispensait du paiement de l'amende (4). — soit encore, par exemple, devant un notaire, et être ensuite confirmé par une charte du roi (5).

§ 3. — LETTRES DE RÉMISSION

Ce sont celles par lesquelles le roi remet à un individu la peine qu'il aurait pu encourir à raison d'un fait déli-

(1) Au cas de procès criminel, le roi pouvait joindre à son congé d'accord, une clause de rémission; l'affaire se trouvait ainsi terminée au regard du roi comme elle allait l'être au regard de la partie civile par l'accord (v. X^{1a} 10, f. 27 r^o, 3 mars 1344).

(2) H. Lot, *Frais de justice*, dans *Bib. Ec. Ch.* 1872, p. 219, et Aubert, *Parlement*, 2 série, t. II, pp. 172 et surtout 175-6.

(3) V. X^{1c} 2, nos 388, 396, 409; X^{1c} 3, nos 33, 230; X^{1c} 5, n^o 76, (actes signés « à la relation » et souvent avec la signature de maîtres des requêtes), X^{1c} 4, nos 251, 293 (actes signés par le roi en ses requêtes). — En outre de ces originaux, nous avons aussi des congés d'accord en copie; ex : X^{1a} 9, f. 11 v^o; X^{1a} 8847, f. 80; X^{1a} 4, f. 70 v^o (*ad. rel.*); X^{1a} 10, f. 27. (*Par le roi en ses requêtes*); X^{1a} 9, . 7, v^o (a^o 1339 : il est dit que la lettre a été délivrée après une information examinée par les gens des requêtes de l'hôtel).

(4) JJ 66, n^o 1243 (avril 1333). Mais ce cas offre cette particularité que ce paraît être devant les maîtres des requêtes eux-mêmes que le litige pendait (app. II, note sous le n^o 7; cf. *suprà*, p. 84, n. 8).

(5) JJ 71, n^o 24; cf. JJ 77, n^o 376.

tueux. Elles ont donc pour résultat d'arrêter, en fait ou éventuellement, l'action des corps judiciaires (1).

On trouve dès les premières années des lettres de rémission (2); mais elles tiennent alors une place bien mince à côté des amortissements, des confirmations de sentences, des sauvegardes. Vers la fin du règne de Philippe VI au contraire, — et la remarque en a déjà été faite (3), — elles se développent d'une façon extraordinaire, et en arrivent à former certainement le plus fort contingent des lettres émanées des requêtes de l'hôtel (4).

Nous comprenons dans cette catégorie, non seulement les rémissions accordées par le roi directement, mais l'autorisation qu'il peut donner à un seigneur justicier d'user de clémence dans un cas particulier (5); non seulement les rémissions octroyées de façon ferme, mais aussi celles qui le sont sous condition : — soit sous la condition de faire constater par le juge la véracité des faits allégués par le requérant et à raison desquels la rémission a été accordée (6), — soit sous la condition, pour le banni qui

(1) Ou, au cas où le jugement est déjà rendu, d'en paralyser l'exécution.

(2) Ex : JJ 56, n° 212 ; JJ 62, n° 477 ; *H. L. X.*, 869, (sep. 1340) ; Viard, *Doc. par.* t. II, n° 291 (avril 1342), etc.

(3) Viard, *Doc. par.*, Introd., p. XIX.

(4) Il suffit, pour s'en rendre compte, de tourner les pages des recueils imprimés ou les folios des reg. 76 à 78, du trésor des chartes.

(5) Ex : K 42, n° 28 (= Tardif, *Cartons des rois*, n° 1210).

(6) Souvent la sentence du juge constatant l'accomplissement de la condition était soumise au roi et approuvée par lui (Ex : JJ 70, n° 355.) Le roi pouvait aussi remettre le fait sous condition, charger un juge de vérifier cette condition, et de renvoyer son enquête aux maîtres des requêtes de l'hôtel qui statuaient en conséquence. (JJ 68, n° 31.)

l'obtient, de se faire juger (1), — soit sous celle d'accomplir un certain fait (2).

Mentionnons, en terminant, un cas curieux de rémissions octroyées par les maîtres des requêtes. Le roi Philippe VI ayant ordonné que les prisonniers pourraient être délivrés dans les villes où la reine viendrait pour la première fois depuis son avènement, ce furent les maîtres des requêtes qu'il commit pour examiner les titres des divers candidats à sa clémence (3).

§ 4. — LETTRES DE JUSTICE

Les ordonnances de l'hôtel de Philippe le Long attribuent aux *suivants* une certaine compétence en matière de *lettres de justice*. Mais cette compétence n'est pas exclusive. L'ordonnance de juillet 1316, où nous en trouvons la première mention, indique déjà nettement ces deux traits : les lettres de justice sont délivrées soit par les *suivants* de service à la Cour, soit par le parlement ou les requêtes pendant leurs sessions, soit par les membres du Conseil (1). — L'article 4 de l'ordonnance du 16 no-

(1) V. *infra*, p. 102, n. 1. Il va de soi, d'ailleurs, que dans ces cas comme dans les autres, une rémission ferme restait possible, et ce semble bien être le cas de JJ 66, n° 175 (déc. 1319).

(2) JJ 71, n° 291 : le roi, ayant accordé rémission à condition que le coupable ferait, dans les deux ans, un voyage à Rhodes, et constatant par un certificat du grand maître que le voyage est fait, confirme la rémission.

(3) JJ 78, n° 279 (Melun, juill. 1350) : délivrance d'un individu emprisonné à Melun, sur rapport des maîtres des requêtes.

(4) *Infra*, app. IV, n° 1.

vembre 1318 (1) est plus précis et plus rigoureux : les *poursuivants* de service à la Cour ne délivreront les « requêtes de justice » qu'en dehors des sessions du parlement, pendant les sessions il les lui renverront. L'article 27 de la même ordonnance, après avoir rappelé avec force le principe de l'article 4, apporte une limitation de plus à la compétence des requêtes de l'hôtel : même hors des sessions du parlement elle cessera, ou du moins cessera d'être exclusive (il est difficile de voir la pensée du rédacteur) lorsque des membres du parlement auront été chargés de ce service entre les sessions (2). Enfin le même texte permettait au chancelier de commander, lui aussi, des lettres de justice.

En somme, d'après les textes réglementaires, la compétence de nos personnages est ici étroitement limitée : d'une part, elle cesse *totale*ment pendant les sessions du parlement, — d'autre part, même hors session, elle était menacée par la constitution possible d'une chambre des vacations. Cette dernière disposition, quoique inaperçue à cause d'une malencontreuse déformation du texte dans

(1) *Ord.*, t. I, p. 670.

(2) « Lettres de justice ne se doyvent commander durant parlement fors par la grant chambre ou par les requestes et hors de parlement se doyvent commander par le clerc et le lay qui nous porsuient *ou par les presidenz* a Paris se aucuns en y avoit deputez, ou par nostre chanceler.... » On sait que *presidere* veut dire *siéger* (*Act. parl.* n° 6760), et que l'expression *présidents* désignait souvent, — et il est évident que nous sommes ici dans ce cas —, les membres chargés d'un service entre les sessions (cf. par ex. *Ord.* t. I p. 782 (*committimus*... « *coram gentibus nostris pro nobis Parisius presidentibus, si parlamentum Parisius tunc non esset.* »)

l'édition des *Ordonnances* (1), était importante, car l'éventualité qu'elle prévoyait allait se présenter de plus en plus fréquemment : un article de style dans le règlement de clôture de chaque parlement charge les maîtres des requêtes [du palais] de l'examen des requêtes présentées pendant l'intersession (2).

Si l'on s'en tenait rigoureusement au texte même de l'ordonnance, il semblerait que, dans de telles conditions, la compétence des requêtes de l'hôtel en cette matière eût dû totalement s'évanouir. Néanmoins, et même sans pouvoir produire un grand nombre de documents à l'appui (3), on a de bonnes raisons pour dire que, *en fait*, il ne dut pas en être ainsi : d'une part, les règlements de clôture des parlements ne visent que « les requêtes qui viendront à Paris », ils supposent donc, *a contrario*, que d'autres peuvent être encore présentées à la suite du roi ; — d'autre part, il est peu vraisemblable que les *poursuivants* se soient montrés d'une intransigeance systématique pour recevoir les requêtes de justice.

Quoiqu'il en soit, comme il est patent que nos person-

(1) Le texte que nous donnons (note précédente) se lit très nettement dans JJ 55, n° 114, f. 54 r^o-v^o, Mais l'éd. des *Orl.* (t. 1, p. 673) omet les mots que nous y avons soulignés. Cela rend la phrase inintelligible, car *qui nous poursuivent à Paris* est une expression contradictoire et qui ne signifie rien.

(2) Les règlements de 1320 et de 1322 (*Act. parl.* nos 6117 et 6826) ont des formules un peu exceptionnelles ; mais pour tous les autres qui nous sont parvenus, ceux de 1321 (*ibid.* 6420), de 1323 (7260), de 1324 (7602), de 1326 (7873) et de 1329 (Aubert, *1^{re} série*, t. I, p. 339,) elle est identique : « Pour la délivrance des requestes qui viendront à Paris seront les maistres des requestes ou palays. »

(3) V. pourtant *infra*.

nages ont eu, à une époque, et dans une certaine mesure, compétence en matière de *lettres de justice*, notre devoir est de rechercher ce que l'on entendait, au xiv^e siècle, sous ce nom (1).

La question étant ainsi posée, doit être résolue par des textes du xiv^e siècle. Or, ces textes existent, et le principal est précisément celui qui attribue, pour la délivrance de ces lettres, une compétence concurrente : d'une part aux poursuivants (ou au chancelier), — d'autre part à la grand'chambre et aux requêtes du parlement. Si donc nous pouvons distinguer une certaine catégorie d'actes à laquelle s'applique, — et à laquelle seule s'applique —, cette règle, nous aurons du même coup « isolé » la classe des lettres de justice.

Quels actes sont donc dans ce cas? Ce sont d'abord, et très certainement, les ajournements en cause d'appel. Nous en avons conservé malheureusement assez peu d'exemples, assez cependant pour que la chose ne soit pas douteuse (2).

(1) Les auteurs modernes ont construit des lettres de justice diverses théories que nous ne saurions songer à discuter ici sans sortir du cadre de notre étude, mais que nous repoussons implicitement, en ce qui concerne le xiv^e siècle, comme n'ayant pas d'appui sur les textes.

(2) Ajournements au parlement demandés aux requêtes [du palais] : *Act. parl.*, n° 5889; v. aussi n° 4823 (a). — Ajournement délivré en la grand chambre : n° 6422. — Pour ceux expédiés par les requêtes de l'hôtel, v. *infra*, p. 104, n. 1.

(a) Dans les pages qui suivent, nous renvoyons constamment aux *Act. parl.*, afin d'abrégier et de préciser en même temps nos références; mais les souscriptions qu'a éditées Boutaric sont en nombre infime; c'est donc sur les registres mêmes que nous avons travaillé, et c'est à eux que l'on devra se reporter si l'on veut vérifier la valeur de nos citations.

Mais c'est à tort que certains auteurs (1) ont restreint la catégorie des *lettres de justice* aux seuls ajournements. Ceux-ci font eux-mêmes partie d'un groupe plus large : ces mandements qui remplissent en presque totalité les premiers registres du *Criminel*. Si, en effet, on examine par quels services ont été expédiés ces mandements, on a tôt fait de se rendre compte que, conformément à la disposition de 1318 sur les lettres de justice, certains sont commandés par les requêtes de l'hôtel (2), — d'autres par les membres de la grand'chambre (3), et d'autres enfin par les requêtes du parlement (4). Ces derniers, les plus nom-

(1) Pardessus, *Organ. judic.*, pp. 161-2 (aux ajournements il joint les permissions de plaider par procureur, dont le classement est, à notre avis, douteux : cf. *suprà*, p. 93, n. 3); Aubert, *1^{re} série*, t. I, p. 32, et *Requêtes du palais*, pp. 582 et 585. — Cf. la formule de Lehugeur, *De hospitio*, p. 22, n. 3.

(2) C'est le cas : 1^o des actes expédiés en province et signés *in Requestis* (*Act. parl.*, nos 4765, 4770, 4775-6, 4313, tous d'avril 1317 et, sauf le dernier datés de Bourges). — 2^o des actes signés *in Requestis hospicii* (*Act. parl.*, nos 6901 (26 août 1322), 6908 (sept. 1322), 6917, 6919, 6929, 6932 et X²2, f. 116 v^o (ces 5 derniers tous datés de Vincennes, octobre 1322), cf. aussi X²2, f. 225 v^o acte du 28 octob. 1324 signé *per laycos in Requestis hospicii*). — 3^o des actes de même nature signés à la relation d'un maître des requêtes de l'hôtel, lorsqu'il agit à la suite du roi (v. notamment la notice biogr. de Jean Robert).

(3) V. notamment *Act. parl.*, nos 5268 (*Per NN. ac alios in camera*) et 6422 (*Per laicos camere*). A quoi l'on peut joindre les très nombreux actes commandés par des maîtres de la grand chambre (G. de Marcilly, F. de Coquerel, etc.), — et notamment des *poursuivants*, aux jours où ils siégeaient en la grand chambre et en cette qualité (V. l'app. III, v^{is} Boucher, Robert, Villepeske et Arrablay).

(4) Lettres signées *in Requestis* et datées de Paris, — surtout lorsque l'on sait, par ailleurs, que le roi n'était pas à Paris à la date de leur délivrance (Ex. : *Act. parl.*, nos 4774, 4789, 4819).

breux d'ailleurs, (1) — sont ceux auxquels on doit le plus s'attacher, car, tandis que les requêtes de l'hôtel expédiaient des actes de tous genres, il paraît bien, par les ordonnances de cette époque (2), que la délivrance des lettres de justice était la seule fonction normale des requêtes du parlement.

La difficulté, — et elle n'est pas petite —, est de classer méthodiquement ces mandements, et de leur donner une formule juridique.

Mettons d'abord à part le cas où, un appel ayant été porté au roi, de la sentence d'un juge inférieur, le roi renvoie la connaissance de cet appel soit à un bailli (3), soit, le plus souvent, à un commissaire qu'il délègue spécialement (4). Dans ces hypothèses, la lettre est *attributive* de juridiction.

Mais, le plus souvent, il s'agit d'autre chose : l'intervention du roi a pour but d'engager ou d'accélérer, ou de diriger la procédure des tribunaux inférieurs. Engager la procédure, car le droit d'ordonner une enquête est un droit régalien (5), et nombreux sont les mandements que l'on peut rattacher à cette règle (6). — C'est peut-être

(1) Du moins dans les deux premiers registres; il nous a semblé que, ensuite, les actes commandés en la grand chambre deviennent plus nombreux.

(2) Ordonn. de 1310, § 8 (Langlois, *Textes*, p. 185) et 17 nov. 1318, art. 7 (*Ord.*, t. I, p. 675).

(3) X²2, f. 71 v^o.

(4) Ex. : *Act. parl.*, 4828 et 4931; cf. Fournier, *Hist. du dr. d'appel*, p. 239.

(5) Esmein, *Hist. de la procédure criminelle*, p. 84.

(6) Ex. : *Act. parl.*, 4819.

aussi par une idée analogue que s'expliquent d'assez nombreuses lettres enjoignant aux baillis de procéder à l'arrestation et à la punition d'individus qui, bannis du royaume, continuent à y séjourner (1).

D'accélérer le jugement des affaires, car, souvent, ce ne sera pas trop d'un ordre portant le sceau royal pour aider un plaideur à triompher de tous les obstacles auxquels il peut se heurter : mauvaise foi de son adversaire (2), lettres subreptices invoquées par lui (3), mauvaise volonté (4) ou simplement négligence (5) du juge (6).

(1) Ex. : *Act. parl.*, 4882, 5604 (On en trouve aussi commandés par les requêtes de l'hôtel : *infra*, p. 104, n. 4). — On ne doit pas confondre ces mandements avec d'autres lettres qui supposent également un bannissement. Ces dernières, rendues à la requête du banni, ont pour but de lui permettre de faire tomber la sentence de bannissement et de se justifier du fait pour lequel il avait été banni par contumace. Ces actes sont bien connus (Esmein, *Proc. crim.*, pp. 63-4). Mais tous ceux que nous connaissons ont été commandés à la suite du roi, soit par le chancelier (*Act. parl.*, 5729), soit par des membres du Conseil (6037), soit par des maîtres des requêtes de l'hôtel (4638, 6048) : il semble qu'on les analysât comme des rémissions sous condition, — sous condition de se faire juger (cf. *supra*, p. 95-96). — Les actes dont nous parlons ici au texte sont assez différents : ils sont rendus, non à la requête du banni, mais de la victime ; en outre, semble-t-il, ils n'ont pas pour effet de permettre au banni de se justifier sur le fait principal, mais de le faire condamner pour avoir rompu son ban, « tanquam de bannitis » (v. pourtant *infra*, p. 104, n. 4), et dans ce cas le principe juridique sur lequel s'appuient ces lettres ne saurait être le même, puisque dans un cas il s'agit de faire tomber la sentence de bannissement ; dans l'autre il s'agirait de lui donner une sanction.

(2) Ex. : *Act. parl.*, 5634.

(3) Ex. : *ibid.*, 5866.

(4) Ex. : *ibid.*, 4909.

(5) Ex. : *ibid.*, 5728.

(6) Les juridictions seigneuriales, elles aussi, se montrent parfois négligentes, le roi mande alors à ses officiers de leur donner un avertissement, ou même de se substituer à elles (*ibid.*, 5812.)

Enfin, l'intervention du roi peut avoir pour but de diriger l'action des juges inférieurs : en y rappelant et en y faisant observer la légalité, — notamment en matière de preuves (1) ou de compétence (2), — en entravant des poursuites inconsidérées (3). — en mandant d'éviter à l'inculpé des rigueurs inutiles (4).

En un mot, ces mandements sont adressés aux tribunaux inférieurs, par le roi ou son parlement, soit en vertu de principes juridiques, soit pour parer à des difficultés de fait; ils ont pour objet de rectifier l'action judiciaire de ces tribunaux, soit par l'octroi de « bénéfices » déroatoires au droit commun, soit au contraire par le rappel solennel de ce droit commun (5).

Ces mandements (et les ajournements en cause d'appel) sont les seuls actes auxquels nous trouvons appliquée la règle de compétence édictée par les ordonnances pour les *lettres de justice* ; ce sont donc les seules que, jusqu'à preuve du contraire, nous puissions ranger dans cette catégorie.

Et, sans nous arrêter à d'autres faits qui viennent à l'appui de ce système, il nous reste à faire la contre-épreuve, et à établir en détail ce que nous avons affirmé en bloc (6) :

(1) Ex. : *ibid.*, 5367 (duel judiciaire.)

(2) Le roi mande aux baillis : soit de respecter ou faire respecter les droits des juridictions seigneuriales (*Act. parl.*, 4982), — soit de ne pas les laisser en abuser (*ibid.*, 5862.)

(3) *Ibid.*, 4774; cf. 5370 (ordre de faire respecter, malgré toutes lettres subreptices, des lettres de rémission.)

(4) Mise en liberté provisoire sous caution (*ibid.*, 5047.)

(5) *Ibid.*, 5579; cf. *infra*, p. 105, n. 4.

(6) *Suprà*, p. 100, n. 2.

que les *lettres de justice*, ainsi définies, étaient, parfois aussi, commandées dans les requêtes de l'hôtel.

Cela est vrai, d'abord, et assez avant dans le xiv^e siècle, des ajournements au parlement (1), — de quoi l'on doit rapprocher les mandements à des juges locaux de procéder à une enquête et de la renvoyer au parlement (2).

Mais cela est vrai aussi des mandements de la seconde catégorie : mandements de procéder à des poursuites criminelles (3), de punir un banni qui demeure dans le royaume (4), — de ne pas laisser la justice traîner en lon-

(1) V. X¹10, f. 388 r^o, v^o (24 sept. 1315) : ajournement au parlement en cas de nouveauté. — V. aussi app. II, n^o 75 (vers 1351). — Ménard, *Hist. de Nîmes*, t. II, *preuves*, p. 280, n^o 149, a aussi publié un ajournement au parlement passé *in Requestis hospicii* (17 nov. 1363) ; cette signature est d'autant plus notable que l'acte est daté de Paris.

(2) V. X¹8845, f. 3 v^o (10 déc. 1328 : le roi mande au sénéchal de Carcassonne de juger au plus tôt si elle est en état, sinon de renvoyer au parlement une enquête faite sur un cas criminel) ; *ibid.*, f. 3 r^o v^o (13 déc.). V. aussi K42, n^o 39 (a^o 1338) : nomination de commissaires, qui feront une enquête et la renverront au parlement, et X¹3^(*), n^o 225 (7 mai 1346 : mandement au bailli de Troyes d'enquêter sur une demande d'exemption d'impôts formée par certains habitants, et de les ajourner dev. les prochains jours de Troyes ; ces habitants avaient obtenu des lettres subreptices mandant au bailli de les laisser jouir de leurs prétentions pendant l'instance.)

(3) V. *Act. parl.*, n^{os} 4765, 4770, 4775, 4813, 6901, 6919, 6929. V. aussi X²2, f. 225 v^o (28 octob. 1324).

(4) *Act. parl.*, 5487 (à Pontoise, par Jean Robert). V. aussi X²3, f. 74 r^o, 13 juin 1336 (*In Requestis hospicii*) ; c'est un mandement de faire arrêter N qui, quoique banni par contumace pour divers méfaits, se trouve en France ; ce mandement est rendu à la requête des amis de la victime, mais le mandement ordonne de lui « exhibere... vocatis evocandis debitum justicie complementum » ce qui semble impliquer un jugement sur le fond même ; cela cadre mal avec l'impression que laissent les textes cités *suprà*, p. 102, n. 1.

gueur (1), — ou s'égarer sur de fausses pistes (2), — de procéder à une commission malgré des lettres subreptices (3), — de sauvegarder conformément à la coutume les droits de la défense (4), — de contraindre un évêque à remettre au bailli un laïque poursuivi pour meurtre (5), — de faire exécuter une sentence ordonnant la destruction d'une maison empiétant indûment sur la rue (6), etc. etc.

§ 5. — ACTION DU ROI SUR LE PARLEMENT

Ce n'est pas seulement sur les tribunaux inférieurs que le roi exerçait ce droit de contrôle, c'est aussi sur le parlement. On trouve donc des mandements adressés au parlement et ayant pour but de rectifier son action judiciaire.

C'est ainsi qu'on voit le roi presser l'activité de la chambre des enquêtes (7), — commander à la cour de faire droit à une requête, bien que la session soit commencée (8), — de renvoyer une cause devant les juges locaux compétents (9), — de procéder à une mise en

(1) *Act. parl.*, 6908, 6911.

(2) *Ibid.*, 4776.

(3) X²2, f. 116 v^o (en interligne) (8 octob. 1222).

(4) *Act. parl.*, 6917.

(5) *Ibid.*, 6932.

(6) X¹3, f. 141 v^o (17 août 1329).

(7) *Act. parl.*, 7687 (acte commandé à Poissy « à la relation » d'André de Florence).

(8) X¹8846, f. 164 r^o (18 nov. 1336).

(9) X²4, f. 29 r^o, v^o (14 janv. 1341) et f. 220 (5 avril 1344). Cf. X¹8845, f. 62 v^o.

liberté provisoire (1); — lui enjoindre de respecter des lettres de rémission (2), — ou de pas tenir compte dans le jugement d'une affaire d'un acte irrégulier (3); — lui rappeler l'ordonnance d'après laquelle il doit statuer dans un cas particulier (4).

Ces mandements sont exactement de la même nature et jouent absolument le même rôle que ceux que nous venons d'examiner sous le nom de lettres de justice. Seulement, il est de toute évidence que, par définition même, s'adressant au parlement, ils ne peuvent émaner de lui; ils sont donc, eux, tous commandés à la suite du roi, — normalement par les maîtres des requêtes de l'hôtel

Mais le roi, — ou les maîtres des requêtes pour lui, — exercent en outre leur action sur le parlement par des lettres qui répondent à une idée sensiblement différente : celles qui ont pour but ou pour résultat de dessaisir le parlement d'une affaire qui avait été normalement portée devant lui.

Tel est d'abord le cas où le roi tranche un procès pendant au parlement par la délivrance d'une charte (5), charte déclarative en la forme, et peut être parfois au fond, mais qui souvent aussi peut recéler des abandons de

(1) X²4 f. 64 (14 avril 1342).

(2) X²4, f. 45 r^o, v^o (10 janv. 1341).

(3) Cf. JJ 66, n^o 1401 (1334).

(4) X¹ 8602, f. 14 r^o, v^o (5 mai 1346). Cette lettre se trouvait aussi au f^o 58 du 1^{er} reg. des requêtes de l'hôtel (Coll. Le Nain, *Reg. des Req. de l'hôtel*, f. 9 v^o, et 179 r^o et suiv.

(5) Ex. : JJ 66, n^o 216.

droits (1) ; le parlement, se posant en défenseur des droits royaux, ne se laissait pas toujours dessaisir sans protester (2). — Tel est aussi le cas où le roi nomme des commissaires pour connaître de certaines plaintes et leur donner satisfaction, malgré que plaïd en pende au parlement (3). — Fait enfin partie de ce groupe la lettre par laquelle le roi mande au parlement de surseoir au jugement d'une affaire, de procéder seulement à une enquête et de lui envoyer le dossier (4).

Le roi a des moyens plus frappants encore que des lettres pour envoyer au parlement ses volontés en ce qui touche les procès pendants devant lui, et quand il dépêche

(1) Ainsi, en fév. 1345, le roi « déclarant » au profit de particuliers une exemption d'impôts, et cassant le litige qui pendait sur cet objet au parlement, eut le soin d'ajouter qu'il leur donnait cette exemption en tant que de besoin (JJ 75, n° 331).

(2) Le 25 mai 1341, le parlement fut appelé à statuer sur un débat à propos de la collation du gouvernement d'un Hôtel-Dieu. La partie qui prétendait y avoir droit présenta des lettres du roi par lesquelles celui-ci, après enquête renvoyée aux maîtres des requêtes de l'hôtel et examinée par eux, constatait qu'il ne pouvait prétendre à cette collation, et mandait au parlement de ne plus molester cette partie. Le procureur royal, et un ayant cause du roi, protestèrent, disant que les causes de propriété touchant le roi ne pouvaient être agitées qu'au parlement, et que ces lettres devaient être réputées subreptices. Le parlement annula les lettres et retint la cause (X¹^a9, f. 190 v°).

(3) V. X¹^a 8845, f. 333 v°, 334 r°, et JJ 72, acte inclus dans le n° 559.

(4) V. la lettre pub. p. Viard, à la suite de la *Chron. de Jean le Bel*, t. II, pp. 330 à 333 (app. VIII), elle est datée de Chanteloup, 4 octob. 1343 (à la rel. de R. de Salgues et H. le Coch) ; l'affaire fut terminée par arrêt du roi en son Conseil daté du Moncel, 25 mars 1344, et, en conséquence, le parlement arrêta ses procédures le 8 avril 1344 (X¹^a10, f. 25 r°). V. aussi un mandement du roi au parlement de lui transmettre un dossier criminel (X¹^a7, f. 149, 8 juin 1336), et un ordre au parlement de surseoir au fond jusqu'à ce que les maîtres des requêtes aient connu d'une fausseté (app. II, n° 23).

à cet effet un messenger à la cour, il n'est pas surprenant que cet intermédiaire soit parfois un maître des requêtes : le 24 novembre 1343, Jean Richier, chevalier, maître des requêtes de l'hôtel, fut envoyé, avec le prévôt de Paris, au parlement, pour lui parler, au nom du roi, de l'affaire des chevaliers bretons (1)... Cinq jours après, il assistait à leur exécution (2).

§ 6. — PROPOSITION D'ERREURS

Il est probable que, au XIII^e siècle, aucune voie de recours n'était prévue contre les arrêts du parlement (3). On voit seulement les parties s'adresser au parlement lui-même pour lui demander de revenir sur sa décision. On a de ce système deux exemples assez nets de la fin du XIII^e siècle ; dans l'un de ces cas, le grief allégué était une contrariété d'arrêts (4), — dans l'autre un vice de forme dans l'enquête qui avait précédé la sentence (5) ; mais, dans les deux cas il semble bien que le plaignant se soit présenté directement devant le parlement. — Quelques années plus tard, nous trouvons un procédé un peu différent, dans un texte très curieux qu'a signalé M. Viollet (6) : le roi *mande* au parlement de reviser

(1) V. Luce, éd. des *Chroniques* de Froissart, t. III, p. x, n. 1, d'après X²⁴, f. 208 v^o.

(2) *Ibid.*, d'ap. X²⁴ f. 186 v^o.

(3) Viollet, *Inst. pol.*, t. III, p. 341.

(4) *Olim*, II, 332.

(5) Delisle, *Essai de restitution d'un vol. des Olim*, n^o 788 (dans *Act. parl.* t. I).

(6) *Op. cit.*, p. 341 et n. 3.

l'arrêt attaqué (1). C'est ce même système que, selon nous, consacre législativement la grande ordonnance de mars 1303 (n. st.), article 12 (2), dans ses deux traits essentiels : d'une part l'ouverture de la voie de recours par une grâce du roi (3), — d'autre part la révision opérée par le parlement lui-même (4). — Et telle est aussi la procédure dont nous trouvons l'application dans de très nombreux arrêts du parlement.

Or, il paraît bien que, dès l'origine, cette grâce spéciale du roi ait été délivrée par les maîtres des requêtes de l'hôtel. Les documents concrets ne nous sont malheureuse-

(1) Lat. 4.763, f. 42 r°. L'arrêt avait été rendu pour le monastère de Saint-Riquier contre les habitants de la même ville, ceux-ci affirmaient que le litige avait déjà fait l'objet d'un arrêt régulièrement rendu à leur profit sous saint Louis. Le mandement est du 27 mars 1300-01.

(2) Langlois, *Textes*, p. 173. K 37^A, n° 13², contient une expéd. française qui permet de préciser ou même rectifier la traduction qu'on a donnée (Chénon, *Orig... de la cassation*, p. 17) de ce texte. (Si l'on demande la correction d'un arrêt), « Nos volons que ce soit fait par nostre commun conseil ou par la plus grant partie ou grant deliberation de nostre especial mandement, et de nostre especial congie requis de nos, et eu tout avant. »

(3) V. les derniers mots de la n. précédente.

(4) Cette interprétation ne va pas sans difficulté. D'une part, selon certains auteurs (Pardessus, *Organ. jud.*, p. 137) c'est au *Conseil* que cet art. attribuerait compétence pour réviser les arrêts du parlement, — au moins si le grief allégué était une violation de la loi. Mais, outre que nous ne trouvons pas dans notre texte de base à cette distinction, il faudrait supposer que *commune consilium* soit pris successivement dans le même art. dans deux sens différents. — Selon d'autres auteurs (Henrion de Pansey, *Autorité judiciaire*, 3^e éd., t. II, p. 167 et Chénon, *Orig... de la cassation*, p. 17) le texte prévoirait le renvoi *soit* au roi (et à son conseil), *soit* au parlement (commun conseil). Nous ne savons si l'on doit attribuer au mot *vel* une aussi grande importance ; on remarquera qu'il n'y a, dans la traduction française, aucune trace de cette opposition.

ment, ici, d'aucun secours : les lettres en question sont d'une rareté extraordinaire, et celles que nous avons pu découvrir ne sont pas munies de souscription. Mais l'ordonnance de février 1321 (art. 3) constate qu'elles étaient, en fait, demandées aux *poursuivants*. Cet article est d'ailleurs assez obscur. Selon certains auteurs, il aurait eu pour but de réprimer un abus dont se seraient rendus coupables les maîtres des requêtes et qui aurait consisté à profiter de la rédaction un peu vague de l'ordonnance de 1303 pour saisir le plus souvent le Conseil et non le parlement des demandes en révision d'arrêts. Les termes de cet article ne nous paraissent pas très favorables à cette interprétation. — Mais, quoiqu'il en soit, la constatation du fait ne peut être niée : en 1321 les « grâces de dire contre arrêts donnés en parlement » étaient demandées aux maîtres des requêtes de l'hôtel.

Leur compétence en cette matière est formellement reconnue et sanctionnée par l'ordonnance de décembre 1344, article 9 (1), qui règle d'ensemble la proposition d'erreurs. Cet article dispose que quiconque voudra proposer des erreurs contre un arrêt du parlement devra présenter par écrit ces erreurs aux gens des requêtes de l'hôtel pour que ceux-ci puissent en délibérer, et concéder la lettre de grâce. Il est bien entendu que l'examen ne doit porter que sur les conditions de sérieux et de validité

(1) Toutefois, cette compétence n'est pas exclusive. Cet art. dit que le requérant remettra son mémoire aux maîtres des requêtes « vel aliis gentibus nostris per quas talia impetrare intendit. » Quels sont les personnages visés ?

dans lesquelles la demande est formée (1) et que les maîtres des requêtes ne pourraient prendre partie sur le fond même du débat. — Une fois la lettre de grâce concédée, elle sera transmise aux gens du parlement, avec les erreurs, encloses sous le sceau de la partie requérante et le contre-sceau royal.

Les lettres de proposition d'erreurs étaient des lettres de « grâce ». Cela ne veut pas dire qu'elles fussent entièrement dans le domaine de l'arbitraire. Elles étaient, au contraire, soumises à certaines règles, posées soit par la pratique administrative des officiers chargés de leur délivrance (2), soit par la jurisprudence du parlement (3), soit par les ordonnances. Nous n'avons pas à faire ici une étude générale de la proposition d'erreurs (4); mais nous devons noter que le respect de ces règles était placé sous le contrôle du parlement lui-même : maintes fois des lettres de grâce furent attaquées devant lui comme « subreptices et iniques » (5). Hâtons-nous d'ajouter qu'il ne paraît pas avoir abusé de ce droit de contrôle; en revanche il ne semble pas avoir admis facilement, au fond, les erreurs.

(1) « ... ut a prima facie apparere potest... »

(2) V. le doc. de 1330 cité par Aubert, 2^e série, t. II, p. 162, n. 1 (paiement des dépens).

(3) V. le doc. de 1329, cité *ibid.* (double amende).

(4) V. une bonne étude de la proposition d'erreurs, *ibid.*, pp. 161 à 165.

(5) Ex. intéressant : X^{1a} 9, f. 288 (13 avril 1342).

TROISIÈME SECTION**Question commune : la compétence des maîtres des requêtes
était-elle exclusive ?**

Quelque variés que soient les actes que nous venons de passer en revue, ce serait donner une idée exagérée de la compétence légale des maîtres des requêtes de dire que toutes les requêtes sans exception devaient être expédiées par eux. Et d'autre part, ce serait bien mal connaître l'« élasticité si éloignée de nos mœurs » que conservaient au Moyen Age « tous les rouages administratifs » (1), de penser qu'ils étaient absolument seuls à commander en fait ces actes là mêmes que l'on peut considérer comme rentrant dans leur compétence normale.

Il y a donc lieu : d'abord de dire un mot très bref sur les institutions (sédentaires) qui comprenaient un service des requêtes ; — ensuite d'indiquer dans quelle mesure on peut dire que l'expédition des actes que nous avons décrits était une attribution propre des maîtres des requêtes, dans quelle mesure d'autres personnages pouvaient participer, à côté d'eux, à cette fonction.

**§ 1. — ADMINISTRATIONS SÉDENTAIRES POSSÉDANT UN SERVICE
DES REQUÊTES**

Les ordonnances du temps de Philippe le Long en-

(1) Viollet, *Inst. pol.*, t. II, p. 125.

joignent aux poursuivants de renvoyer « aus lieux ou il appartendront », « toutes les requestes qui leur seront faites qui appartendront a la chambre des comptes, en parlement ou en autres lieux ou il auroit genz ordenez a ce » (1).

Ce n'est pas, en effet, seulement au parlement de Paris (2) ou dans sa délégation temporaire les grands jours de Troyes (3) que l'on trouve une organisation prévue pour l'expédition des requêtes : de nombreux textes font allusion aux requêtes de la chambre des comptes (4). Il est vrai que l'on y a voulu voir simplement une participation des maîtres des comptes au travail de la chambre des requêtes *du palais* (5) ; mais cette opinion est inadmissible (6).

(1) Ce sont les termes mêmes de l'ord. de janv. 1320 ; cf. ord. de févr. 1321, art. 1.

(2) Sur les requêtes du palais, v. les ouvrages de M. Aubert, et en dernier lieu, son récent art. à ce sujet.

(3) V. Chénon, *N. R. H.* 1907, p. 328 (a° 1295) et *Act. parl.* 6.904 (a° 1322) Nous ne nous souvenons pas d'avoir vu de textes faisant mention de requête, à l'échiquier.

(4) Voyez : 1° un proj. de règlement non daté (mais un peu postérieur au 1^{er} août 1316 selon Borrelli de Serres, *Rech.*, t. II, p. 252), art. 2 (lat. 12.814, f. 89 v°). — 2° ord. du Vivier (janv. 1320), art. 12 (*Ord.*; t. I, p. 705). — 3° un art. des observations présentées par les gens des comptes au sujet de cette ordonnance (éd. Petit, *Essai de restit.*, p. 159). — 4° enfin les nombreuses mentions portées au journal de la Chambre des comptes, en 1321, et qui attestent que ce service a effectivement fonctionné (Fr. 2.755, f. 357, 363, 366 v°, etc.). — L'ord. faite par la chambre des comptes le 21 juin 1351 sur ses travaux parle encore (art. 2) de l'audition des requêtes (P. 2.292, p. 289).

(5) Pardessus, *Organis. judiciaire*, p. 215. Elle est peut-être aussi la pensée intime de M. Viollet (cf. *Instit. polit.*, t. III, p. 364, n. 3).

(6) Un mandement du 30 octobre 1320 est passé in R[equestis] camere compotorum » (Fr. 25.697, n° 91) ; ce texte tranche la question.

Le parlement et la chambre des comptes sont, sinon les seules (1), du moins les principales institutions où il y a des « genz ordenez » au service des requêtes et dont les poursuivants doivent respecter la compétence.

En ce qui concerne le parlement, on sait déjà que la fonction essentielle des requêtes du palais était la délivrance des lettres de justice, et que les maîtres des requêtes ne devaient pas, en principe, en retenir l'examen (2). — Mais il est probable que ce n'étaient pas là les seules requêtes d'ordre judiciaire dont les poursuivants étaient assaillis et qu'ils renvoyaient au parlement, car un projet d'ordonnance (vers 1318) fait allusion à des requêtes de cette nature dont le parlement est encombré, et pour lesquelles on propose un mode assez particulier d'expédition (3).

Quant à la chambre des comptes, sa compétence en matière de requêtes (4) était naturellement limitée à celles

(1) L'ord. de 1320 fait expressément allusion aux « autres lieux ou il auroit genz ordenez a ce » ; celle de févr. 1321 parle des requêtes qui touchent le parlement, la chambre des comptes ou *le trésor*.

(2) *Suprà*, pp. 96 et suiv.

(3) Lat. 9015, n° 35^a : à la suite de l'ord. du 17 nov. 1318 figure « C'est la nouvelle ordrenance qui n'est pas enquiree publiee » ; elle a été éd. : *Ord.*, t. I, pp. 676 et suiv. en note. Voici l'article auquel nous faisons allusion : « Pour ce que parlement est moult empechiez pour les requestes que l'an fait par devers le roy lesquelles sont envoiees en parlement, il comande que les requestes qui ne se porront delivrer par devers li soient envoiees a son chancelier, et le chancelier pour les delivrer praigne des genz dou parlement si comme il verra que bon sera, selonc la grandeur et la condicion des besoignes. »

(4) Le projet de règlement de 1316 (lat. 12814, f. 89) indique que ce service consiste à « oir les requestes et delivrer toutes *lettres de justice* ». On notera cette expression appliquée à la chambre des comptes.

touchant « le propre fait des comptes » (1), et l'ordonnance du 10 juillet 1319 fait une application de ce principe quand elle ordonne de renvoyer à la chambre des comptes les demandes, présentées au roi, tendant à la « restitution de damages pour causes des marchiez » (2). — Mais, en fait, la chambre des comptes, à maintes reprises, a expédié (3) des actes de même nature que ceux passés normalement par les requêtes de l'hôtel, — non seulement des lettres d'armortissement, qui ont un lien évident avec les matières financières, mais par exemple des confirmations de sauvegardes, etc (4). — Au reste, cela n'est pas inexplicable : les grâces diverses qu'expédiait la chancellerie étaient fréquemment accordées moyennant finance, et revêtaient ainsi un certain aspect financier (5). — Aussi, lorsque, en

(1) V. l'ord. d'Angers, nov. 1323 (Fr. 2833, f. 123 v°; certains mss. et les *Ord.*, t. I, p. 777, art. 18, donnent *enquestes* au lieu de *requestes*, c'est, selon nous, une erreur). — Le 26 janv. 1349 le roi reproche aux gens des comptes d'entendre « a requestes et autres choses qui ne sont pas du fait de ladite chambre. » (Valois, *Ét. histor. sur le Conseil*, p. xxiii.)

(2) Fr. 16600, f. 13. art. 3 [= 9]. L'ord. de février 1321 fait aussi mention (art. 3) de ces mêmes demandes. La lettre que nous citons, p. 113, n. 6, est expédiée à propos d'un bien pris à ferme.

(3) Nous ne parlons pas ici d'un contrôle exercé par les gens des comptes ; ce droit de contrôle a été poussé très loin, puisque l'on trouve des lettres qui, commandées par des maîtres des requêtes ont été ensuite *corrigées* en la Chambre des comptes (ex. : JJ 72, n° 99) ; — parfois il se traduit par une simple observation (v. JJ 72, n° 222).

(4) V. p. ex. JJ 53, n° 276 à 281 (a° 1317).

(5) Cette remarque est due à Morel, *Grande Chancellerie*, p. 323, n. 2. Une même charte pouvait être ainsi, selon qu'on l'envisageait principalement au point de vue financier ou de son caractère intime, considérée comme de la compétence de la Chambre des comptes ou de la suite du roi. (Par ex. les chartes portant, moyennant finance, abolition des appeaux volages dans le Laonnais, très nombreuses en 1340, sont en général commandées par la

1340, le roi prévut que la guerre allait l'empêcher de vaquer à l'audition de requêtes, c'est à la chambre des comptes qu'il délégua en bloc le pouvoir de commander ces actes (1). — En revanche, nous savons aussi d'assez nombreux cas où, en fait, les maîtres des requêtes excédèrent tant soit peu, au détriment de la chambre des comptes, les bornes de leur compétence (2).

Le principe n'en reste pas moins que, aux termes des ordonnances, les maîtres des requêtes doivent se garder d'empiéter sur les attributions du parlement ou de la chambre des comptes.

Néanmoins, ils conservaient, en droit et en fait, une sorte de compétence subsidiaire. En droit, car l'ordonnance de janvier 1320 dispose que les poursuivants ne seront pas tenus de faire le renvoi au cas où le requérant se serait déjà adressé en vain au corps qui aurait dû expédier la requête (3). — En fait, car les maîtres des requêtes, vivant dans l'entourage immédiat du roi, sont, suivant la forte expression du *style des commissaires*, « collaterales regi », et peuvent ainsi prétendre mieux que d'autres à affirmer sa volonté expresse. Cela se traduit d'abord dans le formulaire de chancellerie : les clauses *ex certa scientia* et *de gracia speciali* doivent procéder *ab ore regis* ; le par-

Chambre des comptes, exceptionnellement par les maîtres des requêtes : JJ 72, n° 304.)

(1) V. *suprà*, p. 60, n. 1.

(2) V. un cas intéressant (a° 1318, lettre d'échange entre le roi et un particulier), JJ 56, n° 301. — V. aussi le cas très intéressant cité par Valois, *Et. histor. sur le Conseil*, p. xxiii.

(3) « ... Se ce n'estoit ou deffaut de ceus qui les devroient avoir delivrees ».

lement ne saurait donc les commander, mais un maître des requêtes *vel alter collateralis regi* le pourrait (1).

Bien mieux. On dirait que les corps sédentaires se rendent compte que les maîtres des requêtes parleront au nom du roi avec plus de sécurité et d'autorité qu'eux-mêmes ne sauraient le faire, dans les affaires qui touchent de plus près les intérêts royaux. Nous pouvons citer de cette sorte de timidité deux exemples bien nets, l'un en matière judiciaire, l'autre en matière financière. — Depuis longtemps il y avait débat entre la comtesse d'Eu et les gens du roi de France à raison de la propriété des marais de Guines ; l'affaire avait fait l'objet d'une enquête, renvoyée au parlement. Les gens du parlement, embarrassés par la difficulté du procès, décidèrent de surseoir à statuer et que les documents de la cause seraient soumis au roi. Une transaction intervint entre les deux parties, aux termes de laquelle le roi renonçait en faveur de la comtesse à tous les droits qu'il pouvait avoir sur l'objet du litige, tout en conservant les revenus levés par lui pendant le débat. Or la charte royale qui constate cet accord est signée *Per dominum regem presente thesaurario Remense, Mauconduit et Alberto de Roya* (2)... Ce sont trois clercs des requêtes. — Et de même, on verra la chambre des comptes se refuser à annuler une donation faite au roi sans le mandement spécial de celui-ci ; ce qu'elle n'a pas

(1) V. le *Style des commissaires du parlement*, § 34, dans Guilhaume. *Enquêtes et procès*, p. 244 (ce style date de 1336 ou 1337).

(2) JJ 60, n° 157 (23 juillet 1321, Paris). Il paraît, d'après le texte, que les gens du parlement ont été consultés. D'ailleurs, ils n'avaient sursis à statuer que jusqu'à ce que la discussion pût se poursuivre *en présence du roi*.

osé faire, ce sont les maîtres des requêtes qui vont s'en charger (1).

§. 2. — PARTICIPATION D'AUTRES PERSONNAGES A L'EXPÉDITION DES REQUÊTES A LA SUITE DU ROI. — RAPPORTS DES MAÎTRES DES REQUÊTES ET DU CONSEIL. — L'ASSEMBLÉE DES REQUÊTES.

La plupart des requêtes que nous avons examinées dans les deux sections précédentes sont apportées aux maîtres des requêtes, et les actes dressés en conséquence sont le plus souvent signés « Par le Roi à la relation de messeigneurs N. N. » (maîtres des requêtes). Mais, cette formule, qui est la plus générale, est loin d'être constante. D'autres personnages participent, à la suite du roi, à l'expédition des requêtes.

Chancelier. — Le chancelier, d'abord (2) : on trouve de nombreuses lettres signées, soit à sa « relation » (3), soit en concours avec des maîtres des requêtes (4), soit à la « relation » de maîtres des requêtes en sa présence (5), et nous ne pensons pas qu'on puisse établir la moindre distinction, au point de vue du fond, entre les actes ainsi

(1) JJ 69, n° 34 (déjà signalé, *suprà*, p. 75, n. 7).

(2) Nous ne parlons pas ici des lettres commandées par des maîtres des requêtes, puis *corrigées* par le chancelier : c'est là un contrôle tout à fait général (cf. Morel, *Gr. chancellerie*, pp. 180 et suiv.), qu'il exerce sur toutes les lettres qui passent au grand sceau.

(3) Ex. : X¹^c 3, n° 114 (congé d'accord); *suprà*, p. 91, n. 5 (lett. d'état), etc.

(4) Ex. : JJ 66, n° 282 (amortissement); JJ 74, n° 631 (confirmation de privilèges), etc., etc.

(5) Ex. : K 40, n° 36 (amortissement); JJ 69, n° 239 (foires).

commandés et ceux où les noms seuls de maîtres des requêtes apparaissent dans la souscription (1).

Lorsque, dans les dernières années du règne de Philippe de Valois, la formule « Per regem ad relationem... » a cédé dans une foule de cas la place à celle « Par le roi en ses Requêtes », il arrive plus d'une fois que la présence du chancelier soit indiquée à cette assemblée (2). On ne constate pas encore qu'il en ait la présidence; mais ici, comme dans les autres services, sa situation allait devenir prépondérante dans la deuxième moitié du xiv^e siècle (3).

Le Conseil. — En droit, les premières ordonnances de Philippe le Long attribuent au Conseil seul le droit d'accorder toutes les grâces requises du roi : leur octroi ne pouvait avoir lieu qu'à la séance du conseil qui se tenait chaque mois (4). — Seule, la « délivrance de justice » devait avoir lieu « de jour en jour », en sorte que le commandement des actes relatifs à l'administration de la justice était, légalement, la seule attribution *propre* des poursuivants (5). Mais, évidemment, le rôle qu'ils devaient

(1) Cf. Lehugeur, *De hospitio*, p. 51.

(2) « Par le roi en ses requêtes vous présent ». Ex. : Viard, *Doc. par.*, t. II, n° 304.

(3) V. ici Morel, *Grande Chancellerie*, pp. 22 à 24.

(4) Telle est la disposition formelle et absolument générale des ord. du 10 juill. et du 23 déc. 1319, art. 1 (Fr. 16600, f. 80 et *Ord.*, t. I, p. 657). Celle du 16 nov. 1318 était moins rigoureuse : seuls les dons à héritage devaient être commandés par le roi *en son Conseil*, les autres grâces pouvaient l'être par le roi à la relation de membres du conseil étroit (donc sans attendre la séance générale).

(5) En matière de délivrance des requêtes, bien entendu, — car ils avaient en dehors la tenue du registre des offices concédés, etc.

jouer au Conseil n'en était que plus important : cette masse de requêtes qu'on avait dû, aux termes de l'ordonnance, laisser s'accumuler pendant un mois, c'était à eux évidemment de les débrouiller et de préparer la solution que le Conseil devait se borner à ratifier. — D'autre part, d'après l'ordonnance du 16 novembre 1318, les poursuivants étaient responsables devant le Conseil de l'exercice du droit de contrôle que, en vertu de cette même ordonnance, ils possédaient sur les actes royaux (1). Enfin l'article 4 de l'ordonnance de février 1321 autorise formellement leur entrée au Conseil, puisqu'il est prévu que le clerc chargé de tenir le « journal » de cette assemblée pourra être renseigné sur ce qui s'y est passé par l'un des poursuivants (2).

En fait, dès le début, la compétence, légalement exclusive, du Conseil ne fut pas respectée (3), et, dans la

(1) « ... Et bien se preignent garde li dit porsuient des choses qui en leur temps passeront devers nous, mesmement de celles qui porteront pois qu'il les facent enregistrer par devers eus pourquoi ils en sachent rendre reson qui la leur en demendera especiaulment a la fin dou mois que nous aurons nostre estroit conseil. » (*Ord.*, t. I, p. 670, art. 4) Cette responsabilité ne peut s'entendre que du droit de contrôle conféré aux poursuivants par le début de ce même art. Elle ne peut s'appliquer aux seules lettres de justice (à raison de la généralité des termes), — ni à la délivrance des requêtes de grâces (puisque, d'après cette ordonnance même, art. 27, elles ne pouvaient être expédiées que par les membres du conseil).

(2) V. le texte, app. IV, n° 5. Les termes en sont très obscurs; l'idée que nous donnons au texte est tout ce que l'on peut, semble-t-il, en déduire de certain.

(3) Bien des actes, en effet, furent passés « non expectato consilio mensis » et beaucoup étaient signés précisément à la relation de maîtres des requêtes (ex. : JJ 59, n° 164).

pratique, les maîtres des requêtes le remplacèrent dans la plupart des cas. Mais les pouvoirs du Conseil continuaient à être utilisés parfois en fait, et il n'en est guère parmi les actes que nous avons énumérés que l'on ne trouverait commandés aussi soit par le Conseil, soit à la relation de membres du conseil (1).

Mais il n'y a pas là deux institutions fonctionnant parallèlement et isolément. Ce qui nous intéresse, précisément, ce sont les rapports intimes qui continuent à s'affirmer entre le Conseil et les maîtres des requêtes. Non seulement on voit des actes commandés à la relation conjointement d'un membre du Conseil et d'un maître des requêtes (2), mais encore par le roi en son Conseil où siégeaient des maîtres des requêtes (3). Enfin, un certain nombre de lettres sont passées par le roi en son Conseil à la relation de maîtres des requêtes (4). Nous nous garderons de dire que cette mention prouve d'une façon absolue que les maîtres des requêtes jouent alors au Conseil le rôle de rapporteurs (5), quoique cela soit très

(1) Ainsi, le sire de Noyers (que l'on ne doit pas confondre avec son cousin Miles de N., seigneur de Maisy, maître des requêtes) commanda beaucoup d'actes (amortissements, etc.).

(2) Ex : JJ 68, n° 416.

(3) Ex : JJ 69, n° 370. V. surtout JJ 73, n° 234 (*Par dominum regem presente suo consilio in quo erant gentes requestarium sui hospicii*, déc, 1340).

(4) Ex : JJ 59, n° 49 ; Viard, *Doc. par.*, t. I, n° 17.

(5) Morel, *Grande Chancellerie*, pp. 302 et suiv., a démontré d'une façon qui nous paraît décisive que l'expression *ad relacionem* ne peut être traduite par « sur le rapport de.... » mais annonce seulement le nom de l'officier qui a commandé l'acte au notaire.

vraisemblable (1) ; mais elle établit que les maîtres des requêtes sont chargés de commander aux notaires des actes délibérés en Conseil (2) ; autrement dit, ils servent d'auxiliaire à cette assemblée pour l'exécution de ses décisions.

Maîtres de l'hôtel et chambellans. — Si l'on examine les souscriptions et actes royaux, on constatera qu'un assez grand nombre sont passés par des personnages (3) dont on retrouve les noms sur les listes de maîtres de l'hôtel et de chambellans (4). Or, on ne voit pas en vertu de quel texte ce fait peut se produire : les ordonnances ne donnent à notre connaissance, aucune compétence aux maîtres de l'hôtel pour commander des lettres ; quant aux chambellans, d'après l'ordonnance du 16 novembre 1318, art. 27, ils peuvent « faire relation » des grâces à plaider par procureur au parlement et des dons de bêtes sauvages, et commander les lettres d'hommages reçus par le roi ; mais,

(1) Il est, en effet, vraisemblable que l'officier chargé de suivre l'affaire, soit précisément le même qui en avait fait le rapport ; cf. *infra*, p. 127, n. 1.

(2) Ce cas est même plus fréquent qu'il ne le paraît au premier abord : en se reportant au texte, on voit parfois qu'un acte, où le commandement du maître des requêtes apparaît seul dans la mention *extra sigillum*, a été délibéré en conseil (ex : JJ 69, n° 89.) — L'inverse se comprend moins bien ; pourtant on trouve un jugement rendu par les gens des requêtes de l'hôtel (cela est dit expressément), signé « par le roi *en son conseil* à la relation de Mons. R. Saquet. » (app. II. n° 8.)

(3) Nous ne parlons pas ici des quelques actes, d'ailleurs relativement assez rares, commandés par le confesseur ou l'aumônier.

(4) Ils commandent ces actes, soit seuls (ex : JJ 70, n° 243, soit en concurrence, avec des maîtres des requêtes (ex : JJ 69, n° 104, 354, etc)

parmi les actes expédiés par eux, bien peu peuvent se rattacher à cette dernière disposition (1).

De ce fait embarrassant, nous ne voyons que quatre explications possibles :

1° Ou bien ces personnages joignaient à leur titre de maître de l'hôtel ou de chambellan celui de maître des requêtes. En fait, nous connaissons deux maîtres des requêtes qui furent en même temps maîtres de l'hôtel (2) ; mais, précisément, si ce cumul était fréquent, il serait curieux que nous n'en eussions conservé que ces deux exemples ; de plus, si cette explication était exacte, on devrait admettre que presque tous les maîtres de l'hôtel et chambellans étaient en même temps maîtres des requêtes (3) !

2° On pourrait dire que ces personnages commandent en effet, — quoique beaucoup plus rarement, — les mêmes actes que les maîtres des requêtes, mais que ceux-ci le font en vertu de leur pouvoir normal et propre qui consiste à recevoir les requêtes, — tandis que ceux-là le font exceptionnellement, — soit en cas urgent, notamment en l'absence des maîtres des requêtes (4), — soit en faveur de leurs amis personnels (5).

(1) Delisle, *Actes normands*, n° 70, et cf. n° 111.

(2) App. III, vis Arrablay (le jeune) et Guill. de Noe.

(3) Prenons la liste des maîtres de l'hôtel et chambellans pour 1331-2 (Viard. *Hôtel*, p. 604). Sur 13 personnages, 10 sont dans le cas que nous examinons.

(4) Le cas d'absence des maîtres des requêtes n'est pas chimérique : cf. JJ 68, n° 258.

(5) C'est l'explication donnée par Lehugeur, *De hospitio*, p. 14 (à propos des chevaliers poursuivants.)

Il semble que l'on ne doive à cette explication, comme à la précédente, attribuer qu'une portée très limitée.

3° L'ordonnance cabochienne de 1413 donne pouvoir aux chambellans et aux maîtres de l'hôtel pour faire requête au roi « de ce qui touche » respectivement les gens de la chambre du roi et les autres serviteurs de l'hôtel (1). Cet article ne serait-il pas la confirmation de pratiques antérieures ? Nous n'avons pas eu le loisir de vérifier si, et dans quelle mesure, cette hypothèse est vérifiée par les faits que nous examinons.

4° Plusieurs parmi les actes qui nous intéressent ont été commandés « in requestis hospicii » (2) « ou par le roi tenant ses requêtes » (3), ou encore il est constaté, dans le texte, qu'il y a eu information des gens des requêtes de l'hôtel (4). Donc, dans ces cas, les maîtres de l'hôtel ou chambellans ne commandent pas l'acte seuls, ils assistent à une assemblée plus vaste, — à l'assemblée des requêtes. Pour les maîtres de l'hôtel en particulier, l'ordonnance du 15 février 1346 prévoit formellement cette éventualité : c'est seulement « en présence du roi quand il orra ses requêtes » qu'ils pourront taxer des amendes (art. 9). Cette disposition prouve que, lorsque les maîtres de l'hôtel étaient appelés à exercer un office *public*, ils le faisaient souvent dans l'assemblée des requêtes.

Et ceci, comme ce que nous avons dit soit du chancelier,

(1) Art. 211, (éd. Coville, p. 138.)

(2) JJ 65^a, n° 111.

(3) JJ 75, n° 474.

(4) JJ 75, n° 69.

soit des rapports des maîtres des requêtes et du conseil, nous ramène encore à la notion d'une assemblée des requêtes, plus large et plus solennelle que le petit bureau, composé parfois d'un seul maître, qui expédiait journellement les requêtes. — assemblée qui a les rapports les plus étroits avec le conseil, et qui va prendre toute son extension dans la seconde moitié du xiv^e siècle, mais dont on a déjà pour notre époque des preuves certaines de son fonctionnement.

L'assemblée des requêtes. — Elle se tient, à l'époque où nous nous plaçons, en présence du roi. — On peut dire que, depuis les plaids de la porte, l'intervention du roi n'avait jamais cessé d'une façon absolue : l'ordonnance du 16 novembre 1318, art. 1, prévoyait que le roi, après avoir entendu la messe, pourrait emmener jusqu'à sa chambre les députés aux requêtes, « pour ce qu'alors assez de gens nous présentent requêtes » ; — en fait, il est plus d'un acte royal dont la souscription indique une participation spéciale du roi à son expédition (1). Mais, — et c'est ce qui nous intéresse ici, — la formule qui est à ce point de vue la plus fréquente, et que l'on trouve à chaque instant dans les dernières années du règne de Philippe VI, (2) est ainsi conçue : « Par le roi en ses requêtes. » Cette formule atteste la présence du roi à l'assemblée des requêtes (3).

(1) Ex : JJ 56, n^o 489 (« Per regem presente N. [maîtres des requêtes] »). Cf. encore. par ex. JJ 77. n^{os} 318, 377.

(2) V. le t. II des *Documents parisiens* de M. Viard, ou surtout à partir de JJ 74, les registres mêmes du Trésor des chartes.

(3) Morel, *Grande Chancellerie*, pp. 299-300. Cf. ord. 15 fév. 1346, art. 9

En outre, nombreux sont les actes qui ont été passés dans ces conditions, mais avec la mention expresse de la présence de tel ou tel membre du conseil (1). Bien mieux, dès notre époque, on relève une lettre commandée « par le roi *en son conseil* tenant ses requêtes. (2) »

Enfin, nous le rappelons, on constate parfois la présence du chancelier à cette même assemblée. (3)

Dans la seconde moitié du xiv^e siècle, ces deux derniers traits vont s'accroître, et le service des requêtes sera, en définitive, assuré par le conseil, — sous la présidence du chancelier en l'absence du roi (4).

Dans une telle assemblée, les maîtres des requêtes siègent toujours, mais ils y prennent assez naturellement une fonction très spécialisée : d'une part ils seront chargés de rapporter les requêtes qui lui sont soumises, — d'autre part de surveiller la rédaction de la lettre à expédier en

in fine : «... se ce n'est *en nostre presence* quand nous orrons noz requestes. » — Une chose pourtant peut étonner, c'est que cette formule qui implique la présence du roi, ait remplacé d'une façon si constante, pour des actes de même nature la formule « *ad relationem* » qui attestait au contraire l'absence du roi au commandement de l'acte (Morel, *ibid.*, pp. 300 et suiv.)

(1) Ex : JJ 70, n° 270 ; JJ 72, n° 325 (« Per dominum R. in Requestis in presencia vestra, dominis Lud. de Sabaudia. Lud. de Vauss [emain] et P. de Villan [is] presentibus. »)

(2) JJ 66, n° 1362, juin 1334 (annoblissement.)

(3) V. *suprà*. p. 119, n. 2 et joignez cette page, n. 1.

(4) Sur le premier point (requêtes tenues au conseil) v. Valois, *Et. histor. sur le Conseil*, pp. CXVI-CXVII ; sur le second (présidence du chancelier), Morel, *Grande Chancellerie*, pp. 22 à 24.

exécution de la décision prise. Et cela aussi s'atteste, dès notre époque, par des formules intéressantes (1).

(1) JJ 72, n° 222 (mars 1341) « Par le roi en ses requestes presenz mess. de Meleun, Ja. Rouss[elot], L. de Vaucemain et le seigneur de Ham *qui fit la requeste et a qui elle fu leue.* » (Cf. mention analogue, JJ 74, n°s 581-2). On voit que cette formule comprend les deux idées que nous indiquons au texte : il était bien naturel d'ailleurs que le maître des requêtes rapporteur fût ensuite chargé de faire exécuter la décision du Conseil.

CHAPITRE IV

FONCTIONS DES MAÎTRES DES REQUÊTES A LA SUITE DU ROI

II. LES MAÎTRES DES REQUÊTES A LA CHANCELLERIE

Nous étudions dans ce chapitre les cas où l'intervention des maîtres des requêtes se produit dans la sphère particulière de l'expédition des lettres royaux, en faisant abstraction de l'examen du fond.

Ces cas se divisent eux-mêmes en deux catégories :

1^o Parfois un particulier vient requérir du roi l'accomplissement d'une opération de chancellerie.

2^o Parfois une opération de ce genre est faite, non sur demande, mais en vertu de règles administratives internes.

§ 1. — EXPÉDITION DES REQUÊTES DONT L'OBJET EST L'ACCOMPLISSEMENT D'UNE OPÉRATION DE CHANCELLERIE

Il arrive parfois qu'un requérant demande au roi, non de lui accorder une grâce quelconque (permission de tenir des foires, émancipation, etc. etc.) mais d'accomplir à son

profit une certaine opération de chancellerie. C'est l'objet même de sa requête. Le meilleur moyen de bien faire comprendre ce que nous avons en vue ici est d'indiquer les principaux cas que l'on rencontre dans la pratique.

a) L'impétrant demande au roi de lui délivrer *vidimus* (1) d'un acte ancien. Son objectif n'est pas la validation de cet acte, mais de se prémunir contre la perte ou la détérioration possible d'un document auquel il tient. L'examen de l'officier portera, non sur l'opportunité de l'acte considéré en lui-même, mais sur la validité extérieure ; son métier est plus d'un diplomate que d'un juriste ou d'un administrateur.

b) L'opération de chancellerie se détache encore plus nettement dans les cas où il s'agit de délivrer soit un *extractus* des registres officiels (2), soit une ampliation d'une charte antérieure, (3), soit enfin un duplicata (4).

c) Le roi est parfois saisi d'une demande en *reconstitution*

(1) Ex : A. P., t. XI, pp. 197.8 ; JJ 65^a n° 271, etc. etc. — Parfois le roi stipule que le *vidimus* vaudra comme l'original (ex. JJ 71, n° 90). — Nous trouvons en 1331 un cas bien curieux de *vidimus* délivré avec cette clause : le roi se fait présenter des lettres de Louis X, les constate « saines et entières », les vidime, puis les fait rompre, lui présent, et ordonne que le *vidimus* vaille comme l'original (JJ 66 n° 712).

(2) Ex. JJ 65^a, n° 251.

(3) JJ 62, n° 429 (septemb. 1325, *Per magistros requestarum hospicii*) : une charte de commune avait été concédée conjointement à deux localités ; l'une des communes ayant été abolie, le roi accorde à la seconde une transcription, à son seul profit, de cette charte, et veut que la présente copie vaille comme l'original.

(4) JJ 66, n° 201 (janv. 1329. « Duplicata de mandato regis ad relat. domini Guill. Bertrandi, et facta est collatio cum alia sigillata que est signata per cameram compotorum et thesaurarios »).

d'une lettre ancienne, abimée par l'humidité, brûlée, ou simplement perdue. Le travail consiste alors à recueillir partout où il sera possible (notamment dans des *vidimus*, ou même en faisant appel à des témoins) des renseignements sur l'existence et la teneur de l'acte. Ainsi, en décembre 1336, les maîtres des requêtes de l'hôtel reconstituèrent une lettre de Philippe de Valois qui s'était pourrie dans un mur, et dont il ne restait plus que le scel ; à cet effet, ils se servirent de deux *vidimus* passés sous le sceau du Châtelet, et examinèrent onze témoins qui jurèrent avoir vu l'original (1).

§ 2. — RÔLE DES MAÎTRES DES REQUÊTES DANS L'EXPÉDITION DES LETTRES ROYAUX

Dans les cas qui précèdent, les maîtres des requêtes ne font en somme qu'user de leur pouvoir normal, qui consiste à recevoir les requêtes des particuliers ; ce qui est spécial, et ce qui méritait une mention à part, c'est l'objet de ces requêtes.

Mais les maîtres des requêtes jouent en outre à la Chancellerie un autre rôle ; ce rôle consiste à accomplir, non

(1) Cette lettre ainsi reconstituée était elle-même une confirmation des privilèges de la lignée de Chalo-St-Mard ; le texte confirmé est un diplôme de mars 1086, qui se présentait dans des conditions très suspectes, et dont M. Valois démontre la fausseté (v. Valois. *Le privilège de Chalo-St-Mard*, dans *Ann. bull. de la soc. de l'hist. de France*, 1886, pp. 185 à 227 ; cf. du même, *Note complémentaire ibid.* 1896, pp. 182 à 205. Le texte de la lettre de décembre 1336 est au 1^{er} art., pp. 217 à 219). Autres ex. de reconstitutions de chartes : *A. P.*, t. XIII, pp. 181-3, etc.

plus sur requête, mais en vertu des règlements, des opérations d'ordre interne que l'on peut définir en un certain droit de contrôle sur les actes royaux qui doivent passer au sceau.

Et d'abord, ils surveillent l'exécution des actes commandés par eux-mêmes. Ce contrôle s'atteste le plus souvent par la signature de l'un des maîtres (quelquefois deux) à la « relation » desquels la lettre est expédiée (1). Cette signature est parfois seule, parfois précédée (2) ou remplacée (3) par une mention qui indique que la lettre a été relue à l'officier. Ce que nous disons ici s'entend également des actes commandés « par le roi en ses requêtes » (4).

Mais, en second lieu, on peut se demander si les maîtres des requêtes de l'hôtel n'exerçaient pas un droit de contrôle sur les lettres qui passaient au sceau tout en n'émanant pas de leur auditoire.

Nous trouvons ici une disposition intéressante de l'ordonnance du 16 novembre 1318, article 4. Aux termes de cet

(1) V. notamment, par *a fortiori*, les actes portant la double signature du même officier cités *infra*, p. 135, n° 6. [Les actes où figurent une seule fois la ou les signatures sont encore bien plus nombreux (v. surtout JJ 78)]. — Le premier exemple que nous ayons relevé est X^{le} 2, n° 388 (2 mars 1343). Les actes d'avril 1317 où M. Morel (p. 168, n. 4) voit une première application de ce fait ne nous semblent pas probants.

(2) Mention *lecta* suivie d'une signature : JJ 74, n° 338.

(3) Mention *lecta* seule : JJ 70, n° 310. Rapp. *A. P.*, t. XI, p. 251 (« ad rel. Andree de Florencia et visa per eum »).

(4) « Par le roi en ses requêtes » suivi d'une signature de maître des requêtes : Fr. 25698 n° 140, — suivi de *lecta* et d'une signature JJ 74, n° 270, — suivi de la formule *lecta* seule JJ 74, n° 1 ; rapp. JJ 73, n° 26 et *suprà* p. 127, n. 1. V. aussi JJ 77, n° 339 (*lecta in sede*).

article, les deux poursuivants de service, agissant conjointement sauf empêchement légitime, verront et examineront « totes lettres qui se delivreront par devers vous, lesquelles devront aller à nostre grand scel », ils remettront « celles qui seront de recevoir » au chambellan qui porte le sceau du secret; celui-ci fera un paquet de ces lettres (1), le scellera du sceau du secret et l'enverra à la chancellerie. — M. Lehueur attache une extrême importance à ce droit de contrôle (qu'il qualifie « *droit de veto* ») des poursuivants : « tous les actes importants, qu'ils vinssent de l'hôtel, de la chambre des comptes, du parlement ou du Conseil étroit, passèrent sous leurs yeux et ne continuèrent leur marche à travers la filière administrative qu'avec la sanction des deux poursuivants de service... » (2) Mais M. Morel (3) à propos de cette disposition dit seulement que les maîtres des requêtes étaient « chargés d'envoyer en chancellerie les actes *commandés directement par le roi* » ; une telle théorie, si elle était démontrée, restreindrait considérablement la portée de la prérogative des *poursuivants*. On remarquera dans ce sens que les lettres émanées des requêtes du palais étaient envoyées au chancelier « toutes corrigees et signees pour sceller », encloses sous le signet des requêtes (du palais) (4); elles étaient donc adressées *directement* au chancelier, sans être soumises au contrôle

(1) Nous suivons ici l'interprétation de Morel, *Grande Chancellerie*, p. 162, n. 3.

(2) Lehueur, *Hist. de Philippe le Long*, p. 117 (Cf. *De hospitio*, pp. 26-7).

(3) Morel, *ibid.* p. 162.

(4) Ord. 1310, § 8 (Langlois, *Textes*, p. 185) et 17 nov. 1318, art. 7 (*Ord.*, t. 1, p. 675).

préalable des *poursuivants* ; le droit de contrôle de ceux-ci était donc moins général que ne le veut M. Lehugeur. — Voici sans doute la solution la plus probable : ce droit de *veto* devait être limité aux hypothèses en vue desquelles il avait été institué ; or, il avait dû l'être uniquement pour faire contrepoids aux pouvoirs très larges que cette même ordonnance de 1318 accordait aux membres de l'étroit Conseil quant à la délivrance des grâces diverses requises du roi (1). — Dès lors, cette disposition devint inutile en droit lorsque, moins d'un an après, cette compétence fut transportée des membres pris individuellement au Conseil lui-même (2). — En fait, nous avons vu (3) que, dès cette époque, les grâces furent accordées couramment par les *poursuivants*, et, par conséquent, leur droit de *veto*, s'absorbant dans le pouvoir de commander les lettres, devenait sans objet.

En tous cas, cette disposition ne fut pas reproduite. Est-ce à dire que, avec elle, s'évanouisse toute trace d'un contrôle exercé par les maîtres des requêtes sur les actes qui devaient passer au sceau, et quoiqu'ils n'eussent pas été commandés par eux mêmes ? Nous ne le pensons pas. En fait, nous pouvons citer deux cas antérieurs à 1350 où une lettre fut réécrite ou corrigée par ordre d'un maître des requêtes, bien qu'elle n'émanât pas des requêtes de l'hôtel (4).

(1) Ord. 16 nov. 1318, art. 27 ; cf. *Suprà*, p. 119, n° 4. M. Lehugeur a d'ailleurs bien indiqué, (*ibid.*) que cette division nuisait surtout aux membres du Conseil étroit.

(2) V. les ord. de 1319 citées, *suprà*, p. 119, n. 4.

(3) V. *suprà*, pp. 120-1.

(4) V. JJ 71, n° 86 (lett. de rémission qui, commandée « par le roy...

§ 3. — SITUATION GÉNÉRALE DES MAÎTRES DES REQUÊTES
A LA CHANCELLERIE

Par le fait qu'ils tenaient l'auditoire d'où émanaient la plupart des lettres de chancellerie, — par le fait de la surveillance qu'ils exerçaient sur la rédaction de ces lettres, on peut dire que les maîtres des requêtes de l'hôtel se comportaient dans une certaine mesure (sous l'autorité du chancelier, bien entendu), comme les chefs hiérarchiques des notaires; aussi ne s'étonnera-t-on pas de voir que, le parlement n'ayant pu faire subir à tous les notaires l'examen prescrit par l'ordonnance du 8 avril 1342, les maîtres des requêtes s'acquittèrent de ce soin (1). D'une façon plus générale, on peut dire que ces personnages tiennent assez naturellement leur place, dans la hiérarchie, entre les notaires et le chancelier. En fait, nous savons que quelques-uns d'entre eux étaient d'anciens notaires, et que plusieurs furent élevés au Cancellariat (2). Ce n'est pas tout : dans les ordonnances de l'hôtel, l'article qui concerne les maîtres des requêtes est constamment intercalé entre celui qui vise le chancelier et celui des « notaires sui-

présent le sire de Soiecourt a la relation du mareschal de Trie » fut rescripte pour sceller en cire vert et en las de soie du commandement de mess. Ja. Rouss [elot], mai 1338) ; JJ 75, n° 521 (lettre de rémission signée « par le roy present le confesseur et corrigie par mons. Raymon [de] Salgues », 22 mai 1346).

(1) Morel, *Grande Chancellerie*, pp. 76 et 498.

(2) V. *suprà*, chap. II, §§ 1 et 3.

vants » (1). L'ordonnance de juillet 1316 est particulièrement caractéristique à cet égard : les *clercs suivants et lais* y figurent sous la rubrique *la Chancellerie*, immédiatement après le chancelier et avant les *clercs du secret*.

Tout cela nous dispose à accueillir favorablement l'hypothèse d'après laquelle des maîtres des requêtes auraient souvent eu mission de remplacer le chancelier absent et de sceller à sa place les actes commandés à Paris (2). Il n'est pas impossible que Fouques Bardoul fût déjà maître des requêtes quand il fut chargé (3), au début de 1349, de cette sorte de vice-cancellariat. Mais ce n'est pas là une preuve positive (4).

M. Morel (5) a voulu en trouver une, très générale, dans la double signature du même officier que l'on trouve parfois au bas du même acte (6) : la première apposée (à

(1) Remarquons encore que, d'après l'ord. de janv. 1322, il y avait trois notaires suivants dont un secrétaire ; les deux notaires ordinaires étaient « hebergez devers ceuls des requestes ». Au compte du sacre de Philippe VI, 1328, un même art. comprend le vin pris pour six maîtres des requêtes et dix notaires (Varin, *Arch. adm. de Reims*, t. II¹, p. 483, col. 1 et 485, col. 1 en note.)

(2) Morel, *Grande Chancellerie*, pp. 170, 172 et suiv.

(3) V. Morel. *Grande Chancellerie*, pp. 498-9. M. Morel semble avoir ignoré que Bardoul fut maître des requêtes. Ce fait est de nature à infirmer le rapprochement que, très timidement d'ailleurs, cet auteur établit entre cette mission confiée à Bardoul et son office de conseiller des enquêtes (*ibid.*, p. 236 et n. 1.)

(4) D'autant plus que Bardoul était commis avec P. de Hangest ; or celui-ci, du moins à notre connaissance, n'a pas été maître des requêtes.

(5) Morel, *op. cit.*, p. 173-4.

(6) Ex. : X^{1e} 2, nos 388, 409 (1343) ; Clair. 212, n° 99 (1346) ; X^{1e} 3, n° 230, (1347) ; ce sont tous des originaux à simple queue. En outre nous en avons relevé une dizaine de cas dans les registres JJ (ex. : Viard, *Doc. par.* t. II,

gauche) par le personnage (en général un maître des requêtes) qui avait donné l'ordre d'expédier l'acte, aurait eu pour but de « certifier la régularité de la rédaction », — la seconde, apposée après le scellage de l'acte, de « certifier la régularité du scellage » ; donc le maître des requêtes interviendrait ici à un nouveau titre, à celui de vice-chancelier.

Cette interprétation nous paraît incompatible avec les conditions matérielles dans lesquelles ceux de ces actes que nous connaissons se présentent à nous (1). — M. Morel en trouve une confirmation dans plusieurs actes de 1351 où il relève la formule *Ste. Par.* qu'il traduit par « *sigillate Parisius* » ; cette traduction nous semble au moins risquée. (2)

n° 323.) M. Morel n'a connu de ces doubles signatures que des *ex. postérieurs* à 1350 ; mais il est évident que son raisonnement serait *a priori* le même pour des documents antérieurs.

(1) X^{1c}2, n° 396 (14 avril 1343) a été souscrit deux fois par chacun des deux officiers qui ont commandé l'acte ; or le second groupe de signatures, d'après les traces de sceau qui subsistent, a été recouvert par le sceau, — preuve évidente qu'elles n'ont pu être apposées après le scellage.

(2) Ne pourrait-on pas lire : *Stephanus Parisiensis* : Étienne de Paris était, le 10 mars 1352 (*Ord. t. IV*, p. 120) maître des requêtes de l'hôtel, il pouvait fort bien l'être depuis quelque temps déjà et avoir ainsi signé, en 1351, au même titre que Bescot, des lettres.

D'ailleurs, quoique les actes que nous avons cités ne soient pas commandés loin de Paris, ils n'ont pas été portés à Paris pour le scellage : X^{1c}2, n° 388 et X^{1c}3, n° 230 sont scellés du « *scel nouvel* » ; il ne s'agirait donc pas là, en tout état de cause, d'un vice-cancellariat exercé à Paris, mais à la suite du roi.

CHAPITRE V

FONCTIONS DES MAÎTRES DES REQUÊTES A LA SUITE DU ROI

III. JURIDICTION CONTENTIEUSE DES MAÎTRES DES REQUÊTES

La question de la juridiction contentieuse des maîtres des requêtes de l'hôtel est peut-être la plus intéressante pour des juristes ; c'est malheureusement aussi une des plus obscures, car elle n'a dû être réglementée qu'assez tard, et pendant de nombreuses années nous n'avons pour source que des actes concrets.

A vrai dire, d'après de nombreux auteurs (1), la difficulté n'existerait pas : la juridiction contentieuse des maîtres des requêtes aurait, dès le règne de Philippe le Long, été reconnue légalement et aurait dès alors présenté son caractère de juridiction d'*exception*, limitée à ces deux chefs : 1° procès d'offices, — 2° causes personnelles où sont parties, comme défendeurs, les officiers domes-

1) Lenain, *Table*, t. X, p. 133 ; Lehugeur, *De hospitio*, pp. 22 et n. 10, 28-29 et 29, n. 1 ; Morel, *Grande Chancellerie*, p. 97 ; cf. Valois, *Et. histor. sur le Conseil*, p. xxxv, n. 7 (à propos des procès d'offices).

tiques du roi. Le texte qu'on invoque (1) est absolument catégorique... Seulement, l'ordonnance dont il fait partie, attribuée d'abord à Philippe le Bel (2), puis à Philippe le Long, n'est en réalité ni de l'un ni de l'autre; elle se confond avec l'importante ordonnance rendue, en février 1346, sur les doléances des États généraux (3). La démonstration péremptoire en a été faite il y a longtemps déjà (4).

(1) Ord., 25 février 1319, n. st., art. 6 (*Ord.* t. I, p. 680).

(2) V. *Ord.* t. I, p. 679, n. (a) : « Cette ord. est dans un recueil d'ordonnances in-f° imprimé chez Petit, où elle est *mal attribuée à Philippe le Bel.* » V. aussi Et. Pasquier, cité *suprà*, p. 43, n. 2, et joign. le cahier de la noblesse aux États de Pontoise (1561) pub. par Laferrière, *Le contrat de Poissy* (thèse, Paris, 1905) p. 322, *in fine* : « ... ainsi porte l'ordonnance du roi *Philippe le Bel.* » Le recueil cité dans la note des *Ord.* appartient à toute une série de publications entreprises dans la première moitié du xvi^e s., et où notre ord. est toujours attribuée à Philippe le Bel, tout en étant datée (!) du 25 février 1318 - (V. notamment *Les ordonnances et status royaux...* Paris, Jehan Petit, s. d., 8° (postérieur à 1512) (Bib. nat., rés., F. 872.)

(3) Dans ce sens, outre les ouvrages d'Hervieu et de Vuitry cités à la note suivante, v. par ex. Viollet, *Inst. pol.*, t. III, p. 452, n. 3, — sans compter tous les auteurs qui rejettent implicitement cette ord. en n'en faisant pas usage (v. notamment Pardessus, *Organ. judiciaire*, p. 154.)

(4) D'abord, l'identité presque complète de termes entre les actes de 1319 et de 1346, — non seulement quant au texte mais quant aux dates (tous deux sont de février et rendus à N.-D. des Champs à la suite d'États généraux tenus à la Chandeleur précédente), — et aussi ce fait que l'ord. prétendue de 1319 n'a été trouvée dans aucun recueil ms., la rendent déjà très suspecte. — En outre, on y trouve certaines mentions inexplicables en 1319 : 1° Ce serait le seul document parlant d'États généraux tenus à Paris, le 2 fév. 1319 (Hervieu, *Rech. sur les premiers États gé.*, p. 155. — 2° Hervieu, *ibid.*, puis Vuitry, *op. cit.*, t. I, p. 109, font remarquer que, dans l'art. 2, le roi parle de son fils, le duc de Normandie. Cela ne saurait s'entendre de Philippe V dont le fils unique était mort en bas âge dès février 1317 (Servois, cité par Viollet, t. II, p. 67, n. 1.) — 3° L'art. 1^{er} vise la gabelle du sel : or on admet, en général, qu'elle ne fut établie dans le royaume qu'en 1341 (Viard, *Les ressources extraordinaires de la royauté* dans *R. Q. H.*, t. XLIV (1888, p. 190,

Une ordonnance de 1334, citée par quelques auteurs (1) comme confiant aux maîtres des requêtes la connaissance des procès d'offices ne paraît pas avoir plus de réalité historique que celle de 1319 (2).

Ces deux documents écartés, le premier texte réglementaire qui nous soit parvenu et qui fasse mention de la juridiction contentieuse des maîtres des requêtes est une ordonnance de décembre 1344. Mais, d'une part, elle parle de cette juridiction comme d'une chose existant déjà en fait (3) et qu'elle a pour but de restreindre, — bien plus elle déclare elle-même que le roi a déjà statué sur cette matière. D'autre part, il n'apparaît pas qu'elle ait été bien fidèlement exécutée, car elle a été par la suite répétée bien des fois. Il serait donc téméraire de distinguer dans notre étude deux périodes : l'une antérieure,

G. Pérouse, *Et. sur les origines de la gabelle*, *Pos. th. Ec. ch.*, 1898, p. 92, etc.).

(1) Isambert, t. IV, p. 421, n° 57, et, d'après lui, Valois, *Ét. histor. sur le Conseil*, p. xxxv, n. 7. Cf. aussi *Le zenith en la jurid. de mess. les maîtres des requêtes* (1649, 4°), p. 15, § 9, n. (a).

(2) Isambert renvoie à la coll. du Conseil d'État, — et aux archives du roi. La coll. d'anciennes ordonnances du Conseil a été détruite en 1871. Le renvoi aux archives doit viser AD + 3; dans un petit imprimé de 4 p. le texte de 1334 est cité comme p. justificative d'un arrêt du parlement de 1661. Ce texte n'est autre que l'art. 8 de l'ord. de 1344. D'ailleurs, en ce court espace de 4 p., notre texte est successivement daté : de Philippe le Bel, de 1334, enfin de 1328 (!) Le copiste aura évidemment écrit par erreur 1334 au lieu de 1344.

(3) Ce n'est pas d'ailleurs la seule allusion qu'on trouve, dans les textes, à ce fait : en 1333, R. Saquet est dit « requestarum hospitii nostri *causis* et *negociis* continue insistens » (X¹^a8845, f. 332.) En 1341, le roi constate que les sujets du duc de Normandie étaient parfois ajournés au parlement ou devant les maîtres des requêtes en dehors des cas prévus par l'usage du pays (*Ord.* t. II, p. 162.)

l'autre postérieure à 1344, et il paraît plus conforme à la réalité d'étudier : 1^o le fait, — 2^o le droit.

§ 1. — LE FAIT.

Nous avons relevé d'assez nombreuses mentions de cas concrets où s'exerça, en fait, la juridiction contentieuse des maîtres des requêtes. Tantôt, nous avons conservé le texte même des sentences émanées de cette juridiction (1). — Tantôt, le plus souvent, une affaire ayant été portée d'abord aux requêtes de l'hôtel, est venue ensuite au parlement (soit en vertu de l'exercice d'une voie de recours, soit par suite d'un renvoi), ou, à l'inverse, c'est la Cour qui, sur l'ordre du roi, se dessaisit en faveur des maîtres des requêtes; dans les deux cas, la cause laisse une trace dans les registres du parlement.

Afin de donner une idée d'ensemble un peu nette des sources qui permettent d'étudier ce que fut en fait la juridiction contentieuse des maîtres des requêtes, nous avons réuni toutes ces épaves en un appendice spécial (App. II); cela nous permettra en même temps d'alléger nos notes.

Nous trouvons, dès 1325, deux cas très nets de causes portées devant les requêtes de l'hôtel. L'un est un débat entre l'aumônier du roi et le fils du fondateur d'un hôpital d'aveugles, à raison des droits prétendus par

(1) Nous en avons trouvé un seul en original (App. II, n^o 18; un autre dans un reg. du parlement (n^o 11); tous les autres sont tirés des reg. du trésor des chartes (n^{os} 1, 2, 4, 5, 8, 15, 19, 56, 67.)

chacun d'eux sur la direction de cet hôpital (1). — L'autre doit être particulièrement signalé (2) : En premier lieu, son caractère est attesté dès la rubrique : *Sentencia*. Ensuite, sa souscription porte, non : *Per regem ad relationem domini N.*, mais *Per magistros requestarum hospitii*, ce qui écarte toute difficulté d'interprétation. Enfin et surtout ce jugement est dit rendu en la *Cour* du roi (*curia nostra*), et en des termes tels et en de telles circonstances qu'on ne peut soutenir que la cause ait été d'abord portée devant le *parlement* puis renvoyée au roi qui l'aurait fait examiner par les maîtres des requêtes. La *curia* dont il s'agit ici est donc autre chose que le parlement. On savait déjà que, malgré la constitution de la chambre des comptes, la *curia* avait conservé un rôle considérable en matière financière (3). Notre texte prouve (4) qu'il en était de même en matière judiciaire, que le parlement, « émané » de la *curia regis* « ne l'avait pas empêchée de subsister » au point de vue de l'administration de la justice, et enfin que, dans cette sphère, c'étaient les maîtres des requêtes de l'hôtel qui, — parfois au moins —, par-

(1) App. II, n° 1.

(2) App. II, n° 2 et App. IV, n° 6.

(3) V. la note très suggestive de Viard, *Journaux du trésor*, p. xxii, n. 1. M. Viard se propose de reprendre sa démonstration dans la préface de ses *Journ. du trésor de Charles le Bel*.

(4) Certes, personne n'ignore qu'à côté ou au-dessus du parlement le roi conserve son pouvoir judiciaire. Mais il nous semble qu'on a eu plutôt en vue la juridiction purement personnelle du roi, ou bien celle du conseil proprement dit. En tous cas cet emploi notable du mot *curia*, et son application aux maîtres des requêtes, ne nous semblent pas avoir été signalés.

laient au nom de cette *curia*, c'est-à-dire de « l'entourage du roi considéré en tant que gouvernement » (1).

Nous tenions à signaler ce cas curieux. Mais nous ne saurions continuer à passer ainsi en revue toutes les hypothèses où les maîtres des requêtes jouèrent le rôle de juges. Ce serait, hélas, le seul procédé sûr, car nous renonçons franchement à donner une idée d'ensemble des causes qui leur furent soumises.

On chercherait vainement un indice à ce point de vue soit dans les motifs de leurs sentences, soit dans les arguments, toujours très succincts sur la question de droit, invoqués par les parties. Pourtant, c'est justement à l'encontre d'une lettre émanée des maîtres des requêtes de l'hôtel que, en 1341, le parlement affirma le principe que l'on ne pouvait agiter que devant lui les causes de propriété touchant le roi (2). Mais, en dehors de cette indication, si précieuse soit-elle, il est, à notre connaissance, un seul cas où une partie ait décliné la compétence des maîtres des requêtes pour un motif de droit, or il s'agissait d'un procès d'office (3), rentrant donc dans l'une des deux catégories exceptionnelles de causes dont ils pouvaient connaître, d'après les ordonnances... De telles constatations, on l'avouera, sont déconcertantes pour un juriste !

Tout ce que l'on peut donc faire, c'est indiquer, très légèrement, quelques idées autour desquelles grouper un

(1) Viard, *ibid.*

(2) V. *Suprà*, p. 107, n° 2.

(3) App. II, n° 71.

certain nombre de cas où les maîtres des requêtes statuèrent comme juridiction.

Ainsi, dans quelques hypothèses, la solution du litige supposait l'application ou l'interprétation d'un privilège ou d'un acte royal antérieur (1) ; c'est, notamment le cas des procès qui portent sur des biens donnés par le roi (2), ou sur un office accordé par lui (3), ou sur un bénéfice conféré sur sa présentation (4).

Quelques documents se réfèrent à des procès où les prétentions du plaideur se trouvaient en contradiction avec celles des agents royaux (5). — Nous rapprochons de ces cas les actes (fréquemment commandés par les maîtres des requêtes) désignés dans les rubriques mêmes du Trésor des chartes sous le nom de *déclarations* : il s'agit de lettres par lesquelles le roi *constate* au profit d'un particulier, d'une abbaye, etc., des droits ou privilèges dont l'existence leur était contestée par des officiers royaux (6). Il peut y avoir dans ces chartes quelque chose de particulier : la qualité du défendeur, le fait que parfois c'est le

(1) Nous rattachons tant bien que mal à cette idée les nos 8, 11, 28, 67.

(2) App. II, nos 15, 19.

(3) Nos 20, 65, 71.

(4) Nos 13 et 49.

(5) App. II, nos 46 et 67.

(6) Les droits le plus souvent *déclarés* sont des droits d'usage (Ex. : JJ 56, nos 80, 603 ; JJ 64, nos 199, 722) ; mais ce ne sont pas les seuls : ainsi le roi *déclare* qu'il n'a pas le droit d'instituer une sœur dans une léproserie (JJ 53, n° 85), ou un moine dans une abbaye (JJ 59, n° 486), — que l'exercice de la justice en certains lieux appartient aux religieux de Poissy (JJ 56, n° 125), — que tels biens ne sont pas soumis au tiers et danger (JJ 60, n° 35), etc.

particulier lésé qui a dû venir seul se plaindre aux requêtes et demander l'attestation officielle de son droit : mais il n'est pas niable qu'il y ait là un acte de juridiction, puisqu'il s'agit de *déclarer* un état de droit antérieur, — ni que cette juridiction soit *contentieuse*, puisque l'affirmation de cet état de droit n'est sollicitée que parce qu'il a été contesté (1).

Et puisque nous parlons des cas où les droits royaux sont en jeu, nous noterons que, dans les hypothèses d'ailleurs rares, où les maîtres des requêtes ont connu de procès criminels, il s'agit toujours de causes qui touchent plus spécialement le roi (2).

Vu leur rôle considérable à la chancellerie (3), ces mêmes personnages étaient assez désignés pour trancher les débats où était en jeu la « fausseté » ou la « subreption » de lettres impétrées du roi (4).

Se déroulent enfin devant les maîtres des requêtes de

(1) V. notamment JJ 56, n° 80 (fév. 1318) déclaration d'un droit d'usage au profit d'une abbaye, faite après une enquête contradictoire à laquelle ont été appelés les maîtres des forêts du roi qui contestaient le droit d'usage. Ici le caractère contentieux est bien net, en la forme même. — Il est certain que dans les cas où interviennent ces *déclarations*, il y a matière à juridiction contentieuse, et la preuve c'est que ces chartes ont précisément pour but de faire cesser un procès pendant ; mais la qualité du défendeur et les circonstances dans lesquelles elles interviennent permettent de supposer que ce terme de *déclaration* ne correspond pas toujours à la réalité et qu'elle cache parfois une mesure de faveur (cf. *suprà*, p. 107, n. 1.)

(2) V. App. II, nos 6 (infraction de sauvegarde), 9 et 70 (attaques contre un sergent royal). Cf. n° 48 (injures contre le roi. Il est vrai qu'il y avait ici quelque chose de particulier, les injures reprochées ayant été prononcées au moment d'un ajournement devant les requêtes de l'hôtel).

(3) *Suprà*, chap. IV, § 3.

(4) App. II, nos 44 et 47 ; cf. aussi nos 4, 23 et 26.

l'hôtel plusieurs procès qui ont entre eux ce trait commun d'être dirigées contre des fonctionnaires royaux pour fautes dans l'exercice de leurs fonctions (1). En tant qu'il s'agit d'officiers d'un ordre assez élevé (2), on peut voir là une sorte de « garantie administrative » ; en tant qu'il s'agit de serviteurs moins importants, une sorte de surveillance hiérarchique exercée sur eux, et qui ne nous surprendra pas outre mesure si nous nous rappelons que les réformateurs étaient souvent choisis parmi les maîtres des requêtes (3).

C'est à une idée, un peu voisine, de contrôle judiciaire sur les gens de l'hôtel, qu'on peut rattacher le jugement par lequel les maîtres des requêtes statuèrent sur la compétence pénale prétendue par les maîtres de l'hôtel (4).

Mais ce ne sont là, on en conviendra, que des indications extrêmement vagues, et encore ne devra-t-on pas se méprendre sur leur portée : il serait absolument inexact de dire que les maîtres des requêtes seuls avaient qualité pour statuer dans ces différents cas, et il ne serait pas difficile de trouver des exemples, — et sans doute plus nombreux encore, — d'affaires appartenant à ces différentes catégories et qui furent soumises à d'autres juridictions (5).

(1) App. II, n° 14, 45, 66 à 68, 72-3, 76.

(2) Au n° 75, c'est un maître des requêtes de l'hôtel qui est poursuivi devant le Conseil secret et ses collègues, à raison d'une mission de réformateur.

(3) *Infra*, chap. VI, § 2. V. notamment ici le n° 66.

(4) App. II, n° 18. Rapp. le n° 63 : l'aumônier pourra connaître d'un procès relatif à une aumônerie royale, mais il devra s'adjoindre les maîtres des requêtes.

(5) Ex. : un procès sur un office de sergent au Châtelet, auquel chaque

On ne peut même pas dire qu'il y ait, au profit des maîtres des requêtes, dans ces hypothèses, une « compétence », fût-elle subsidiaire : en effet, si dans ces causes les maîtres des requêtes jouaient assez couramment le rôle de juges, nous ne savons pas *en vertu* de quelle règle ou de quel acte particulier, et il est à craindre que nous ne soyons jamais bien fixés sur ce point :

Fréquemment les maîtres des requêtes agissent en vertu d'une commission spéciale du roi (1). Mais de qui émane cette commission ? Du roi en personne, du conseil, du parlement, des maîtres des requêtes eux-mêmes ? Il est évident que leur intervention prend, en droit et en fait, un caractère tout autre selon que l'on admet l'une ou l'autre de ces solutions. — La même question se pose sous une autre forme : dans beaucoup de cas les maîtres des requêtes sont saisis par un renvoi du parlement, renvoi fait sur un ordre exprès du roi (2). Doit-on voir là une sorte d'évocation provenant d'une autorité supérieure et au tribunal dessaisi (parlement), et au tribunal de renvoi (requêtes de l'hôtel), — du Conseil ? Il paraît bien

partie prétendait avoir droit en vertu d'un don du roi, fut porté devant le prévôt de Paris, et en appel au Parlement (8 mai 1336, X^a 7, f. 131 v^o).

(1) App. II, n^{os} 17 (se référant au n^o 11), 70, 73.

(2) *Ibid.*, n^{os} 10, 12, 21, 23, 34, 37, 69. A côté de ces cas, où le Parlement obtempéra à l'ordre du roi, citons les n^{os} 42, 43, 45, 57 où il déclara subreptices les lettres de renvoi et conserva la cause. En somme le Parlement ne cédait pas facilement ; il condamna même une partie à 60 s. d'amende pour avoir impétré des lettres d'ajournement aux requêtes de l'hôtel, quoique les grands jours de Troyes eussent renvoyé l'affaire au Parlement ; et pourtant ce plaideur protestait qu'il avait ignoré ce renvoi, et ne s'était plus servi de ses lettres aussitôt qu'il en avait eu connaissance (n^o 50).

que, dans certains cas, le mandement émanait des maîtres des requêtes eux-mêmes (1). Mais *quid* dans les autres cas ?... En somme, on se heurte ici à une difficulté, qui dépasse d'ailleurs notre sujet particulier, et qui tient à ce que, par quelque corps qu'elles fussent en réalité commandées, toutes les lettres royaux étaient expédiées *au nom du roi*, la provenance réelle n'étant indiquée que dans les souscriptions (2).

Et, de même qu'il est très difficile de dire comment les maîtres des requêtes de l'hôtel étaient saisis, il ne l'est pas moins, et pour cette même raison, de dire dans quelles conditions ils abandonnaient la connaissance d'une affaire : dans les nombreux cas où ils renvoient directement la cause au parlement, il paraît bien que ce soit de leur propre initiative (3) ; mais la procédure se complique souvent d'un détour : l'affaire a d'abord été portée devant les maîtres des requêtes de l'hôtel, commise par eux, pour enquête, à des commissaires, et ce sont ceux-ci qui, de l'ordre du roi, renvoient l'affaire au parlement (4). Mais d'où émane cet ordre du roi ? Est-ce du Conseil ? Est-ce des maîtres des requêtes eux-mêmes ? Nous inclinons en ce sens. Nous ne serions même pas surpris que, dans certains

(1) App. II, n° 23.

(2) Lesquelles, bien entendu, sont le plus souvent omises lorsque l'acte est seulement rapporté indirectement.

(3) Nos 13, 15, 20, 29, 32, 35, 39, 55, 59, 72. — Parfois (nos 48, 51, 61, 65) il est dit que le renvoi est fait du commandement du roi ; nous pensons que, le plus souvent, on ne doit pas voir là l'intervention d'une autorité supérieure qui contraint les maîtres des requêtes à se dessaisir.

(4) App. II, nos 9, 36, 70, 73.

cas au moins, ce mandement intervienne, non pas au cours de l'enquête ou une fois terminée, mais dans l'acte même qui constituait les commissaires (1).

Nous renonçons donc à donner une formule quelconque et des causes qu'on trouve, en fait, soumises aux requêtes de l'hôtel, et des motifs pour lesquels elles y étaient portées. Peut-être doit-on dire que les maîtres des requêtes profitèrent de leur rôle en matière de délivrance de lettres de justice pour prendre connaissance du fond même des affaires, en décernant un ajournement devant eux et non devant le parlement. Peut-être peut-on dire, d'une manière plus générale, qu'ils profitaient de toute occasion, quelle qu'elle fût, pour prendre connaissance d'une affaire contentieuse et qu'ils s'en déchargeaient aussitôt qu'ils la trouvaient trop compliquée. — En tout cas, on ne peut pas affirmer qu'il y ait eu entre eux et le parlement une délimitation de compétence à proprement parler : entre les deux cours, c'est un va-et-vient continu (2). Il est même tel cas où l'on vit une affaire portée d'abord devant les maîtres des requêtes, puis renvoyée au parlement, celui-ci fit procéder à une enquête, mais il dut,

(1) V. en ce sens le n° 74. — Dès lors on pourrait rapprocher les cas dont nous parlons de ces mandements (v. *suprà*, p. 104, n. 2), par lesquels les maîtres des requêtes mandent à des commissaires d'enquêter et d'ajourner les parties au Parlement. Mais ici, avant la commission il y a eu une certaine procédure contradictoire, qui s'atteste par l'expression « *lite mota coram magistris requestarum hospicii...* »

(2) V. les cas de renvoi du parlement aux maîtres des requêtes (*suprà*, p. 146, n. 2) et des maîtres des requêtes au parlement (*suprà*, p. 147, n. 3 et 4).

cédant à un ordre du roi, se dessaisir, et ce furent les maîtres des requêtes qui statuèrent en définitive (1).

§ 2. — LE DROIT

La juridiction contentieuse exercée par les maîtres des requêtes pouvait avoir des avantages : plus de rapidité peut-être pour les causes à expédier sommairement sur les lieux, — plus de liberté d'action dans les litiges où les intérêts du roi étaient en jeu. — Mais elle avait surtout des inconvénients.

Le premier était, reposant sur l'arbitraire, d'introduire une nouvelle incertitude dans le jeu des compétences : les plaideurs se battaient à coup de lettres de renvoi, d'où des lenteurs et des frais (2).

Un autre inconvénient, et le plus senti certainement, c'était que les maîtres des requêtes, en tant qu'ils statuaient comme juridiction distincte, exerçaient leurs fonctions judiciaires à la suite du roi : tous les jugements rendus pareux et dont nous avons conservé le texte même, ont été donnés hors de Paris (3), et dans plus d'un cas il est dit expressément que le procès s'est déroulé ou devra se dérouler « en quelque lieu que soit le roi » (4). Ce fait

(1) App. II, nos 12 et 15.

(2) Ex. : nos 42 et 43.

(3) V. la liste de ces sentences *supra*, p. 140, n. 1. Une seule a été rendue à Paris, mais on sait que le roi s'y trouvait alors (n° 11).

(4) App. II, nos 10, 15, 48, cf. n° 7. On sera peut-être tenté d'en conclure par *a contrario* que, dans les autres cas, les requêtes de l'hôtel statuant au contentieux ne siégeaient pas à la suite du roi ; mais ce serait contraire à tout

entraînait pour les plaideurs des conséquences extrêmement fâcheuses, car, comme le remarque l'ordonnance de décembre 1344, il leur était bien difficile de traîner leurs avocats, et de trouver pour eux-mêmes le logement et les vivres dans tous les lieux où il plaisait au roi de se transporter ! On comprend qu'un plaideur, ajourné à comparaître devant les gens des requêtes de l'hôtel à la suite du roi, se soit écrié avec humeur qu'il aimerait mieux que son adversaire l'eût fait ajourner à Londres pour voir qui des deux pourrait le mieux subvenir aux frais d'un tel procès (1).

Aussi le roi dut-il de bonne heure prendre des précautions contre les abus de ce genre, en restreignant la compétence des maîtres des requêtes. La première disposition que nous ayons conservée sur ce point (2) remonte à décembre 1344 (3). Elle limite la compétence juridictionnelle de nos personnages à quatre chefs : 1° les cas

ce que nous savons de cette institution. Il est vrai que l'ord. de 1344 semble voir dans les ajournements « *ubicumque nos esse contingerit* » un renchérissement sur les autres ajournements aux requêtes de l'hôtel, mais nous ne pensons pas qu'on doive attacher une importance exagérée à ce seul mot *gravius* ; d'ailleurs toutes les critiques de cet art. sont concentrées sur ces ajournements *ubicumque*, et la juridiction des maîtres des requêtes n'aurait sans doute pas suscité autant d'attaques si elle avait été stable. — C'est enfin un argument décisif que de tous les jugements des requêtes dont nous avons le texte, aucun ne soit donné à Paris en l'absence du roi. — Au reste, les termes de l'ord. peuvent s'expliquer : les ajournements à comparaître devant les maîtres des requêtes pourraient être faits d'une façon ferme, cela quand on prévoit que le roi stationnera quelque temps dans un même lieu.

(1) App. II, n° 48.

(2) Mais l'ord. même indique que les ajournements devant les requêtes de l'hôtel ont déjà été réglementés (« *licet pluries hoc fieri prohibuerimus* »).

(3) Ord. de Paris, déc. 1344, art. 8 (*Ord.*, t. II, p. 216).

où l'ajournement ou l'évocation procède « de expressa scientia regis » — 2° les causes d'offices concédés par le roi — 3° les actions purement personnelles d'un officier de l'hôtel contre un autre officier de l'hôtel — 4° les causes dirigées par un tiers contre un officier de l'hôtel, à condition que l'action soit purement personnelle et relative à l'office. Toutes les autres personnes, même de l'hôtel, qu'elles jouent le rôle de demandeur ou de défendeur, et quelle que soit la cause, seront renvoyées aux juges ordinaires.

Telle est la disposition de décembre 1344. Elle est reproduite, mais très modifiée, dans une importante ordonnance rendue le 15 février 1346 n. st., à N. D, des Champs, sur les doléances présentées par les États généraux de la Chandeleur précédente. On a insinué (1) que la disposition relative aux maîtres des requêtes de l'hôtel aurait bien pu être inspirée par la rivalité des gens des requêtes du palais. Nous ne le pensons pas pour notre part : (2) le texte lui-même indique que cet article a pour but de donner satisfaction aux plaideurs, et nous avons vu qu'ils avaient de légitimes motifs de plaintes.

Mais revenons en au texte même (3). Le premier cas de compétence prévu en 1344 n'y apparaît plus : cette réserve d'une évocation « de expressa scientia regis », c'était la

(1) Viollet, *Inst. pol.*, t. III, p. 311, n. 4.

(2) D'abord parce que rien ne nous permet de mettre en doute la sincérité du texte de l'ordonnance. Ensuite parce que les plaintes, semble-t-il, eussent du émaner plutôt du parlement lui-même que des requêtes du palais en particulier.

(3) Ord. 15 février 1346, n. st., art. 6 (*Ord.*, t. II, p. 240).

porte ouverte à l'arbitraire (1), l'ordonnance de 1346 n'en fait plus mention. D'autre part, les deux dernières hypothèses ont été fondues en une seule, avec une importante modification. En définitive, les maîtres des requêtes de l'hôtel ne restent plus compétents que : 1^o au cas de débat portant sur un office donné par le roi —, 2^o au cas de demande purement personnelle contre un officier de l'hôtel. Cette dernière expression est beaucoup moins précise que celle de l'ordonnance de 1344 : d'après cette ordonnance, pour qu'une action dirigée contre un officier de l'hôtel pût être portée devant les maîtres des requêtes, il fallait qu'elle fût relative à l'office.

C'est cette même formule, de 1346, que l'on trouve répétée dans plusieurs ordonnances du xiv^e siècle (2).

Resterait à dire *pourquoi* ces deux catégories de causes pouvaient être portées devant les maîtres des requêtes. L'ordonnance de 1344 donnait comme motif des compétences qu'elle établissait à leur profit « ne domestici et familiares hospicii nostri a nostris distraherentur et impediantur officiis. » Cette raison ne s'applique guère qu'aux affaires de la seconde catégorie, celles des officiers de l'hôtel défendeurs. Pour les procès d'offices, peut-être la raison est-elle que, les offices étant concédés par des ser-

(1) D'autant plus que les maîtres des requêtes étaient parmi ceux qui avaient le pouvoir de commander des lettres portant la formule « ex certa scientia » (Style des commissaires, § 34, apud : Guilhaumez, *Enq. et pr.*, p. 244).

(2) Formule identique : ord. pour les normands, 5 avril 1351, art. 17 (*Ord.*, t. II, p. 407). Formule équivalente : ord. 28 déc. 1355, art. 18 (*Ord.*, t. III, p. 30-1), et mars 1357, art. 23 (*Ord.*, t. III, p. 135).

vices qui fonctionnent à la suite du roi, c'est là que doivent se trouver les documents officiels qui en permettront la solution.

La disposition relative aux causes des officiers de l'hôtel mérite une mention particulière, car elle est très voisine de la matière des lettres de *committimus* (1) : ici comme dans le *committimus* nous trouvons une exemption de la juridiction ordinaire, *ratione personæ*. Mais il y a cette différence que ici, l'exemption est accordée par un texte législatif à toute personne se trouvant dans les conditions prévues par lui (2), — au lieu que le *committimus* est une grâce individuelle accordée par des lettres spéciales. En outre, notre texte ne fait allusion qu'aux requêtes de l'hôtel, — tandis que les premières clauses de *committimus* (on les trouve adjointes à des lettres de sauvegarde) visent plutôt, soit le parlement, soit les requêtes du palais (3). — Toutefois on trouve dès alors de véritables *committimus*, par lettres spéciales, devant les requêtes de l'hôtel : nous en avons un cas du 11 mars 1338 (4) ; l'espèce est même particulièrement intéressante : la clause de *committimus* y est annexée à une sauvegarde accordée à un écuyer du roi

(1) Rapp. Morel. *Grande Chancellerie*. p. 97.

(2) On pourrait supposer, il est vrai, que ce texte ne confère que la *possibilité* pour les personnes qu'il vise d'*obtenir* des lettres spéciales de *committimus*. Mais nous ne sommes pas, pour notre époque, fixés sur ce point. Le texte de 1338 que nous citons au texte semble pourtant venir à l'appui de cette thèse.

(3) Le plus souvent le *committimus* a lieu devant le parlement, et, hors sessions, devant les présidents ou les requêtes du palais (X^e 10, f. 32 v^o-33 r^o).

(4) *Infrà*, app. IV, n^o 9.

qui, semble-t-il, devait déjà, de par ses fonctions, pouvoir saisir cette juridiction privilégiée (1).

Plus tard, on introduira dans le jeu du *committimus* une complication, d'ailleurs fort raisonnable : les maîtres des requêtes de l'hôtel l'exerceront devant les requêtes du palais, et réciproquement (2). Mais, à l'époque où nous nous plaçons, cette règle n'existait pas encore, et nous savons le cas d'un maître des requêtes de l'hôtel qui plaïda devant ses propres collègues (3).

§ III. — VOIES DE RECOURS

Les institutions du moyen âge offrent un enchevêtrement curieux. Le parlement ne supportait pas sans amertume cette proposition d'erreurs dont les maîtres des requêtes ouvraient la procédure (4), ni les évocations de causes aux requêtes de l'hôtel (5). Or où sont portés les recours intentés contre les jugements des maîtres des requêtes ? Devant le parlement !

Logiquement, il semble que ces sentences auraient dû

(1) Il est vrai que nous sommes en 1338, avant l'ordonnance.

(2) Aubert, *Parlement*, 2^e série, t. I, p. 42.

(3) App. II, n° 53 (H. le Coch). — De même, il est fréquent de voir un maître des requêtes obtenir une faveur du roi par l'intermédiaire de ses collègues (Ex. : JJ 73, n° 130, juin 1330).

(4) A la suite de « la nouvelle ordenance qui n'est pas enquore publiee » (cf. *suprà*, p. 144, n. 3), la coll. Le Nain (t. XIV, f. 471) contient un court fragment, inédit, pensons-nous, qui paraît une série d'articles présentés au roi par le parlement, et dont l'un demande une plus grande sévérité dans l'octroi des grâces, de dire contre les arrêts de la Cour (peut-être même leur suppression.)

(5) *Suprà*, p. 146, n. 2.

posséder la même force que les arrêts du parlement. On trouve pourtant, de bonne heure, qu'il n'en était pas ainsi. Mais la voie de recours a, successivement ou simultanément, revêtu plusieurs formes.

Dans les premiers temps, quand il est parlé d'un recours contre une sentence des maîtres des requêtes de l'hôtel, celui-ci est qualifié de « proposition d'erreurs » (1). Cela est très curieux, car la caractéristique principale de la proposition d'erreurs, quand elle est exercée contre un arrêt du parlement, c'est que le second procès est porté devant la juridiction même qui a statué. Ici, il en est autrement : c'est le parlement, — et non les requêtes de l'hôtel, — qui connaît de la demande en révision. Quel est l'effet de ce système ? Est-ce là seulement une terminologie spéciale inventée pour satisfaire la vanité des maîtres des requêtes, mais sans autre portée ? Ne serait-ce pas plutôt comme une cote mal taillée entre des prétentions contradictoires : celle du parlement à être la seule cour souveraine et, par la voie de l'appel, le supérieur de tous les tribunaux (2), celle des maîtres des requêtes à n'être pas comme en tutelle de la cour ? Quoi qu'il en soit, nous pensons que, à cette dénomination de proposition d'erreurs, se rattachaient certaines conséquences juridiques.

(1) V. surtout app. II, nos 24 et 33 ; cf. aussi (formules moins nettes), nos 54 et 68.

(2) Dans tous les cas que nous connaissons, le parlement affecte toujours de désigner les jugements des requêtes de l'hôtel sous le nom de *sentencia*, *ordinatio*, etc., et, si ces mêmes jugements sont parfois qualifiés d'*arrêts* (nos 38, 56, 62, 67) ce n'est jamais dans des actes du parlement. Nous ne voulons pas tirer de ce fait une conclusion que de nouvelles découvertes pourraient démentir, mais nous tenions à le signaler.

Et d'abord, il est probable que cette proposition d'erreurs, comme celle intentée contre un arrêt du parlement, était astreinte, avant la phase du jugement, à un examen de recevabilité qui se déroulait devant les maîtres des requêtes eux-mêmes (1). Peut-être est-ce là l'explication d'un fait bizarre que nous relevons en 1337 (2) : une proposition d'erreurs ayant été portée au parlement, celui-ci la repoussa par ce motif que, selon la lettre de grâce, l'arrêt attaqué était un arrêt du parlement, alors que c'était en réalité une sentence des requêtes de l'hôtel. À moins d'admettre une erreur non intentionnelle du plaideur, on ne voit pas très bien pourquoi il aurait impétré une lettre ainsi erronée si ce n'est par crainte de voir sa demande mal accueillie par les maîtres des requêtes-auteurs de l'acte attaqué. Il est vrai qu'une seconde interprétation est possible : cette manière de faire aurait été un moyen détourné de venir contre une sentence contre laquelle le droit commun n'aurait pas alors admis de voie de recours. Toujours est-il que ce procédé ne tarda pas à être reconnu officiellement, car dès 1339 on le trouve employé avec succès (3), et, le 2 juin 1340, l'affaire de 1337 étant revenue à nouveau au parlement, régulièrement cette fois, en vertu d'une proposition d'erreurs, le parlement annula la sentence des requêtes de l'hôtel (4).

L'emploi de la proposition d'erreurs devait avoir une

(1) Le n° 24 ne peut laisser aucun doute sur l'existence d'une phase préparatoire qui s'est déroulée ailleurs qu'au parlement.

(2) App. II, n° 17.

(3) N° 24.

(4) N° 33.

seconde conséquence juridique : c'est que la procédure de révision ne pouvait être considérée comme ouverte que sur les points présentés et admis dans la phase préparatoire.

Enfin, nous savons de façon certaine par l'espèce de 1340 (1) que, tout comme s'il se fût agi d'un arrêt du parlement, le requérant qui succombait était absteint au paiement d'une *double* amende.

Mais, à partir de 1344 au moins (2), on trouve employée contre les jugements des requêtes de l'hôtel, une autre voie de recours, qualifiée expressément d'*appel* (3), et l'on en trouve, par la suite, d'autres exemples (4). Sans doute les maîtres des requêtes mirent-ils, autant qu'ils le purent, obstacle au développement de ce procédé (5), qui les mettait dans une situation franchement subordonnée vis-à-vis de la Cour, mais il se consolida (6).

Enfin, le parlement a parfois admis les parties à attaquer devant lui les sentences des requêtes par une sorte de voie de nullité (7).

(1) App. II, n° 33.

(2) En 1342, une des parties invoque devant la Cour un jugement rendu par les maîtres des requêtes, dont elle dit qu'il a acquis force de chose jugée (n° 40.)

(3) App. II, n° 53.

(4) Le n° 71 prévoit formellement la possibilité d'un appel ; le n° 75 est une demande d'ajournement en cause d'appel.

(5) N° 75.

(6) Aubert, *Parlement*, 1^{re} série, t. II, p. 30, n. 3 et 2^e série, t. I, p. 280, n. 7, en cite au xv^e siècle de nombreuses applications.

(7) V. le n° 71 (une partie invoquait une sentence des requêtes de l'hôtel, dont son adversaire n'avait pas appelé ; celui ci répondait qu'il n'y avait pas lieu à appel, cette sentence étant nulle comme rendue incompétamment). Cf. les nos 41 et 60.

CHAPITRE VI

SITUATION DES MAÎTRES DES REQUÊTES AU PARLEMENT ; MISSIONS DIVERSES

§ 1. — LES MAÎTRES DES REQUÊTES AU PARLEMENT

Une observation préalable : Nous allons parler du rôle des maîtres des requêtes de l'hôtel au parlement. Nous déclarons très nettement qu'il ne s'agit aucunement ici d'un service alternatif de ces personnages aux requêtes de l'hôtel et à celles du palais, quoique ce soit là une idée assez répandue (1). — Sans doute, on trouve des maîtres des requêtes de l'hôtel qui, avant de porter ce titre, avaient été aux requêtes du palais (2), — tout comme d'autres de leurs collègues avaient siégé à la chambre des enquêtes (3), — et d'autres, bien plus nombreux, à la grand'chambre. Mais l'examen des faits nous amène à ces trois conclusions : 1° Nous ne connaissons pas *un seul* cas où un même

(1) Esmein, *Hist. du droit*, p. 465 : «... ils furent affectés à un triple service : les requêtes du palais..., les requêtes de l'hôtel..., et le service du conseil du roi ». Cf. la formule absolument inacceptable donnée (à titre d'hypothèse) par Viollet, *Instit. polit.*, t. III, p. 311, n. 4.

(2) V. App. III, v^{is} Chalançon, Roye, et Vitry.

(3) V. *ibid.*, v^{is} Bardoul, Vaucemain, et Vigier.

personnage ait porté à la même époque les deux titres de maître des requêtes de l'hôtel et du palais (1); — 2° aucune ordonnance ne fait une mention quelconque d'un service par roulement entre ces deux institutions; — 3° nous ne pouvons citer, en fait, qu'*un seul* maître des requêtes de l'hôtel dont on puisse dire presque sûrement que, pendant ses temps de présence au parlement, il a siégé aux requêtes du palais (2). Au reste, nous ne prétendons pas que les maîtres des requêtes de l'hôtel fussent exclus *a priori* des requêtes du palais, pas plus que nous n'oserions soutenir qu'ils ne siégèrent jamais à la chambre des enquêtes. L'idée contre laquelle nous nous élevons, c'est celle de l'affectation normale des mêmes personnages au double service des requêtes de l'hôtel et de celles du palais.

Droit de séance des maîtres des requêtes au parlement. — Dès 1316, le droit de séance des maîtres des requêtes au parlement ne peut laisser place à aucun doute : dans l'ordonnance de juillet 1316, les *clers suians et lays* sont d'abord portés sous la rubrique *Chancellerie* entre le chancelier et les clercs du secret; puis au rôle de la grand'chambre on les retrouve *tous*; il est même notable que les trois clercs *suivants* figurent en tête de la liste,

(1) Rapp. app. III. v° Villaines. — Jean Hanière, que l'on trouve maître des requêtes *de l'hôtel* dès le 28 déc. 1352, est, il est vrai, qualifié en fév. 1361 « *requestarum palatii nostri magister* » (X^{2a}7, f. 2 v°), mais cela est absolument isolé (dès le 4 déc. il reprend le titre de maître des requêtes *de l'hôtel* : *ibid.*, f. 42); nous n'hésitons pas à voir là une erreur de copie.

(2) V. App. III, v° Robert.

immédiatement après le chancelier (1). L'état de décembre 1316, il est vrai, est moins probant : les trois mêmes clercs sont encore marqués en la grand'chambre, mais des trois *suivants* laïcs, deux seulement sont sur la liste (2). En revanche, un autre rôle qui, selon nous, est de très peu postérieur au précédent, est très caractéristique à notre point de vue : les quatre premiers noms de clercs de la grand'chambre y sont réunis par une accolade sous le titre « *suivanz* », et il en est de même pour les trois premiers noms portés aux rôles des laïcs (3).

D'ailleurs, dès cette époque même, nous trouvons une disposition d'ordonnance absolument formelle : « Ceus qui suivront le roy pour les requestes... ou temps ou il seront en parllement il auront chascun xii s. de gages par jour » (4). Si l'on fait l'analyse de l'état de droit qui résulte, tant de ce texte, que des mentions portées aux rôles du parlement, l'on dira :

1° Tout maître des requêtes, clerc ou lai, a le droit de siéger au parlement.

2° Il y jouit d'une condition spéciale, et notamment ses gages sont de 12 sous par jour, tandis que ceux des autres maîtres du parlement sont de 5 sous pour les clercs, 10 sous pour les laïcs.

3° Ce droit de séance et cette situation privilégiée

(1) *Act. parl.*, 4482^a.

(2) *Ibid.*, 4490^a. (Le nom qui manque est celui de Villepeske.

(3) *App. IV*, n° 3.

(4) *Ord. de déc.* 1316 (*app. IV*, n° 2.) V. aussi *ord.* 17 nov. 1317 et janv. 1322 (même texte.)

résultent d'une disposition générale, non d'une grâce particulière accordée à tel ou tel.

Mais nous ne savons pas si cette analyse juridique a correspondu longtemps à la réalité :

1° D'abord, il y aurait lieu, dans les premières années du moins, de marquer une distinction de fait entre les clercs et les lais : à cette époque les clercs exerçaient surtout leurs fonctions à la cour, tandis que c'est bien moins à la suite du roi qu'au parlement que l'on saisit des preuves de l'activité des maîtres lais (1). — Mais on sait déjà que la différence de fait entre les clercs et les lais quant au service de cour cessa, dès lors il n'y avait pas de raison pour qu'elle subsistât quant aux séances au parlement.

2° Au point de vue des gages, les textes que nous avons cités sont absolument généraux, et visent les laïques aussi bien que les clercs. Mais il est notable que, dans tous les textes qui suivent, la même règle n'est reproduite qu'à propos des *clercs* des requêtes (2). — Cela nous donne à penser que la situation fut changée en ce qui concerne les maîtres lais (ou même que notre interprétation des premières ordonnances était trop au pied de la lettre.) En fait, de quelques documents financiers on semble en droit de conclure que les maîtres lais, de service au parlement,

(1) V. *suprà*, p. 58.

(2) Nous avons déjà fait cette remarque à propos des gages à la Cour : ce sont, en effet, les mêmes documents que nous avons à citer : compte du 1^{er} sem. 1322, pièce *Anciennement* (1328) état de 1329-30, rapport de 1335. Joignez le renseignement sur Guenaud cité *suprà*, p. 62, n. 3, qui indique que cette règle fut mise en pratique.

n'y touchaient que les gages des autres lais du parlement, soit 10 s. par. par jour (1). Donc, si les textes absolument formels que nous venons de rappeler, et qui se poursuivent jusqu'en 1335, ne permettent pas de douter que les clercs des requêtes jouissaient, au point de vue des gages, d'une situation bien supérieure à celles des autres clercs du parlement. la question est beaucoup plus délicate pour les laïques.

3° Tandis que, au début de notre époque, c'était par un texte posé une fois pour toutes que le droit de séance au parlement était établi, il paraît bien qu'il n'en est plus de même aux environs de 1350 : une lettre du 7 mai 1347 (2) nous apprend que Robert de Charny et Lig. de Bardilly, maîtres lais du parlement, ayant été « retenus » maîtres des requêtes de l'hôtel, leurs places doivent vaquer ; le roi nomme leurs successeurs, mais veut néanmoins que, tous les jours où ils seront au parlement, ils continuent à y toucher leurs anciens gages (10 sous par jour). Il y a là quelque chose d'un peu particulier, puisque les maîtres au profit de qui est insérée cette clause, sont d'anciens membres du parlement, mais elle n'en est pas moins notable, car de telles lettres auraient été inutiles sous l'empire d'une ordonnance comme celle de décembre 1316. — Le 10 mars 1352, (1) le roi Jean accorda

(1) V. app. III, v° Jean le Boucher (a° 1318). — V. aussi *ibid.*, v° Charny. Pour ce dernier, la chose n'a rien de surprenant, puisque la grâce que lui avait faite le roi consistait à continuer à toucher ses anciens gages de maître du parlement.

(2) App. IV, n° 10.

aux quatre clercs maîtres des requêtes de l'hôtel que les deux d'entre eux qui ne seraient pas en fonctions à la Cour et qui ne percevraient donc pas les 24 sous de gages quotidiens attachés à ce service, pourraient toucher 15 sous parisis, à condition de siéger, — ou d'être prêts à siéger — : au parlement, pendant ses sessions, avec les autres conseillers du parlement, — et aux autres conseils royaux tenus à Paris, pendant les intersessions. — Le 28 décembre 1352, (2) Jean Hanière, maître lai des requêtes de l'hôtel obtint, lui aussi, une grâce analogue, mais qui en différait considérablement dans les détails : *a*) il était stipulé que cette grâce cesserait totalement à la fin du présent parlement ; — *b*) mais, en revanche, que les gages dont il jouirait pour ses séances au parlement, seraient les mêmes que ses gages de cour (24 sous par jour). — Il y a donc entre ces actes d'assez notables différences, mais, ce qui est important c'est que la situation des maîtres des requêtes au parlement semble n'avoir plus la même force : ce n'est plus par application d'une règle générale qu'ils y perçoivent leurs gages, mais en vertu d'une grâce individuelle. Et, lors même que celle-ci serait de style, il n'en reste pas moins que sa délivrance marque un recul, une diminution, dans la prérogative des maîtres des requêtes.

Séances exceptionnelles. — Ce dont nous venons de parler est un droit de séance individuel, consistant, pour le

(1) *Ord.*, t. IV, p. 120, note.

(2) Coll. Le Nain, *Reg. de la Ch. des comptes*, t. II, f. 285, ou P. 2570, f. 96 v°, etc., d'ap. le *Mém. C.*, f. 120 v°.

maître qui en est investi, à venir participer aux travaux journaliers de la cour pendant le temps où il n'était pas occupé à la suite du roi. En fait, on peut affirmer que les maîtres des requêtes usèrent maintes fois de cette faculté (1). — Mais, il est d'autres cas encore où l'on voit les maîtres des requêtes venir s'adjoindre au parlement dans une hypothèse particulière, par exemple à cause de l'importance de l'affaire à trancher. Il s'agit alors de tout autre chose, et ce ne sont pas seulement des maîtres des requêtes que l'on voit assister à ces séances solennelles, ce sont aussi par exemple des maîtres des comptes (2).

Maîtres des requêtes présidents au parlement. — Pour certains personnages les mêmes questions (droit de séance, gages) que nous avons examinées, ne se posent pas : ce sont ceux qui, à leur charge de maîtres des requêtes, joignent celle de président au parlement. Le seul exemple qui en fût connu jusqu'ici était celui de Simon de Bucy ; nos recherches nous permettent d'y ajouter les noms de Pierre de Cugnières et de Jacques la Vache. Le cas de ce dernier prouve que ce cumul n'était pas une chose spéciale

(1) Les cas où on voit les noms de maîtres des requêtes figurer au bas d'un arrêt en particulier sont assez nombreux (v. app. III, v^{is} Barrière, Bertrand, Chamaillart, etc.). Les cas les plus nets sont ceux où l'on voit des gages attribués, pour un service de quelque durée au parlement, à un maître des requêtes (*ibid.*, v^{is} Boucher, Charny, Villepeske).

(2) V. X^{2a} 4, f. 165 (21 juillet 1348 : deux ou trois maîtres des requêtes ; deux maîtres de la Chambre des comptes). Cf. aussi une assemblée des trois chambres du parlement, plus des gens du grand conseil, des maîtres des requêtes de l'hôtel et des maîtres des comptes, 3 juill. 1352 (sign. p. Aubert, 1^{re} série, t. II, p. 193, n. 4, d'ap. X^{1a} 13, f. 326 v^o).

au premier président puisque, au moment où il existait en faveur de Jacques la Vache (1348) ce dernier était second président.

Commissions confiées par le parlement à des maîtres des requêtes. — Ce n'est pas seulement en siégeant au parlement que les maîtres des requêtes de l'hôtel participaient au travail de celui-ci : on trouve plusieurs exemples de commissions confiées par lui à un maître des requêtes de l'hôtel (seul, ou concurremment avec un autre conseiller du roi) : commission soit de faire une enquête sur une affaire pendante au parlement (1), — soit de mettre à exécution un arrêt (2), — soit de procéder à un acte de juridiction gracieuse (3)

En outre, nous avons conservé une curieuse commission, chargeant d'examiner, dans une affaire criminelle, un témoin, non pas un ou plusieurs maîtres des requêtes en particulier, mais *tous* les maîtres des requêtes *lais* (4).

§ 2. — MISSIONS DIVERSES

L'art. 10 de l'ordonnance du 8 avril 1342 édictait l'in-

(1) V. notamment les deux commissions des 21 et 23 juill. 1346 (à A. de Auteville), pub. p. Guilhiermoz, *Enquêtes et procès*, pp. 495 et 496.

(2) X² 5, f. 62 r^o (16 juin 1346 ; cette commission est signée « datum Vincenn[is], in parlamento nostro »).

(3) Le parlement mande à L. de Vaucemain, maître des requêtes de l'hôtel, de payer à J. le Reys, qui se dit héritier de P. de Laon, certaines sommes qu'il a reçues sur les biens du *de cujus*, à titre de provision pour poursuivre des procès. (X¹ 8845, f. 2, 5 fév. 1339, n. st.)

(4) 1 mars 1336, n. st. App. IV, n^o 8.

compatibilité entre les fonctions de maîtres des requêtes de l'hôtel [ou du parlement] et celles de « sénéchaux, gouverneurs et baillis ». Cette disposition fut mal observée : dans les années qui suivent, on trouve plusieurs maîtres des requêtes qui cumulent ce titre avec celui de baillis ou sénéchaux (1). Evidemment, ils ne pouvaient pas exercer leurs attributions à la cour (2), mais, s'ils quittaient la carrière de l'administration active, ils retrouvaient leur place aux requêtes. Il est au contraire très rare que l'on puisse dire d'un maître des requêtes que, devenu bailli, il ait perdu le premier de ces titres (3).

Outre ces fonctions stables dans l'administration locale, on voit les maîtres des requêtes chargés en province des missions les plus diverses :

Missions d'ordre politique : Henri de Malestrait fut « lieutenant » du roi en Bretagne.

Missions d'ordre militaire : Simon d'Erquery, maître des requêtes de l'hôtel fut, avec le maître des arbalétriers, capitaine pour le roi en Languedoc.

Fonctions de haute administration : Nous n'avons trouvé qu'un seul maître des requêtes nommément désigné comme

(1) V. app. III, v^{is} Barrière, Ham, Houdetot, Laye, Palu.

(2) Pourtant, Pierre de la Palu, à une époque où il était presque certainement bailli d'Amiens, est venu quelquefois à la cour et y a commandé des actes (app. III, v^o Palu).

(3) Lors même que ce titre de maître des requêtes n'apparaîtrait plus dans la qualification officielle du personnage, on ne devrait pas se hâter d'en conclure qu'il l'a perdu : O. de Laye qui était en 1350 maître des requêtes et sénéchal de Toulouse, ne prend plus en 1351 que ce dernier titre, et pourtant on est presque certain qu'il resta encore plusieurs années maître des requêtes.

réformateur (1); nous n'hésitons pourtant pas à affirmer le lien étroit qui existait entre les deux institutions : nous relevons, en effet, dans un arrêt du parlement cette très curieuse expression « certi reformatores per nos de gentibus requestarum hospicii nostri novissime in partibus Andegavie deputati » (2) ; c'est donc dans le corps des maîtres des requêtes qu'avaient été choisis les réformateurs envoyés en Anjou ; en outre, peut-on dire, c'est bien *à ce titre*, ou, si l'on veut, la délégation, ainsi détachée en Anjou, fonctionnait comme une sorte d'*annexe* du service des requêtes, car les réformateurs avaient emporté avec eux le signet des requêtes, et scellaient leurs lettres « signo requestarum quo dicte gentes nostre utuntur » (3).

Missions judiciaires aussi : plusieurs maîtres des requêtes siégèrent à l'échiquier de Normandie (4) ; beaucoup firent partie de « commissions » proprement dites, nommées à l'occasion d'un procès, ou d'une catégorie de procès déterminés (5).

Missions financières : nombreux sont ceux de nos

(1) Henri de Trie.

(2) X^{ia} 9, f. 329 (27 juill. 1342; il y est dit que c'est l'année *précédente* que ces réformateurs avaient été envoyés); cf. même formule dans X^{ia} 10, f. 226 (27 janv. 1345, n. st.).

(3) X^{ia} 9, f. 329. — Autre mention de ce signet : app. II, n° 65

(4) App. III, vis Bardoul, Baudri, Brugiere, Coch, etc.

(5) Ex. : en mai 1343, H. le Coch et Oudard de Ham, tous deux maîtres des requêtes, sont commis pour connaître de la rébellion reprochée au menu commun d'Orléans et autres v. voisines. Le 19 mars 1347, ce sont deux maîtres des requêtes, S. Baudri et B. de Montaut, qui figurent en tête de la commission chargée de procéder souverainement contre les Lombards usuriers (v. app. III, à ces différents noms).

personnages que l'on voit parcourir les provinces pour lever des impôts, contracter des emprunts au nom du roi, etc. (1). Signalons aussi que, sur sept membres que comprenait la commission souveraine instituée par Philippe VI le 20 mars 1343 n. st. sur le fait des greniers à sel et gabelle, les trois premiers étaient des maîtres des requêtes de l'hôtel (2).

Et tout cela, sans doute, ne nous donne encore pas une idée complète des commissions de toute nature qui étaient confiées aux maîtres des requêtes dans les provinces. Peut-être pourrait-on voir, dès notre époque, l'application d'une pratique et d'une règle qui s'affirmeront nettement plus tard : le droit de séance des maîtres des requêtes, pendant leurs tournées, aux assises des juges locaux. (3).

Enfin, on trouve fréquemment des maîtres des requêtes chargés de missions hors du royaume, soit qu'il s'agisse de négociations diplomatiques proprement dites, soit qu'ils fassent partie de commissions mixtes (4).

Il n'est guère en un mot de fonctions royales qui n'aient servi de champ d'activité à ces utiles personnages.

(1) V. app. III, vis Aurelzer, Bardilly, du Bois, Chamaillart, etc., etc.

(2) *Ord.*, t. II, p. 179 (Pinchon, Trie, Villaines). En 1342, nous trouvons déjà deux maîtres des requêtes en province « sur le fait du sel » (app. III, vis Marmande, Pinchon).

(3) Le 31 juill. 1344, un accord est passé à Amiens devant le bailli, et deux maîtres des requêtes de l'hôtel, S. Baudri et O. de Ham (X^{ts} 13, f. 146).

(4) Ex. : app. III, vis Barrière, Fontenay, Ham, Piquigny, etc., etc. Membres de commissions mixtes : vis Rousselot, Salgues.

APPENDICE I

Catalogue des principaux documents d'ordre général pouvant servir à l'étude des maîtres des requêtes de l'hôtel, de 1316 à 1350.

1. — Juillet 1316 (Saint-Germain-en-Laye), *L'ordonnance du Conseil, du parlement et de la Chambre des comptes.*

Mss. : JJ 57, f. 40 v° à 44 r°. — Cf. Petit, *Essai de restitution des plus anciens mémoriaux*, n° 696 (dérivés du mémorial A, liste complétée par Borrelli de Serres, *Recherches*, t. II, p. 321, n. 5).

Ed. partielle : App. IV, n° 1. La liste du parlement (f. 43 r°-v°) a été éd. *Act. parl.*, n° 4.482^A.

2. — [Novembre 1316]. *C'est l'ordonnance que Monseigneur qui ores est roy fist ou temps qu'il estoit regent et vouloit qu'elle feust tenue en son hostel et l'envoya a son Conseil d'Yvors a Paris lorsque le roy Jehan fu trespassez au Louvre.*

Ms. : JJ 57, f. 38 r° à 40 r°.

Sur la date de cet acte, et sur les défigurations dont son titre a été l'objet dans certaines copies, v. Borrelli de Serres, *Recherches*, t. II, p. 79.

3. — Décembre 1316 (Bois de Vincennes). *C'est l'ordonnance de l'ostel Philippe roy de France et de Navarre qui ores est.*

Ms. : JJ 57, f. 57 r° et suiv.

Ed. partielle : App. IV, n° 2. La liste du parlement (f. 64 v°) a été éd. *Act. parl.*, n° 4.490^B.

4. -- [Décembre 1316], *Jugeurs en la grant chambre. C'est l'ordonnance des personnes qui tendront parlement.*

Ms. : Clairamb., 754, f. 214.

Ed. partielle : App. IV, n° 3.

Ce document n'est pas daté. La date « vers 1315 » proposée par la copie conservée au même vol., f. 212, et par Boutaric, *La France sous Philippe le Bel*, p. 202, n. 5, ne nous semble pas admissible : à examiner de près cette liste, on se convainc qu'elle est beaucoup moins voisine, — non seulement quant au cadre, mais aussi quant au personnel —, de celle de juillet 1316 (*Act. parl.*, n° 4.482^a) que de celle de décembre 1316 (*ibid.*, n° 4.490^a) ; il ne serait même pas surprenant qu'elle fût une seconde édition, revue et très augmentée de cette dernière. Elle lui est, selon nous, postérieure, si, comme il est presque certain, l'évêque de Pampelune qui y est porté n'est autre que Raoul Rousselet, qui porte encore, sur celle de décembre, son titre d'évêque de Saint-Malo (cf. Lehugeur, *Hist. de Philippe le Long*, p. 333, n. 1). D'autre part, sur notre liste, P. de Chappes figure encore comme *suivant* ; elle est donc antérieure à son élévation au cancellariat qui est, d'après l'opinion commune, de la fin de janvier 1317, n. st. (v. App. III, v° Chappes).

5. — 17 novembre 1317 (Lorris en Gâtinais). *C'est l'ordonnance de l'ostel le roy Philippe qui ores est.*

Mss. : JJ 57, f. 74 r° et suiv. ; K 40, n° 23 v° ; lat. 12.814 (*Noster*¹), f. 91 r° et suiv. [Petit, *Essai de restit.*, n° 388] ; cf. Petit, *ibid.*, n° 188 (dérivés de *Noster*²).

Ed. partielle : Miraulmont, *Mémoires*, pp. 124-5 ; du Cange, *Plaids de la porte*, éd. in-f°, p. 144, éd. Petitot, p. 67 ; etc.

6. — 16 novembre 1318 (Bourges). Ordonnance pour le gouvernement du roi et le bien du royaume.

Ms. : JJ 55, n° 114, f. 53 r° à 54 v° (cf. Borrelli de Serres, *Recherches*, t. II, p. 81. n. 4).

Ed : *Ordonnances*, t. I, pp. 668 et suiv. Rééd. corrigée de l'art. 27 : *suprà*. p. 97, n. 2.

7. — 10 juillet 1319. (Longchamp) *Creue de l'ostel le roy et ce qui y a adjousté en l'ordonnance dessus dite* [du 17 nov. 1317].

Mss : JJ 57, f. 85 r° ; K 40, n° 23, v° ; lat. 12814 (*Noster*¹) f. 104 v° [Petit, *ibid.*, n° 389] ; cf. Petit, *ibid.*, n° 189 (dérivés de *Noster*²)

Ed : DD. Martène et Durand, *Thesaurus novus*, t. I, p. 1367 ; éd. partielle : *supra*, p. 49, n. 4.

Cf. Borrelli de Serres, *Recherches*, t. II, pp. 82 et 86.

8. — [Janvier 1320, n. st.] (Vivier en Brie) *Li roys ordena au Vivier... Item poursuiantz avec lui...*

Mss : JJ 57, f. 99 v° 100 r° ; K 40, n° 23 en appendice au v° ; lat. 12814 (*Noster*¹), f. 123 r°. v°. [Petit, *ibid.*, n° 397] ; cf. Petit, *ibid.*, n° 196 (dérivés de *Noster*²)

Ed : App. IV, n° 4.

La date de janvier 1320, n. st. est proposée par N. Valois, *Et. histor. sur le Conseil du roi*, p. XIX, n. 4, qui rapproche cet acte de l'ordonn. de la chambre des comptes de janvier 1320, datée également du Vivier. Ce rapprochement est légitime, ces deux documents se suivant, le second rattaché au premier (dans JJ 57) par le mot « item » : sa valeur n'est pas niable si l'on remarque la double note signalée par Lehugeur (*Hist. de Philippe le Long*, p. XIX, n. 4.)

9. — Février 1321, n. st. (s. l.) *L'ordenance des poursuians le roy.*

Mss : JJ 57, f. 105, r°, v° ; K 40, n° 23, r° ; lat. 12814 (*Noster*¹), f. 132 r°, v° ; [Petit, *ibid.*, n° 406] ; cf. Petit, *ibid.*, n° 223 (dérivés de *Noster*²)

Ed : *Ordonn.* t. I, p. 732 et suiv : rééd : App. IV, n° 5.

La date de février 1320-1 n'est donnée que par JJ 57, mais il n'y a aucune raison de la mettre en doute (Valois, *ibid.*, p. XXI, n. 1) ; on a souvent donné à cette ord. la date de décembre 1320, parcequ'elle est copiée à la suite d'ordonnances sur le Parlement qui portent cette date ; il est clair que ce n'est pas un argument.

10. — Janvier 1322, n. st. (s. l.) — Ordonnance de l'hôtel de Charles IV le Bel.

Mss : Pas de ms. du temps ; mais plusieurs copies, notamment Clairamb. 833, pp. 661 et suiv. : cf. Borrelli de Serres, *Recherches*, t. II, p. 86, n. 5.

Ed : Coll. Leber, t. XIX, pp. 70 et suiv. (très défectueuse).

11. — 7 janvier au 1^{er} juillet 1322, *Expensa hospitii*....

Mss : Pas de ms. du temps ; mais plusieurs copies, notamment Clairamb. 833, pp. 1201 et suiv ; cf. Borrelli de Serres, *Recherches*, t. II, p. 66.

12. — Pentecôte 1326. *C'est la livree des robes faite.... pour le couronnement de Madame la royne de France.*

Mss : Pas de ms. du temps ; mais plusieurs copies, notamment Clairamb. 833, pp. 709 et suiv. ; cf. Borrelli de Serres, *Recherches*, t. II, p. 67.

13. — [1328]. *Anciennement le prevost de Paris souloit prendre.*

Mss : Pas de ms. du temps ; mais plusieurs copies, notamment f. 2833, fr. 297 v^o et suiv., cf. Petit, *ibid.*, n° 346 (autres dérivés de *Noster*²).

Ed : Viard, *Gages des officiers royaux* dans *Bib. Ec. Ch.*, 1890, pp. 263 et suiv. d'ap. P 2289, f. 870 et suiv.

Cette pièce n'est pas datée ; mais quoiqu'elle soit, dans les mss., intercalée entre deux documents de 1329 ou 1330, elle leur paraît antérieure ; d'après Borrelli de Serres, *Rech.*, t. II, p. 276, elle est des environs de janvier 1328, n, st.

14. — [1328]. — *L'ordonnance des mestres du parlement.*

Ms : Clairamb. 754, f. 217.

Ed : App. IV, n° 7.

Cette liste n'est pas datée, mais Guilhiermoz, *Enquêtes et procès*, p. XXI en parle comme de « celle de 1328 » ; ailleurs (p. 161 n. 5) il dit « vers 1328 ». — Elle est, selon nous, antérieure au 1^{er} juillet 1329, puisque Guill. de Sainte-Maure y est porté *suivant* (1). — et même au 1^{er} novembre 1328 puisque M. Ferrand, qui devint alors chancelier, y figure parmi les clercs de la grand'chambre. — D'autre part, elle est certainement postérieure à février 1328 puisque le chantre de Clermont, qui vivait à cette date, est mort dans l'intervalle, (2) — et très probablement à juillet et même peut-être à septembre 1328, car Mauconduit n'y figure plus (3).

(1) (2) (3) V. App. III, vis Sainte Maure, Chalançon, Mauconduit.

- 15.** — [1329 ou 1330]. — *Ce sont les noms des officiers de l'ostel le roy et combien chascun doit prendre de gaiges.*

Mss : Pas de ms. du temps ; mais plusieurs copies, notamment fr. 2833, f. 300. cf. Petit, *ibid.*, n° 396 (autres dérivés de *Noster*²).

Ed. : Viard, *Gages des officiers royaux*, dans *Bib. Ec. Ch.* 1890. p. 265, d'ap. P. 2289, f. 874. Rééd. partielle.

Cette pièce n'est pas datée, mais Viard, *ibid.* p. 239 et Borrelli de Serres, t. II, p. 275 proposent comme date la fin de 1329 ou le commencement de 1330 ; cf. aussi Morel, *Grande chancellerie*, p. 91, n. 1.

- 16.** — [vers novembre 1331]. — *Gages des hostiez du roy Ph. de Valois....*

Mss : Pas de ms. du temps ; mais plusieurs copies, notamment Clair. 833, pp. 977 et suiv.

Ed : Viard, *L'hôtel de Philippe VI*, dans *Bib. Ec. Ch.* 1894, pp. 598 et suiv. Rééd. partielle : P. 54, n. 3.

Ce doc. n'est pas daté ; la date 1331, donnée par Borrelli de Serres, *Recherches*, t. II, p. 88, semble vraisemblable. Nous proposons de dire : vers novembre 1331, parce que d'après cet état, Ph. de Melun a remplacé Et. de Mornay comme clerc [des requêtes], or c'est en novembre 1331 que nous trouvons les derniers actes commandés par Et. de Mornay et les premiers commandés par Ph. de Melun (cf. app. III, v^{is} Melun et Mornay). La date 1328 donnée incidemment par Viard, *Lett. d'état*, note sous le n° 59, nous paraît inacceptable.

- 17.** — 1335. — *Les noms de ceulx qui prennent gaiges par le compte de l'ostel le roy.*

Mss : lat. 12814, (*Noster*¹), f. 58, cf. Petit, *loc. cit.*, n° 381 (dérivés).

Ed : Petit, *ibid.*, p. 189.

- 18.** 8 avril 1342 (Paris). — Ordonnance sur les notaires, les maîtres des requêtes, etc.

Mss : X^{1a} 8602, f. 20 v°, 21 r°. (Cet acte figurait en outre aux mémoriaux B et C de la Chambre des comptes, d'ap. les *Ordonnances*, et aussi au 1^{er} reg. des Requêtes de l'hôtel,

f. 11 et suiv. (Coll. Le Nain, *Reg. des Req. de l'hôtel*, f. 3 r°).
Ed : *Ordonn.* t. II, pp. 173 et suiv.

- 19.** — 13 juillet 1342. (Gondreville.) Tableau de service des maîtres des requêtes de l'hôtel et notaires pour assurer, par roulement, le service des requêtes.

Mss : Cet acte figurait au mémorial B de la chambre des comptes.

Ed : *Ordonnances*, t. XII, p. 68. Rééd p. Morel, *Grande chancellerie*, pp. 494-5 (p. justif. n° 8) d'après P. 2291, p. 579.

- 20.** — Décembre 1344, Paris. — Ordonnance visant, notamment, la compétence des maîtres des requêtes, et la proposition d'erreurs.

Mss : X^{1a} 8602, f. 32 r° et suiv.

Ed : *Ordonnances* t. II, pp. 210 et suiv.

- 21.** — 15 février 1346, n. st. (N.-D. des Champs). Ordonnance touchant, notamment, la juridiction des maîtres des requêtes.

Mss : X^{1a} 8602, f. 21 r° à 22 v°, et X^{1a} 10, f. 344 r° à 345 v°.

Ed : *Ordonn.* t. II, pp. 238 et suiv. (d'après le reg. A) ; éd. partielle (d'ap. X^{1a} 10) : Aubert, (*Parlement*), 1^{re} série, t. I, p. 324 (et t. II, pp 280-1).

- 22.** — 28 mai 1350 (s. l.). Ordonnance sur l'hôtel du roi.

Mss : Pas de ms. du temps ; mais plusieurs copies, notamment Clairamb. 833, pp. 1053 et suiv., et la reconstitution officielle des mémoriaux : P. 2292 pp. 223 et suiv. (d'après le mémorial C).

Ed : Viard, *L'hôtel de Philippe VI*, dans *Bib. Ec. Ch.* 1894, pp. 611 et suiv.

APPENDICE II

Catalogue des documents faisant mention de cas concrets où les maîtres des requêtes firent acte de juridiction contentieuse.

1. — *Châteauneuf-sur-Loire*, juillet 1325. — Le roi, statuant contradictoirement (« utriusque partis auditis rationibus et inspectis privilegiis... »), tranche un débat entre son aumônier, et R. Barbou, fils et héritier de R. Barbou, à raison des droits prétendus par chacun d'eux sur la direction de l'hôpital des Aveugles, fondé à Chartres par ce dernier. *Per regem ad rel. domini Mich. Mauconduit.*

JJ 62, n° 433.

2. — *Favières*, 14 octobre 1325. — Sentence (*sentencia*) rendue contradictoirement par la cour du roi (« in eadem curia [nostra] coram gentibus nostris tunc nobiscum existentibus in eadem... ») entre les habitants de « Cutheriaco » et le prieur de Beauval sur les finances que peut lever ce dernier sur lesdits habitants. Cette sentence ordonne l'exécution d'un arrêt du bailli de Vitry. Elle est signée : *Per magistros requestarum hospicii J. de Templo.*

JJ 62, n° 473. Éd., *infra*, appendice IV, n° 6.

3. — [18 mars 1329]. — Il y avait procès « in curia nostra coram gentibus requestarum hospicii nostri » entre Hel., veuve de Pariset Ouchard, d'Andelot et Gautier, d'Andelot.

H. demandait que G. fût contraint à lui rendre certains biens qu'il occupait indûment, s'en étant rendu adjudicataire, mais il ne l'avait pu régulièrement, étant alors prévôt d'Andelot : elle demandait donc que ces biens lui fussent rendus, moyennant paiement du prix payé par G., déduction faite des fruits perçus par lui. La cause fut « certis commissariis auctoritate regia et de consensu partium commissa » ; G. fit défaut devant le commissaire qui, alors, « fecit adjornari dictas partes ad dies Campanie parlamenti nostri ». La Cour donne satisfaction à H.

X^{ta} 6, f° 34, r°-v°.

4. — *Au Bec Hellouin*, 6 juillet 1331. — Colin Baudri, accusé de fausse monnaie par Richard de Monsiquet, avait été absous de ce fait, sous Charles IV, par le bailli de Caen. Richard, cependant, obtint du roi une lettre nommant un commissaire pour faire à nouveau le procès à Colin : les gens des requêtes de l'hôtel jugèrent, « par arrest » que la Commission était subreptice et l'annulèrent. R. ayant obtenu une deuxième commission, Colin le fit ajourner à nouveau devant les gens des requêtes de l'hôtel ; après plusieurs délais accordés encore à R., les d. gens prononcent « par jugement que, dorenavant le d. R. ne serait oy ni receu en denunchant, ne en accusant, ne par quelque voie que ce soit contre le d. C. » (sans souscription).

[Ce « jugement, pronunciation et silence » est confirmé à Vitry-en-Loge, nov. 1331].

JJ 66, n° 553.

5. — *Saint-Germain*, avril 1332 (après Pâques). — Les tisserands et les drapiers de Monstiervilliers ayant des prétentions différentes (sur la durée de travail), les tisserands obtinrent des lettres ordonnant au bailli de Caux de les faire jouir de leurs droits et, s'il y avait opposition, d'ajourner les parties devant les gens des requêtes de l'hôtel. Le bailli les

ajourna au Dimanche après Pâques, dernièrement passées.
« Lesquelles lettres veues et regardées diligemment par nozd.
gens et les d. procureurs d'une part, et d'autre oys... fu dit,
ordonne et desclairie par noz et gens... laquelle chose lesd.
procureurs loerent et accorderent... » *Par le roi a la rel. mes-*
sire Guy Baudet.

JJ 66, n° 658.

6. — [19 août 1332). — Des commissaires ont fait une enquête sur une infraction de sauvegarde ; cette enquête « ad magistros requestarum nostri hospicii reportata, atque auditis partibus ad finem debitam per eosdem recepta » a été renvoyée et commise à juger aux gens des Comptes et Trésoriers, à Paris, lesquels après examen de l'enquête et des raisons des parties et délibération avec « les gens de parlement » condamnent les infracteurs.

X^{1a} 6, f. 222 v°, 223 r°.

7. — *Orléans*, 23 mars 1333, n. st. — Le roi mande au Parlement de tenir en état les causes pendantes au Parlement entre le doyen de Nantes et Guill. de la Muce, chevalier, pendant le temps où ils seront occupés par une cause pour laquelle jour leur est assigné « par devant nous ou par devant nos ames et feaus les gens des requestes de notre hostel, » au lundi après l'octave de Pâques prochain (1).

X^{1a} 8845, f° 271 v°, 272 r°. Analyse défectueuse dans Viard, *Lett. d'état*, n° 52.

8. — *Saint-Germain*, septembre 1333. — Y ayant débat devant les gens des requêtes de l'hôtel entre le recteur de l'Université d'Orléans qui requiert le prévôt de cette ville de faire serment de garder les privilèges de l'Université, et le prévôt qui

(1) Sans doute est-ce cette cause qui donna lieu à une transaction passée devant le roi et signée *Par le Roi à la rel. de mons. Raym. Saquet* (Montpipeau avril 1333), JJ 66, n° 1243.

s'y refuse, lesd. gens ayant « eu délibération avec nos gens de la Grand Chambre de nostre Parlement pour nos besoignes et rapporte à nous le conseil et deliberation de nos gens delad. Chambre... ordonnerent et desclarerent... » (suit l'interprétation et « modification » de trois articles des privilèges de l'Université d'Orléans et, notamment, l'injonction au prévôt de faire le serment demandé et l'ordre de sceller du grand scel lesd. privilèges).

JJ 66, n° 1172, sous le titre « Determinatio f^a... » et sans souscription. Le même acte est aussi JJ 66, n° 1261, sous le titre « (Declaracio et ordin^o f^a... » et avec la souscription : *Par le roi en son conseil à la rel. de mons. R. Suquet.*

9. — [2 déc. 1333]. — Le prévôt de Saint-Florentin, les procureurs du roi et du Comte d'Alençon s'étant plaints « coram presidentibus in requestis hospicii nostri (1) » de certains excès commis par des habitants de « Maraye » contre les gens du roi et du comte, des commissaires furent nommés qui procédèrent à une enquête, laquelle fut « ad curiam nostram Parisius de mandato nostro asportata ac vocatis partibus et auditis ad judicandum recepta et examinata diligenter per eandem ; » la Cour procède à des condamnations.

X^e 6, f° 351 v°.

10. — 10 avril 1335, n. st. — Le Parlement, en vertu de lettres du roi à lui adressées, renvoie au lundi après la quinzaine de Pâques « coram hospicii nostri gentibus requestarum, ubicumque nos esse contigerit », les causes pendantes devant lui

(1) On remarquera cette expression « presidentes ». Doit-on la traduire seulement par « gens siégeant aux requêtes de l'hôtel » (Cf. *suprà*) ou, au contraire, y voir une appellation spécialement affectée aux maîtres des Requêtes de l'hôtel ? Epinglons ici un acte passé à Paris en décembre 1324 « per dominum Andream de Florencia et alios presidentes », JJ 62, n° 258. (André de Fl. était alors clerc des requêtes.)

entre G. Turpin, chevalier et conseiller du roi, et l'évêque de Poitiers et le doyen et chapitre de Saint-Hilaire de Poitiers.

X^{1a} 7, f^o 25 r^o.

- 11.** — *Paris* (1), 3 août 1335. — « Jugement ou ordination » des gens des requêtes de l'hôtel donnant raison à l'évêque de Chartres dans un procès entre lui et le couvent de Saint-Martin au Val, pour raison du droit de procuration qu'il disait lui être dû pour son avènement. Le prieur répondait que l'évêque, pour y avoir droit, devait remplir certaines formalités. L'évêque répondait que le roi l'en avait dispensé (2).

X^{1a} 7, f. 71 v^o, 72 r^o. Cf. *infra*, n^{os} 17 et 32.

- 12.** — 4 mars 1336, n. st. — Le Parlement, en vertu de lettres du roi à lui adressées, renvoie aux gens des requêtes de l'hôtel la cause pendante devant lui à raison de la terre de Coudray, entre son procureur et Louis de Beaumont, d'une part, et les héritiers de Massot Foison ; il leur assigne le lundi après la quinzaine de Pâques et mande au bailli de Chartres de le certifier aux héritiers Foison et aux gens des requêtes (3).

X^{1a} 7, f. 101. Ed. Aubert, 1^{re} série, I, 348, n^o 14. Cf. *infra*, n^o 15.

- 13.** — [6 juin 1336]. — Le roi ayant donné, pour cause de régale, à Jean de Châlons la trésorerie et une demi-provende en l'église de Meaux, les deux titulaires de ces bénéfices s'opposèrent à cette collation « pour laquelle opposition jour fu assigne auxd. parties devant les maistres des requestes de l'ostel du roy nostre sire, laquelle cause du consentement desd.

(1) Cette date de lieu n'a rien de surprenant. Le roi était à Paris, les 1, 4, 5 et 7 août 1335. (Itinéraire de M. Viard.)

(2) La charte de dispense est dans JJ 66, n^o 1370 (Chartres, nov. 1334) ; elle est signée *Par le roi à la rel. de l'élu de Thérouanne*. (R. Saquet) et de *J. des Prez*.

(3) Le 7 mai 1333, cette affaire avait déjà fait l'objet d'une lettre d'état (Viar d*Lett. d'État*, n^o 57).

parties fut renvoyée en Parlement » (Jean et le procureur du roi adjoint avec lui se désistent).

X^{1c}2(A), n° 71.

- 14.** — *Conflans-les-Paris*, 14 juillet 1336, Aim. de Chandenier, chevalier, ayant accusé M^e Gilles Le Couvreur de s'être mal comporté dans une enquête faite par lui et par Bertrand des Prez. et G. ayant dit certaines paroles « à son excusation », a promis audit G. 1.000 livres si Bertrand confirmait ces paroles. Le roi a fait examiner B. par les gens des requêtes de l'hôtel « afin de nous rapporter et faire raison entre lesd. parties » ; lesd. gens ont rapporté au roi « en son grand Conseil » la déposition de B. En conséquence, le roi condamne Aimery à payer les 1.000 livres par lui promises. *Par le roi à la rel. de mess. J. des Prez et G. de Villiers. H. Martin.*

X^{1a}10, f. 187, r° v°.

- 15.** — *Villeneuve Saint-Denis*, août 1336. Le roi ayant donné à Ph. du Moustier les biens confisqués sur Massot Foison, inculpé de meurtre, et celui-ci étant mort sans avoir été condamné et son corps rendu à ses héritiers comme innocent du fait, il y a eu débat devant les gens des requêtes de l'hôtel « en quelque lieu que nous feussions et après ce renvoyée la cause et les parties en nostre Parlement à Paris » ; puis, du Moustier étant mort, le roi a donné la chose contentieuse à Louis de Beaumont. L'enquête a été faite par le bailli de Chartres, examinée par les gens du Parlement, puis, ceux-ci en ont « rapporté leur avis » au roi. Le roi rend les biens à l'héritier Foison.

Par le roi, présents Mess. J. Rousselot et G. de Villiers (1), H. Martin.

J. J. 70, n° 32. Même texte, *ibid.*, n° 37.

(1) Ce sont deux maîtres des requêtes ; nous savons, d'ailleurs, que le Parlement, le 4 mars 1336, avait renvoyé cette affaire aux gens des requêtes de l'hôtel. *Suprà*, n° 12.

16. — X^{bre} 1336 (?). — Le Parlement renvoie aux gens des requêtes de l'hôtel la cause civile pendante devant lui entre l'abbé de Corbie et B. et G. de Donguerre.

X^{ia} 7. f. 161 r^o *in fine*. Ed. Aubert, 1^{re} série II, 29, n. 3.

17. — [4 Janvier 1337. n. st.] — Le couvent de Saint-Martin-au-Val ayant obtenu du roi la permission de proposer erreurs contre un arrêt rendu en sa Cour pour l'Evêque de Chartres à raison du droit de procuration, l'évêque oppose qu'aucun arrêt n'a été rendu entre eux par la Cour « licet forsitan quadam ordinacio seu sentencia per gentes requestarum hospicii nostri facta fuerit inter eos virtute certe commissionis nostre ex parte nostra directe eisdem. » Le Parlement, adoptant ce motif, dit que l'évêque n'est pas tenu de procéder et condamne les religieux aux dépens faits par leur adversaire (1).

X^{ia} 7. f. 167. V^o Cf. *suprà* n^o 11 et *infra* n^o 33.

18. — *Maubuisson-lès-Pontoise*, 31 juillet 1337. — Le roi, statuant contradictoirement, renvoie aux religieux de Saint-Denis la connaissance du meurtre d'un huissier de sa salle, Ph. Nicolas, qui avait eu lieu à Saint-Denis ; les maîtres de l'hôtel prétendaient connaître de cette cause.

Cet acte est signé : *Par le roi, à la rel. de mons. J. des Prés, mons. J. Rousselot, mons. P. de Cuignières* et, par conséquent, on peut le considérer presque sûrement comme émanant des requêtes de l'hôtel.

K. 42 n^o 39 (Tardif. *Cartons des Rois*, n^o 1223).

(1) La proposition d'erreurs ayant été ensuite formée régulièrement et ayant abouti (*infra*, n^o 33), les religieux voulurent faire comprendre les dépens faits pour cette première procédure dans la compensation accordée par le 2^e arrêt ; le Parlement s'y refusa et les laissa au compte des religieux (1^{er} déc. 1341 X^{ia} 9 f. 257 r^o v^o). Les frais se montaient à 31 l. p.

- 19.** — *Bois de Vincennes*, mai 1338 -- Les gens des requêtes de l'hôtel statuent sur un débat entre le Comte d'Auxerre et Hugues de Bierry, échanson du roi, au sujet de biens, sis à Auxerre, confisqués après la forfaiture de Hugues de Crusy et que le roi avait donnés à H. de Bierry ; ils les rendent au Comte d'Auxerre.

Par le roi, à la rel. de mess. G. de Villiers, l'arcediacre d'Avranches et Baudouin de Roches, d'Orly.

J. J. 71. n° 65. Ed. : E. Petit. *Les Bourguignons de l'Yonne...*
p p. 330-331, n° 67.

- 20.** — *Saint-Ouen*, 7 juin 1338. — Le roi ayant donné à Louis de Beaumont l'office de la Sergenterie « du plat de l'espée de Trouart » et Guill. Cornart ayant impétré des lettres par lesquelles il s'efforce de troubler B. dans sa possession, le duc de Normandie l'a fait ajourner devant les gens tenant les requêtes de l'Hôtel du Roi à l'octave de la Pentecôte ; ils y ont comparu : il renvoie la cause aux gens tenant les requêtes du Palais du roi, au prochain lundi.

[Les maîtres des requêtes du palais eux-mêmes déléguèrent, le 14 oct. 1338, deux commissaires qui rendirent, le 6 janvier 1339, une sentence en faveur de Guill. C'est cette sentence que le duc confirme, en mars 1341, à la rel. de Mess. l'arcediacre P. en l'église de Paris et du Trésorier de Baieux].

J. J. 74. n° 244.

- 21.** — 28 Novembre 1338. — Ouïs la Comtesse de Tonnerre et P. de Remiremont d'une part et « G. de Frolsio », s^r de Rochefort, chevalier et conseiller du roi, d'autre part, sur le contenu de lettres impétrées par la Comtesse et P. en vertu desquelles au cas où le chevalier s'opposerait à ces lettres, les parties devraient être renvoyées devant les gens des requêtes de l'hôtel, le chevalier s'opposant, le Parlement renvoie les parties

devant les d. gens au samedi après la Saint-Nicolas d'hiver.

X^{1a} 9. f. 1. v^o.

- 22.** — [18 février 1339, n. st.] — Pierre, Comte de Dreux, seigneur de Montpensier expose que, débat étant mû et plaid pendant « devant honorables hommes et sages, les maistres des requestes de l'ostel du roy », entre lui et Guill. de Craon [chambellan du roi] qui lui réclamait 784 l. t. de rente par an, en vertu d'un accord fait par leurs auteurs pour raison du droit de la mère de Guill. sur la terre de Château-du-Loir (plus les arrérages et des dommages-intérêts), une transaction est intervenue entre eux par l'intermédiaire de deux personnages, pour chacune des parties. Cet accord est dû « mardi après les brandons 1337 » (8).

[Le roi confirme ces lettres à Dourdan, mai 1345].

J. J. 68, n° 114. (signalé par M. Viard, simple indication dans *Documents parisiens*, t. II, n° 346).

- 23.** — *Conflans*, 13 mai 1339. — Le roi mande au Parlement de surseoir dans la cause entre le couvent de l'Absie-en-Gâtine et Jean de Maurre, chevalier. Celui-ci arguant de fausseté une lettre dont use le procureur des religieux, le roi veut que les gens des requêtes de l'Hôtel connaissent de cette fausseté et que la cause principale soit suspendue jusqu'à ce qu'ils aient statué. *Par le roi, à la rel. de mons. Ferry de Picquigny. P. Fortis.*

X^{1a} 8847. f. 3. v^o-4 r^o. cf. *infra*, n° 26.

- 24.** — [12 juin 1339.]. — Une sentence (*sentencia seu judicatum*) des gens des requêtes de l'hôtel avait annulé une assiette de terre faite, en certains lieux, par le bailli d'Anjou, commissaire en cette partie, pour raison de partage au profit des deux filles de feu Jean de Flandres, chevalier. Le roi, à leur requête, leur accorda la grâce (*graciose*) de proposer certaines erreurs qu'elles disaient être intervenues en cette sentence et transmit ces erreurs,

sous son contrescel, aux gens du Parlement pour, appelées les parties des plaignantes, corriger ces erreurs. La Cour, ayant trouvé certaines erreurs, annule la sentence, remet les parties en l'état où elles étaient « ante inchoationem litis » devant les gens des requêtes et dit qu'elles requerront ce qu'elles voudront et qu'il leur sera fait droit.

X^{1a} 8 f^o-69 v^o, 63 r^o.

25. — 31 juillet 1339]. — Jean Le Saulnier se plaint d'avoir été condamné irrégulièrement par les réformateurs envoyés en Champagne envers Ourri de Mandre, et à 3.000 l. t. envers le roi; sur les plaintes qu'il avait portées au roi, celui-ci avait commis aux gens des requêtes de l'hôtel de lui fournir remède; ceux-ci lui donnèrent satisfaction, sauf pour la condamnation envers le roi. Etant encore inquiet, il demande à la Cour de déclarer nulles ou au moins d'annuler les condamnations des réformateurs et de déclarer juste et confirmer la sentence des gens des requêtes contre Ourri. Après réponse de celui-ci et des réformateurs, auteurs de la sentence, la cour annule totalement les sentences des réformateurs.

X^{1a} 9, f^o 66 v^o, 67 r^o.

26. — [7 août 1339]. Le roi avait mandé, à la requête de Jean de Maurre, chevalier, aux gens du Parlement de recevoir et juger et, le cas échéant, de parfaire une enquête faite par les gens des requêtes de l'hôtel sur une fausseté imputée aux religieux de l'Absie-en-Gâtine, en surséant à procéder sur le principal pendant en la Cour entre eux, nonobstant toute lettre subreptrice impétrée par les dits religieux de procéder en même temps sur le principal. Les religieux demandent que l'enquête ne soit pas reçue, ni jugée, mais annulée, car ils n'ont pas été entendus dans leur défense et il n'y avait pas eu litiscontestation dans ce cas de fausseté. La Cour dit que les lettres du chevalier sont subreptices et annule le dit procès pour cer-

tains défauts y trouvés et ordonne que les parties seront entendues en la Cour sur la fausseté.

X^{1a} 9 f° 75 v°. Cf. *Suprà*, n° 23.

27. — [12 fév. 1340 n. st.]. — M. et R. de Tieulon ayant fait ajourner en la Cour R. Bigan, sergent du Roi dans la prévôté de Beauvais, sur plusieurs contrats usuraires et obligations injustes conclues entre lui et leur père, B. oppose que les gens des requêtes de l'hôtel, par leur sentence, avaient renvoyé les parties devant le bailli d'Amiens, que, donc, « ei debebat dari licenciam contra eos... quod que eciam emendare debebat eo quod contra dictam ordinationem veniebant, eum adjornari-faciendo alibi quam coram predicto ballivo. » La cour dit que les lettres d'ajournement des frères T. sont subreptices et que B. n'est pas tenu de procéder en la Cour. mais seulement devant le bailli.

X^{1a} 9 f. 82 v°.

28. — [12 avril 1340, n. st.]. — Un procès étant pendant au Parlement sur l'interprétation à donner à une clause de la fondation du collège de Navarre aux termes de laquelle tout boursier dont les revenus atteignent 60 livres doit perdre sa bourse, une des parties invoque comme précédent une sentence des gens des requêtes de l'hôtel.

X^{1a} 9 f° 92 v° — 93 r°. Cf. une mention analogue dans des décisions du 4 oct. 1340 (X^{1a} 8, f° 130. r°) et du 1^{er} juin 1342. (X^{1a} 9 f° 310, r°)

29. — [12 avril 1340, n. st.] Guérard de Rumescamp disait que défaut lui avait été accordé par les gens des requêtes de l'hôtel contre G. de Nanteuil; il demandait aux gens des requêtes du Palais, commis par des lettres impétrées par lui, de lui allouer le profit dudit défaut. Nanteuil répondit que la commission était subreptice car, après le défaut, les parties avaient compromis. [Les gens des requêtes du palais ont pour-

tant déclaré leur commission valable; le Parlement confirme leur jugement]

X^{1a} 9 f^o 90 v^o — 91 r^o.

- 30.** — [6 mai 1340]. Dans la même affaire, G. de Nanteuil se défendant au fond dit que ce que G. de R. présente comme un défaut ne doit pas être réputé tel; en outre, il demande, avant de procéder en la cause, garant « prout alias pecierat in causa mota inter eos coram predictis gentibus requestarum ratione cujusdam domus dicte La Muete cum quadraginta libris annui redditus. » La Cour lui donne raison sur les deux points.

X^{1a} 9 f^o 95 v^o.

- 31.** — [20 mai 1340] Débat devant les requêtes du Palais entre « H. de Flonaco » et J. de Joy, chevalier, à raison de la destruction par celui-ci de certains murs appartenant au premier, lequel était sous la sauvegarde du Roi. Joy dit que la commission est subreptice, car il y a eu entre eux débat devant les gens des requêtes de l'hôtel et ceux-ci, du consentement des parties, ont commandé au bailli de s'informer si ces murs étaient en la juridiction du roi et, dans l'affirmative, de les faire réparer. Les gens des requêtes du Palais déclarent la commission valable et, sur appel, le Parlement confirme.

X^{1a} 9, f^o 95, r^o.

- 32.** — [2 juin 1340]. — Les gens des requêtes de l'hôtel ont, par lettre de renvoi, assigné au lundi après le mois de Pâques devant les présidents en la Chambre du Parlement à Paris, la cause entre le procureur du Roi et Jean de Châtillon, queu de France, d'une part, et quatre personnes, d'autre part.

[Du consentement des procureurs des parties, cette cause est continuée en état jusqu'aux jours de Champagne du prochain Parlement.]

X^{1a} 8847, f^o 68, r^o.

33. — [2 juin 1340]. — Le couvent de Saint-Martin au Vala obtenu la grâce de proposer erreurs contre le jugement des gens des requêtes de l'hôtel, rendu contre eux pour l'évêque de Chartres (*suprà* n° 11) ; ils demandent, en conséquence, l'annulation ou correction de cette sentence. L'évêque demande son maintien et la condamnation des religieux aux dépens et à la double amende. La Cour, trouvant des erreurs, annule le jugement, réserve à l'évêque le droit de produire sa demande devant les présidents en la Chambre du Parlement, auquel cas les religieux devront répondre par péremptoires, les dépens compensés (1).,

X^{1a} 9, f° 101 v°, 102 r°.

34. — 25 janvier 1341, n. st. — La cour, du mandement du roi et du consentement des parties, renvoie aux gens des requêtes de l'hôtel la cause pendante au Parlement entre « G. de Moliello » et J. Boitier, et leur assigne comme jour le lendemain de la quinzaine de Pâques. //

X^{1a} 9, f. 134 v°

35. — [3 février 1341, n. st.]. — Dans la cause qui fut pendante devant les gens des requêtes de l'hôtel et qui a été ensuite renvoyée devant les gens des enquêtes du Palais et, enfin, par lettres du Roi, aux gens présidant pour le roi à Paris, entre G. de Nedonchel, chevalier et G. de Chapelle, d'une part, et Jeanne de Nédonchel, d'autre part, celle-ci a été mise en défaut.

X^{1a} 8847, f. 107 v°. Cf. *infra*, n° 40.

36. — [17 février 1341, n. st.]. — Il y avait débat devant les maîtres des requêtes de l'hôtel entre R. et P. de Sarcus et

(1) Le Parlement rendit son arrêt au fond, le 18 septembre 1341 (X^{1a} 9, f° 207 r° v°.) On sait qu'il y eut encore un procès au sujet du paiement des dépens de la proposition d'erreur mal intentée. *Suprà*, n° 17.

Jean de Pois, les premiers demandant au second de ne pas s'opposer, comme il le faisait, à leur mise en possession de biens achetés par leur père. Une enquête fut faite par certains commissaires et, du commandement du roi, renvoyée au Parlement, lequel donne raison aux frères Sarcus.

X^{1a} 8, f^o 147 v^o.

37. — 30 avril 1341. — Les gens du Parlement, sur l'ordre du Roi, renvoient à l'examen des gens des requêtes de l'hôtel la cause pendante devant eux entre G. de Vast et A. de Warnant, chevalier, au lundi avant la Pentecôte.

X^{1a} 9, f. 144 r^o.

38. — [5 juillet 1341.]. — Il est dit qu'un acte de dessaisissement qui a lieu devant le lieutenant du bailli d'Amiens est fait en vertu « d'un arrest donné... par noz seigneurs tenant les requestes de l'ostel du roy... »

JJ 72, n^o 363.

39. — [27 novembre 1341.] — La Cour verra la lettre par laquelle J. Rigos, appelant, et Cl. La Hure, défendeur en gage de bataille, furent renvoyés des requêtes de l'hôtel à celles du Palais, et, de là au Parlement, et dira s'il y a lieu ou non à gage de bataille.

X^{2a} 4, f^o 55 r^o.

40. — [26 janvier 1342, n. st.]. — Un procès mû devant les gens des requêtes de l'hôtel à raison de la terre de Waurans entre G. de Nédonchel et G. de Chapelle, -- et Jeanne de Nédonchel, avait été renvoyé en la Cour. G. et G. se plaignaient d'avoir été dépossédés par Jeanne de cette terre que celle-ci leur avait vendue. Jeanne répond que, n'ayant pas été payée par Guill., elle l'a fait « evocari » devant les gens des requêtes de l'hôtel qui l'avaient remise en possession

jusqu'à concurrence du prix non payé, « quod quidem judicatum in rem transiverat judicatam ».

X^{1a} 9, f. 269 r^o à 270 r. (Cf. *suprà*, n^o 35.)

41. — [4 mai 1342.] — Y ayant débat sur la possession de la chapellenie royale de Saint-Georges au château de Chinon, un des plaideurs rappelant notamment qu'il a fait « evocari » son adversaire devant les gens des requêtes de l'hôtel et que ceux-ci lui ont adjugé la chapellenie, ce dernier répond « nec eciam sententia dictarum gentium se juvare [potest] Hugo cum eciam ex arrupto dictis que gentibus nostris ad plenum non consultis lata fuisset. » La Cour lui donna raison.

X^{1a} 9, f. 301 v^o.

42. — [24 mai 1342]. Dans un procès entre le père de Guy Turpin et le doyen et chapitre de Saint-Hilaire de Poitiers (cf. *suprà*, n^o 10), les gens des requêtes de l'hôtel avaient rendu une sentence pour T. tant sur le principal que sur les dépens et la taxation de ces dépens avait été commise à 4 conseillers du roi, à rapporter pour décision devant lesdites gens. Il ne leur restait plus qu'à faire leur rapport aux gens des requêtes, quand le chapitre impétra des lettres renvoyant la cause au Parlement. T. avait impétre des lettres au contraire; sur quoi, les parties étaient restées en arrêt à la Cour, ce qui avait retardé la taxation. T. avait alors obtenu une lettre mandant aux commissaires de procéder à la taxation, conformément à leur commission et aux gens du Parlement de ne plus procéder sur les deux lettres susdites, mais de les renvoyer aux gens des requêtes, et c'est de ces lettres que T. demande l'exécution. Conformément aux conclusions de ses adversaires, le Parlement les déclare subreptices et que la cause restera en la Cour.

X^{1a} 9, f. 309 v^o, 310 r^o.

43. — [27 mai 1342] « Marianne de Buciaco » prétendant être

instituée en l'infirmierie « de Puteo Danbriers », accuse de subreption les lettres en vertu desquelles elle est ajournée au Parlement et demande son renvoi devant les gens des requêtes de l'hôtel en vertu des lettres qu'elle montre. La Cour décide que ces lettres sont subreptices et garde la cause.

X^{1a} 9, f^o 309 r^o.

44. — *Bois de Vincennes*. Juin 1342. — Plaid devant le bailli de Rouen entre J. de Monguerant et J. de Bauçay et chaque partie s'aidant de lettres attaquées comme subreptices par son adversaire, le duc de Normandie a ordonné de les ajourner devant les « gens des requestes de l'Ostel de notre pere et des nostres. » Les parties ajournées « à certain jour contenu en la relation dudit bailli faite aux dites gens desdites requestes », J. de B. attaque les lettres de M. comme « subreptices, impetrees autrement que bien et sans notre certaine science. » J. de M. demande le renvoi au bailli de Rouen en vertu des privilèges des Normands. Sur rapport des gens des requestes, le duc déclare que les lettres de J. de B. tiendront malgré celles de J. de M.

Par le duc, du commandement du roi, à la rel. de mess. Henri de Malestroit et J. Richier. P. Fortis.

J. J., 74, n^o 307.

44. — [2 décembre 1342]. — L'évêque de Châlons se plaignant d'excès de pouvoir commis par le bailli de Vitry et certains sergents royaux de Vitry les a fait ajourner au dernier Parlement. Ils ont fait défaut. Réajournés au présent Parlement, ils n'ont pas comparu, mais leur procureur a montré des lettres scellées du sceau du secret mandant de renvoyer la cause devant les gens des requêtes de l'hôtel, et des lettres d'état. La Cour, du consentement des procureurs des parties, ordonne d'ajourner lesdits bailli et sergents et le prévôt de Vitry à comparaître en ce présent Parlement, nonobstant qu'il siège, aux jours du

comté de Champagne, et ils ne pourront s'aider desd. lettres de renvoi et d'état, ni d'autres, à fin d'empêcher la cause.

X^{1a} 4, f. 172 v^o.

46 — [7 décembre 1342]. — A la requête d'Isabelle de Flavi, le roi avait mandé au bailli de Senlis de faire une enquête contradictoire sur la fondation et garde de la léproserie de Soissons et le droit du roi d'y instituer des personnes, et de renvoyer cette enquête aux gens des requêtes de l'hôtel. Devant le bailli, l'évêque et les habitants de Soissons proposèrent que cette léproserie était de leur fondation et qu'ils avaient le droit d'en instituer et destituer les membres, demandant le désistement du procureur du roi et la condamnation d'Is. aux dépens. L'enquête fut faite et renvoyée, du mandement du roi, au Parlement, lequel donne raison à l'évêque, tout en relevant Is. des dépens.

X^{1a} 8, f^o 252 v^o.

47. — [1^{er} février 1343, n. St.]. — Robert Derrée se plaint au Parlement contre Jean du Ballet, notamment de ce que celui-ci « in odium et contemptum litis in nostra curia inter ipsos pendentis » l'a fait incarcérer en la ville d'Arras et appeler (*evocari et conveniri*) devant le chancelier et, ensuite, devant les gens des requêtes de l'hôtel, en lui imputant certaines faussetés commises « in impetracione seu procuracione quarumdam litterarum nostrarum » et en demandant que le procès pendant au Parlemēt à raison de la maison de Briast soit annulé, — ce qui était venir « temere » contre un accord fait sur ce entre lesdites parties en la Cour et contre un arrêt de la même Cour, lesdites gens avaient renvoyé les parties au Parlement. — Son adversaire répond qu'il était en possession paisible de la terre de B. quand on l'expulsa à l'aide de lettres impétrées de la Cour « dicteque littere tanquam injuste et inique per nostrum cancellarium cancellate et postmodum per

dictas gentes nostras auditis partibus annullate fuissent. »
(Donc, tout ce qui en était suivi devait être déclaré nul et lui, Jean, remis en possession.) Le Parlement donne raison à Robert.

X^{1a} 9, f. 422 v^o à 423 v^o.

48. — [24 décembre 1343]. — Il a été proposé d'office, devant les gens des requêtes de l'hôtel contre Jean Cordellier que, le mercredi après la Saint-Martin d'hiver, ayant été ajourné par M. Diquemme sergent du roi, en vertu d'une commission à lui faite à la requête de N., à comparaître devant lesd. gens « ubicumque nos esse contingeret » au vendredi immédiatement suivant, il aurait dit qu'il voudrait que le roi fût à Londres; Cordellier a nié ces choses « litem contestando, per juramentum » affirmant qu'il avait dit seulement « quod plus voluisset ut dictus N. eum apud Londoniam adjornari fecisset ut videretur quis eorum melius sustinere posset expensas ». Des témoins furent entendus et récolés et, enfin, le procès fut, du mandement du roi, renvoyé pour juger au parlement. La Cour absout Cordellier des faits qui lui sont imputés.

X^{1a} 10, f. 64. r^o.

49. — [6 mars 1344, n. st.]. — Le procureur du roi a fait appeler (*evocari*) devant les gens des requêtes de l'hôtel Rob. Goupil pour avoir, en vertu d'une grâce à lui faite par le Saint-Siège, inquiété dans sa possession Jean Martin à qui l'évêque d'Évreux, sur présentation du roi, avait conféré l'église paroissiale d'Esmenville. Devant lesd. gens, Robert ayant été, à l'instance du procureur du roi, mis en défaut, il a été, ensuite, appelé à certain jour devant les présidents pour le roi à Paris, sur l'utilité du défaut à la requête dud. procureur; les parties présentes, le Parlement a ordonné de mettre Jean M. en possession.

[Sur une nouvelle tentative de Robert il a été ajourné à

nouveau au Parlement, et mis en défaut. La Cour adjuge au procureur l'utilité du défaut et ordonne que Jean sera remis en possession par la force.]

X^{1a} 10, f. 82 v°.

50. — [16 mars 1344, n. st.]. — Une affaire avait été renvoyée des jours de Troyes au présent Parlement. Pourtant, Pierre de Narbonne, l'une des parties, avait impétré du roi des lettres en vertu desquelles il avait fait ajourner devant les gens des requêtes de l'hôtel ses adversaires, ce qui était, disaient ceux ci, venir « temere » contre led. arrêt. Pierre répondait qu'il avait ignoré complètement la teneur de cet arrêt et qu'il n'avait aucunement procédé devant lesd. gens, mais avait entièrement sursis à la poursuite en vertu de ces lettres, aussitôt qu'il avait eu connaissance de l'arrêt. La Cour le condamne à une amende de 60 livres.

X^{1a} 10, f. 88 r°.

51. — [17 avril 1344] — Une cause mue entre R. de Saint-Martin, chevalier, et R. son fils, devant les gens des requêtes de l'hôtel, sur certaines conventions et promesses faites entre eux et contenues dans des lettres passées sous le sceau royal de Gisors, avait été renvoyée à la Cour, du commandement du roi, par ses lettres.....

X^{1a} 10, f. 96. v°.

52. — [8 mai 1344.] — Le chancelier a rapporté à la Cour que le roi veut que toutes les causes criminelles ou civiles, pendantes au Parlement ou devant les gens des requêtes de l'hôtel, entre Guy « de Convenis », chevalier, le procureur du roi, le couvent de Candéal et les habitants de Saint-Sulpice, etc., soient renvoyées au duc de Normandie.

X^{2a} 4, f° 222 r° Ed : *Histoire du Languedoc* X, 947, n° 376

53. — 12 Juin 1344. — P. de Saint-Georges a appelé au Par-

lement d'une sentence interlocutoire rendue contre lui pour Hervé Le Coch, chevalier, Conseiller du roi et Maître des requêtes de son hôtel, par les gens tenant les mêmes requêtes et H. a fait ajourner son adversaire à un certain jour déjà passé pour poursuivre son appel ou se désister. Le procureur de l'appelant se désiste.

X^{1a} 10, f^o 39, v^o.

54. -- [17 juin 1344]. -- Guill. « de Plesniello », ayant été condamné par la sentence des gens des requêtes de l'Hôtel à perdre ses meubles qui devaient être appliqués au roi, a demandé à la Cour devant laquelle il est partie contre le bailli de Tours pour faire corriger les erreurs intervenues en ladite sentence, de lui faire recréance de ses biens. La Cour, le procureur du Roi ne contredisant pas, lui a accordé la recréance, moyennant caution. Elle ordonne au receveur de Tours et au sous-bailli et au prévôt de Loudun d'exécuter cette décision.

X^{1a} 10, f^o 52, r^o.

55. — [26 juin 1344]. — Marie de Saint-Hilaire, veuve de Guill. Deschineu a fait devant les gens des requêtes de l'hôtel, en vertu de lettres du roi à elle accordées, en son nom et celui de ses enfants, certaines demandes à W. Deschineu, fils de Guill. Les gens des requêtes ayant, du consentement des parties, assigné certain jour aux parties en ce présent parlement sur ce qu'elles voudraient des deux parts demander par péremptoires, Marie s'étant plaint que, quoi qu'elle fût sous la sauvegarde du roi, W. l'a chassée de ses biens, la cour décide de nommer des commissaires.

X^{1a} 10, f^o 120, v^o.

56. — *Montauban*, 4 septembre 1344. Arrêt (« Per arrestum nostre curie ») des gens des requêtes de l'hôtel déclarant que les Cordeliers ne peuvent ériger un couvent dans la ville de

Gimont sans le consentement des religieux de ce lieu, ce en vertu d'un pariage fait entre eux et le comte de Toulouse et confirmé par le roi L'acte est expédié au nom du duc de Normandie. Pas de souscription.

JJ. 75, n° 73 (Dans des lettres confirmatives, données à Paris, oct. 1344, « ad rel. gentium compotorum. »)

57. — *Saint-Christophe-en-Halate*, 23 février 1345 n. st. — L roi mande aux gens du Parlement de renvoyer au bailli de Touraine une cause mue devant les maîtres de l'hôtel entre ~~Hue~~ de Reilly, maître de l'hôtel du roi et le prieur de Saint-Louens, cause que le roi leur avait envoyée à la demande dudit prieur et que, depuis, pour certaine cause. il leur avait mandé d'envoyer devant les gens des requêtes de son hôtel, ce qu'ils n'ont fait en rien et n'ont pas écrit au roi pourquoi.

[Le Parlement obtempère à ces lettres le 26 février.]

X^{1a} 10, f° 178 r^o.v^o.

58. — [25 mai 1345]. Proposition d'erreurs contre l'arrêt rendu précédemment dans l'affaire Ren-de Saint Martin (*Suprà* n° 51). Il est dit que le fils avait demandé provision «... aut saltem juxta formam litterarum nostrarum apunctamenti facti inter eos alias coram dilectis et fidelibus gentibus requestarum hospicii nostri ac litterarum nostrarum virtute quarum earum cause in parlamento nostro venerant. »

X^{1a} 40 f° 262 r^o.v^o.

59. — [10 juin 1345]. Le Parlement ayant rendu un arrêt annulant une vente, les détenteurs des biens vendus se prétendant dépossédés sans avoir été entendus firent ajourner les vendeurs devant les gens des requêtes de l'hôtel et, ensuite, les parties ayant été renvoyées au parlement, celui-ci statue.

X^{1a} 10, f° 272, v° 273 r°.

60. — [6 août 1345]. Amaury, vicomte de Lautrec, avait fait ajourner, à certain jour, Ysarn de Lautrec, chevalier, par un sergent d'armes du roi, devant les gens des requêtes de l'hôtel du duc de Normandie, pour voir adjuger aud. A. l'utilité d'un défaut obtenu par lui contre Y. devant lesd. gens. Am. se plaignit de ce que Y. se faisait indûment appeler « Vicomte de L. ». Les parties étant comparues, A. demanda que Y. soit dit, à raison du défaut, avoir succombé dans ses défenses et qu'il soit déclaré que lui appartenait certains fiefs tenus de lui et que Y. avait dénié devant le duc et son conseil tenir de A. Y disait que le défaut et l'ajournement qui avaient suivi étaient nuls. Les gens des requêtes réservant l'utilité du défaut et les dépens décidèrent que chaque partie fournirait à certain jour ses raisons pour fonder ses dires et que serait livrée à A. « per manum curie » la requête d'opposition formée par le fils d'Y. « Constitutisque postmodum in nostro presenti parlamento, » la Cour annule totalement « propter nonnullos defectus ibidem repertos » les défaut, licence et sentence, et tout ce qui en était suivi et ordonne que les parties proposeront ce qu'elles voudront.

X^{1a} 10 f^o 298, v^o.

61. — [8 décembre 1345]. — Guill. « de Haymeri » avait fait appeler devant les gens des requêtes de l'hôtel P. de Solleurre pour répondre sur un gage de bataille et autres choses qu'il voudrait lui demander ; le roi, par ses lettres, a renvoyé cette cause au présent parlement ; la cause, du consentement des parties, a été continuée en état jusqu'à la quinzaine de Noël prochaine. Dans l'intervalle, les amis des parties pourront les amener à accord ; les parties conviennent que la cause restera en parlement sans aucun renvoi à faire et qu'elles n'impétreront rien au contraire.

X^{2a} 5, f^o 42, v^o.

62. — *Paris*, 1^{er} janvier 1346 n. st. — Le roi mande aux gens du Parlement de taxer ou faire taxer à telle somme que de raison les dépens dûs à des marchands du royaume qui ont été victimes d'une « roberie » faite en mer, pourquoi il y a eu procès devant plusieurs juges du royaume et, dernièrement, un arrêt a été rendu sur ce par les maîtres des requêtes de l'hôtel.

[Le parlement commet Jean d'Erquery, doyen de Noyon, et Bertrand des Prés, à cette taxation, le 15 mars 1346, n. st].

X^{1a} 10, f^o 351, r^o-v^o.

63. — *Notre-Dame des Champs*, 13 février 1346, n. st. — Le roi mande au parlement de renvoyer devant le bailli de Touraine le procès entre Guill. Bretonneau à qui le roi a donné l'aumônerie de Chinon et les opposants à ce don ; et, au cas où il trouverait une cause pour ne pas le renvoyer au bailli, de le renvoyer à l'aumônier « auquel la cognoissance des aumosneries appartient et auquel ou cas dessusdit nous mandons et commettons que sur ce lesdites parties oyes il face avec le conseil de noz ames et féaus gens tenans les requestes de nostre hostel bon et brief accomplissement de justice. »

[La Cour renvoie l'affaire au bailli de Touraine, le 16 mars 1346, n. st.]

X^{1a} 10, f. 348 v^o 349 r^o.

64. — *Moissac*, 3 avril 1346. Le duc de Normandie fait savoir que Ph. de Lévis l'a servi et le sert fidèlement dans les guerres et mande aux maîtres des requêtes de l'hôtel et du présent parlement et aux autres justiciers d'observer rigoureusement les lettres d'état « et alias tam in forma juris quam gracie » qui lui ont été accordées par le roi.

La souscription est : *Per ducem ad rel. Phi. de Vi. et*

Egidii de Mau. (sans doute Philippe de Vitry et Gilles de Mandestour.)

X^{1a} 8848, f^o 232, v^o. Viard. *Lettres d'État*, n^o 347.

65. — [14 mars 1347, n. st.] Il y avait procès pendant devant les gens des requêtes de l'hôtel entre R. de Vinueil et G. de Bar, notaire des foires de Champagne, au sujet de la garde des registres desdites foires que chacune des parties prétendait lui appartenir en vertu d'un don du roi. Cette cause a été renvoyée à la cour du Parlement par des lettres du roi. R. disait que, après l'ajournement devant les gens des requêtes pour statuer sur l'opposition de G. aux lettres le remettant en possession, G. avait obtenu des lettres subreptices pour l'expulser. G. disait que devant les gens des requêtes les parties avaient été appointées à ouïr droit sur le principal, comme en faisait foi un mémorial signé du signet desd. requêtes et que la cause avait été renvoyée à la Cour en l'état où elle était devant les d. gens des requêtes de l'hôtel et que, par conséquent, jour ayant été assigné pour ouïr droit, son adversaire ne devait pas être admis à requérir son état. R. réplique que, devant les gens des requêtes, il avait demandé son état et que c'était ainsi, tant sur ledit état que sur le principal que le procès avait été engagé. La cour décide que R. sera remis en état et, statuant sur le principal, déclare les lettres de G. subreptices et iniques ; il adjuge l'office à R.

X^{1a} 12, f^o 40, v^o-r^o.

66. — [14 mars 1347. n. st.]. — Le roi avait commis à son clerc Jean Cordier de se rendre en Vermandois et Amiénois et de s'informer des excès et délits commis par les sergents et autres officiers royaux et de rapporter ou renvoyer son enquête aux gens laïcs des requêtes de l'hôtel. Devant lui comparurent donc certains habitants qui exposèrent leurs

griefs contre un sergent du roi, Th. d'Avènes. L'enquête fut rapportée aux gens des requêtes de l'hôtel avec les parties ajournées, puis renvoyée à juger, avec les parties, aux gens du Parlement. Ceux-ci l'ayant, du consentement des parties, reçue à juger et examinée, condamne le sergent.

X^{2a} 5, f^o 90 r^o à 91 r^o.

67. — *Moncel-les-Pont-Sainte-Maxence*, « avril 1347 ». J. Le Bourcier, substitut à Pierrefonds du procureur royal au bailliage de Senlis troublant les droits de juridiction des religieux de Royal-Lieu, le roi, à leur requête, l'a fait ajourner devant les gens tenant les requêtes de l'hôtel au 7 avril 1347 pour soutenir le droit du roi ou voir ôter ces empêchements; les gens des requêtes mandèrent au procureur de Senlis de venir audit jour pour savoir s'il voudrait soutenir son substitut. Les gens des requêtes, après avoir pris connaissance : 1^o de la charte de la donation faite par le roi aux religieux de la mairie de Taillefontaine (1317); 2^o d'un acte du prévôt de Pierrefonds reconnaissant le droit de moyenne et basse justice des religieux en ce lieu (1345); 3^o d'une lettre du procureur du roi de Senlis s'excusant de ne pouvoir venir, mais donnant tort à son substitut, adjugent aux religieux toute la justice moyenne et basse de la mairie de Taillefontaine.

« *Arest. Es requestes de l'ostel tenues par mess. Ph. de Trie et Guérard Quiéret. Ge Villaine.* »

J. J. 76, n^o 292.

68. — [*Moncel-les-Pont-Sainte-Maxence*, avril 1347]. A l'instance du procureur du roi au bailliage de Touraine, Jean Bigot, bailli de Tours, a été poursuivi pour « plusieurs cas criminels et civils » devant les gens des requêtes de l'hôtel. Ceux-ci l'ont déclaré « pur et innocent » desdits faits et ont condamné le procureur à la perte de ses biens et à la privation de son

office. Et, depuis, les gens du Parlement ont dit par arrêt que, en l'arrêt ou sentence des gens des requêtes, étaient intervenus plusieurs défauts et erreurs et qu'ils avaient mal jugé en condamnant le procureur et le restituèrent à son office et à ses biens, et en absolvant le bailli auquel ils assignèrent jour contre le procureur général. Le roi accorde rémission audit bailli.

[Ces lettres sont présentées en parlement qui y obtempère le 23 avril 1347.]

X^{1a} f. 66 v^o à 67 v^o.

69. — *Paris*, 16 janvier 1348. — Et. des Jardis et Guill. Caletot, parties devant le Parlement étant d'accord pour être renvoyées en la cour du duc de Normandie, leur seigneur, le roi voulant que la cause soit renvoyée en la cour du duc, mande de la renvoyer devant les gens des requêtes de l'hôtel dudit duc. [Le Parlement, le 20 mars 1348 n. st., obtempère à ces lettres et ajourne les parties devant les d. gens au lundi après la mi-carême, (31 mars.)]

X^{1a} 12, f^o 137 r^o.

70. — [1^{er} mars 1348, n. st.]. — Le procureur du roi poursuivait Guy de Nanteuil, chevalier, devant les gens des requêtes de l'hôtel, commissaires sur ce députés par le roi, pour avoir frappé un sergent royal et le prévôt de Béthisy qui venaient mettre contre lui à exécution des lettres obligatoires. Une enquête fut, de l'ordre du roi, faite par certains commissaires députés sur ce par le roi et renvoyée du mandement du roi à la cour de parlement et reçue à juger du consentement des parties. Le Parlement condamne Guy.

X^{1a} 12, f. 187 v^o.

71. — [22 mars 1348, n. st.]. — Ph. Godel se disant régulièrement institué en l'office de sergent de Pierrefonds, sans

opposition de Math. Le Coq, demande à être maintenu en possession paisible malgré les empêchements dud. M. — M. répond que, en vertu de lettres du roi impétrées par lui, Ph. avait été ajourné devant les gens des requêtes de l'hôtel qui avaient adjugé l'office à lui, M. De cette sentence il n'avait pas été appelé, mais elle était passée en chose jugée ; en vertu de cette sentence, M. avait été mis en possession et c'est ensuite que Ph. avait impétré des lettres subreptices pour le faire écarter de l'office. M. demande à être remis avant tout en son état, disant que Ph. ne devait pas être admis à venir contre cette sentence, n'étant pas venu par voie directe, et, subsidiairement, qu'il devait être conservé en possession. Ph. réplique qu'il n'y avait pas à appeler de cette sentence, car elle est nulle, les d. gens des requêtes n'ayant sur ce aucun pouvoir, vu les ordonnances royales.

La cour refuse tout état à M., admet Ph. à proposer ce qu'il veut, lui adjuge l'office et le condamne aux dépens faits par Ph. avant la sentence des gens des requêtes, le relevant « ex causâ » des dépens postérieurs à cette sentence.

X^{1a} 12 f^o 187 r^o-v^o.

72. — [5 août 1348]. — Il y avait eu procès devant les gens des requêtes de l'hôtel entre J. de Veelle, garde du scel de la prévôté de Laon, et J. de Bray, fermier de l'émolument dud. scel tant pour lui qu'à raison de R. de Marcoing, clerc dud. fermier, de V. proposait que R. avait commis des fautes dans son office. Le roi avait commis au bailli de Vermandois de faire une enquête et de la renvoyer aux d. gens.

[Depuis, de V. avait obtenu des lettres renvoyant l'affaire au Parlement dans l'état où elle était au moment de la susdite commission. Une nouvelle commission fut donnée à deux clercs .. Le Parlement la renouvelle.]

X^{1a} 12, f. 267 r^o-v^o.

73. — [Janv. 1350, n. st.]. — Il y avait débat devant certaines gens des requêtes de l'hôtel spécialement députés sur ce, entre Guill. de Châteaouvillain, chevalier, et Geoffroy de Nancy, chevalier, bailli de Chaumont. Le chevalier accusait le bailli de divers abus de pouvoir et injures à son égard. Jour leur fut assigné par lesd. gens pour fournir par écrit leurs prétentions réciproques, lequel jour le bailli fut mis en défaut de produire et le chevalier fournit ses articles et demanda qu'on enquit la vérité. Des commissaires furent donnés devant lesquels le bailli présenta ses articles. L'enquête faite ayant été, de l'ordre du roi, renvoyée à la Cour, celle-ci absout Geof. de Nancy de la poursuite.

X^{1a} 11, f. 285 v^o.

74. — [10 juillet 1350]. — Une cause pendait devant les gens tenant les requêtes de l'hôtel du roi entre J. Dautreche, chevalier, et Robert Dercry, et le roi, à raison de la mortalité qui sévissait alors (1) avait mandé et commis au prévôt de la cité de Laon d'examiner tous les témoins que voudrait produire le chevalier et de renvoyer lad. enquête [*ici, un passage illisible*] et avait mandé par les mêmes lettres aux gens tenant le Parlement de faire justice aux d. parties [J. demandait que R. fût condamné à lui payer les fruits d'une terre lui appartenant qu'il avait indûment détenue].

X^{1a} 11, f^o 317 r^o.

75. — [Vers 1351 (2)]. -- Requête de Perrennelle Sérins aux seigneurs du Parlement. Elle a appelé au Parlement d'une

(1) Il s'agit sans doute de la grande peste de 1348. (Sur cette peste, v. Luce, éd. des *Chroniques* de Froissart, tome IV, p. XXXVIII, n. 4).

(2) Ce document figure au dos d'un accord du 10 juin 1376. Or, c'est environ 20 à 30 ans plus tard, soit 25 en moyenne, qu'on utilisait le dos de ces pièces pour y mettre des accords (Lot. *Bib. Ec. Ch.*, 1872, p. 220) ; cela date notre document des environs de 1351.

sentence, jugement ou deue de droit de nos seigneurs des requêtes de l'hôtel, mais elle n'a pu obtenir son ajournement desd. maîtres des requêtes pour ce que c'est contre eux. Elle demande d'avoir son ajournement en cas d'appel passé par la cour de Parlement pour faire ajourner lesd. maîtres des requêtes et intimer parties adverses au prochain Parlement. En tête, cette suscription : *Vadat ad regem vel ad requestas.*

Pub. p. H. Lot, *Bib. Ec. Ch.*, 1873, p. 226, n° 3 d'ap.
X^{1c} 32, n° 222

76. — 3 févr. 1351, n. st. — Henri de Trie, « legum professor » avait été appelé devant les gens du secret Conseil et les maîtres des requêtes de l'hôtel à l'instance du procureur général du roi. (Il était accusé de concussion dans l'exercice de ses fonctions de réformateur aux bailliages de Troyes et de Meaux du temps de Philippe VI). Le roi lui accorde rémission.

[Le parlement la fait enregistrer le 27 février.]
X^{1a} 13, f° 13 v°.

APPENDICE III

NOTICES BIOGRAPHIQUES

- 1.** — ARCEY (JEAN D') est cité le 6^e des *suivans du roy* de la liste de 1328. et nous pensons pouvoir l'identifier avec Jean Darties. clerc des requêtes d'après l'état de fin 1329 (1). — Sans doute aussi est-ce ce Jean d'Arceis qui devint évêque de Mende, puis d'Autun et enfin de Langres, et mourut en 1344 (2).
- 2.** — ARGILLIÈRES [OU ARSILLIÈRES] (JEAN D'). archidiacre de Dijon (1), fit toute sa carrière à l'hôtel de la reine femme de Philippe le Long (2) : il fut sans doute son clerc du secret (3), sûrement son chapelain et le maître de sa chambre aux deniers (4), fonction qu'il dut remplir jusqu'à la fin du règne, les comptes qu'il rendit en cette qualité s'étendant jusqu'à

1. 1) Certains mss. donnent Jean Darties, d'autres Dartres. Nous avons trouvé une seule souscription qui puisse s'appliquer à notre personnage (JJ 65 v, n° 28, fév. 1329), son nom est orthographié J. Dartis. — (2) *Gall. Christ.*, I, 97; IV, 412 et 622.

2. (1) Lehugeur, *Philippe le Long*, p. 335, n. 12 — cf. sur ce personnage : id., *De hosp.*, p. 31, n. 8 et 9. — (2) Il était déjà en sa chambre aux deniers en 1315, alors qu'elle n'était encore que comtesse de Poitiers (*A. P.*, XI, 128-9) — (3) JJ 56, n° 21 (octob. 1317, *Per reginam, J. de Argilleriis.*) — (4) JJ 57,

janvier 1322, n. st. (5). — Nous perdons sa trace à partir de 1322 (6). — On ne le trouve désigné comme *poursuivant* que dans la liste de janvier 1320, mais il ne semble pas en avoir exercé les fonctions (7); peut-être doit-on attribuer sa présence sur cette liste à l'éphémère union des deux hôtels qui fut établie vers cette époque, — à moins d'admettre qu'on est en présence d'un homonyme, ce qui n'est pas impossible (8).

3. — ARRABLAY LE VIEUX (JEAN D'), chevalier (1). Successivement sénéchal de Périgord (1291-93) (2), de Carcassonne (1295) (3), de Beaucaire (1296-1303) (4), de Périgord pour la seconde fois (1303-13) (5), il avait donc déjà fourni une longue carrière dans l'administration locale quand le roi, le 26 avril 1313, le retint du parlement et l'établit pour juger les enquêtes hors du parlement (6). En juillet et septembre 1316 il est inscrit au rôle de la grand chambre et sur les listes de lais *suivants*. Nous ne saurions dire jusqu'à quelle date il remplit cette fonction; mais nous avons conservé assez peu d'actes commandés par lui à ce titre (7). — Bien plus nombreuses au contraire sont les lettres de justice que, de service à la grand chambre, il expédia de Paris (8).

f. 69 (déc. 1316), cf. N. a. fr. 9175, p. 337 (2^e sem. 1320.) — (5) Viard, *Journ. du trésor de Charles le Bel*, nos 2216 et 3239. = (6) Pourtant en déc. 1329 on trouve un amortissement en faveur de Jean d'Argillières, trésorier de l'église de Saint-Étienne de Troyes (*A. P.*, XI, 129, n. 1. — (7) V. seulement une donation du 26 avril 1319 signée à sa rel. (JJ 56, acte barré entre les nos 577 et 578.) — (8) En effet, sur la liste de janv. 1320, il figure entre Arrablay et Robert, qui sont tous deux lais, et son nom, comme le leur, est précédé de « messire », alors que les trois premiers personnages, tous trois clercs, sont précédés de « maistre. »

3. (1) Dès 1293 (*Act. parl.*, nos 2858-9). — (2) Delisle, *Baillis*, 214-5. — (3) *Ibid.* 255. — (4) *Ibid.* 237-8. — (5) *Ibid.* 215. — (6) Langlois, *Textes*, 198. — (7) Ex. JJ 54^a, n° 43 (déc. 1316)... *H. L.* X, 584 (nov. 1317); cf. X^{2a}2, f. 13 (lettre de justice commandée par lui à Bourges, 20 nov. 1318). — (8) Ex. : X^{2a}2, f. 78 (15 déc. 1317, le roi au Vaudreuil), f. 83 (16 janv. 1319,

En 1317 il est commissaire enquêteur dans le Midi, puis ambassadeur près du roi d'Aragon (9). Il reçoit aussi des commissions judiciaires (10), et encore en 1322 (11). La même année le roi l'occupait, à Paris, aux affaires d'Aragon et de Majorque (12) et l'envoyait en mission auprès du Pape. En 1324 il accompagna encore Charles IV dans un voyage dans le Midi; enfin il mourut le 12 novembre 1329 (13).

4. ARRABLAY LE JEUNE (JEAN D') fils du précédent (1), chevalier du roi lui aussi (2). Sénéchal de Périgord de 1315 à 1319 (3), il est *poursuivant* sur l'état de janvier 1320, et on peut rattacher à ce titre certains actes commandés par lui (4). — Dans l'ord. de janv. 1322 il est porté à la fois comme « li prumiers des requestes » et comme le 3^e des quatre maîtres de l'hôtel. Ce même mois, le roi l'envoie à Beaucaire pour ses secrètes affaires (5); dans les mois suivants il prend le titre de régent de cette sénéchaussée (6); mais dès le mois de mai il semble avoir repris ses fonctions à la suite du roi (7). Encore en 1322, il est envoyé à Avignon, pour les affaires du roi (8).

A partir de janvier 1322, quand son nom est accompagné d'un titre, c'est toujours de celui de maître de l'hôtel du roi (9); néanmoins les actes, assez rares d'ailleurs, commandés

le roi à Livry); il y en a surtout beaucoup en déc. 1318 et janv. 1319. — (9) *H. L. X.*, 568 et 570. — (10) *Ex. : Act. parl.*, 5157. — (11) X¹ 8844, f. 126. — (12) *Ex. : Journ. du trésor de Ch. le Bel*, n° 1392. — (13) Delisle, *Baillis*, pp. 216-7.

4. (1) Delisle, *Baillis*, 217, n. 4. — (2) Magen et Tholin, *Arch. d'Agen*, 267 (janv. 1316), cf. Delisle, *ibid.*, n. 20. — (3) Delisle, 217. — (4) JJ 58, n° 454, etc., v. notamment une lett. de justice commandée par lui à Longchamp (*Act. parl.*, 6505), cf. aussi X² 2, f. 45, v° (22 sept. 1322). — (5) Viard, *Journ. du trésor de Ch. le Bel*, n° 13. — (6) Delisle, *Baillis*, 241. — (7) Acte signé par le roi à sa rel. : fr. 2755, f. 454, r°. — (8) Viard, *ibid.*, n° 1498. — (9) Fr. 25994, n° 291, JJ 61, n° 283 (1322); Clair., 833, p. 714 (Pentecôte 1326); JJ 64, n° 668 (1327); JJ 65^a, n° 91 (1325 et 1328.) —

par lui, analogues à ceux expédiés par les maîtres des requêtes, se poursuivent jusqu'en septembre 1325 (10).

Pendant plusieurs années nous perdrons totalement sa trace s'il n'apparaissait dans des procès relatifs à la succession du cardinal Pierre d'Arrablay, son frère (11). — Puis, subitement, en 1339 et 1340 on trouve quelques actes commandés par Jean d'Arrablay (12); s'agit-il du même personnage? En tous cas, l'ancien maître de l'hôtel était mort dès le 14 mars 1349 (13).

5. — AURELZER (PIERRE), maître clerc en la grand chambre en novembre 1340 (1), porte le titre de maître des requêtes de l'hôtel, dans de nombreux documents, qui s'échelonnent d'avril 1346 à décembre 1349 (2), mais toujours à l'occasion de missions financières dans le Midi. On trouve pourtant quelques actes commandés par lui (3), surtout en mars 1350 (4).

6 — AUTEVILLE (AIMAR D') (*Aymardus de Alta Villa*), chanoine de Laon (1). Clerc en la grand chambre sur la liste du 12 novembre 1341 (2), présent au Parlement en mai 1345 (3), il commande, de septembre 1345 (4) à novembre 1347 (5) un certain nombre de lettres que l'on peut rattacher au titre de maître des requêtes de l'hôtel qu'il porte expressément en juillet 1346 dans deux commissions criminelles que le Parle-

(10) JJ 62, n° 435 (lettre de sauvegarde commandée par André de Florence et par lui); seulement, nous savons que les souscriptions des maîtres de l'hôtel sont toujours équivoques. — (11) X^{1a} 7, f. 93, v° (2 déc. 35); X^{1c} 2^a, n° 3 (9 janv. 36). — (12) JJ 72, n°s 57 et 63; JJ 73, n° 258. Ce dernier doc., de nov. 1340, est signé « par le Roy en ses Requestes .. » — (13) Viard, *Journ. du trésor de Philippe VI*, n° 6141.

5. (1) Aubert, *Parlement*, 1^{re} série, I, 369. — (2) H. L. X, 980 (avril 1346)... *ibid.*, X, 1027 (2 nov. 1348); enfin Viard, *Journ. du trésor de Philippe VI*, n° 3389 (déc. 1349). — (3) Le premier que nous ayons relevé est : X^{1a} 8848, f. 230 (12 avril 1346). — (4) Ex. : JJ 78, n° 184.

6. (1) X^{1a} 7 f. 27 r° (1335). — (2) Aubert, *ibid.*, I, 371. — (3) Denifle, *Car-*

ment lui confie (6). Le 6 juin 1348, il obtenait gain de cause au Parlement à propos d'un canonicat qu'il prétendait lui avoir été conféré par le roi en l'église de Béthune (7).

7. — BARDILLY (LIGIER DE), chevalier. On le voit travailler au Parlement à partir de 1344 au plus tard (1) et recevoir de lui plusieurs commissions (2). Le 28 mars 1347, le roi le députe avec Ét. de Paris pour le règlement des dettes dues aux Lombards dans le bailliage de Troyes (3). C'est peu après qu'il entre aux requêtes de l'hôtel : le 7 mai 1347, le roi mande au Parlement que, l'ayant retenu maître des requêtes, il nomme à sa place au Parlement P. d'Orgemont (4). Il porte encore ce titre en mai 1348, à propos d'une commission qui lui a été confiée de requérir un subside aux gens de la sénéchaussée de Beaucaire (5), — et en décembre 1349 (6). Il commande des actes au moins jusqu'en juin 1350 (7).

8. — BARDOUL (Fouques), fut longtemps maître clerk en la Chambre des enquêtes (1). Le 4 janvier 1349, le roi le commit, avec P. de Hangest, pour, en l'absence du chancelier, sceller les lettres qui seraient présentées à l'audience à Paris,

tulaire, II, 563. — (4) *A. P.*, XIII, 297. — (5) JJ 76, n° 212. — (6) Guilhiermoz, *Enquêtes et procès*, pp. 495-6. — (7) X¹12, f. 240, v°.

7. (1) X¹11, f. 58, r° (27 nov. 1344). Nous avons ses gages à la Chambre des enquêtes pour mars 1345, n. st. (Viard, *Journ.*, 3558.) Il est présent au parlement en mai 1345 (Denifle II, 563) et le 16 juillet 1345 (X²4, f. 163). — (2) X¹8848, f. 227, v° (25 avril 1346)... X²5, f. 94, v° (8 févr. 1347). — (3) JJ 76, n° 18. — (4) App., IV, n° 10. — (5) *H. L.* X, 1023. — (6) Viard, *Journ.*, 3559 (pour le reste de ses gages du 1^{er} juin 1348 au 1^{er} févr. suivant, et pour ses manteaux, 39 l., 13 s., 7 den.) — (7) *A. P.* XVII, 26.

8. (1) V. les listes de nov. 1340 et 1341 (Aubert, *Parlement*, 1^{re} série, I, 370 et 372). Dans le « debentur » de ses gages pour avril et mai 1347, il se qualifie « clericus presidens in camera inquestarum » (*P. orig.*, 194, doss. Bardoul, n° 4); mais dans Viard, *Journ.*, 1673, à l'occasion de ses gages de déc. 1347-févr. 1348, il est seulement dit « clericus et consiliarius [in camera inquestarum]. »

du sceau du Châtelet avec le signet du Parlement comme contresceau (2). Était-il déjà alors maître des requêtes de l'hôtel? Nous ne saurions le dire. Toujours est-il qu'il porte ce titre le 2 octobre 1349 : le duc d'Orléans ayant du commandement du roi, nommé Bardoul son chancelier, le roi ordonne qu'il conservera néanmoins l'office de maître des requêtes de son hôtel (3). Il porte encore ce titre le 23 décembre 1349 (4), et plus tard encore sans nul doute (5). En octobre 1352 il est encore chancelier du duc d'Orléans (6). Après la bataille de Poitiers et la destitution de P. de la Forêt, il garda la chancellerie de France en qualité de « lieutenant » du chancelier ; son intérim cessa quand J. de Dormans fut nommé chancelier du régent (7). Doyen d'Angers dès 1356 (8), il devint en 1358 évêque d'Avranches et mourut avant le 22 août 1380 (9).

9. — BARRIÈRE (GUILLAUME DE LA), chevalier. Il fut d'abord sénéchal d'Agenais (1) puis de Périgord (2). Il commande des actes à partir de mai 1343 (3), et porte le titre de maître des requêtes de l'hôtel dans une lettre d'état que le roi lui accorde le 9 avril 1344 (4). Le 28 janvier 1346, on le voit pour la première fois joindre à ce titre celui de sénéchal de

— (2) Morel, *Grande Chancellerie*, pp. 498-9. — (3) *P. orig.*, n° 7 (« vidimus » du prév. de Paris, 16 sept. 1350). — (4) JJ 78, n° 247 (c'est une commission pour, avec J. de Dinteville, juger un procès criminel intenté par les hab. de Saint-Leu aux religieux du même lieu. — (5) Souscr. de mai 1350 : JJ 78, n° 234. — (6) *P. orig.*, n° 8. Sur l'état des gens du parlement pour le terme de la Saint-Jean 1352, il est marqué comme « clericus et compliarius noster, » aux gages de 5 s. par jour (Moranvillé, *Journ.*, p. 182). — (7) Morel, *Gr. Chancellerie*, p. 238 et n. 4. — (8) *Gall. Christ.*, XIV, 595). — (9) *Ibid.*, XI, 491.

9. (1) Entre le 11 août 1340 et le 25 juin 1341 (renseign. de M. Viard). — (2) Avant 1343 (Viard, *Lett. d'état*, p. 55, n. 4). — (3) JJ 75 n° 562. En même temps il siège au parlement : 30 juin 1343 (X^{2a} 4, f. 203 v°, il est indiqué aussitôt après les présidents). 15 déc. 1343 (X^{2a} 4, f. 211 r°) — (4).

Poitou (5). En juillet 1347 il reprend activement son service aux requêtes de l'hôtel (6). Le 14 décembre, il se qualifie conseiller du roi et du duc de Normandie et maître des requêtes de leurs hôtels, et donne quittance de 1440 l. t. pour ses dépens au voyage de Navarre, Aragon et ailleurs hors du royaume (7). Nous perdons alors sa trace jusqu'en juin 1350, date où il commande et signe à nouveau des lettres (8).

10. — BAUDET (Guy), doyen (1), — et ancien official (2), — de Paris. Clerc en la grand chambre sur l'état de 1328 (3), chargé de mission diplomatique en Angleterre en février 1331 (4), il commande à partir de juin 1331 (5), jusqu'en octobre 1334 (6), de nombreux actes qui prouvent qu'il était alors aux requêtes de l'hôtel, quoique la liste de 1331 porte seule son nom expressément. — En 1332 il était présent à l'arrêt contre Robert d'Artois (7), en 1333 il était chargé d'une mission près du Pape (8). Chancelier sans doute depuis le 3 mars 1335 n. st. (9), il fut ensuite évêque de Langres (10) et mourut, d'après le P. Anselme, au début de 1338 (11).

11. — BAUDRI (Simon), chantre de Lisieux (1). Les actes commandés par lui s'étendent de septembre 1341 (2) à mars 1350 (3), ils sont d'ailleurs relativement peu nombreux. Il est

Viard, *Lett. d'état*, n° 204. — (5) *A. P.* XIII, 319 ; Cf. 29 mai 1346 (*P. orig.* 204, doss. Barrière, n° 5). — (6) *Ex* ; JJ 68 n° 318. — (7) *P. orig.* n° 6. — (8) JJ 73 n°s 233 et 236.

10. (1) Dès 1332 : *Gall.* VII, 209. — (2) Hellot, *Chron. paris. anonyme*, 157. — (3) *Infrà.* — (4) Déprez, *Guerre de cent ans*, 72, n. 3. — (5) JJ 66, n° 588. — (6) JJ 66, n° 1388. — (7) *Fr.* 18437, f. 90 v°, col. 4. — (8) Viard, *R. Q. H.* XLIV, 211. — (9) JJ 69, f. 1 r°. — (10) Il est cité comme élu de Langres dès févr. 1336 d'ap. P. Anselme II, 214 ; Cf. Déprez, *ibid* ; p. 410 (13 mars 1336). — (11) VI, 324.

11. (1) *P. orig.* 222, doss. Baudri (5011), n° 4, (2 août 1355). — (2) JJ 74 n° 583. Il était déjà présent en mai 1339 à l'expédition de lettres d'état par une assemblée très nombreuse tenue à Conflans (X^{1a} 8847, f. 4 r°). — (3) JJ 78,

qualifié expressément maître des requêtes dans de nombreux documents de juillet 1342 (4) à septembre 1349 (5). C'est sous ce titre qu'il assiste, à Amiens, avec le sire de Ham, aussi maître des requêtes, et le bailli d'Amiens, à un accord (6), — qu'il est commis par le roi pour statuer sur des procès entre le procureur du roi et les religieux de Saint-Joce (7), pour amener un accord ou enquêter sur un débat entre le sire de Préaulx et les habitants de Rouen (8) pour procéder contre les Lombards usuriers (9), pour faire enquête secrète contre des individus accusés de trahison (10). — Il siège aux deux échiquiers de 1349 et à celui de la Saint-Michel 1350 (11). En 1350 il requiert un subside en Normandie pour l'armée de la mer (12).

12. — BERTRAND (PIERRE) avait été réformateur en la sénéchaussée de Beaucaire, en 1315 (1), avant d'être qualifié, sur les listes de juillet et décembre 1316, de *clerc suivant*. Les actes, assez nombreux, commandés par lui et que l'on peut rattacher à cette qualité, s'échelonnent de février 1317 (2) à septembre 1319 (3). Cela ne l'empêche pas, entre temps, de recevoir des missions diplomatiques (4) ou autres (5), et de siéger au parlement (6) ou à l'échiquier (7). Archidiacre de Clermont (8), on sait qu'il devint en 1320 évêque de Nevers,

n^{os} 259 et 260. — (4) *Ord.*, XII, 68. — (5) *P. orig.*, n^o 3 (27 sept.) — (6) X^{1a} 13 f. 146 (juill. 1344). — (7) La commission est du 12 août 1344, le jugement du 22 nov. (JJ 75, n^o 590). — (8) JJ 74, n^o 192 (28 janv. 1345). — (9) X^{2a} 5, f. 96 (19 mars 1347). — (10) JJ 79^a n^o 29 (24 avril 1347). — (11) *P. orig.* 546, doss. Bucy n^o 5 ; 222, doss. Baudri (5011) n^{os} 2 et 3. — (12) *P. orig.* 222, doss. Baudri (5005) n^o 4 (11 octob.)

12. (1) Langlois, *Inv. de Mignon*, p. 363 et n^o 2736. — (2) Ex : JJ 54^a, n^o 23. — (3) Ex : JJ 59, n^o 49. — (4) Lehugeur, *Phil. le Long.*, p. 142, n. 2. — (5) *ibid.*, 100 n. 3 et 107. — (6) Ex : *Act. parl.* n^{os} 5185, 5727, 5817. — (7) N. a. fr. 20025, f. 73 (échiquier de la St.-Michel 1316, compte orig.) — (8) *ibid.*

puis d'Autun (1322) (9), et enfin, en déc. 1331. cardinal. Il mourut en 1348 ou 1349 (10).

13. — BERTRAND (GUILLAUME), chanoine de Paris en janvier 1327 (1), est cité le troisième des suivants du roi sur la liste de 1328 et des clercs des requêtes sur l'état de 1329-30. Depuis lors, on ne voit plus son nom accompagné de ce titre officiel, mais les actes qu'il commanda en cette qualité se poursuivent nombreux de janv. 1329 (2) à mars 1331 (3). Il dut quitter à cette époque le service des requêtes (4) : c'est alors, en effet, qu'il fut, au refus de Guill. de Sainte-Maure, nommé évêque de Noyon (5). Il fut ensuite transféré aux sièges de Bayeux (6) puis de Beauvais (7) et mourut en mai 1356 (8) — On l'a confondu (9), évidemment à tort, avec un homonyme qui était, lui, chevalier, et qu'on trouve présent au parlement en mai 1345 (10).

14. — BOIS (PHILIPPE DU), archidiacre d'Avranches (1), est qualifié de maître des requêtes de l'hôtel par le journal du trésor en juillet 1349 : il y est mentionné comme ayant, en 1347.

— (9) C'est en cette qualité qu'il fut en 1329-30, dans la célèbre dispute de Vincennes, l'adversaire de P. de Cugnières. — (10) *Gall.* IV, 408 à 412. Cf. sur ce personnage H. L. IX, 459-460.

13. (1) Denifle, *Cartulaire*, II, 295. — (2) JJ 66, n° 201. — (3) Ex : JJ 66, nos 461-2. En ce court espace de temps, nous trouvons plus de 130 actes commandés par lui. — (4) Le 6 octob. 1331, le roi parle de «... le esleu de Noion ou temps qu'il estoit aus requestes de nostre hostel » (fr. 25698 n° 23). On trouve pourtant encore en mars 1332 n. st. deux actes commandés par lui (Viard, *Doc. par.* I, 154 et JJ 66, n° 884), nous ne nous expliquons pas bien ce fait, — d'autant qu'il eût dû figurer comme évêque de Noyon. — (5) Le 1^{er} mars 1331 (Denifle, *Cartul.*, II, 564, n. 1). — (6) 23 janv. 1338 (*ibid.*). — (7) 14 mai 1347 (*ibid.*) — (8) *Gall.* IX, 751. — (9) Aubert, *Parlement*, 1^{re} série, II, 326. — (10) *Ord.* II, 229.

14. (1) Dès le 19 avril 1333 : X^{1a} 6, 314 r^o. — (2) Viard, *Journ.* n° 1975 ; Cf. *ibid.*, 2587 et Blanchard, *Généal.*, p. 19. — (3) JJ 77, n° 64 (avril 1347).

recouvré des deniers des décîmes du diocèse de Bayeux à convertir pour l'entretien de l'armée navale (2). Nous connaissons pour notre part un seul acte commandé par lui (3).

15. — BOUCHER (JEAN LE), laïque mais non chevalier (1). Il est cité le 3^e des lais suivants dans les états de juillet et de décembre 1316 et figure sur les rôles du parlement des mêmes dates. C'est même bien moins aux requêtes de l'hôtel (2) qu'au parlement que nous saisissons les preuves de son activité : on le trouve présent à plusieurs arrêts (3) et chargé d'enquêtes (4); il expédie de Paris — comme membre de la grand chambre — d'assez nombreuses lettres de justice (5). Nous connaissons d'ailleurs les gages qu'il toucha pour les parlements de 1318 et 1319, ils étaient de 10 sous par jour (6) — Enfin, il fut envoyé plusieurs fois à l'échiquier de Rouen (7).

16. — BROCE (G. DE) Malgré que nous n'ayons trouvé aucune souscription à son nom, et que son admission sur notre liste porte à 7 le nombre des *suivants* en décembre 1316, il nous semble impossible de ne pas le considérer comme clerc suivant à cette époque : l'accolade qui réunit ces personnages en tête des clercs de la grand chambre sur la liste de décembre 1316 embrasse son nom (1), or c'est bien intentionnellement qu'il a été mis à cette place, car sur la liste de juillet (2) et même

15. (1) Son nom n'est pas précédé de *messire* ou de *mgr* comme celui des deux autres suivants lais, dans les états de juill. et déc. 1316. En outre, sur la liste de l'échiquier de 1317 (Delisle) il est nettement distingué de ceux qui le précédent immédiatement et auxquels seuls s'applique le titre de chevaliers. — Cf. Lehugeur, *de hosp.*, p. 30. (2) Nous connaissons une seule souscription qu'on puisse avec quelque sécurité rattacher à ce titre : JJ 56, n° 275 (juin 1318). — (3) *Olim.* II, 634 et 660. — (4) *Act. parl.* 4827 et 5832. — (5) V. surtout X^{2a} 2 f. 49 v° (17 mars 1318), Cf. f. 33 et 41. — (6) Viard, *Journ. du trésor de Ch. le Bel*, n° 856. — (7) Delisle, *Baillis*, 107, n. 17 (St-Michel, 1317 ; JJ 55, n° 135 (mars 1319.)

16. (1) *Infrà* p. 263. — (2) *Act. parl.*, 4482^a. — (3) *ibid*, 4490^a. — (4) *H.*

sur la première liste de décembre (3) il figurait beaucoup plus bas. — C'est sans doute lui qui, de doyen de Bourges, devint évêque de Rieux (4), puis du Puy (5), puis de Meaux (6), enfin archevêque de Bourges (7) et de Sens, et mourut le 13 déc. 1338 (8).

17. — BRUGIÈRE (HELIE LE LA). — Sans doute est-ce ce même « legum doctor » (1) que l'on trouve, dès avant 1340, juge du pariage de Cahors (2), juge mage de la sénéchaussée de Périgord (3) et chargé de diverses commissions dans le midi (4). — Il est clerc en la grand chambre du parlement sur la liste de nov. 1340 (5). Le 5 juin 1345, il se qualifie maître des requêtes de l'hôtel, et agit avec le sénéchal de Saintonge comme commissaires du roi « deputez sur la pourveance et ourdenance des chateaus et fortileces seurte et garde du pays de Xanctonge » (6). Les lettres commandées par lui sont rares, presque toutes, — une dizaine —, massées en 1347. Le 12 avril 1348, le roi l'envoie aux habitants de la Rochelle pour les amener à traiter avec les habitants des villes voisines au sujet d'une imposition sur les vins (7). Il y est encore qualifié maître des requêtes de l'hôtel, mais alors que dans les documents précédents il est présenté comme clerc, ici il est dit chevalier.

18. — BUCY (SIMON DE), chevalier, a fait l'objet de très bonnes études (1). — Entré au service du roi vers 1330 (2), on le

L. IX, 369, X, *notes*, p. 75, § 4, *Gall.* XIII, 186. — (5) *Gall.* II, 722. — (6) VIII, 1633. — (7) II, 79. — (8) XII, 73.

17. (1) *Ex* : JJ 71, n° 49. — (2) X^{1a} 6, f. 197 r° (6 juill. 1331). — (3) JJ 70, n° 355, (18 juill. 1335). — (4) *Ex* : H. L. X., 836 (23 janv. 1339). — (5) Aubert, *Parlement*, 1^{re} série, I, 369. — (6) *P. orig.* 543, doss. Bruyère, n° 2 (éd. Bertrand, *Et sur les chroniques de Froissart*, p. 24, n. 1). — (7) X^{1c}, 4^a, n° 200. Dans le texte de l'accord, (mardi après la Pentecôte), il ne se dit plus que « chevalier du roi ».

18. (1) Valois, *Conseil du roi*, pp. 5 à 9 ; Cf. Aubert, 1^{re} série, I, 78 à

trouve procureur du roi vers 1332 (3), et président lai au parlement dès 1336 (4); il y est premier président dès 1345 (5). — Quand entra-t-il aux requêtes de l'hôtel? Nous ne saurions le dire (6); mais on trouve dès juillet 1343 un acte commandé par lui qui n'a aucun rapport avec ses fonctions de président (7). Il porte, en tous cas, formellement le titre de maître des requêtes de l'hôtel en juillet 1349 (8). — Il a d'ailleurs, dans ce service comme au parlement, une place prépondérante : le 6 avril 1351, le roi l'ayant retenu de son conseil secret, déclara lui réserver ses états antérieurs de premier président au parlement et de *premier maître des requêtes de l'hôtel* (9). — En 1359, il cumule toujours les trois titres (10) — Il mourut le 7 mai 1368 (11).

19. — CHALANÇON (HUGUES DE), chantre de Clermont (1).
— Est inscrit comme clerc en la grand chambre au rôle de juillet 1316 (2); momentanément affecté aux requêtes de la langue d'oc et aux enquêtes comme jugeur (déc. 1316) (3), il ne tarde pas à revenir à la grand Chambre (4), dans les années qui suivent, il siège au Parlement (5), où il est toujours inscrit comme clerc à la grand Chambre (6)

82. — (2) JJ 81, n° 309, sign. p. Valois, p. 6, n. 1. — (3) X² 4 f. 139 (« procureur général » dans ses lettres d'anoblissement, de mai 1336). — (4) Guilhaumez, *Enq. et procès*, p. 637 ; Cf. la liste de 1338. (Clair. 754, f. 219). — (5) *Ord.* II, 221 (11 mars) : il est cité le premier des trois présidents ; il est dit « primus presidens » le 18 nov. 1348 (Delachenal, *Avocats*, p. 414). — (6) D'après Valois, p. 6, B. serait devenu premier maître des requêtes en 1331. Cette erreur vient d'une faute d'impression commise dans l'art. de la *R. Q. H.* que cette partie du livre reproduit un peu modifié : M. Valois y citait les lett. de compatibilité de 1351, on a imprimé 1331. — (7) JJ 74, n° 487, (amort. commandé à Orléans). — (8) JJ 78, n° 247, Cf. aussi X² 5 f. 187 v° (22 mars 1350) et X¹ 12, f. 383 (22 mai 1350). — (9) Valois, *Et. histor. sur le Conseil*, p. XII, n. 3. — (10) *Ord.* III, 346 (28 mai). — (11) Aubert, p. 81.

19. (1) Ex. : Delisle, *Baillis*, 107, n. 17. — (2) *Act. parl.*, 4482^a. — (3) *Ibid.*, 4490^a. — (4) *Infrà*, p. 263. — (5) *Olim.*, II, 634 et 660, etc. — (6) *Act.*

en reçoit des commissions (7), siège aussi à l'échiquier (8), est chargé des missions les plus diverses (9). A partir de juin 1324 (10), des actes commandés par lui, et qui deviennent très nombreux en 1325, indiquent qu'il est entré au service des requêtes de l'hôtel, et, de fait, à la Pentecôte 1326, il est indiqué le 3^e parmi les quatre clercs des requêtes (11) et les actes qu'il commande continuent à se presser très nombreux jusqu'en février 1328 (12). Ses nouvelles fonctions ne l'empêchèrent pas d'ailleurs de vaquer encore soit à des commissions judiciaires (13), soit à des missions diplomatiques (14). — Il mourut dans le courant de 1328 (15) — Docteur *in utroque*, il a mérité comme canoniste un article dans *l'Histoire littéraire* (16).

20. — CHAMAILLART (MAURICE), doyen de Saint-Martin-de-Tours (1), puis de Tournai (2). Il était présent à la lecture d'un arrêt au Parlement le 13 janvier 1334 (3). Il ne dut pas tarder à entrer au service des requêtes de l'hôtel : il y commanda, de mars 1335 (4) à décembre 1347 (5) une grande quantité d'actes. Nombreux sont d'ailleurs les cas, de mai 1340 au 10 juillet 1350, où il porte le titre de maître des requêtes (6).

parl., 5899^a (1319) et 6930^a (1322). — (7) Ex. : *Act. parl.*, 6396, 6660, 6786, etc. — (8) Delisle, *Baillis*, 107, n. 17 (1317) JJ 55, n^o 135 (1319), Viard, *Journ. du trésor de Ch. le Bel*, nos 657 et 1769 (1322), 2998 et 4155 (1323). — (9) Ex. : *H. L.*, X, 602 (demande de subside au Concile provincial de Clermont pour la guerre de Flandres). — (10) JJ 62, n^o 183. — (11) Clairamb., 833, p. 717. — (12) JJ 65^a, n^o 15. — (13) *Act. parl.*, 7637 (sept. 1324)... X^{1a} 8844, f. 307 (7 févr. 1327). — (14) V. notamment Déprez, *Guerre de Cent ans*, p. 19, n. 5 (a^o 1325). — 15) Sur l'état du Parlement de 1328 figure « M^e Jehan jadis frere le chantre de Clermont » (*infra*, p. 273). — (16) *Hist. litt.*, XXII, 589 (Hauréau).

20. (1) Le roi le présenta en cette qualité au chapitre le 26 mars 1336 (Grandmaison, *Cartulaire*, I, 62, n. 2). — (2) X^{2a} 5, f. 208 v^o (10 juill. 1350). — (3) X^{1a} 6, f. 345. — (4) Ex. : JJ 69, n^o 17. — (5) Ex. : JJ 76, n^o 29. — (6) Ex. : Clair. 27, n^o 2011 (28 mai 1340)... *Ord.*, XII, 68 (Juillet 1342)...

Entre temps il siège au Parlement (7) et est chargé des missions les plus diverses (8). On le trouve encore au service du roi dans les premières années du règne de Jean le Bon (9).

21. — CHAPPES (PIERRE DE), avait déjà siégé au Parlement (1) et été chargé de missions en province (2) avant juillet 1316, date où on le trouve *clerc suivant* ; il l'était encore en décembre 1316 et le resta sans doute jusqu'au moment où, Pierre d'Arrablay ayant été promu cardinal (3) il lui succéda comme chancelier de France, au début de 1317 (4). Il exerça ces fonctions jusqu'au 24 janvier 1321 (5).

Chanoine de Reims (6), chanoine (7) et trésorier (8) de Laon, il devint évêque d'Arras en 1320 (9). Transféré en mai 1326 au siège de Chartres (10) nommé cardinal en 1327 (11), il mourut en 1336 (12).

Viard, *Lett. d'état*, n° 526 (14 fév. 1348)... X^{2a} 5, f. 208 v° (10 juill. 1350). — (7) Il est présent, le 11 sept. 1341, au Conseil du Parlement (X^{2a} 4, f. 46). — (8) Il est chargé de contracter des emprunts pour le roi en Touraine (28 mai 1340, clair. 27, n° 2011), de négocier une aide en Touraine (rend compte, 30 août 1341, P. 2291, p. 565), Cf. Viard, *Lett. d'état*, n°s 526 et 583. — (9) Ex. : Luce, *du Guesclin*, p. 516, n. 3 (9 sept. 1351), Moranvillé, *Journ. du Trésor*, n° 199 (mars 1354) ; s'il s'agit ici du même personnage, la *Gall. Christ.*, XIV, 182 a commis une erreur en le disant mort en octobre 1352.

21. (1) Du Tillet, *Rec. des grands*, p. 38 (Toussaint, 1314). — *Act. parl.*, 4474 (1^{er} juin 1316). — (2) Langlois, *Mignon*, p. 363 et n° 2739. — (3) Dès le 17 ou 18 déc. 1316 (Delisle, *Baillis*, 217, n. 6. — (4) Trouvant en janv. 1317 un acte encore commandé « per P. de Capis » (JJ 54^a, n° 80), nous ne pensons pas qu'il fut fait chancelier dès déc. 1316, mais seulement en janvier 1317 : JJ 54^a contient les lettres expédiées en cire blanche de son temps (Lehuteur, *de hosp.*, 49), or, le premier acte de ce registre est du 26 janv. 1317 ; dès lors la date donnée par le P. Anselme (mercredi après la S. Vincent) pourrait bien être exacte. — (5) Borrelli de Serres, *Rech.* 1, 389. — (6) Langlois, *Mignon*, 2739. — (7) *Act. parl.*, 5429. — (8) Douet d'Arcq, *Nouv. comptes de l'argent*, p. VII. — (9) Lehuteur, *Phil. le Long*, 209 et 336. — (10) *Gall. Christ.*, VIII, 1172. — (11) Langlois, *Mignon*, n° 201 (19 déc.). — (12) *Gall.*, *ibid.*

22. — CHARNI (ROBERT DE), chevalier ; maître lai en la grande chambre du Parlement dès 1340 et 1341 (1), il assiste aux échiquiers de 1340, 1343 et 1344 (2) ; en janvier 1346, envoyé en Normandie il obtient une lettre d'état (3) ; en février il est chargé, avec Jacques la Vache, d'enquérir à Monstervilliers sur certains larçons (4). Peut-être est-ce déjà comme maître des requêtes qu'il commande une lettre en octobre 1346 (5) : le 7 mai 1347, le roi, l'ayant retenu maître des requêtes donne sa place de lai au Parlement à Al. de Crèveœur (6). Nous avons le *debentur* de ses gages « cum aliis dominis meis in magna camera parlamenti » pour 20 jours de décembre 1347, ils sont calculés à raison de 10 s. par. par jour (7). Il mourut vers 1350 (8).

23. — COCH (HERVÉ LE) chevalier. Il était en mai 1333 maître de l'hôtel du comte d'Alençon (1). A la fin de 1340 (2) ou au moins en juillet 1341 (3) il commence à commander des lettres. Il porte expressément le titre de maître des requêtes sur l'état de juillet 1342. En mai 1343, c'est sous ce même titre qu'il est avec Oudard de Ham commis pour punir les coupables d'une rébellion commise à Orléans (4). Le 12 juin 1344 (5), il est parlé d'un appel interjeté d'une sentence interlocutoire rendue pour lui par les requêtes de l'hôtel, il portait encore le titre de

22. (1) Aubert, *1^{re} série*, I, 369 et 371. — (2) *P. orig.*, 683, doss. Charny, nos 2 (St-Michel), 3 (Pâques) et 4 (St-Michel). — (3) Viard, *Lett. d'état*, n° 280. — (4) *P. orig.*, n° 7 (cf. Viard, *Journ.*, 2157). — (5) JJ 77, n° 18. C'est, avec un acte de janv. 1349 (JJ 77, n° 259), le seul que nous ayons relevé à son nom. — (6) *App.*, IV, n° 10. Le 24 août, il porte encore le même titre : le roi nomme lai des enquêtes son fils Jean (Lenain, XIV, f. 283). — (7) *P. orig.*, n° 8 (cf. Viard, *Journ.*, n° 1650. — (8) Aubert, *Parlement*, *1^{re} série*, II, 321, n. 3.

23. (1) JJ 75, n° 574 (sign. p. Viard sous *Journ. de Ch. le Bel*, 3345). Il l'est encore en août 1336 (Viard, *Journ. de Philippe VI*, sous n° 1109). — (2) *H. L.*, X, 857. — (3) JJ 72, n° 25. — (4) *P. orig.*, 1469, doss. Ham, n° 2. —

maître des requêtes. De même le 22 octobre 1346 quand le roi le commit, avec R. Mulet, sur un débat entre les habitants de Reims et les religieux de Saint-Nicaise (6). Il commande encore des lettres en décembre 1347 (7).

24. — COMPIÈGNE (GILLES DE) (1), fut bailli de Sens de 1273 à 1279 (2) et administra entre temps la régale de l'év. de Noyon (3). Prévot de Paris de 1281 à 1284 (4), il émargeait en 1285, pendant l'expédition d'Aragon, au budget de l'hôtel (5). La même année on faisait une enquête pour savoir s'il était gentilhomme et elle paraît lui avoir été favorable (6). En 1286 il entend les plaids de la porte. En 1284, 87, 88, 89 et 90 il siège aux grands jours de Troyes, où il se qualifie de « familiaris regis » (7). Il assiste aussi au Parlement de 1294 (8). Son héritier est cité en 1306 (9).

25. — CONFLANS (EUSTACHE DE), avoué de Théroutanne, chevalier, porte le titre de maître des requêtes de l'hôtel en mai 1327 (1); les actes qu'il dut commander à ce titre s'étendent de mars 1325 (2) à février 1334 (3). Il était mort au plus tard en octobre 1336 (4).

26. — CONVERS (PHILIPPE LE) (*Philippus de Villapetrosa, alias Conversi*) avait été chargé dès le règne de Philippe le Bel des

(5) App., II, n° 53. — (6) Varin, *Arch. adm.*, II², 1125. — (7) JJ 76, nos 24, 45.

24. (1) Cf. Chénon dans *N. R. H.*, 1907, p. 332, n° 7. — (2) Delisle, *Baillis*, 39-40. — (3) Langlois, *Mignon*, n° 253 et Borrelli de Serres, *Rech.*, I, 133. — (4) Delisle, *Baillis*, 28. — (5) *H. Fr.*, XXII, 722. — (6) *Act. parl.*, 2547^a. — (7) Delisle, *Baillis*, 28, et Chénon, *loc. cit.*, avec les preuves au cours de l'article. — (8) Borrelli de Serres, *Rech.*, I, 213, n. 6. — (9) *H. Fr.*, XXII, 767.

25. (1) JJ 64, n° 632. — (2) JJ 62, n° 280. — (3) JJ 66, n° 1329 (ces actes, d'ailleurs assez rares, se groupent surtout en 1332 et 1333. Citons pourtant JJ 66, n° 175 (déc. 1329 : in Requestis hospicii per advoatum Morinensem). — (4) P. 2291, p. 240.

missions les plus diverses (1), et ce roi, après l'avoir comblé de faveurs, le mit au nombre de ses exécuteurs testamentaires (2). — Nous avons déjà dit pourquoi il peut être considéré comme portant déjà dans l'ord. (sans date) de l'hôtel de Philippe le Bel le titre de maître des requêtes (3). Nombreux sont, au trésor des chartes, les actes commandés par lui et que l'on peut rattacher à cette qualité (4). — Il ne figure pourtant pas sur les listes de suivants de 1316 et de 1320, mais cela n'a rien d'absolument surprenant, car l'ord. du 17 nov. 1317, qui, elle, le qualifie sans ambages de *clerc des requêtes*, lui fait une situation exceptionnelle (5), qui lui est confirmée dans l'ord. de janv. 1322. où on le voit pourtant rentré dans le cadre normal des clercs des requêtes. Dans ce service il déploie, — presque sans interruptions, — une activité considérable, attestée par le nombre extraordinaire d'actes commandés par le roi « à sa relation » (6) : mais ils cessent totalement et brusquement après décembre 1322 (7). Il semble qu'il dut alors abandonner toute fonction dans l'administration royale ; en tous cas il ne figure pas à la Pentecôte 1326 sur la liste des clercs des requêtes. Il vivait pourtant encore à cette époque : il mourut entre le 6 janvier 1327 (8) et le mois de juillet, de la même année (9).

26. (1) D'ap Borrelli de Serres, *Rech.*, I, 350, n. 2, deux maîtres auraient successivement porté ce nom, oncle et neveu ; cela nous engage à ne pas trop appesantir sur cette époque. — (2) *Not. et extr.*, XX², 234. — (3) *Suprà*, p. 31, n. 1. — (4) JJ 44, nos 13 et 14 (mars 1307). Ils sont très nombreux à partir de 1309 (Ex. : JJ 42^a, n° 140 (1309)... *A. P.*, XI, 109 (1315). — (5) *Suprà*, p. 61. — (6) Ils sont surtout nombreux en 1317 et dans les premiers mois de 1318. Il n'y a guère de mois où nous ne trouvions des actes commandés par Ph. le Convers ; il semble donc avoir usé du droit que lui donnaient les ordonnances d'être toujours « à cour » quand il voudrait. Quant au nombre d'actes commandés, il laisse bien loin derrière lui les autres maîtres, et même Mauconduit. — (7) Ex. : JJ 61, n° 170. — (8) Denifle, *Cartul.*, II, 295. — (9) JJ 64, n° 516. — (10) V. *infra*, v° Mauconduit. —

En 1313, le roi l'envoie avec Mauconduit opérer, en son nom, et moyennant finance, des affranchissements en Vermandois (10), et le commet en 1319 pour procéder à l'assiette de certains biens au profit de Robert d'Artois (11). Inscrit en 1311 sur les états du parlement et de l'échiquier (12), il figure encore, en décembre 1316, parmi les clercs de la grand' chambre (13) et travaille effectivement au parlement (14).

Nombreux sont les bénéfices ecclésiastiques dont il fut, — successivement ou simultanément, — titulaire ; il fut notamment archidiacre de Brie en l'église de Meaux (15), archidiacre d'Eu (16), enfin trésorier de Reims (17).

27. — COQUEREL (FREMIN DE), doyen de Paris (1). Maître clerc au parlement sur les listes de 1336 (2), 1338 (3) et 1340 (4). Il commande des lettres dès décembre 1341 (5). Il est compris sur l'état des maîtres des requêtes de l'hôtel de juillet 1342 ; c'est aussi sous ce titre qu'il assiste à un compromis passé à Orléans entre deux parties le 24 juillet 1343 (6), et qu'il va à Avignon en 1344 et 45 pour les affaires du roi (7) ; mais il paraît avoir fait aux requêtes un service assez peu suivi (8). — Il succéda à Guill. Flote comme chancelier le 6 janv. 1348 n. st. (9). A la fin de cette même année il joignit à ce titre la

(11) JJ 58, n° 310. — (12) Langlois, *Textes*, 178 et 180. — (13) App. IV, n° 3. — (14) Ex. : *Act. parl.*, 4474 (1316)... 5727 (1319). — (15) Ex. JJ 41, n° 33 (18 avril 1309), JJ 49, n° 127 (sept. 1313). — (16) Ex. : JJ 49, n° 143 (janv. 1314), JJ 53, n° 77 (mars 1317). — (17) Ex. : JJ 58, n° 310 (janv. 1319). C'est sous ce titre que, de 1317 à 1322, il commande la plupart des lettres.

27. (1) Il l'est déjà le 16 avril 1345 (*P. orig.*, 849, doss. Coquerel, n° 4). — (2) Guilhiermoz, *Enq. et procès*, 637 n. — (3) Clair. 754, f. 219. — (4) Aubert, *1^{re} série*, I, 368 — (5) Ex. : JJ 73, n° 306. — (6) X^{1e} 3, n° 29. — (7) *P. orig.*, nos 3, 2 et 4, cf. Molinier, *Chron. normande*, 317, n. 2. — (8) Nous n'avons relevé que huit actes commandés par lui, de déc. 1341 à juin 1347 ! — (9) P. Anselme, VI, 329. — (10) Aux environs de décembre, d'ap.

qualité d'évêque de Noyon (10), mais mourut peu après (11). — On doit se garder de le confondre avec deux homonymes : l'un, qui avait été prévôt de Paris, puis bailli de Vermandois (12), puis maître lai du parlement (13) et qui mourut avant le 6 décembre 1325 (14), — l'autre, bourgeois d'Amiens, qui fut membre du conseil après mars 1357 (15).

Courtonne
(cf. Langlois)

28. — CORTONE (GÉRARD DE), chanoine de Paris (1). figure sur la liste des 11 clercs du parlement en 1311 (2), et semble y avoir travaillé auparavant (3). Il fut chargé aussi de missions diverses dans le midi (4). En 1313 il fut envoyé au roi d'Angleterre pour le requérir de donner trêves aux gens d'Écosse (5). — Nous pensons qu'il est visé dans l'ord. (sans date) de l'hôtel de Philippe le Bel comme clerc des requêtes (6); nombreux sont les actes qu'il commanda en cette qualité, ils s'échelonnent de 1309 (7) à 1313 (8). Ce doit être en la même qualité qu'il figure, au 1^{er} semestre 1313, sur la liste des pallia clericorum, entre Mauconduit et Ph. le Convers (9). — Évêque de Soissons depuis 1313 (10) (il assista en cette qualité aux grands jours de Troyes de 1320) (11), il l'était encore le 12 sept. 1331 (12), mais mourut peu après (13).

X^{1a} 12, f. 480 v^o, le 14 nov. d'ap. Denifle, *Cartul.*, II, 653. — (11) Il est déjà mort en nov. 1349 (Viard, *Journ.*, 3075). — (12) Delisle, *Baillis*, 32 et 75. — (13) Juillet 1316 et octobre 1322 (*Act. parl.*, 4482^a et 6930^a). — (14) *Act. parl.*, 7731. — (15) Cf. Valois, *Conseil*, 48, n. 4.

cf. H. L. de
Langlois
III^e, 22

29. (1) Picot, *Ass. sous Phil. le Bel*, p. 544 (a^o 1308). — (2) Langlois, *Textes*, 178. — (3) *Olim.*, III, 142 et 431, (a^{is} 1305 et 1310). — (4) Notamment il fut à plusieurs reprises commis pour faire vendre les biens des juifs (ex. : *H. L.*, IX, 292), en 1311, il fut réformateur dans la sénéchaussée de Carcas-sonne (Langlois, dans *Rev. histor.*, 1909, p. 90, n. 3), etc. — (5) Bréquigny, VIII, 243. — (6) *Suprà*, p. 31, n. 1. — (7) *Fr.* 25697, n^o 49 (5 juin 1309). — (8) *JJ* 48, n^o 207 (mars). — (9) *Suprà*, p. 31, n. 1. — (10) *Gall.*, IX, 372. — (11) Clair. 470, f. 41. — (12) *P.* 2291, p. 270. — (13) *Gall. ibid.*

29. — CUGNIÈRES (PIERRE DE, chevalier. Nommé bailli de Sens le 10 juin 1322 (1), il est porté, dès le 10 octobre, sur la liste des lais de la grand chambre (2). À partir de 1325 au plus tard sa situation au Parlement est exceptionnelle : il y touche des gages de 500 liv. par an (3) ; cette condition spéciale est à nouveau constatée en 1328 dans la pièce *Anciennement* (4) ; sur la liste du Parlement de 1328 il figure simplement le premier des lais (5) ; enfin *l'avisement au roy* de 1330 lui donne formellement, — pour la première fois à notre connaissance (6) — le titre de président (7). En 1336 il est marqué le premier des présidents (8). — En mai 1327 il est qualifié maître des requêtes de l'hôtel (9), et, si les actes qu'il commanda en cette qualité sont surtout abondants dans les premières années (10), nous en possédons encore assez pour l'époque postérieure pour affirmer qu'il continua à cumuler ses fonctions de maître des requêtes avec sa haute situation au Parlement : nombreux sont les actes expédiés par lui à la suite du roi et qui n'ont aucun rapport avec son titre de président : ils se poursuivent au moins jusqu'en mai 1343 (11). — Le 28 févr. 1344 il prête serment comme président en la chambre des comptes (12) ; le 13 déc. 1345 il était encore

29. (1) Delisle, *Baillis*, 43. — (2) *Act. parl.*, 6930^a. — (3) Viard, *Journ. de Philippe*, VI, n° 3. — (4) Viard, dans *Bib. Ec. ch.*, 1890, p. 264. — (5) *App.*, IV, n° 7. — (6) C'est à tort, selon nous, que Aubert, *1^{re} série*, II, 316, n. 3, dit P. de Cugnières 2^d président en 1324, d'ap. un acte signé par lui « et alios presidentes in camera placitorum » (X^{1a} 5, f. 417) ; cet acte a été expédié « vacante parlamento », et il doit s'agir des maîtres chargés du service des vacations (cf. *suprà*, p. 97, n. 2). — (7) Clair, 754, f. 216 (cf. sur la date Borrelli de Serres, II, 278). — (8) Guilhernoz, *Enq. et procès*, 637. (9) JJ 64, n° 632. — (10) Nous en trouvons dès juillet 1326 (Ex : JJ 64, n° 302). — (11) JJ 74, n° 458. (L'autre officier qui a commandé l'acte est Ph. de Trie ; le texte même porte qu'il y a eu enquête vue par les gens des requêtes de l'hôtel). — (12) P 2291, p. 647. — (13) Viard, *Journ.*, n° 198.

conseiller du roi à la même chambre (13). Il mourut peu après (14).

Nous n'indiquerons pas sur Cugnières les missions, — notamment diplomatiques — dont il a pu être chargé : d'abord parce qu'on ne saurait dire qu'il les reçut plutôt comme maître des requêtes que comme président, ensuite parce que M. Aubert a déjà étudié avec beaucoup de soin sa carrière (15). Mais son titre de maître des requêtes n'avait jamais, à notre connaissance, été signalé ; il n'est pourtant pas sans intérêt, au point de vue de l'histoire même des institutions (16).

30. — ERQUERY (SIMON B'), chevalier, fils d'Herpin d'Erquery panetier de France (1). Il commande des actes, comme maître des requêtes certainement, depuis octobre 1334 (2). Le 17 juill. 1337 il prend le titre de maître des requêtes de l'hôtel dans un acte qu'il fait avec Le Galois de la Baume, comme commissaires députés par le roi en Languedoc (3). Le 13 nov. 1337 le roi établit ces deux personnages ses « capitaines généraux et spéciaux » en Agenais et Gascogne (4). Simon d'Erquery porte ce titre, — ou d'autres analogues — cumulativement avec celui de maître des requêtes dans d'assez nombreux

— (14) Avant le 14 mars 1347 (Aubert). — (15) F. Aubert, *Notes pour servir à la biographie de P. de Cugnières*, dans *Bull. de la Soc. de l'hist. de Paris*, 1384, pp. 134 à 137 ; cf. id., 1^{re} série, I, 77-8. — (16) Aubert. 2^e série, II, 161, n. 2 dit que la requête de grâce à proposer erreurs était examinée par un membre de la Cour, et il en donne cette preuve : le 9 juillet 1335, P. de Cugnières retenu par ses fonctions fait savoir qu'il ne pourra se livrer à cet examen. Cugnières ayant été maître des requêtes, la conclusion qu'on tire de ce fait devient au moins contestable.

30. (1) Viard, *Journ. de Ch. le Bel*, n° 1362. — (2) JJ 66, n° 1442 (acte passé sur enquête vue par les maîtres des requêtes). — (3) Molinier, *Chron. normande*, 207. (Cf., *H. L.*, IX, 490, n. 1 et 497, n. 2 sur les actes de ces commissaires). — (4) JJ 72, n° 4. — (5) Ex. : *H. L.*, X, 828, 9 (16 mars 1338). Le dernier que nous connaissions est du 19 mai 1338 (JJ 72, n° 386). — (6) X^{1c}, 3(4), n° 171. — (7) *H. L.*, IX, 506, n. 3.

actes de 1338 (5). Il mourut, au cours de cette mission (6). avant le 28 sept. de cette même année (7).

31. — ERQUERY (LOUIS D'), frère du précédent (1), prévôt de Lille (2), c'est-à-dire de l'église St-Pierre-de-Lille (3). Déjà présent à l'arrêt contre Robert d'Artois le 8 avril 1332 (4), il reçoit dès cette même année des commissions du Parlement (5), siège à l'échiquier de Pâques 1334 (6). figure enfin sur la liste des clercs de la grand Chambre en 1338 (7). Il commande des actes à partir de mars 1340 (8), est compris sur le tableau de service des maîtres des requêtes en juillet 1342, et porte encore ce titre en octobre 1343 et mars 1344 (9). Les souscriptions à son nom se continuent jusqu'en novembre 1345 (10). C'est cette même année qu'il fut fait évêque de Coutances (11). Il mourut dit-on, vers 1371.

32. — ESCRONES (RENAUD D') est un des *suivants* de la liste du Parlement de 1328. Les seuls actes que nous connaissons commandés par lui sont tous de juillet 1328 (1).

33. — FLORENCE (ANDRÉ GHINI, dit de) avait été au service de Charles le Bel avant son avènement au trône (1). Il apparaît dès janvier 1322 sur la liste des clercs des requêtes et dès lors déploie dans ce service une activité qui ne peut guère être comparée qu'à celle de Ph. le Convers ou de Mauconduit (2). Il figure

31. (1) X^{1c}, 3(A), 171. — (2) X^{1a}, 10 f. 25 r^o (25 mars 1344). — (3) Viard, *Chron. de Jean le Bel*, II, 332 (octob. 1343). — (4) Fr, 18437, f. 90 v^o, col. 5. — (5) X^{2a}, 3, f. 155, r^o, v^o (8 juill. et 11 août 1332, il était alors chanoine de Reims). — (6) *P. orig.*, 1054, doss. Erquery, n^o 2. — (7) Clair. 754, f. 219. — (8) JJ 73, n^o 122. — (9) Mêmes doc. que n. 2 et 3. (10) JJ 75, n^o 360. — (11) *Gall. Christ.*, XI, 886. Nous trouvons à son nom de Louis d'Erquery en juin 1347 une souscription (JJ 76, n^o 100); nous ne nous en expliquons pas ce fait.

32. (1) Ex: JJ 65 A, n^{os} 136 à 138.

33. (1) Viard, *Doc par.*, I, 164-5. — (2) Nous avons relevé plus de 480

encore à ce titre dans la livrée de robes de 1326 et au rôle du parlement de 1328, et il continue à commander des actes jusqu'en décembre 1329 (3), et même dans les premiers mois de 1330 sous son titre d'élu d'Arras (4), plus tard encore comme évêque d'Arras (5), mais on ne peut plus dire alors sans danger que ce soit comme maître des requêtes.

En même temps, il siège au parlement (6), et est chargé de missions soit diplomatiques (7), soit à l'intérieur (8).

Il succéda, dans le courant de 1327, comme trésorier de Reims, à Philippe le Convers (9). Évêque d'Arras (10), puis de Tournai (11), il continua de recevoir des missions diplomatiques du roi (12). Fait cardinal en 1342 (13), il mourut l'année suivante (14).

34. — FONTAINES (PIERRE DE), l'auteur du *Conseil à un ami* (1). Bailli de Vermandois avant l'Ascension 1254, on le trouve ensuite constamment, avec le titre de « miles » ou « miles domini regis » sur les listes de juges du parlement (2) où il remplit en 1256 les fonctions de « cil qui rend les

actes commandés par lui. — (3) Ex. : JJ 66, n° 216. — (4) Ex. : JJ 66, n° 329 (fév. 1330), n° 348 (mai 1330). — (5) JJ. 66, n° 443 (fév. 1331). — (6) *Act. parl.*, 7174. — (7) *Journ. de Ch. le Bel*, n° 3625 (1323 : Angleterre) ; Moranvillé, *Chronographia*, I, 289, n. 2, (flamands 1325) ; KK. 2, f. 167 v° (Cour Romaine, 1327). — (8) Il est un des trois commissaires royaux pour rétablir l'accord entre les habitants de Tournai sur la maltôte (d'Herbomez, dans *Bib. Ec. Ch.*, 1898, p. 530). En juin 1329, le roi le commit pour enquêter sur la réclamation de Robert d'Artois (Fr. 18437, f. 5 v°). — (9) En août 1327, nous trouvons déjà (ex. : JJ 64, n° 544) des souscriptions du trésorier de Reims que nous rapportons sans hésiter à A. de F ; en septembre, la chose ne peut plus faire de doute (JJ 64, n° 738). — (10) *Gallia*, III, 336-7. — (11) *ibid*, III, 226. — (12) Déprez, *Guerre de cent ans*, pp. 58, n. 5, 72, n. 3, 100, n. 4, 101. — (13) *Gall*, III, 226 et *Chron. de Gilles le Muisit*, éd. Lemaître, p. 30-31. Cf. sur ce personnage Viard, *Doc. par.*, I, 8, n. 1.

34. (1) V. sur lui Delisle, *Chronol. des baillis*, 68-9. — (2) V. Surtout

arrests » (3). Il siégea aussi, en 1258, à l'échiquier (4). Il était près de saint Louis quand celui-ci reçut les ambassadeurs que lui envoyaient les habitants de Namur (1256), et on lui attribue à leur égard une réponse dure dont le roi le reprit fort (5). Il avait dû acquérir une grande réputation de science et d'équité, car on voit de fréquentes conciliations entre plaideurs obtenues par son entremise (6). En récompense de ses services, saint Louis lui prodigua ses faveurs (7) et Philippe III les continua à son héritier (8).

35. — FONTENAY (OUDARD DE), doyen de Nevers (1), commande des actes de mai 1348 (2) à août 1350 (3). Le journal du trésor, aux dates du 31 mai 1349 et de mars 1350 (4) lui donne le titre de maître des requêtes de l'hôtel : il y est question du voyage qu'il fit à Calais pour traiter avec les Anglais. Ce même journal nous indique aussi que pour ses gages de mai et juin 1348 le maître de la chambre aux deniers lui a payé 36 livres par. (5). Le 30 mars 1350 il apparaît comme l'un des trois commissaires du roi pour négocier un subside dans le baillage de Senlis (6).

36. — GUENAÛD (AIMERI) est cité le 2^e des « suivans » sur l'état du parlement de 1328 et le 1^{er} des clercs des requêtes sur la liste de 1329 (1). Un fragment informe, copié à la suite

les listes pub. p. Langlois, *Textes*, ais 1255 à 1261. — (3) Borrelli de Serres, *Rech.*, I, 219. — (4) *Not. et extr.*, XX², 421. — (5) *Récits d'un ménestrel de Reims*, éd. de Wailly § 417. — (6) Lemaire, *Arch. anc. de St. Quentin*, p. 507 (1257); *Olim.*, I. 469 (1260). — (7) Delisle, p. 69 (1256), *Layettes*, III, n^o 4568 (1259), — (8) Delisle, *ibid.*, n. 15 (nov. 1277).

35. (1) Ex. : Viard, *Journaux*, n^o 1218. — (2) Ex. : JJ 76, n^o 8. = (3) Ex. : JJ 78, n^o 261. — (4) Viard, *ibid.*, nos 1218 et 4689. — (5) *Ibid.*, n^o 4896, (avril 1350). Cela nous donne, pour 61 jours, une moyenne d'un peu moins de 12 sous *parisis*, par jour. Nous rappelons que le tarif du 28 mai 1350 (15 sous pour le clerc) est calculé en *tournois*. — (6) P. 2292, p. 177.

36. (1) Certains mss. donnent par erreur *Henry*₄G. — (2) *Suprà*, p. 62, n. 3. —

d'un compte de l'hôtel de la reine pour le 1^{er} semestre 1332, mentionne à son nom les gages que nous savons par ailleurs ceux des clercs des requêtes (2). Les actes commandés par lui sont très nombreux de septembre 1328 (3) à février 1332 (4). En 1329 il avait été envoyé en Touraine, et en Brabant (5). — Élu évêque d'Auxerre dès décembre 1331 (6), il fut ensuite archevêque de Rouen (fév. 1339) et mourut le 17 janvier 1343 (7).

37. — HAM (OUDARD, SIRE DE), chevalier. Les actes commandés par lui commencent en juillet 1339 (1). Il figure au tableau de service des maîtres des requêtes de juillet 1342. En mai 1343, sous ce titre, et avec son collègue H. le Coch, il connaît, par commission du roi, de la rébellion commise par le menu commun d'Orléans (2). Le 31 juillet 1344, avec Simon Baudry, aussi maître des requêtes, et Olivier de Laye, bailli d'Amiens, il assiste à un accord entre parties à Amiens (3). Enfin, toujours sous cette même qualité il reçoit du parlement une commission (4). Nous ne connaissons plus d'actes commandés par lui après le 23 novembre 1346 (5) : peu après d'ailleurs, il prend le titre de bailli d'Amiens (6), qu'il cumule avec celui de maître des requêtes de l'hôtel (7). Le 28 mai 1350 il ne porte plus que ce dernier : le roi l'envoyant en Hainaut, il obtient une lettre d'état (8). Il ne nous est plus connu ensuite que par un procès qu'il soutenait contre la ville de Ham (9).

(3) JJ 65^a, n° 124. — (4) JJ 66, n° 639. — (5) KK 2, f. 193 v° et 211 r°. — (6) Abbé Lebeuf, *Hist... d'Auxerre*, éd. Challe et Quantin, I, 509. — (7) *Ibid.*, 512-3 et *Gall.* XI, 78.

37. (1) Ex. : JJ 72, n° 110. — (2) *P. orig.*, 1469, doss. Ham, n° 2. — (3) *Suprà*, v° Baudri. — (4) X^a2, 5, f. 62 (16 juin 1346). — (5) Varin, *Arch. adm.*, II², 1133. — (6) X^a1, 12 f., 9 v° (12 fév. 1347). — (7) Blanchard, *Généol.*, pp., 18-19 (compte du changeur du trésor, 1348). — (8) Viard, *Lett. d'état.* n° 628. — (9) X^a1, , 13, f. 3, 132, et 277 v°, (26 nov. 1351).

38. — HOUDETOT (ROBERT, SIRE DE), chevalier. « Capitaine du navire le roi » le 15 juillet 1340 (1), il semble être entré au service des requêtes de l'hôtel dès avant le mois d'avril 1341 (2); il figure sur l'état des maîtres des requêtes de juillet 1342. Dès le 5 juin 1343, on le voit cumuler ce titre avec celui de sénéchal et gouverneur d'Agenais et Gascogne (3). En juin 1345, il joint à sa qualité de sénéchal celle de gouverneur en Languedoc pour le roi de France, mais en revanche il ne prend plus celle de maître des requêtes (4). — Il est encore sénéchal d'Agenais en 1347 (5); mais, dès 1349 au plus tard il ne l'était plus (6) : dès le mois de mars de cette année on le trouve maître des arbalétriers du roi (7). Il n'est plus dès lors cité que sous ce titre, auquel il joint parfois des missions temporaires (8). Il vivait encore le 8 mai 1357 (9), mais était mort en septembre 1358 (10).

39. — LAON (PIERRE DE), chanoine de Paris (1) et d'Orléans (2). Clerc des requêtes, selon nous, dans l'ordonnance de l'hôtel de 1305 (?) (3), il commande à ce titre un certain nombre de

38. (1) Delisle, *Actes normands*, 267 n. 1. — (2) Le 13 avril 1341 un acte est signé par le roi à sa relation, « les autres absenz » (X^{1a} 8847, f. 80 v^o). Le 11 avril une lettre est réécrite qui avait été « autrefois » commandée à sa relation (*ibid.* f. 82 r^o). La dernière souscription que nous relevions à son nom est de mai 1342, (JJ 74, n^o 571). — (3) *P. orig.* 1537, doss. Houdetot, n^o 6. Cf. 10 mai 1344, *ibid.* n^o 8 (« ... magister *in requestis* hospicii ») et *A. G.* XXXIII. 145 (4 août 1344, (d^o . — (4) *P. orig.* n^o 3 (20 juin 1345 ; Cf. *H. L.* IX, 580). D'après Blanchard, pp. 11-12, il serait qualifié maître des requêtes de l'hôtel dans les anciens reg. de l'échiquier des a. 1337, 1341 et 1348. — (5) Molinier, *Chron. normande*, p. 283, n. 4. — (6) Viard, *Journaux*, n^o 1141 (mai 1349). — (7) *ibid.* n^o 628-9. — (8) Capitaine général en Languedoc (*H. L.* X. 1052, juill. 1350). — en Normandie (*P. orig.* n^{os} 4 et 12, fêv. 1354). — (9) *P. orig.* n^o 13 — (10) *P. Anselme*, VIII. 16.

39. (1) Denifle. *Chartul.* II¹, 103. — (2) Picot, *Ass. sous Phil. le Bel*, 543. — (3) *Suprà* p. 31, n. 1. — (4) JJ 44, n^o 17 — (5) JJ 48, n^o 124 — (6) *Suprà, ibid.*

lettres de 1307 (4) à 1312 (5). En septembre 1301, il touchait déjà des gages de 2 s. 8 den. par jour (6). soit exactement ce que les documents postérieurs attribuent aux clercs des requêtes. En 1311 il est un des onze clercs de parlement (7). Il était mort en juillet 1313 (8).

40. — LATILLY (PIERRE DE), avait déjà servi le roi de France dans les missions les plus diverses (1), lorsque nous le trouvons porté, en 1305 (?) sur l'ordonnance de l'hôtel, à titre selon nous de clerc des requêtes (2); on connaît plusieurs des actes qu'il commanda en cette qualité (3), qu'il dut conserver (4) jusqu'à son élévation au Cancellariat (26 avril 1313) (5). Evêque de Châlons dès 1313 (6). On sait qu'il fut destitué par Louis X et remplacé par Et. de Mornay. et qu'il fut même un moment soupçonné du meurtre de Philippe le Bel. et incarcéré. Il mourut en 1328.

41. — LAYE (OLIVIER DE), chevalier, seigneur de Solorion. Bailli de Mâcon du 28 mars 1342 au 16 mars 1343 (1), porte ensuite le titre de bailli d'Amiens dès le 21 octobre (1343) (2) et dans de nombreux actes jusqu'au 1^{er} janvier 1346 (3), puis

d'ap. *H. Fr.* XXII. 519. — En outre, en décembre 1308 (*ibid.* 561), il touchait pour un restor de palefroi 101; c'est aussi le tarif prévu pour les clercs des requêtes par les documents cités *suprà*, p. 63, n. 3. — (7) Langlois, *Textes*, 178. — (8) JJ 49, n° 104.

40. (1) Notamment en août 1303, il avait été réformateur dans les sénéchaussées de Toulouse et Querci (*H. L.* IX, 259) — (2) *Suprà*, p. 31, n. 1. En déc. 1308 il toucha « pro summario reddito » 8 livres (*H. Fr.* XXII. 561), c'est le tarif appliqué plus tard aux clercs des requêtes par les doc. cités *suprà* p. 63, n. 3. — (3) Dès juin 1306. (K 37 n° 13). On en trouve surtout en 1311 et 1312 (soit sous son nom, soit sous son titre d'archidiaque de Châlons) — (4) En mars 1313 un acte est encore signé. « Par archidiaconum Cathalaunensem » (JJ 48, n° 203. — (5) JJ 49, n° 1. — (6) *Gall.* IX. 890.

41 (1) Clair. 22, n° 1561. — (2) A. Thierry, *Doc. sur le Tiers État*, I. 502. — (3) Maugis. *Essai sur [les].. princip. offices du bailliage d'Amiens*, tab. III.

de bailli de Vermandois (4). On le trouve enfin sénéchal de Périgord en 1349 au plus tard (5), mais il ne l'est plus dès mars 1350 (6). C'est à ce mois qu'il commence à commander ou signer quelques actes passés dans les requêtes (7). Le 22 août et le 10 septembre 1350 il se qualifie maître des requêtes de l'hôtel en même temps que sénéchal de Toulouse (8). Il ne prend plus que ce titre (avec celui de capitaine général en Languedoc) dans plusieurs actes de 1351 (9). Nous ne pensons pourtant pas qu'il ait abandonné celui de maître de requêtes (10) ; mais c'est plutôt à des missions en province qu'il emploie son activité : dans les années suivantes, il est gouverneur du duché de Bourgogne (11), puis gouverneur du bailliage d'Auvergne (12).

42. — LORRIS (ROBERT DE), chevalier. Il était secrétaire du roi dès 1340 (1). Philippe VI l'institua maître de ses comptes le 18 avril 1346 (2), tout en lui réservant sa place de secrétaire (3). Il fut, d'après Blanchard, retenu maître des requêtes de l'hôtel le 19 novembre de la même année (4), les actes qu'il commanda en cette qualité sont très rares (5). Le journal du

D'ap. *P. orig.* 1675, doss. Laye, n° 28, (moderne) il le serait encore le 31 juill. 1346. — (1) Il l'était le 20 déc. 1346 au plus tard (Viard *Journ.* 1524), et encore le 18 mai 1348 (renseign. de M. Viard.) — (5) Viard. *Journ.* n° 1253 (juin 1349) — (6) *Ibid.* n° 4338 — (7) JJ 78, n° 196 ; cf. n° 210, (mai) — (8) *P. orig.* nos 7 et 8. — (9) *A. G.* XXXIV, 149 (23 mars), *P. orig.* n° 9, (10 mai) ; dès nov. il avait un successeur comme sénéchal (*H. L.* IX, 628, n. 3.) — (10) En mai 1351, il signe un acte passé *in Requestis hospicii* (*A. P.* XVII, 154. Il est encore « maître des requêtes du roi et du régent » dans un acte fait après qu'il eût quitté le gouv. d'Auvergne, donc (n. 12) postérieur à janv. 1359 (Chassebras sur Blanchard) — (11) *Tit. de la mais. de Bourbon* n° 2669 (11 sept. 1353.) — (12) *P. orig.* nos 10 (nov. 1357) 14 (15 janv. 1359).

43 (1) *Chron. de G. le Muisit*, p. 134. — (2) *P.* 2291, p. 669. — (3) De fait en mars 1350, il est encore qualifié *secretarius regis* (Viard, *Journ.*, 4412.) — (4) Blanchard, pp. 17-18 — (5) V. seulement JJ 77 nos 97 (déc. 1346) et 287

trésor (juin 1349) nous apprend qu'il jouissait, en qualité de maître des comptes, de gages de 400 liv. par an à vie, « ipso existente in camera predicta, vel extra in domo sua, seu in *hospiciis* regis et ducis Normannie vel alibi » (6). Mais dans les dernières années du règne, c'est plutôt en qualité de chambellan du duc de Normandie (7) qu'on le voit intervenir ; il conserva cette fonction quand Jean fut devenu roi (8).

43. — **MACHECOUL** (**BRIANT DE**), est compris sur l'état des maîtres des requêtes de juillet 1342. — mais nous avons conservé peu d'actes qu'on puisse rattacher à ce titre (1). Pourtant, il le porte encore, de 1348 à 1350, à l'occasion de missions financières (levée d'impôts) en Anjou (2).

44. — **MAILLIÈRE** (**JEAN**) qui, d'après l'ordonnance de janvier 1286, est affecté aux *plaids de la porte*, avait été, en 1284-5, commissaire royal pour la marine (1).

45. — **MAISY** (**MILES DE NOYERS, SEIGNEUR DE**), chevalier. Nommé capitaine au château de Calais le 31 mai 1317 (1), sans doute est-ce lui qui administra en 1320-21 la sénéchaussée de Beaucaire (2). En tous cas, il figure parmi les maîtres laïcs du parlement en 1328 (3). Il du tentrer peu après au service des

(fév. 1348). — (6) Viard, *Journ.* 1453 — (7) *P. orig.* 1755, doss. Lorris. n° 2 (27 déc. 1347.) — (8) Demay. *Sceaux de Clair.*, 5367 (26 août 1351.) Sur sa carrière postérieure et sur ce personnage en général, v. Valois. *Le Conseil...*, pp. 9 à 12.

43. (1) Ex : JJ 75, n° 27, (janv. 1343)... n° 356 (juill. 1345). — (2) V. A. P. XXVIII, p. CXL et n. 10, (doc. des 1 août 1348, 14 août 1349 et 15 mai 1350) — Cf. Viard. *Journ.*, 3959, (fév. 1350).

44. (1) Langlois. *Le règne de Phil. le Hardi*, p. 374.

44. (1) JJ 54^a n° 425. — (2) Delisle, *Baillis*, 241. Il n'est guère admissible que ce M. de Noyers soit le maréchal ; il est vraisemblable au contraire que c'est le seigneur de Maisy ; telle est l'interprétation de G. Petit, *Ducs de Bourgogne*, VIII, 256, n° 6909. — (3) App. IV, n° 7 — (4) Ex : H. L. X, 670. —

requêtes, si l'on en juge par les actes assez nombreux qu'il commanda à partir d'octobre 1330 (4) jusqu'à juillet 1336 (5). Il est expressément qualifié maître des requêtes de l'hôtel en juin 1335, date où, avec son collègue F. de Piquigny, il assista de l'ordre du roi à un accord entre Raoul duc de Lorraine et Guy de Châtillon au sujet de la succession du duché de Lorraine (6). On devra bien se garder de le confondre avec son cousin le maréchal Miles de Noyers, qui fut porte-oriflamme et bouteiller de France (7).

46. — MALESTRAIT (HENRI DE), doyen de Saint-Malo (1). Il commande des actes de juin 1341 (2) à avril 1343 (3). Le 7 janvier 1342, il porte le titre de maître des requêtes de l'hôtel dans une commission que lui donne le roi comme un de ses « lieutenants » en Bretagne (4). En juillet 1342 il est encore porté au tableau de service des maîtres des requêtes. Sa fin fut tragique : accusé d'avoir trahi le roi en embrassant en Bretagne le parti des Montfort, il fut condamné le 12 octobre 1344 par l'évêque de Paris (5) à mourir en prison perpétuelle.

47. — MARMANDE (PIERRE DE), chevalier, est sénéchal de Périgord en octobre 1333 (1), en décembre 1335 (2), puis à nou-

(5) JJ 70, n° 25. — (6) JJ 69, n° 72. (C'est le doc. cité par Blanchard, p. 12). — (7) P. Anselme, VI, 648, 9. Cet auteur a commis une autre confusion en identifiant le maître des requêtes avec un frère du maréchal (VI, 651).

46. (1) Ex : X¹ 8847, f. 328, v^o, (25 juin 1343). — (2) JJ 72, n° 343. — (3) Ex : Viard, *Doc. par.* II, 200. — (4) Dom Morice, I. 1429, cf. Viard, éd. de Jean le Bel, I. 257, n. 1. Le 1^{er} mars 1342, sur la requête qu'il fit au nom du roi, une trêve fut conclue entre Jeanne de Montfort et Charles de Blois (Luce, éd. de Froissart, III, p. 11, n. 1. — (5) Le texte de la condamnation a été éd. par Moranvillé, *Chronographia*, II. 209, n. 1 ; M. y est qualifié « chapelain du Pape et maistre des requestes de l'ostel le roy ». La plupart des chroniques de l'époque racontent la promenade infamante qu'on lui imposa à travers Paris,

47. (1) A, G. IV, 86, — (2) JJ 70, n° 355. — (3) Demay, *Sceaux de Clair.*

veau en octobre 1338 (3), et le 21 juillet 1339 (4). — On peut le considérer comme entré au service des requêtes en juillet 1340 (5) ; en tous cas il figure expressément sur la liste de juillet 1342. Le 19 février de cette même année, on le trouve commis sur le fait du sel en Poitou, aux gages de 60 s. t. par jour (6).

48. — MAUCONDUIT (MICHEL), professeur ès lois, chanoine de Paris, doyen de Chartres (1), fournit une carrière particulièrement longue au service des requêtes de l'hôtel. Peut-être dès 1313 (2), en tous cas en 1314 et 1315, il commande beaucoup d'actes analogues à ceux qu'il fera expédier plus tard à ce titre (3). A partir de juillet 1316, il figure sur toutes les listes de *suivants* ou de clercs des requêtes de l'hôtel, et enfin, le premier, sur celle de la Pentecôte 1326. Pendant tout ce temps, et jusque dans le courant de 1328 (4), l'énorme quantité d'actes qu'il commanda atteste avec quelle assiduité il exerça cet office. On relève même encore des souscriptions à son nom en juillet 1328 (5), ce qui donne à penser qu'il resta en fonctions jusqu'à sa mort, laquelle survint le 14 septembre 1328 (6).

Son activité n'est d'ailleurs pas restreinte au seul service des requêtes (7) et cela explique que les gages qu'il touche

5755. — (4) Renseign. de M. Viard. — (5) JJ 73, n° 140 (Il commanda peu d'autres actes : le dernier relevé par nous est de fév. 1342 : JJ 74, n° 607). — (6) P 2291 p. 569.

48. (1) Nous tirons ces renseignements de son épitaphe (Viard, note sous *Journ. du Trésor de Ch. le Bel*, n° 1521, d'ap. Raunié, *Épitaphier du vieux Paris*, III, 58-9). Il était chanoine de Paris dès 1315 (JJ 53, n° 22), mais nous ne pensons pas, quoiqu'en dise Lehugeur, *Hist. de Phil. le Long*, 336, qu'il fut dès ce règne doyen de Chartres, car le doyen de Chartres était en 1323 Jean Pasté (*A. P.* XI, 269, n. 1). — (2) JJ 49, n° 75. — Ex. : JJ 50 n° 88 (1314), JJ 52 n° 5 (1315). — (4) Dans ces derniers sous son titre de doyen de Chartres, ex : JJ 65^a n° 179. — (5) Soit sous son titre de doyen de Chartres JJ 65^a n° 260), soit sous son nom (*ibid.* n° 239). — (6) Raunié, *loc.*

pour un mois soient couramment bien supérieurs à ceux que l'on obtiendrait si l'on multiplait seulement par 30 ses gages de cour de 32 deniers par jour (8). Ce n'est pas par une fiction qu'il est porté sur les listes du parlement, on l'y voit effectivement siéger (9). En outre des missions diverses lui sont confiées hors de la cour : en juillet 1315 le roi le commet avec Ph. le Convers pour opérer en son nom, et moyennant finances des affranchissements en Vermandois (ils y procèdent en 1315 et 1316 (10)) ; en octobre 1322 il est envoyé en Flandres avec Miles de Noyers (11) ; en 1325 il est l'un des deux commissaires désignés par le roi pour mettre fin au désaccord qui régnait à Tournai à propos de la maltôte (12).

49. — MAUDESTOUR (GILLES DE), chanoine de Rouen (1), maître des requêtes de l'hôtel du roi et du duc de Normandie reçoit de celui-ci commission, le 19 avril 1346, pour, avec son collègue Aurelzer, lever de l'argent pour la guerre (1). C'est plutôt auprès du duc de Normandie qu'il semble avoir, cette même année, vaqué au service des requêtes (2). On le trouve encore maître des requêtes en juillet 1350 (il juge

cit. — (7) Nous sommes loin d'avoir pour tous les mois des actes commandés par lui : la moyenne est d'environ 6 sur 12 ; mais nous sommes hors d'état de déduire des dates aucune vue sur les règles du roulement. — (8) Pour ses gages du 7 janv. 1322 (n. st.) au 1^{er} janv. 1323 (n. st.) il a touché 80 l. 18 s. 8 den. (Viard, *Journ. de Ch. le Bel*, n° 2612), ce qui donne une moyenne quotidienne de beaucoup plus de 32 deniers. — (9) Ex. : *Act. parl.* 7666 (23 janv. 1325), cf. JJ 55, n° 83 convocation au parlement, avec désignation pour rester « extra parlamentum » (1317 ?). — (10) v. JJ 53, n° 22. JJ 54^a, n° 40, JJ 60, n° 126 ; cf. Bouchot, *Livre rouge de Saint-Quentin*, 25-6, et Langlois, *Inv. de Mignon*, 1818. (11) Viard, *Journ. de Ch. le Bel*, 1679 et 2438. Selon Blanchard, p. 7, ils étaient chargés de gouverner le comté de Flandre pendant le procès dont il était l'objet. — (12) d'Herbomez dans *Bib. Ec. Ch.* 1898, pp. 529-530.

49. (1) *H. L. X.* 980 ; cf. *P. orig.* 114, Aurelzer, n° 1 (23 avril). — 2) *X^{ta}* 8848, f. 213v^o (fév.), 230 et 232 v^o (avril). — (3) *Ord. II*, 397. — (4) *P. orig.*

alors un différend entre drapiers à Rouen) (3). Il siège à l'échiquier de la St-Michel 1350 (4).

Est-ce lui qui est qualifié *clerc* à la chambre des enquêtes en 1352 (5), puis à la grand chambre du parlement le 28 novembre 1359 (6) ? Cela cadrerait assez mal avec ce que nous savons du *cursus honorum* général des maîtres des requêtes ; mais nous avouons qu'aucun document ne nous permet d'affirmer le contraire, — d'autant qu'à la même époque nous trouvons un Gilles de Maudestour, chanoine de Rouen comme le maître des requêtes, occupé à la levée des impôts et qui nulle part ne se qualifie de maître des requêtes (7),

50. — MELUN (PHILIPPE DE), seigneur de Saint-Maurice, sous-doyen de Bayeux (1), archidiacre de Reims (2), succéda à Et. de Mornay à la fin de 1334 aux requêtes de l'hôtel. Il y resta, — et les souscriptions attestent qu'il y travailla effectivement (4) —, jusqu'au moment où, ayant élu évêque de Châlons, il « li convint lessier ledit office des requestes » (5). Évêque de Châlons (1335 (6), puis archevêque de Sens (1339) (7), il mourut le 7 avril ou mai 1345 (8).

51. — MESSE (PHILIPPE DE), chanoine de Chartres (1) official de

1892, Maudestour, n° 2 — (5) Moranvillé, *Journ. de trésor*, dans *Bib. Ec. Ch.* 1887, p. 183, n° 138. — (6) *Ord. III.* 390 (et, sur la liste des maîtres des requêtes de la même date, p. 391, il ne figure pas). — (7) *P. orig.* n° 4 (déc. 1356)... n° 6 (fév. 1361), cf. encore n° 8 (avril 1366).

50. (1) Il y eut procès sur la collation de ce bénéfice quand il fut devenu vacant (X¹ 7, f. 138 v°, 15 juin 1336). — (2) JJ 66, n° 730 (29 mars 1330). — (3) Etat de 1331 : « Mons. Philippe de Meleun, en lieu de Mons. Estienne de Mornay... » — (4) Elles sont comprises entre nov. 1331 (JJ 66, n° 885) et janv. 1335 (JJ 69, n° 47). — (5) X¹ 8846, f. 88 v° (*suprà*, p. 73, n. 4). — (6) *Gall.*, IX, 891. — (7) XII, 73-4. — (8) Quesvers et Stein, *Inscriptions de l'ancien diocèse de Sens*, I, 570.

51. (1) *Act. parl.*, 7571. — (2) Hellot, *Chron. paris. anonyme*, 105. — (3)

Paris avant 1326 (2). Clerc en la grand'chambre en 1322 (3), présent en 1324 à la chambre des enquêtes siégeant en vacations (4), chargé de commissions par le Parlement (5), il est cité le 4^e des « grans clerks des requestes en l'hostel du roy » à la Pentecôte 1326 : les actes commandés par lui en cette qualité s'étendent de janvier (6) à juin 1326 (7).

52. — MONTAUT (BÉRENGER DE), archidiacre de Lodève, commis « a faire obliger les termiers de la reve de la senechaussee de Beaucaire » envers le dauphin de Viennois, en septembre 1344, porte alors le titre de maître des requêtes de l'hôtel (1). De même quand, le 19 mars 1347, il fait partie de la commission chargée de procéder contre les usuriers (2). Il est encore chargé, toujours en la même qualité, de diverses autres missions (3). Il se qualifie encore maître des requêtes en septembre 1348, dans un acte privé (4), mais il a quitté ce service en juillet 1351 (5). — Le roi l'avait, en 1350, envoyé à Avignon avec Jacques d'Audelencourt et Ph. de Vitry (6). — Les actes qu'il commanda (comme maître des requêtes) s'échelonnent de mars 1344 à décembre 1347 (7.)

Act. parl., 6930^a. — (1) X¹^a5, f. 114 (6 déc. 1324). — (5) Ex. : *Act. parl.*, 7571. — (6) JJ 64, n^o 63. — (7) JJ 64, n^o 185.

52. (1) *H. L.*, X, 963. Il portait déjà ce titre en juin 1344 quand à Avignon il assista à un contrat entre le duc de Normandie et le dauphin de Viennois. — (2) X²^a5, f. 96 r^o. — (3) *H. L.*, IX, 550 (17 août 1347) mandement de s'entendre avec Robert de Foix pour obtenir la délivrance de Jeanne d'Artois. — X¹^e4, n^o 200 : devant lui et Hélie de la Bruyère avaient eu lieu plusieurs « altercations » entre les habitants de la Rochelle et de v. voisines (à propos d'une imposition), l'accord est du mardi avant la Pentecôte (20 mai) 1348. — (4) JJ 77, n^o 195. — (5) X¹^a13, f. 169 (23 juill. 1351). Le parlement lui donne satisfaction : des parties l'avaient accusé de s'être mal comporté dans une commission. Le procureur du roi disait qu'on ne pouvait laisser passer « tot opprobriosa ac injuriosa in nostra curia contra dictum commissarium domini genitoris nostri tunc in requestis suis hospicii consilarium, virum tante autoritatis dicta et proposita in nostrum et curie nostre contemptum. »

53. — MORNAY (ÉTIENNE DE) (1), doyen de Saint-Martin de Tours (2), avait été chancelier de France, sous Louis X, de janvier 1315 à la Trinité 1316 (3). En 1318, il tint le Parlement du comte de la Marche (4). Ce seigneur devenu roi le fit rentrer dans l'administration royale : M. figure sur l'état des clercs du Parlement d'octobre 1322 avec cette mention spéciale « quand il lui plaira » (5). Nous avons le détail de ses occupations pour l'an 1322 : il siégea 58 jours à la Chambre des comptes aux gages de 700 liv. par an, fit un voyage de 92 jours en Cour romaine, fut enfin 207 jours à la suite du roi (6). Le 16 juin 1323 il exerce ses fonctions de maître des comptes (7). Nous perdons alors sa trace pendant plusieurs années, mais, à partir de janvier 1331 (8) un certain nombre de souscriptions nous indiquent qu'il est entré aux requêtes de l'hôtel; elles cessent en novembre 1331 (9), et c'est alors ou peu après qu'il dut être remplacé à ce service par Ph. de Melun (10). Le 8 avril 1332 il était présent à l'arrêt contre Robert d'Artois (11). En août 1332, il faisait son testament (12) et mourut le 31 du même mois (13). — En 1330 ou 1331, il avait été question de lui pour l'évêché d'Auxerre (14).

54. — NOÉ (GUILL. DE), chevalier, est surtout connu comme

— (6) *P. orig.*, 2913, Vandelincourt, n° 4 (10 sept.). — (7) *H. L.*, X, 946... JJ 76, n° 208.

53. (1) Cf. Guessard, dans *Bib. Ec. Ch.*, V, 376 et suiv. — (2) Depuis 1316 (Guessard, 379). Il porte encore ce titre en août 1332 (JJ 66, nos 974 et 978). La chronologie des doyens de St-Martin de la *Gall.* XIV, 181, est évidemment erronée. — (3) Langlois, *Invent. de Mignon*, app. I, p. 361. — (4) *Ord.* XI, 499. — (5) *Act. parl.*, 6930*. — (6) Viard, *Journ. de Ch. le Bel*, nos 2698-9. — (7) Petit, *Essai de restitution*, p. 162. — (8) *A. P.*, XI, 380. — (9) JJ 66, n° 885 (presque toutes ses souscriptions sont sous le titre de doyen de Saint-Martin). — (10) V. *Suprà*, v° Melun, n. 3. — (11) Fr. 18437, f. 90 v°, col. 4 (doyen de St-Martin). — (12) JJ 66, n° 978. — (13) P. Anselme VI, 306, et Guessard, *loc. cit.*, 389. — (14) Abbé Lebeuf, *op. cit.*, I, 509.

maître de l'hôtel de Philippe de Valois (1). D'octobre 1328 (2) à mai 1331 (3) il commande des actes de même nature que ceux expédiés normalement par les requêtes de l'hôtel; mais nous avons dit que les souscriptions de maîtres de l'hôtel ont toujours quelque chose d'équivoque; celles-ci n'auraient donc pas suffi à nous le faire admettre sur notre liste si, en avril 1329, nous ne le trouvions qualifié « maistre de l'ostel et des requestes » (4). Il était mort avant le 23 mars 1345 (5).

55. — ORLÉANS (Ami d'), archidiacre d'Orléans (1), puis doyen de Paris (2). Notaire du roi au moins (3) depuis décembre 1302 (4). il est, en juillet 1316, l'un des trois clercs du secret (5); la même année il était qualifié de « familier le roy » (6). — Nous ne le trouvons avec le titre de *poursuivant-le-roi* qu'en janvier 1320, mais les actes commandés par lui qu'on peut rattacher à cette qualité commencent dès février 1318 (7) et s'étendent jusqu'au mois d'août (8) ou même de décembre (9) 1320. — Entre temps, il siégea au Parlement (10) et en reçut des commissions (11). — Nous ne savons si, de 1320 à 1324, il s'occupa aux affaires royales, mais, en 1324, une commission judiciaire lui fut encore confiée (12). En 1325 le roi le chargea, avec Ph. de Pesse- lières, de procéder à la prise et assiette du douaire de Jeanne,

54. (1) Varin, *Arch. adm.*, II¹, 480, note (compte du sacre, 1328); cf. Viard, *Hôtel*, p. 604 (1352). — (2) JJ 65^a, n° 229. — (3) *A. P.*, XI, 386. — (4) JJ 67, n° 50 (sign. p. M. Viard). — (5) Varin, *op. cit.*, 945.

55. (1) Ex. : Picot, *Ass. sous Phil. le Bel*, 543 (1308). — (2) Ex. : JJ 64, n° 505 (avril 1323). Son prédécesseur était mort en juill. 1320, d'ap. *Gall.*, VII, 208. — (3) Sans doute avant (cf. *H. Fr.*, XXII, 516. — (4) JJ 38, n° 95. — (5) App. IV, n° 1. Dans le même document, il figure aussi à la liste des notaires (JJ 57, f. 44). Il est aussi sur celles de déc. 1316 (*Act. parl.*, 4490^a et Clair. 754, f. 214). — (6) JJ 72, n° 475. — (7) JJ 58, n° 190. — (8) JJ 59, nos 512, 523. — (9) JJ 59, n° 594 (ad rel. decani Paris). — (10) *Act. parl.*, 5185 (fév. 1318, 5727 (mars 1319). — (11) *Ibid.*, 5950, 6096 (1320). — (12)

reine de France (13). Lorsque en 1329 eut lieu une enquête sur les coutumes de la grande chancellerie, ses anciennes fonctions de notaire, de clerc du secret et de poursuivant le désignaient tout spécialement pour être appelé à déposer (14). — En mars 1332 le roi lui accordait encore un amortissement (15).

56. — PALU (PIERRE DE LA), chevalier, sire de Varenbon, participait à la fin de 1333 et au début de 1334 aux travaux du Parlement (1). Peu après, on le trouve sénéchal de Carcassonne (2), puis de Toulouse (3), titre auquel il joint bientôt celui de capitaine et gouverneur général pour le roi en Languedoc (4). Le 4 août 1340, le roi le nomme, avec plusieurs autres, ses capitaines et *lieutenants* (5); de nombreux actes attestent que, avec l'archevêque d'Auch, il exerça effectivement ces fonctions, et encore en octobre 1340 (6). Mais il ne tarde pas à changer de titre : le 28 décembre 1340, dans une commission qui lui est adressée, il est qualifié maître des requêtes de l'hôtel (7); mais à peine y a-t-il pris son service (8) qu'il devient gouverneur du bailliage d'Amiens (9); il cumule pendant un certain temps ces deux titres (10); ses fonctions locales ne l'empêchent d'ailleurs pas de faire de temps en temps du service de cour (11); il figure

Ibid., 7632 (Juin). — 13. Longnon, *Doc. rel. au comté de Champagne*, II, 219, 220; cf. Viard, *Doc. par.*, I, 150, n. 1, etc. — (14) Morel, *Grande Chancellerie*, 457 (27 janv. 1329). — (15) Viard, *Doc. par.*, I, 150.

56. (1) X²4, f. 146 v^o et 151 v^o; X¹6, f. 345. — (2) JJ 69, n^o 180 (16 mars 1334)... *H. L.*, IX, 190 (13 mai 1337). — (3) JJ 73, n^o 200 (25 oct. 1338). — (4) Ce titre ne lui est officiellement conféré que le 20 fév. 1339 (JJ 71, n^o 254), mais il portait dès auparavant des titres très voisins (*H. L.*, IX, 512, n. 2). — (5) *H. L.*, X, 867 et IX, 524, n. 6. — (6) JJ 73, n^o 62 (18 oct.). — (7) JJ 73, n^o 26; cf. janv. 1341 : *A. G.*, xxxiii, 111, n. 1. — (8) Acte signé à sa relation, janv. 1341 (JJ 72, n^o 136). — (9) 29 janv. 1341 (dans JJ 73, n^o 26). — (10) JJ 73, n^o 26 (4 mars)... JJ 72, n^o 363 (28 juill.). Il est encore gouverneur du b. d'Amiens, le 31 déc. 1342 (*A. Thierry, Doc. sur le*

sur l'état de juillet 1342, et il a, comme les autres, son tour prévu. Dans les premiers mois de 1343, on trouve plus d'actes commandés par lui (12) ; en mai, le roi lui donne 400 liv. par. de rente annuelle à vie pour ses bons services tant aux guerres qu'en ses offices (13). Le 13 septembre 1343, il continue à porter son titre de maître des requêtes de l'hôtel, mais il le joint maintenant à celui de sénéchal de Beaucaire (14) ; il ne prend plus que cette dernière qualité en février 1345 (15).

57. — PINCHON ou PINCON (GUILLAUME, ou GUY), archidiacre d'Avranches (1), chancelier du roi de Bohême (2). Il est maître clerc au Parlement sur l'état de 1336 (3). Il commande à partir d'avril 1338 (4) des actes assez nombreux (5), et reçoit entre temps diverses commissions (6). — Il figure sur l'état de juillet 1342 des maîtres des requêtes de l'hôtel, et c'est sous ce même titre qu'il est nommé, le 20 mars 1343, l'un des commissaires sur les greniers à sel et gabelle (7). En 1348, il était « pris et arreste en Allemagne pour le fait du roy » (8). L'année suivante, il est commis par le roi pour faire rentrer les créances des lombards usuriers, (9) — puis par l'arche-

Tiers État, I, 491). — (11) Ex. : JJ 44, n° 557 (fév. 1342). — (12) Il n'était plus gouverneur du b. d'Amiens, le 14 mai 1343 (renseign. de M. Viard). — (13) JJ 68, n° 83. — (14) *H. L.*, X, 929. — (15) *H. L.*, X, 964.

57. (1) Varin, *Arch. adm.*, II², 817 (28 août 1339). — (2) Il l'est déjà en 1336 (n. suivante) ; le 14 avril il porte ce titre dans un don que lui fait le fils du roi de B... et que le roi de France, qui le qualifie maître des requêtes de son hôtel, confirme en janv. 1347 (JJ 76, n° 125). — (3) Guilhiermoz, *Enq. et procès*, 637. — (4) JJ 71, n° 24, cf. app. II, n° 19 (mai 1338). — (5) On en trouve jusqu'en nov. 1348 (JJ 77, n° 361). — (6) Varin, *loc. cit.* — En 1342, il est député sur le fait du sel (23 janv., P. 2291, p. 569. — (7) *Ord.* II, 179 ; cf. P 2291, p. 601 (30 mars 1344 : gages de 60 s. t. par jour hors Paris, 25 à Paris). — (8) X^{1c} 4, n° 38 : le 23 fév., Raoul Pincon (un parent sans doute) donne quittance à P. Scatisse d'une somme qu'il va envoyer à G... pour payer sa rançon. — (9) *H. L.*, IX, 613, n. 1 (15 mai 1349) ; cf. *P. orig.*, 2283, Pin-

vêque d'Auch, lieutenant du roi, sur le nouveau subside pour la guerre (10). — Il est toujours maître des requêtes de l'hôtel le 16 août 1350 (11).

58. — PIQUIGNY (FERRI DE), chevalier, avait été banni du royaume sous Philippe le Long pour avoir, étant interné à Montlhéry, « brisé sa prison » (1). Charles le Bel lui octroya sa rémission en février 1326 (2), et Philippe de Valois le prit à son service : dès le 9 septembre 1328 on le trouve capitaine de par le roi en Flandres (3), puis il est envoyé en Navarre (4), en Angleterre (5). — A partir de décembre 1333 (6), jusqu'en mars 1341 (7), des actes assez nombreux commandés par lui permettent d'affirmer qu'il est alors maître des requêtes de l'hôtel. Au reste, il prend expressément ce titre en juin 1335 (8), puis, notamment, en avril 1339 (9) et enfin sur l'état de juillet 1342. Il était mort dès avant le 27 janvier 1344 (10). — Pendant le temps où il était maître des requêtes, le roi avait continué à le charger de missions diplomatiques (11).

59. — PORTAL (JEAN DU). Son épitaphe (1) nous apprend qu'il fut archidiacre de Tournai, conseiller de Philippe le Long, de Charles le Bel, et chancelier de Charles comte de Valois, jusqu'à la mort de celui-ci, et depuis maître des requêtes de l'hôtel du roi Philippe son fils et qu'il mourut le 19 novembre

chon, n° 3 (8 mai 1350) et 5 (16 août). — (10) *P. orig.*, n° 2 (15 déc. 1349) ; cf. n° 4 (30 juin 1350). — (11) *P. orig.*, n° 5.

58. (1) Cf. *Act. parl.*, 5863. — (2) JJ 64, n° 75 — (3) JJ 66, n° 304-5. — (4) KK 2, f. 193 v° — cf. une composition faite par lui avec les gens d'Espagne, 4 déc. 1330 (*P.* 2291, p. 23). — (5) Déprez, *Guerre de Cent ans*, 91 (avril 1333). — (6) Ex. : JJ 66, n° 1199. — (7) Viard, *Doc. par.*, II, 114. — (8) V. *suprà*, v° Maisy, n. 6. — (9) JJ 72, n° 99 — (10) X^a 10, f. 14 r°. — (11) Déprez, *Guerre de Cent ans*, 117, n. 2 (sept. 1335) et 133 (sept. 1336).

59. (1) Raunié, *Epitaphier du vieux Paris*, III, 49-50, n° 1007. C'est le

1356. — En fait nous trouvons très peu d'actes commandés par lui (2). — Il porte son double titre d'archidiaque de Tournai et de maître des requêtes dans une commission que le roi lui confie (4 avril 1345) de demander un subside aux habitants de Reims (3), et aussi dans un arrêt du 22 février 1348 (affaire civile où il est partie (4). Sans doute est-ce lui qui avait été élu évêque de Tournai en 1334 mais dont l'élection fut cassée car le Pape s'était réservé l'évêché (5).

60. — QUIERET (GUERRARD), clerc. Il commande en 1347 un assez grand nombre d'actes (1), notamment en « avril 1347 » on le voit « tenir » les requêtes de l'hôtel (2). Un compte de mai 1348, faisant allusion à un subside requis par lui en la sénéchaussée de Beaucaire, le qualifie formellement maître des requêtes de l'hôtel (3). On ne doit pas le confondre avec un homonyme, chevalier, qui fut en 1326 sénéchal d'Agenais (4), puis, l'année suivante, commis avec l'avoué de Théroutanne et P. de Cugnières pour amener un accord (5).

61. — RICHIER (JEAN). Présent au Parlement dès le 18 août 1335 (1), il est chargé de commissions par la Cour (2), et figure d'ailleurs, en 1336 (3) et en 1338 (4) sur la liste des maîtres laïcs du Parlement. — Les lettres, assez nombreuses, qu'il commande à partir de décembre 1340 (5) nous annoncent qu'il est devenu maître des requêtes de l'hôtel ; il porte d'ailleurs ce titre sur l'état de juillet 1342 et à maintes reprises

doc. cite par Blanchard, p. 21. — (2) v. JJ 75, n° 52 (juin 1344).... JJ 76, n° 172 (nov. 1347). — (3) Varin, *Arch. adm.* II², 949-951. — (4) X^{1a} 12, f. 88 r°. — (5) *Chron. de Gilles, Le Muisit*, 30 et 33.

60. (1) JJ 76, n° 2 (mars 1347).... n° 44 (nov. 1347). — (2) App. II, n° 67. (3) *H. L. X.*, 1023. — (4) Delisle, *Baillis*, 221. — (5) *Suprà*, p. 48.

61. (1) X^{2a} 3, f. 25. — (2) X^{2a} 3, f. 28, etc. — (3) Guilhiermon, *Enq. et procès*, p. 637. — (4) Clair, 754, f. 219. — (5) JJ 73 n° 204. D'ap. Chassebras sur Blanchard, R. aurait déjà porté le titre de maître des requêtes dans un

depuis lors (6). Entre temps, il représente le roi aux préliminaires du traité qui céda le Dauphiné à la France (7), reçoit des commissions judiciaires (8), siège en 1348 à une assemblée solennelle du Parlement (9). Le journal du Trésor en 1349 et 1350 fait plusieurs mentions de ses gages, mais il paraît difficile d'en tirer un enseignement quelconque au point de vue des gages des maîtres des requêtes (10). Il signe encore un acte en août 1350 (11).

62. — ROBERT (JEAN), chevalier, avait été, dès le règne de Philippe le Bel, chargé de missions financières (1), judiciaires (2), diplomatiques (3). — A partir de septembre 1317 (4) on le voit commander des actes analogues à ceux expédiés par les requêtes de l'hôtel. Mais, en même temps, on relève, dans les deux premiers registres du *Criminel*, de nombreuses lettres de justice délivrées par lui, et que l'on ne saurait sans péril rattacher à ses fonctions aux requêtes de l'hôtel. Ces lettres, il les commande soit comme membre de la grand chambre (5), soit, — mais assez rarement, — dans les

ordonnancement du 16 mars 1339 (40?). — (6) V. *Suprà* p. 108 (28 nov. 1343) et, en dernier lieu, Viard, *Journaux*, 4005 (fév. 1350). — (7) Viard, dans *R. Q. H.* LIX, 345 (28 fév. 1343). — (8) 13 janv. 1347 : il est partie à propos d'une sentence rendue par lui comme commissaire député par le roi (X^{1a} 12, f. 5). — (9) 21 juill. 1348, il y est qualifié maître des requêtes de l'hôtel, et est en tête de la liste (X^{2a} 4, f. 165). — (10) Viard, *Journaux*, 1105 (pour juin 1348 : 32 l. 8 s. p. de monnaie forte). 3557 (octob. et nov. 1348, et manteau de Noël : 20 l. 2 s. 5 d. p. Le simple rapprochement de ces chiffres montre que ce ne sont là que des acomptes, ou bien qu'il n'a pas servi tous les jours (cf. encore *ibid.*, 4005). — (11) JJ 78, n° 262.

62. (1) Bréquigny VIII, 122, 132 (1308) ; *Olim* II, 505 (1310). — (2) *Olim* III, 586 et 720 ; *Act. parl.* 4208, (1310, 12 et 14. — (3) Bréquigny, VIII, 242 (1313). — (4) JJ 54^a, n° 678. Ces actes sont d'ailleurs assez rares ; nous noterons seulement des lettres de justice commandées par lui, non à Paris, mais à la suite du roi, donc aux requêtes de l'hôtel (ex. : *Act. parl.* 5485, 24 juill. 1318, à Gaillon). — (5) C'est bien comme membre du parlement, — pour ne citer

requêtes du Parlement (6). Il siège aussi au Parlement pour des affaires proprement contentieuses (7) et reçoit de lui beaucoup de commissions (8). — C'est seulement en janvier 1320 que nous avons la preuve officielle de son titre de *poursuivant le roi*. Sa carrière continue d'ailleurs à présenter le même aspect : il commande des actes à la suite du roi (9), délivre des lettres de justice à Paris (10), siège au Parlement (11), en reçoit des commissions (12), va en missions diplomatiques (13). — Le 7 janvier 1324, une commission lui était confiée, mais il y était remplacé le 16 septembre de la même année (14) ; nous perdons sa trace à partir de cette date.

7 **63.** — ROULLANT (GUILLAUME), est cité comme maître des requêtes de l'hôtel en 1349 par Chassebras sur Blanchard. Nous ne savons si l'on doit l'identifier avec un Guido Rolandi qui était présent au parlement en mai 1345 (1) et que le journal du Trésor, au 29 juin 1349, cite comme clericus et

que les cas certains — qu'il agit lorsqu'il expédie une lettre de justice à Paris pendant une absence du roi. (X^{2a} 2, f. 31 et 72, 28 nov. 1317; le roi était alors dans la vallée de la Loire). — Notons un cas embarrassant : le 29 juill. 1318, une lettre de justice est expédiée de Paris par J. Robert (X^{2a} 2, f. 41); le 28 et le 30 il en expédiait de Pontoise ou environs (X^{2a} 2, f. 56 et 72 v^o), où le roi se trouvait : on ne comprend pas très bien qu'il soit venu pour un jour délivrer des lettres de justice au parlement. — (6) X^{2a} 2, f. 99, 54 v^o, 5 v^o et 169 v^o, actes donnés « in Requestis per J. Roberti » (il est vrai que dans tous ces cas le roi était à Paris ou dans les environs immédiats; les cas ne sont donc pas absolument nets). — (7) *Act. parl.* 5727. Sur l'état du 3 déc. 1319 il est porté le 6^e des 12 lais de parlement. — (8) *Act. parl.* 4832, 5240, etc. — (9) JJ 59, n^o 338, etc. Les derniers que nous connaissions sont de juin 1321 (*A. S.* XII 245 et *A. P.* XI, 200; cf. pourtant X^{2a} 2, f. 60 v^o, 13 mars 1322). — (10) V. surtout X^{2a} 2, f. 23 v^o; le 16 octob. 1320 un acte est signé « per J. R. in requestis » (X^{2a} 2, f. 189 v^o), le roi était à Vincennes. — (11) *Act. parl.* 6134. — (12) *Act. parl.* 6053, 6072, etc. — (13) Langlois, *Mignon*, p. 374; Viard, *Journ. de Ch. le Bel*, 630. — (14) X^{1a} 8844, f. 203.

63. (1) Denifle, *Chartular.*, II¹, 563. — (2) Viard, *Journ.*, 1648. — (3) En

consiliarius regis in parlamento (2), — ou avec Guill. Rolland qui fut sénéchal de Rouergue, puis de Beaucaire (3). — Toujours est-il qu'il ne paraît pas avoir servi activement aux requêtes (4).

64. — ROUSSELOT (JACQUES), archidiacre de Reims (1), frère de Raoul R., l'ancien évêque de Laon (2). Présent au parlement le 13 janv. 1334 (3), il porte le titre de maître des requêtes de l'hôtel dès le 3 avril 1334 (4), puis à maintes reprises, — notamment sur l'état de juillet 1342 —, et encore le 22 juillet 1349 (5). De janv. 1335 (6) à avril 1350 (7), nous avons relevé plus de 300 lettres commandées par lui. Entre temps, il assiste au parlement (8), et reçoit des missions judiciaires (9) ou diplomatiques (10).

65 — ROYE (AUBERT DE), clerc, legum professor (1). Est présent dès 1315 à un arrêt rendu au parlement (2). En décembre 1316, il figure, sur l'état du parlement, aux requêtes de la langue d'oc (3). En 1317, on le voit effectivement siéger au

ce sens on remarquera que le sénéchal se qualifiait sire de Montfaucon (*H. L.*, X, 1070), titre que prend aussi le personnage cité par Chassebras, mais nous ne savons pas si Ch. doit cette indication au document même où il a trouvé R. maître des requêtes. — (3) V. seulement un acte [antérieur à] nov. 1347, JJ 76, n° 177 (et peut-être JJ 76, n° 47, déc. 1347). — *Act. parl.*, 4490^a et app. IV, n° 3.

64. (1) Ex. : Viard, *Doc. par*, I, 306 (Juin 1337); X¹⁹, f. 221 v° (21 nov. 1341). — (2) *Gall.*, IX, 546. — (3) X¹⁶, f. 345. — (4) X¹⁰¹, n° 283. — (5) JJ 78, n° 247. — (6) Ex. : JJ 69, n° 73. — (7) JJ 78, n° 191. — (8) X¹²⁴, f. 157 (nov. 1334). — (9) JJ 70, n° 352 6 juill. 1337 : le roi lui commet de s'occuper des dettes de S^t Rémy de Reims, il est qualifié maître des requêtes de l'hôtel). — (10) Il fait partie, en août 1339, d'une commission mixte avec les gens de Hainaut pour rechercher les excès commis par des agents royaux (Aubert, *1^{re} série*, II, 55, n. 2). En 1343, le roi l'envoie à Avignon (*P. orig.*, 2568, Rousselot, n° 2, 21 août ; cf. n° 3, 16 sept.)

65. (1) Denifle, *Chartul.*, II¹, 165 (mai 1313). — (2) Du Tillet, *Rec. des rangs*, 39 (Toussaint, 1315). — (3) *Act. parl.*, 4490^a et app. IV, n° 3. En 1323 certains gages lui étaient encore dûs pour le temps où il avait siégé aux

parlement (4), et le *Journal du trésor de Charles le Bel* nous enseigne que, de janv. 1318 à octobre 1320 il y fut présent 350 jours, à raison de 5 s. par. par jour (5). — En 1321, le roi le chargea d'assister en son nom à l'assemblée du clergé de la province de Sens où devaient être examinées d'importantes questions financières (6). — A partir d'avril 1320 (7), de nombreuses souscriptions montrent qu'il remplit les fonctions de maître des requêtes ; il semble en tous cas incontestable qu'il ait eu cette charge officiellement au moins à partir du 26 sept. 1320, car de ce jour il touche ses gages par l'intermédiaire de la chambre aux deniers (8). L'ord. de janv. 1322 le cite, le 2^d, parmi « cil des requestes qui suivront le roy », et les actes qu'il commande se pressent excessivement nombreux jusqu'en janv. 1324 (9). C'est peu après qu'il fut élu évêque de Laon ; il mourut le 25 avril 1338 (10).

66. — SAINT-JUST (JEAN DE), ancien maître clerc des comptes, commande quelques actes en décembre 1347 (1) et porte le titre de maître des requêtes de l'hôtel en mars 1350 (2) : il continuait à toucher les gages de 400 liv. par. qui lui avaient été octroyés à vie. Il rentra à la chambre des comptes le 4 mai 1351 et mourut le 13 juin 1359 (3).

67. — SAINTE-MAURE (GUILLAUME DE). Sur l'état du parlement de 1328 est porté, parmi les *suivans*, le doyen de Tours, avec, en marge, l'annotation *cancellarius*. Il ne peut s'agir que de

requêtes de la langue d'oc (*Journ. de Ch. le Bel*, 2801). — (4) *Olim.*, II, 634 ; III, 1165. — (5) N° 1591. — (6) Hervieu, *Rech. sur les premiers États généraux*, 161. — (7) JJ 60, n° 94. — (8) *Journ.*, 2802. Du montant de ces gages il est très difficile de tirer un enseignement, car nous ne savons pas le nombre de jours auxquels ils s'appliquent. — (9) JJ 62, n° 23. — (10) *Gall.*, IX, 546.

66. (1) Le Nain XIV, f. 321 ; JJ 76, n°s 27, 376. — (2) Viard, *Journ.*, 4713. — (3) Viard, *Doc. par.*, I, 270, n. 4.

Guill. de Sainte-Maure qui, alors doyen de Tours, devint chancelier le samedi avant la Saint-Martin d'été (1), 1 juillet 1329 (2). En fait, on trouve au nom du doyen de Tours d'assez nombreuses souscriptions, d'avril 1328 (3) à mars 1329 (4). Il déclina, en 1330, l'évêché de Noyon, (5), et resta, semble-t-il, chancelier, jusqu'à sa mort, qui survint en janvier 1335 (6).

68. — SALGUES (RAYMON DE), plénipotentiaire français à Avignon en mars, puis en mai 1341 (1), porte le titre de maître des requêtes de l'hôtel dès le 23 juillet de la même année (2), puis sur l'état de juill. 1342, et encore le 8 juill. 1350 (3). Nous relevons des actes commandés par lui de nov. 1341 (4) à juill. 1350 (5). Vers 1346, il est de nouveau envoyé à Avignon (6), en 1351 il fait partie d'une commission mixte avec des délégués du roi d'Aragon (7). Chanoine de l'église de Paris depuis longtemps (8), il en devint doyen dès la fin de 1348 (9).

69. — SAQUET (RAYMON), clerc, avait déjà été chargé de commissions judiciaires (1) et financières (2), et siégé au parlement (3), avant que nous ne le trouvions, en 1328, au rôle des clercs de la grand chambre (4). Sa carrière, dans les années

67. (1) Et non *d'hiver*, comme on le dit trop souvent (ex : P. Anselme, VI, 313-4). — (2) Note en tête de JJ 69, f. 1 r° — (3) Ex : JJ 65 n° 91. — (4) Ex : JJ 65 n° 31. — (5) *Chron. de R. Lescot*, éd. Lemoine, 22. — cf. Denifle. *Chartul.* II¹, 564 n. 1. — (7) P. Anselme, *loc. cit.*; Grandmaison, *Cartul. de l'archev. de Tours*, l. 25 n. 3.

68. (1) Déprez, *Guerre de cent ans*, 376-7 — (2) Douet d'Arcq, *Sceaux*, II, 4419. — (3) X¹c 3, n° 193 — (4) JJ 73, n° 40 — (5) JJ 78, n° 111. — (6) Renseign. de M. Viard. — (7) *H. L.* IX, 629 (octob. 1351) — (8) Il l'était déjà en 1341. (Déprez, *loc. cit.*) — (9) Denifle. *op. cit.*, 653-4 n. 1.

69. (1) *H. L.* X, 698 (1324) ; X¹a 8844, f. 294 (1327) et 376 v° (1328) — (2) Langlois, *Inv. de Mignon*, 1747 et 1826 (1325-6) — (3) X¹a 5 f. 415 (6 déc. 1324) — (4) App. IV n° 7. (5) Il siège au parlement (KK 2 f., 192 v°; X¹a 6 f. 58) reçoit des

qui suivent, continue à offrir le même aspect (5). — Il figure parmi les clercs des requêtes sur la liste de [nov.] 1331, et est encore qualifié par le roi, en nov. 1333, « clericus et consiliarius noster, requestarum hospicii nostri causis et negociis continue insistens » (6). Les actes qu'il commande en cette qualité commencent en juill. 1332 (7) et cessent en nov. 1334 (8). C'est ce même mois qu'il fut élu évêque de Thérouanne (9) ; il n'en continua pas moins de servir le royaume, notamment dans des missions diplomatiques (10). Archevêque de Lyon, en 1356, il mourut vers 1358 (11).

70. — SARGINES [ou SERGINES] (PIERRE DE), qui fut affecté en 1286 au service des *plaids de la porte*, était qualifié dès 1285 de « miles domini regis » (1) et rendait ses comptes, la même année, à l'occasion de diverses missions (2). En 1287 et 88, on le voit toucher ses droits de « manteau » (3). Un compte est mentionné à son nom, à l'Ascension 1289, « pro via ad regem Castelle (4) ». En 1296 il est classé parmi « li chevalier et li lay » auxquels « il est ordené que il soient résident au parlement continuellement espécialment en la chambre des plez » (5). Il était mort dès 1297, et en 1298 sa famille était l'objet de libéralités royales (6).

71. — SAVOIE (THOMAS DE), chanoine d'Amiens (1), fils de

commissions judiciaires (X^{1a} 8845 f. 12 v^o, 120, H. L. X 696 et 698), est chargé de mission diplomatique (Déprez, *Guerre de cent ans* p. 72, n. 3) ou à l'intérieur (ex : KK 2 f. 211 v^o). — (6) X^{1a} 8845, f. 332 (ponctuation erronée dans Viard. *Lett. d'état* n^o 59. — (7) JJ 66, n^o 1314 — (8) Ex : JJ 66, n^o 1431 — (9) Gall. X, 1560 ; selon *ibid.* XI, 771, il était doyen de Beauvais au début de 1332. — (10) Ex. Déprez *op. cit.*, 117 ; Viard, *Lett. d'état* n^{os} 229, 266, etc. — (11) Gall. IV: 168.

70. (1) H. Fr. XXII, 652. — (2) *ibid.*, 667. — (3) Clair. 832, p. 184 et 194. — (4) H. Fr. XXII, 761. — (5) Langlois, *Textes*, 163, § 8. — (6) Borrelli de Serres, *Rech.*, I, 345, n. 3.

71. (1) Blanchard, p. 6 (épitaphe), cf. Lehugeur, *Hist. de Phil. le Long*,

Thomas comte de Maurienne (2). Clerc en la grand chambre, dès décembre 1316 au plus tard (3), il apparaît comme « cleric suivant la cour » dans la crue du 10 juill. 1319, et plusieurs souscriptions de novembre 1319 attestent qu'il en exerça les fonctions (4); il est encore cité le premier des poursuivants en janvier 1320. — En 1330, on le trouve, avec le titre de chanoine de Paris, un des exécuteurs testamentaires de la reine Jeanne veuve de Philippe le Long (5). On ignore la date de sa mort.

72. — SOYECOURT (GILLES DE), trésorier de Saint-Martin de Tours (1), est qualifié maître des requêtes de l'hôtel en juin 1349 par le journal du trésor : il y est parlé des frais du voyage qu'il fit pour le roi vers le duc de Brabant et l'évêque de Liège (2). — Il signe des actes passés dans les requêtes en avril et sept. 1349 (3) et commande encore une lettre en janv. 1350 (4). On ne doit le confondre ni avec son homonyme, échanson de France, qui était mort, dès 1346, à la bataille de Crécy, — ni avec un autre, qui fut (plus tard) maître des requêtes aussi, mais chevalier (5).

73. — TRIE (PHILIPPE DE), trésorier de Bayeux (1), commande des actes à partir de sept. 1338 (2). Il prend la qualité de maître des requêtes de l'hôtel dans la quittance qu'il donne de ses gages de l'échiquier de Pâques 1341 (3), dans le

p. 336. — (2) Richard, *Mahaut... d'Artois*, 37 n. 2, et Chassebras sur Blanchard. — (3) App. IV, n° 3. — (4) Ex : JJ 59, n° 164. — (5) Viard, *Doc. par.* I, 93.

72. (1) Blanchard, p. 20. — Le roi lui avait conféré comme vacant en régle la charge de sous-doyen de Bayeux, que tenait Ph. de Melun ; il y avait sur ce procès au parlement le 15 juin 1336 (X^{1a} 7, f. 138 v°). — (2) Viard, *Journ.* 1336-8 avec la note. — (3) JJ 68, n°s 380, 392 et 407. — (4) Viard, *Doc. par.* II, 348. — (5) *Ord.* III, 391 (28 nov. 1359).

73. (1) P. orig. 2883, Trie, n° 9 (13 mai 1341). — (2) Ex. : JJ 71, n° 113.

tableau de service de juill. 1342, dans une quittance pour ses « dépens à Harfleur » le 31 août 1342 (4); sous ce titre toujours, il fait partie de la commission des gabelles (5). — Il assiste à l'échiquier de Pâques 1344 (6). On trouve encore une souscription à son nom en octobre 1347 (7). En sept. 1349, le journal du trésor mentionne un voyage qu'il a fait en Normandie avec Ph. du Bois et G. Villaine, notaire, pour affaires touchant le roi (8).

74. — **TRIE (HENRI DE)**, clerc, legum professor, était maître des requêtes de l'hôtel dans les derniers temps du règne de Philippe VI (1). En juill. 1350 il est, sous ce titre, réformateur général aux bailliages de Troyes et de Meaux (2). Il fut accusé de malversations dans l'exercice de cette mission, poursuivi, condamné par le grand conseil (3) et par le Parlement (4); il obtint le 3 fév. 1351 une lettre de rémission à laquelle le Parlement obtempéra le 27 (5).

75. — **TROISMONS (PHILIPPE DE)**, chevalier, commande de nombreux actes de février 1346 (1) à avril 1350 (2). Le 10 décembre 1347, il prend le titre de maître des requêtes de l'hôtel du roi dans la quittance qu'il donne de 720 l. pour le voyage des royaumes de Castille et de Portugal, auquel il doit aller de l'ordre du duc de Normandie (3). Le 21 juill. 1348

— (3) V. n. 1. — (4) Chassebras sur Blanchard. — (5) *Ord.* II, 179 (20 mars 1343); cf. 2291, p. 601 (30 mars 1344): ses gages en cette qualité. — (6) *P. orig.* n° 12. — (7) Le Nain XIV, f. 322. — (8) Viard, *Journ.* 2587.

74. (1) Nous connaissons deux actes commandés par lui: Le Nain XIV, f. 354 (déc. 1349), et JJ 78, n° 205 (mai 1350). — (2) *P. Orig.* n° 110 (moderne), d'ap. JJ 80; l'autre réformateur était R. de Giry, maître des eaux et forêts. — (3) X^{1a} 13, 8. 79, v° — 80 r° (6 nov. 1350: «.... tunc clericus et consiliarius noster ac magister requestarum hospicii domini et genitoris nostri. »). — (4) *ibid.* f. 79 r°- v° (27 nov. 1350). — (5) *App.* II, n° 76.

75. (1) Ex.: X^{1a} 8847, f. 217 v°. — (2) Ex.: JJ 78, n° 93. — (3) *P. orig.*

il est présent à une assemblée solennelle du Parlement (4). — En 1352, nous trouvons un Ph. de Troismons, chevalier aussi, qui est simplement conseiller lai à la chambre des enquêtes aux gages de 10 sous par jour (5); pendant les années qui suivent il est chargé de beaucoup de commissions, et devient maître des requêtes de l'hôtel, mais comme le premier ex. que nous ayons de ce titre est du 1^{er} juill. 1364 (6), nous hésitons à l'identifier avec le maître des requêtes de 1346 50.

76. — TURPIN (GUILLAUME), doyen de Saint-Aignan d'Orléans, est maître des requêtes de l'hôtel d'après des arrêts de 1349 cités par Blanchard (1) et par Chassebras sur Blanchard. De fait, on trouve quelques actes commandés par lui d'août à nov. 1349 (2). Est-ce lui qui avait siégé au parlement en 1343 et 1347? (3). Il devint évêque d'Angers en 1359 et mourut en 1371 (4).

77. — LA VACHE (JACQUES), chevalier, d'abord avocat (1), puis président au parlement (2), cumule, le 21 juillet 1348, ce dernier titre avec celui de maître des requêtes de l'hôtel (3), et c'est à cette qualité que l'on doit rattacher un certain nombre d'actes commandés par lui de mars 1347 à mai 1350 (4). Il mourut le 1^{er} fév. 1366 n. st. (5).

2886, Troismons, n° 2. En juin 1348, il était de retour. car il commandait un acte à Paris (JJ 77, n° 159). — (4) X^{1a} 4 f. 165 (peut-être y porte-t-il le titre de maître des requêtes.) — (5) Moranvillé, *Journ. du Trésor*, dans *Bib. Ec. Ch.* 1887 p. 183, n° 138. — (6) Delisle, *Mandements de Charles V*, n° 42.

76. (1) Blanchard, p. 21, cf. *Gallia VIII*, 1523-4. — (2) JJ 77, n° 427; JJ 78, n° 119. — (3) X^{1a} 9, f. 456 (17 mai 1343); X^{1a} 10 f. 173 (27 janv. 1345 : Guido Turpin) — (4) *Gall. XIV*, 578.

77. (1) Delachenal, *Hist. des avocats*, 384. — (2) Dès le 11 mars 1345 (Aubert, *1^{re} série*, I. 90). Ses gages étaient, en cette qualité, de 500 liv. par an (Viard, *Journ.* 1580, 1826) — (3) X^{1a} 4, f. 165. — (4) JJ 76, n° 69.... JJ 78, n° 234. — (5) Delachenal, *loc. cit.*; cf. sur ce personnage : Aubert, *1^{re} série*, I, 90-91 et Valois, *Le conseil du roi*, 64, n. 1.

78. — VAUCEMAIN (LOUIS DE), clerc, fut d'abord maître clerc à la chambre des enquêtes du parlement (1). On trouve à partir de mai 1338 d'assez nombreuses souscriptions à son nom (2) : le 5 fév. 1339 il est qualifié maître des requêtes de l'hôtel dans un ordre que le parlement lui adresse comme liquidateur d'une succession (3) et ensuite dans plusieurs lettres par lesquelles le roi lui accorde diverses faveurs. En sept. 1345 il est commissaire du duc de Normandie pour faire des emprunts en Touraine (4). En décembre, il est en Gascogne en la compagnie de ce duc et reçoit une lettre d'état du roi (5). Le 21 mai 1346, il se trouve encore à sa suite, et ce seigneur lui augmente ses gages (6). — Le dernier acte que nous ayons trouvé commandé par lui est de novembre 1346 (7) ; mais il dut conserver quelque temps encore le titre de maître des requêtes : d'après une note (prise sur des documents malheureusement perdus), il figure à ce titre parmi les officiers du duc de Normandie, avec cette mention « jusqu'au 1^{er} avril 1349 qu'il renonça aux gages » (8). En tous cas, le 11 août de cette même année 1349, il se qualifie déjà élu et confirmé de Chartres (9). Il mourut d'après la *Gallia*, le 19 janv. 1357 (10).

79. — VAUDENCOURT (FAUVEL DE), chevalier. Il fut d'abord bailli de Cotentin, de 1327 à 1331 (1), puis de Vermandois (2) ;

78. (1) Viard, *Journ.* n° 12, (gages de déc. 1327 à fév. 28), cf. liste de 1328, (app. *IV*, n° 7). — (2) Ex. : JJ 71, n° 62. — (3) V. *Supra* p. 165, n. 3. — (4) *P. orig.* 2940, Vaucemain, nos 3 et 6, cf. Viard, *Journ.* 612. — (5) Viard, *Lett. d'État*, n° 275 ; cf. aussi, n° 386 (13 mai 1346). — (6) Pour le détail, V. *Supra* p. 64, n. 2, cf. aussi. *P. orig.* n° 8 (ordre de payer ses gages supplémentaires de 40 s. du 6 mars 1346 au 10 sept. 1346). — (7) JJ 77, n° 30. — (8) Clair. 833, p. 1163 (Si tel est bien le texte du doc. orig., on doit traduire : 1350 n. st). — (9) JJ 77, n° 315. — (10) *VIII.* 1175. Cf., sur ce personnage, la notice de Ern. Petit, *Bourguignons de l'Yonne*, 311 à 313.

79. — (1) Delisle, *Baillis*, 156. — (2) Delisle, *Col. de Bastard*, n° 1 (1332).

il l'était encore le 17 janv. 1336 (3). Deux mois plus tard, — il était alors gouverneur des foires de Champagne —, le roi l'appela à siéger en la grand chambre du parlement (4). Deux ans après il était maître des comptes (5); il est encore à ce service en 1346 (6). Mais, le 24 novembre de cette même année, il fut fait maître des requêtes, d'après le compte du changeur du trésor cité par Blanchard (7); il porte ce titre, à l'occasion de fonctions arbitrales, le 7 décembre 1349 et en juillet 1350 (8). Les rares actes commandés par lui commencent en janv. 1347 (9). Le 8 février 1359 il est encore maître des requêtes de l'hôtel (10).

80. — VIGIER (GUILLAUME), chevalier, fut d'abord lai des enquêtes (liste de nov. 1340) (1). Le 27 mars 1348 n. st il est qualifié maître des requêtes de l'hôtel (2), et nous avons conservé une dizaine d'actes qu'il commanda de sept. 1347 à mars 1348 (3).

81. — VILLAINES (PIERRE DE), archidiacre de Paris (1), est déjà maître clerc en la grand chambre sur l'état de 1336 (2). On trouve, à partir de juillet 1339 (3) et jusqu'en octobre 1344 (4)

— (3) JJ 70, n° 280. — (4) X^{1a} 8846, f. 88 r° (Lyon, 29 mars 1336). C'est cette même année que, selon Aubert, 1^{re} série, I. 90, il aurait été président au parlement. Il s'agit d'une commission criminelle signée par P. de Cugnières, G. du Chastellier, et lui (X^{2a} 3, f. 83). Rien n'indique qu'il agisse comme président. — (5) *Ordinarium* de 1338 (Viard, *Journ.* 5394 et 5661); cf. Déprez, *Guerre de cent ans*, 260, n. 4 (sept. 1339), *Lescot*, éd. Lemoine, 229 (nov. 1342), Viard, *Journ.* n° 185 (nov. 1345). — (6) PP 109, p. 323 (13 juin 1346). — (7) pp. 16-17. — (8) JJ 78, n° 111, — (9) Le Nain XIV f. 292. — (10) X², 6 f. 401 (sign. p. Valois, *Le Conseil*, 64 n. 5).

80. — (1) Aubert, 1^{re} série, I. 37^v. — (2) X^{2a} 5, f. 133. — (3) JJ 68, n° 212... JJ 77, n° 224.

81. — (1) Il l'est déjà en janv. 1335, (PP. 109, p. 236^v). Entendez : archidiacre de Josas en l'église de Paris : X^{1a}, 8 f. 49 v°, 14 avril 1339). — (2) Guilhiermoz, *Enq. et procès*, 636. — (3) JJ 73, n° 7; cf. n° 47 (août : après

un assez grand nombre d'actes commandés par lui. Il porte le titre de maître des requêtes sur le tableau de juill. 1342, le 20 mars 1343 (commission des greniers à sel et gabelles) (5), et en juill. 1343 (il assiste à un accord à Orléans) (6). Toujours en la même qualité il siège à l'échiquier de la Saint-Michel 1344 (7), et c'est aussi sous ce titre que, le 28 janvier 1345, le duc de Normandie le commit, avec son collègue S. Baudri, pour enquérir sur le débat entre le sire de Preaulx et les habitants de Rouen, et tâcher de les accorder (8). — Nous ne savons si c'est lui qui fut, de l'extrême fin de 1344 à 1347, évêque d'Auxerre, puis évêque de Bayeux, et mourut en 1360 (9). Mais il est certain qu'on ne doit pas le confondre avec un autre Pierre de Villaines qui, dès novembre 1340 (10) et encore en 1359 (11), était maître des requêtes *du palais*, et que tous les textes, à la différence du nôtre, qualifient de *chevalier*.

82. — VILLEPESKE (FERRI DE (1) (*Ferricus Briardi de Villapesqua*) (2), chevalier (3). Nous n'avons pas conservé d'actes faits par lui en qualité de maître des requêtes, mais il figure parmi les *suivans* et les *lais* de la grand chambre en juillet et décembre 1316. Il est aussi porté le 7^e, sur la liste des 12 *lais* du parlement du 3 décembre 1319 (4). Il y siège maintes fois (5), et ce doit être en cette qualité, — et non en celle de

enquête des maîtres des requêtes). — (4) JJ 75, n° 72. — (5) *Ord.* II, 179. — (6) X¹c3, n° 29. — (7) *P. orig.* 3001, Villaines, n° 2. — (8) JJ 74, n° 192. — (9) *Gall.* XII, 318 et XI, 374. — (10) Aubert, 1^{re} série, I. 369. — (11) *Ord.* III, 391.

82. (1) *Ferri* et non *Pierre* comme le dit Lehugeur, *De hosp.*, 30, M. L. (*ibid.* 31 n. 1) s'est donné bien inutilement beaucoup de peine pour établir que *Pierre* de V., *suivant* en 1316, devait être le même que *Ferri* de V. qui, sur le même état, est porté comme maître du parlement. La question ne se pose pas : à la liste des *suivants*, on lit très nettement *Ferri*. — (2) Langlois, *Inv. de Mignon* p. 363, cf. JJ 56, n° 599. — (3) ex : JJ 56, n° 599. — (4) *Act. parl.* 5899^a. — (5) Ex : *ibid* 5185, 5727. 6134. Il reçoit aussi des commissions

suivant —, qu'il expédia de Paris, en mars 1319, avec G. de Marzy, plusieurs lettres de justice (6). Le *journal du trésor de Charles le Bel* contient encore plusieurs mentions de ses gages pour le parlement de 1321-22 (7). — Il est chargé de missions en province : en 1317 il va à Meaux pour la garde de cette ville (8), — en 1319, il est, avec l'abbé de Saint-Germain des Prés, envoyé pour la réformation de Provins (9), etc. Enfin le compte de dépenses de Noël 1329 (10) mentionne à son nom une commission qui n'est pas précisée; c'est la dernière mention que nous connaissions de ce personnage.

83. — VILLETE (GEFFROY DE) (1), un des juges habituels des *plaids de la porte* sous Saint Louis. Il fut chargé de la garde du bailliage de Tours, puis bailli en titre (2). Le roi le fit ensuite chevalier (3). Puis il collabora à l'œuvre du parlement par des enquêtes (4), et, par deux fois (à propos, il est vrai, d'affaires non judiciaires) on le voit siéger, soit « *in camera in qua tenentur placita pallamenti* » (7 juin 1268) (5), soit « *in pleno parlamento* » (juin 1271) (6). Il fut chargé, avec J. de Soisy, d'une mission à Venise (7). En 1270 il était enquêteur dans le bas Languedoc (8).

84. — VILLIERS (GUILLAUME DE), chevalier, docteur en lois (1), commande à partir de juillet 1335 (2), comme maître des requêtes de l'hôtel (3), un grand nombre d'actes (4). Il fait, en

e / (ex : 5188). — (6) Ex : X^{2a} f. 35 v^o — (7) V. notamment n^o 433 où il est dit « *presidens cum aliis in parlamento* », cf. n^o 2090. — (8) Langlois, *Mignon*, p. 363. — (9) JJ 56 n^o 599 (*Ord.* XII, 445). — KK2, f. 212.

83. (1) Delisle, *Baillis*, 162. — (2) *H. Fr.* XXII, 746, 747. — (3) Borrelli de Serres, *Recherches*, I. 256 n. 4. — (4) *Olim* I, 210 et 871 (1265 et 1271). — (5) *Layettes* IV, 5393. — (6) *H. Fr.* XXI, 424, n. 1. — (7) Compte de 1269 : *H. Fr.* XXII, 749. — (8) *H. L.* VI, 916, n. 5.

84. (1) Même doc. que n. 6. — (2) JJ 69, n. 137. — (3) *Ibid* : « Par le roy

< cf. *supra*, p. 61.

1336, partie de la commission chargée de juger Hugues de Crusy (5). C'est sous son titre de maître des requêtes qu'il est chargé, en fév. 1337, de procéder à une assignation de rentes (6), et en 1340 de connaître des réclamations des habitants de Lille qui se plaignaient d'être troublés dans la jouissance de leurs coutumes (7), et qu'il donne quittance, le 2 juill. 1342, de ses dépens faits pour un voyage vers le duc de Lorraine et le comte de Bar, auquel le roi l'a envoyé (8). — Il figure toujours sur le tableau de service des maîtres des requêtes de juillet 1342, et commande encore des actes en mars 1344 (9). Le 11 sept. 1341 il était présent au Conseil du parlement (10).

85. — VITRY (PHILIPPE DE), clerc, était, dès le début du règne de Philippe de Valois, notaire du roi (1). Il devint ensuite un des clercs des requêtes du palais (2). Les seuls actes que nous connaissions commandés par lui sont d'avril et de mai 1346 (3). D'ailleurs, bien qu'il porte le titre de maître des requêtes de l'hôtel du roi et du duc de Normandie, c'est uniquement auprès de celui-ci qu'il paraît servir (4) : le 24 mai 1346 le duc, à la place des « livrées » de vivres qu'on ne peut faire commodément à cause des guerres, lui donne 40 sous par jour « pour son vivre et autres nécessitez » (5) : le

a la rel. de mons. Guillaume de Villiers en l'absence des autres gens des requestes de l'ostel ». — (4) De juill. 1335 à mars 1344 nous en avons relevé environ 260. — (5) Hellot, *Chron. paris. anon.* 167. — (6) JJ 70, n° 245. — (7) JJ 73 n° 26 (28 déc. 1340). — (8) Chassebras sur Blanchard. — (9) JJ 75 n° 130. Le compte du changeur du trésor de 1344 (Blanchard pp. 15-16) le nomme encore maître des requêtes. — (10) X^{2a} 4, f. 46.

85. — (1) JJ 65^a n° 19 (fév. 1328 : « Collatio facta per... ») ; cf. l'état de 1329-30 (Viard, *Bib. Ec. Ch.*, 1890, p. 266). — (2) Listes de 1340 et 1341 (Aubert, *1^{re} série*, I, 369 et 373). — (3) X^{1a} 8818, f. 30, 232 v°, 237 ; JJ 76, n° 270. — (4) Et même. le 16 novembre 1349 (*P. orig.* 3032, Vitry, n° 11) il se qualifie seulement maître des requêtes du duc — (5) *P. orig.* n° 2. — (6) *P. orig.*

10 août 1346 il lui permet de toucher ses gages de 6 sous par jour (et 10 liv. par. pour manteau) qui lui avaient été assignés à vie par Charles le Bel, malgré l'ordonnance qui avait suspendu du 1^{er} octobre 1345 au 1^{er} octobre 1346 tous les gages supérieurs à 3 s. (6). Il est encore qualifié maître des requêtes de l'hôtel du roi et du duc de Normandie en mars 1350 par le journal du trésor (7). En sept. 1350, le roi Jean l'envoie en mission à Avignon (8) ; ce même mois il se qualifie encore maître des requêtes de l'hôtel du roi (9). C'est peu après qu'il fut élu évêque de Meaux (10). Il dut mourir en 1361 (11).

n° 5. Le 27 août, V. (*ibid.* n° 6) donna quittance d'une somme correspondant à ces deux chefs. — (8) *P. orig.* n° 9 et 10. — (9) *P. orig.* n° 12. — (10) Le roi lui délivra son temporel le 27 janvier 1351 : PP 109, p. 350. — (11) *Gall.* VIII, 1636).

+ 27 août 1351 (27 août 1351)

APPENDICE IV

PIÈCES JUSTIFICATIVES

I

Saint-Germain, juillet 1316.

*Ordonnance du Conseil, du Parlement et de la Chambre
des comptes (1)*

L'ORDENANCE DU CONSEIL, DU PARLEMENT ET DE LA CHAMBRE DES
COMPTES, FAITE A SAINT-GERMAIN EN LAYE OU MOIS DE JUNGNET
L'AN MCCCXVI QUE LE ROY ESTOIT LORS REGENT.

[f. 40 v°] Premièrement ceus de l'estroit conseil.
[23 noms dont le dernier est : le chancelier].

.

LA CHANCELERIE

Messire Pierre de Arrablay, chancelier, et prendra (2).

CLERS SUIANS ET LAYS

Mestre Michiel Mauconduit.

[f. 41 r°] Mestre Pierre Bertran.

Mestre Pierre de Chapes.

Messire Jehan d'Arrablay le pere.

(1) JJ 57, f. 40 v° et suiv. Cf. App. I, n° 1.

(2) *Sic.*

Messire Ferri de Villepeske.

Jehan le Boucher... Des qu'ix il y aura touz jours a court 1 clerc et 1 lay, liquel prendront a court en la maniere acoustumee au temps du roy le pere et li autre se il y viennent ne prendront rien se il ne sont mande.

Clercs du secre.

.

La Chambre des comptes.

.

[f. 41 v°] Chevaliers poursuians monseigneur pour li compaignier et pour conseil.

.

[f. 42 r°]

CHAMBELLENS

Messire Adam Heron, le Borgne de Ceriz, Robillars de Bonnemare, liquel porteront le petit scel duquel il ne pourront sceller ne signer lettres de justice, ne de office, ne de benefice, ne de nulle autre chose fors lettres de prieres, de estat de responses ou de mandemens de venir et de cers et de sengliers se ainssinc n'est que elles fussent signees de main de notaire par ceus qui ont povoir de commander lettres, c'est assavoir par ceus qui s'ensuient et en la maniere dessouz escripte.

Nul ne fera signer lettres de justice fors li III clerc et li III lay suivant quand il seront a court, et le parlement et les requestes quant il y seront, et noz grans seigneurs dessus nommez.

[f. 42 v°] Item lettres de grace, de offices, de benefices et de bois par ceus du conseil estroit.

Item lettres qui toucheront argent par la chambre des comptes.

.

Et li chanceliers et cil de la chancellerie prendront
autant en tout et par tout comme il fesoient au
temps du roy le pere.

La Chambre aus deniers...

Sergenz d'armes...

[f. 43 r°] Parlement (1)...

[f. 43 v°] Notaires...

[f. 44 r°] Et ordene monseigneur et deffent que nul de parle-
ment ne de chancellerie, ne nul de la chambre des
comptes ne du tresor, praigne robes ne pension
d'autrui se il veult demorer en l'estat ou monsei-
gneur l'a ordene.

2.

Bois de Vincennes, décembre 1316.

Ordonnance de l'hôtel du roi (2).

C'EST L'ORDENANCE DE L'OSTEL PH. ROY DE FRANCE ET DE NAVARRE
QUI ORES EST, FAITE AU BOIS DE VINCENNES OU MOIS DE DÉCEMBRE
L'AN M. CCC. XVI.

.
Le chancelier

De ceus qui suivront (3) le roy pour les requestes aura tou-
jours a court i clerc et i lay et s'il sont plus il ne prendron-
riens s'il ne sont mandez et mengeront à court et seront heber-
giez ensamble, et s'il ne viennent menger a court il n'auront
nulle livroison et prendront les ii chascun iii prouendes

(1) Ed. *Act. parl.* n° 4482^a.

(2) JJ 57, f. 58 r° (cf. App. I n° 3).

(3) En marge est ici cette annotation : « id est magistri requestarum hospi-
cii ». L'écriture semble de la 2^e moitié du XIV^e s.

d'avaine et xxxii d. de gages chascun pour leurs autres choses et auront en la fourriere chascun iii coustes et feurre a l'avenant et i moolle de busche se les ii gisent enssamble et livraison de chandelle chascun ii kaiers et xii menues et ou temps ou il seront en parlement il auront chascun xii s. de gages par jour et ne prendront nulle autre chose a court.

Notaires suivanz le roy.

3.

[Décembre 1316] (1).

État du Parlement (2).

JUGEURS EN LA GRANT CHAMBRE. C'EST L'ORDENANCE DES PERSONNES
QUI TENDRONT PARLEMENT (3).

Parlement en la grant chambre.

Prelaz.

Rouen.

Amienz.

Aucoirre.

Pampelune.

Saint Brioc.

Mende.

Saint Denis.

Barons.

Le comte de Bouloigne.

Le connestable.

Le seigneur de Craon.

Monseigneur G. de Harecourt.

(1) Sur la date de ce document, v. app. I, n° 4.

(2) Clair. 754 f. 214 (rôle original).

(3) Ces indications sont au dos du rôle.

Clerz.

Mestre Michel de Mauconduit	}	suivanz.
Mestre Pierres de Chapes		
Mestre P. Bertran		
Mestre G. de Broce		
Mestre Phe. de Mornay.		
Mestre Jehan de Cherchemont.		
Mestre Dreues de la Charite.		
Mestre Denise de Senz.		
Mestre Escole de Poitiers.		
Mestre Jehan de Forgetes.		
Mestre Richart de Thiboutot.		
Le chantre de Clermont.		
Mestre Jehan Pasté.		
Thomas de Savoie.		
Mestre Phe. le Convers.		
L'abbe de la Baume.		
Mestre Jehan le Duc.		

Laiiz.

Monseigneur Jehan d'Arrablai	}	suianz.
Monseigneur Ferry de Villepescle		
Jehan le Boucher		
Monseigneur Hugue de la Celle.		
Monseigneur Gile Acelin.		
Monseigneur Thomas de Marfontaines.		
Monseigneur Guillaume de Chaudenay.		
Monseigneur Guillaume Flote.		
Mouton de Blainville.		
Pierre de Dicy.		
Mahy le Vilain.		
Mestre Raoul de Pereans.		
Monseigneur Guillaume de Marcilly.		

Fremin de Coquerel.
 Renaut Barbou.
 Monseigneur Girart de Chastillon.
 Le prieur de Lopital.
 Le seigneur de Pois.
 Monseigneur Bertran de Durfort.
 Le seigneur de Davançor.
 Jehan Billouart.
 Monseigneur Hugue Giraut.

Aus Requestes de la langue françoise

Mestre Jehan de Dijon.
 Le doyen de Cassel.
 Mestre Pierre Fauvel.
 Mestre Pierre Maillart.

En la langue d'oc.

Le prieur de Coynsi.
 Mestre Guillaume Dust.
 Mestre Hue de Saint-Pol.
 Mestre Aubert de Roye.
 Mestre Guillaume Arrenart.
 Monseigneur Guillaume de Viry.
 Mestre Raimbaut de Rechignevoisin.
 Jehan de Saint-Valier.
 L'abbe de Charros.

. (1)

(1) Suivent : les rapporteurs d'enquêtes (19 noms) ; les juges des enquêtes (2 évêques et 2 prieurs en tête, puis 8 clercs et 5 laïcs) ; enfin les notaires (40 noms).

4.

Vivier en Brie [janvier 1320] (1).

Fragment visant les Poursuivants (2).

Li Roys ordena au Vivier de son estroit conseil en toutes ses besoignes avec nos seigneurs de son sanc, le connestable, le sire de Suly, monseigneur de Noyers, monseigneur de Gienville.

Item, poursuiantz avec lui, maistre Thomas de Savoie, maistre Michel de Mauconduit, maistre Amy d'Orliens, messire J. d'Ar rablay le jeune, messire J. d'Arsillieres, et messire J. Robert. Et se ordeneront en tel maniere que touz jourz en aura Il a court et non plus, et seront continuellement aus heures accoustumees en lien commun pour oir les requestes, et feront serement que a leur pouair il ne soufferront passer chose qui soit contre les ordenances, et que toutes les requestes qui leur seront faites qui appartendront a la chambre des comptes, en parlement, ou en autres lieux, ou il auroit genz ordenez a ce, il ne oiront point, mes les renvoieront aus lieux ou il appartendront se ce n'estoit ou deffaut de ceus qui les devroient avoir delivrees.

5.

Février 1321

Ordonnance des Poursuivants (3)

L'ORDENANCE DES POURSUANS LE ROY

Ph par la grace de Dieu roys de France et de Navarre faisons

(1) Sur la date de ce document, v. app. I, n° 8.

(2) Sur les mss., v. *ibid.* Nous donnons le texte de lat. 12814 (*Noster* ¹), f. 123 r° v°.

(3) Sur la date et les mss. de cette ordonnance, v. App. I, n° 9. Nous donnons le texte de JJ 57, f. 105, r°, v°.

savoir a touz nous avoir fait extraire de noz ordenances faites par nostre grant conseil les articles ci-apres escriptes lesquielx nous voulons estre tenuz et gardes fermement sanz corumpere par noz pursuians, et fu faite en février mil CCCXX.

Premierement avons ordonne que deuz de ceus des requestes seront continuellement avec nous suianz la court et non plus, I clerc et I lay lesquels seront tenuz de soir chascun jour a heures determinees acoustumees en lieu commun pour oir les requestes que faites leur seront et ne passeront ne ne soufferront a passer aucunes lettres qui soient contraires a noz ordenances.

[2] Et pour ce que nous avons ordene que toutes receptes de nostre royaume queles que elles soient seront faites par noz receveurs generaus des seneschaucies et baillis et apportees a Paris a nostre tresor sanz aucune chose autre part tourner ou convertir exceptez fiez aumosnes gaiges et choses ordinaires acoustumees a paer esdites seneschauciees et baillies et toutes mises autres extraordinaires soient pour noz besoignes secretes ou autres seront despensees a nostre tresor deffendons que contre ceste ordenance aucunes lettres ne soient commandees passees ne seellees, et tout autressi est nostre entente afin que nous puissions plus clerement savoir et cognoistre les revenues et emolumentz de nostre royaume que touz quins, deniers, rachas, reliez, forfaitures amendes et toutes manieres des autres choses semblables soient receues et apportees enterinnement par noz dis generauls receveurs a nostre dit tresor sanz rienz en donner ceste presente annee a quelque personne que ce soit fors ou cas piteable et moult neccessaire, ou quel cas se aucune chose nous emplesoit a donner ou remettre de grace especial pour pitie et sera en certaine quantite d'argent laquelle nous commenderons estre paice par nostre tresor a Paris.

[3] Item les dis pursuianz ne deliverront ne ne passeront nulles requestes qui touchent nostre parlement, nostre chambre de noz comptes, ou nostre trésor, encois iceuls requerans renvoieront aus lieux la ou il appartendra chascun en droit soi.

Et pour ce que moult de requestes ont souvent este faites à noz prédecesseurs et a nous qui passees ont este fraudeusement souz l'ombre (1) d'aucune couleur de raison les queles se discutees eussent este par devant ceuls qui sont instruiz et ont cognoissance des besoignes n'eussent pas este passees, comme de moult de genz qui requierent recompensacion de services, restitucions de dommaiges, grâce de dire contre arrez donnez en nostre parlement et pluseurs autres choses semblabes ou moult de fraudes et de decepcions ont este faites ou temps passe de toutes icelles requestes nousdoivent les poursuiantz qui avec nous seront avisier afin qu'elles ne passent et qu'elles soient renvoiees chascun endroit soi aus lieux la ou il appartendra (2).

[4] Item nous avons ordonne que (3) touz jourz avoir plaine cognoissance des choses qui se feront par devers euls en nostre conseil que un livre soit fait que l'en appelle journal ouquel l'en escripra continuellement ce que fait aura este en nostre conseil dont memoire soit a faire, et a celui livre faire et garder nous avons ordonne mestre Pierre Barriere nostre clerc auquel y sera dit et devise par ceuls qui seront presens de nostre estroit conseil ou par l'un des poursuiantz se appelle estoit, ou cas la ou les autres seroient absens, chauscun jour ce que fait aura este en nostre dit conseil dont mencion soit a faire, et y seront mis expressement les noms de ceuls qui auront este aus besoignes conseillier, et pour ce que aucunes des choses conseilliees ne soient oubliees ou retardees a mettre execucion le dit mestre P. ou celui qui tendra le dit journal vendra toutes les semaines Il foiz ou III selon ce que plus y aura de besoignes conseilliees ramantevoir a ceulz de nostre conseil les dites besoignes pour

(1) K 40, n° 23, r°, donne le même texte; lat. 12814 donne : souz *nombre* d'aucune couleur de raison.

(2) Lat. 12814 répète : chascun en droit soy.

(3) Lat. 12814 donne *pour*, ce qui est évidemment préférable.

icelles déterminer et mettre a fin selon ce que il garderont que les besoignes le requerront.

Item avons ordenne (1) afin que noz clers etc.

6

Favières, 14 octobre 1325.

Jugement rendu, au nom de la Curia par les maîtres des requêtes de l'hôtel (2)

SENTENCIA QUEDAM DATA PRO PRIORE PRIORATUS PULCRE VALLIS MONASTERII SILVE MAJORIS CONTRA HABITATORES PARROCHIE DE CUTHERIACO.

Karolus, Dei gracia Francorum et Navarre rex, universis presentes litteras inspecturis, salutem. Notum facimus quod cum habitatores parrochie de Cutheriaco et pertinentium ejusdem parrochie nobis conquesti fuissent quod prior prioratus Pulcre Vallis ad monasterium Silve Majoris pertinentis eisdem habitatoribus super decimis terragiis et aliis deneriis ad que habitatores ipsi eidem tenebantur priori contra tenorem privilegiorum et cartarum dicto prioratu super premissis concessarum plures novitates in debitas intulerat et adhuc inferre conabatur injuste et propter hoc requirerent quod nos eundem priorem coram nobis ad certam diem venire faceremus et injungi sibi quod ipse quascunque cartas et privilegia si quis et que super predictis haberet ad dictam diem secum afferret ut ipsis visis super premissis eisdem habitatoribus provideremus de remedio competenti, nos ipsorum habitatorum super predictis audita querimonia dictum priorem ad diem sabbati post festum Beati Dyonisii proxime preteritum coram nobis adjornari fecimus

(1) Lat. 12814 s'arrête dès ce mot.

(2) JJ 62, n° 473. Cf. *suprà*, chap. V, § I, et App. II, n° 2.

allaturum dictas cartas et privilegia, et eisdem habitatoribus super hiis que contra ipsum vellent proponere responsurum et alias processurum cum eis super hoc ut esset rationis, — ad quam diem dictus prior suo et dicti sui prioratus nomine ex una parte, et procurator dictorum habitatorum sufficienter instructus ex altera comparentes in curia nostra, dictus prior plures cartas et privilegia prout sibi ex parte nostra mandatum fuerat apportavit et eas exhibuit in eadem curia coram gentibus nostris tunc nobiscum existentibus in eadem. Quibus exhibitis, procurator dictorum habitatorum procuratorio nomine eorundem proposuit quod idem prior super dictis decimis, terragiis, tailliis et aliis deneriis plures novitates indebitas eisdem habitatoribus intulerat et inferebat cotidie minus juste requirens quod novitates hujusmodi revocari et ad pristinum statum reduci faceremus easdem. Ex adverso vero dictus ad sui deffensionem prior proposuit quod dudum super predictis inter ipsum ex una parte et dictos habitatores ex altera mota discordia dicte partes in certos arbitros arbitratores seu amicabiles compositores communiter electos a dictis partibus se compromiserant super ipsam quodque cum dicti arbitri super hujusmodi discordia cognoscerent Petrus de Tercia Leuca tunc baillivus Vitriaci dicto adhuc non terminato negotio de assensu dictarum parcium, vocatis dictis partibus et arbitris, viso processu super hoc facto et habitato per eosdem arbitros tanquam ballivus et judex dicti loci sub modo et forma in quodam arresto per eundem ballivum lato quod idem prior similiter eidem curie exhibuit a quo appellatum non fuerat, ut dicebat, sed in rem transsierat judicatam contentis, dictum negotium terminaverat, quodque postmodum habitatores ipsi eundem priorem dicto arresto non obstante pretextu quarundam nostrarum litterarum per eos impetratarum tacito de predictis ad dies nostros Trecentes novissime preteritos adjournari fecerant allaturum dictum arrestum et alias super contentis in eo cum ipsis processurum ut esset rationis, ad quos dies dictus prior sufficienter comparuit

dictis habitatoribus seu earum procuratore minime (1) comparentibus, propter quod dictus prior in dictis diebus ut dicebat licenciam obtinuerat recedendi, pluresque alias rationes ad sui deffensionem proposuit, per quas dicebat dictos habitatores non obstantibus propositis in contrarium per eosdem compelli debere per eandem curiam ad tenendum et servandum dictum arrestum secundum ipsius continenciam et tenorem. — Auditis igitur in eadem curia predictis partibus super premissis ad plenum, visis eciam cartis et privilegiis ejusdem prioris et arresto predictis per eundem priorem in eadem curia exhibitis ut prefertur, curia ipsa dicto procuratori ipsorum habitatorum nomine procuratorio eorundem et pro ipsis, precepit et injunxit ut dictum arrestum juxta sui tenorem servarent et tenerent, nec eidem in aliquo de cetero contrairent, eisdem habitatoribus super premissis perpetuum silentium imponendo, injunxit insuper eadem curia et precepit eidem priori ne ipsos habitatores contra contenta in dicto arresto quoquo modo molestet, sed contenta in eo in quantum tangit dictos habitatores et eorum quem libet eisdem servari faciat et teneri. Unde baillivo Vitriaci moderno et qui pro tempore fuerit presencium tenore mandamus quatinus dictum arrestum juxta sui tenorem diligenter exequetis (*sic*), contenta in eo faciat inviolabiliter observari, jure nostro et hominum nostrorum in predictis omnibus et aliis semper salvo. In cujus rei testimonium, presentibus litteris nostrum fecimus apponi sigillum. Actum apud Faverias (2) die lune post festum Beati Dyonisii (3), anno Domini millesimo ccc^o vicesimo quinto.

Per magistros requestarum hospicii, J. de Templo.

(1) Le registre porte « nomine », erreur évidente.

(2) Sans doute un des *Favières* de l'Aisne, car, le 6, le roi était à Espiers, et le 21 à Villers-Coterets.

(3) 14 octobre.

7.

[1328]

*Etat du Parlement de 1328 (1)*L'ORDENANCE DES MESTRES DU PARLEMENT ET PREMIEREMENT
DE LA GRANT CHAMBRE*Clers*

L'evesque de Evranches.

L'evesque de Biauvez.

L'abbe de Saint-Denys.

Mestre Thibaut de Sanceurre.

Mestre Jehan Mandevillain.

Mestre Nycole Blanc.

Mestre Guy Baudet.

Mestre Raymond Saquet.

Mestre Guillaume de Chenac, archediacre de Paris.

Mestre Jehan de Digon.

Mestre Gieffroy Chalop.

Mestre Raoul de la Flache.

Mestre Macy Ferrant.

Mestre Richart des Champs.

Guillaume de Chastiau Vilain.

Lays de la dite chambre

Le conte de Bloys.

Le viconte d'Aunoy *mortuus*.

Le seigneur de Partenoy.

Monseigneur Thomas de Marfontaines *mortuus*.

Monseigneur Pierre de Cuignieres.

(1) Clairamb, 754, f. 217. Sur la date de ce document, v App. I, n° 14.

Monseigneur de Ville Bresme.
 Monseigneur Guillaume Flote.
 Monseigneur Hugue de Vissac *credo quot sit mortuus.*
 Monseigneur Jehan du Chastelle.
 Monseigneur Thibaut de Denisi.
 Monseigneur Gile Aycelin.
 Monseigneur Jehan de Varennes.
 Monseigneur Hugues Giraut.
 Monseigneur Mile de Maisi.
 Monseigneur Renaut Lyonart.
 Monseigneur Raoul Chaillou.

Jugeurs des enquêtes

L'abbe de Fescamp.
 L'abbe de Corbie.
 Mestre Aymart de Cros.
 Mestre Jehan de Roye.
 Mestre Bertran Boniface.
 Mestre Jehan de Goy.
 Mestre Hue Paillart, alias de Saint Pol.
 Mestre Loys de Vaucemain.
 Mestre Jehan de Bourbon.
 Mestre Guy Poitevin.
 Mestre Bernart d'Alby.
 Mestre Hugue de Nayde.
 Mestre Symon Vairet.
 Mestre Jehan des Prez.
 Mestre Pierre Gauvain.
 Monseigneur Phe. de Pesselieres.
 Monseigneur Gauciaume de Champaigne.
 Monseigneur Jehan de Thorode.
 Monseigneur Girart de Chastiau neuf *mortuus.*
 Monseigneur Raoul de Joy.

Monseigneur Pierre de Macheri.
 Monseigneur Jehan de Fox.
 Vincent du Chastel.

Le suivans du Roy

Mestre Andry de Florence.
 Mestre Aymeri Guenaut.
 Mestre Guillaume Bertran.
 Le doien de Tours *Cancellarius*.
 Mestre Regnaut Descrones.
 Mestre Jehan Darcey.

Les mestres des requestes

Mestre Pierre Maillart.
 Mestre Estienne de Villers.
 Phe. de Bethisy *mortuus*.
 Mestre Phe. Nicolas.
 Mestre Guillaume de Fontaines.

Rapporteurs des enquestes (1)

Mestre Guillaume Dreue.
 Mestre Pierre Dreue.
 Mestre Thomas de Rayns.
 Mestre Bernart d'Aubigny.
 Mestre Robert de Magneville.
 Mestre Jehan de Hubant.
 Mestre Pierre Alemant.
 Mestre Denys de Charroles.
 Mestre Regnaut de Briençon.
 Mestre Jehan jadis frere le chantre de Clermont.
 Mestre Robert Mulet.
 Mestre Gille de Ruyilly.

(1) Colonne de droite.

Mestre Richart du Boys.
Mestre Guillaume de Colomers.
Mestre Pierre de Probeville.
Mestre Barthélemy de Desertines.
Mestre Guillaume de Ventenac.
Mestre Ysart de Saint Astier.
Jehan Malet.
Pierre d'Auceurre.
Symon de Bras.
Robert de Montmoret.
Mestre Aymery Jay.
Mestre Gervaise de Pont-Arsy.
Mestre Guillaume de Busignes
Mestre Jehan des Halles.
Mestre Jehan des Moles.
Mestre Pierre le Tourneur.
Mestre Jehan du Mur.

Notaires

Mestre Pierre Barriere.
Mestres Jacques de Vertus.
Mestre Pierre de Angest.
Mestre Godefroy de Boissy.
Mestre H. de Domp.
Mestre Pierre et mestre Guillaume Julians.
Mestre Jehan Daci.
Mestre Rely.
Mestre Jehan du Temple.
Mestres Jacques de Jarsaignes.
Mestre Guy Boyn.
Mestre Nicole Daniel.
Mestre Pierre Tesson.
Mestre Pierre Pariset.
Mestre Jehan d'Aubigny.

Mestre Gieffroy Malicoirne.
 Mestre Gerart d'Albusac.
 Mestre Symon Mordret.
 Mestre Estienne de Gien.
 Mestre Jehan de Charroles.
 Mestre Pierre Feaux.
 Mestre Pierre Quesnot.
 Mestre Thomas Ferrant.
 Mestre Guy Juliot.
 Mestre Beatus.
 Mestre Pierre Baqueler.
 Mestre Nycole Estrabois.
 Mestre Pierre Fort.
 Mestre Remy.
 Mestre Bernart.
 Mestre Robert le Clerc.
 Mestre Jehan de Sainte Solenge.
 / Mestre Guillaume de Ry.
 Mestre Regnaut de Molins.
 Mestre Gervaise de Bus.
 Mestre Jaque du Boulay.
 - Mestre Phe. de Vitry.
 Mestre Avril.
 Mestre Jehan de Meleun.
 Mestre Pierre de Verbrie.
 Mestre Vistrebec.
 Mestre H. Martini.
 Mestre Guichart.
 Mestre G. Chevron.
 Mestre R. Parquier.
 / Mestre Jahan de Meudon.
 Mestre Jehan Lagastu.

8

Paris. le 1^{er} mars 1336, n. st.

Commission adressée par le parlement aux gens lais des requêtes de l'hôtel de procéder à l'examen d'un témoin dans une affaire criminelle pendant au parlement (1).

Ph... Dilectis et fidelibus gentibus nostris laycis Reques-
tarum hospicii nostri. salutem et dilectionem. Mandamus et
committimus vobis et vestrum cuilibet in solidum quatenus in
causa in curia nostra criminaliter mota et pendente inter pro-
curatorem nostrum pro nobis ex unâ parte et Regnerium
apothecarium Parisius ex parte altera dilectum Regnaudum
Machart servientem nostrum armorum quem dictus procurator
noster testem in dictâ causâ pro nobis producere intendit,
recipiatis, jurare facietis in absentiâ ipsius Regnerii et ea non
obstante et ipsum Regnaudum super articulis dicti procuratoris
nostri vobis sub signo camere parlamenti nostri tradendis dili-
genter examinatis salvis, tamen reprobationibus dicti Regnerii
si quas tradere voluerit contra Regnaudum predictum, et depo-
sicionem dicti Regnaudi unâ cum dictis articulis eidem curie
nostre sub vestris seu alterius vestrum fideliter inclus [is]
sigillis quantocius in nostro presenti Parlamento transmittatis.

Datum Parisius in Parlamento nostro de consensu partium
sub sigillo Castelleti nostri Parisius in absencia nostri magni
sigilli, die primâ Marcii, anno Domini M^o CCC^o Tricesimo
quinto.

In camera par laycos. Gyem Pro Rege.

(1) X^{2a} 3, f. 57, v^o. Au même f^o est une autre commission, dont les
formules sont identiques (sauf la mention : pro rege) pour l'examen, par les
mêmes gens, d'un témoin produit par Regnier.

9.

Bois de Vincennes, 11 mars 1338, n. st.

Clause de committimus devant les requêtes de l'hôtel adjointe à une lettre de sauvegarde au profit d'un écuyer du roi (1).

Ph. par la grace de Dieu roys de France. A touz ceulz qui verront ces presentes lettres, salut. Savoir faisons que combien que nostre ame et feal escuier Hardie Courant soit pour cause de son service luy et touz ses biens possessions gens et famille en nostre garde especiale, toutevoie nous a plus seure conservation de ses droiz avons pris et receu, prenons et recevons d'abondant par la teneur de ces presentes lettres ledit Hardie sa fame ses enfans touz ses biens possessions gens mesnie hommes fames de corps en nostre protection et garde especiale et pour ce li deputons Jehan Maillon. Remon de Nanteul et Guillaume de Ceris nos sergens et chascun par soy gardiens especiaux aus quieux nous mandons et commettons et a chascun par soy que il gardent et mainteignent ledit Hardie, sa fame et enfans, hommes et fames de corps souz nostre protection et garde especiale en leurs justes possessions et saisines franchises libertez et coustumes es quelles il les trouveront estre et leurs predecesseurs avoir ete d'enciennete, et ne sueffrent que injures, force ne violence ou nouvelletez indeues leur soient faites, mais se faites estoient que il les ramenant a estat deu et ou cas de debat et de nouveleté yceluy debat pris en nostre main comme souveraine et par ycelle faite recreance ou elle cherra assignent jour competent pardevant noz ames et feauls gens des requestes de nostre hostel dont il les certeffient pour aler avant si comme raison sera et facent et accomplissent tout ce qui a gardien,

(1) Fr. 25698, n° 72.

especial appartient, aus quieux nous deffendons cognoissance de cause. En tesmoing de ce nous avons fait mettre nostre seel en ces presentes lettres. Donne au boys de Vincennes le XI^e jour de mars l'an de grace mil ccc trente et sept.

(*Sur le repli, à droite.*) Par le roy a la relation
de Monseigneur G. de Villers, Franc[o]
Veue et leue.

10

Lucheu, 13 mai 1347.

Le roi nomme deux maîtres au parlement, en remplacement de L. de Bardilly et R. de Charny qu'il a retenus maîtres des requêtes de l'hôtel et, à qui il réserve leur droit de seance au parlement et leurs gages antérieurs. (1)

Philippe... A nos ames et feaus les gens tenans nostre parlement, salut et dilection. Nostre tres chiere compagne le royne nous a moult affectueusement supplié et requis que nous mettons en nostre parlement Alexandre de Crievecuer et Pierre d'Orgemont, desquels elle a eu tres grant et bon tesmoignage de souffisance et loyauté, c'est asçavoir ledit Alexandre ou lieu et gages de nostre ame et feal conseiller Robert de Charny, chevalier, et ledit Pierre ou lieu et gages de nostre ame et feal chevalier et conseiller Ligier de Bardilly, lesquels chevaliers nous avons retenu maistres des requestes de nostre hostel, lesquels estoient du nombre et de l'ordenance des lays prenans gages en nostre parlement, et pour raison dudit nouvel estat les

(1) Coll. Le Nain, *Reg. du parlement*, t. XIV, f. 281 (d'ap, le 6^e des anciens reg. du greffe, f. 4, v^o). Le parlement, obtempérant à ces lettres, reçoit P. d'Orgemont comme maître lai, le 17 mai 1347. Autre copie : Bib. nat., coll. du parlement, t. XII, f. 255.

dots lieux doivent vaquer, et selonc la dite ordenance ceux qui y doivent estre mis nous doivent estre tesmoigniez par vous estre suffisans, toutevoyes combien que par aucuns il nous aient este tesmoigniez estre convenables et souffisans audit office. nous iceux Alexandre ou lieu dudit Robert et ledit Pierre ou lieu dudit Legier, avons mis et mettons en nostre dit parlement comme lays ou nombre et aus gages accoustumez, ou cas que vous les tenrez pour souffisans ; et vous mandons par ces presentes lettres que tantost et sans autre mandement attendu de nous vous les instituez es dits offices, non contrestant que es lettres des dits Robert et Ligier soit contenu que nous leur avons sauvez et retenuz leurs estats et offices dessus dits oudit parlement, car nous voulons que les dits Robert et Ligier tous les jours qu'il serront oudit parlement prengnent autels gages comme il prenoient paravant ; et donnez et passez de par nous et de nostre commandement lettres ouvertes scellees de nostre scel a tous les dessusdits sur toutes les choses dessusdites. Donné a Lucheu le 13 may l'an de grace 1347 sous le scel de nostre secret.

TABLE DES MATIÈRES

	PAGES
SOURCES	5
CHAPITRE PRÉLIMINAIRE : Des origines à 1316	19
CHAPITRE I. : Organisation	47
CHAPITRE II. : La carrière de maître des requêtes	69
CHAPITRE III. : Fonctions des maîtres des requêtes à la suite du roi. — I. Expédition des requêtes	74
<i>Section I.</i> — Faveurs diverses et actes administratifs	75
<i>Section II.</i> — Actes relatifs à l'administration de la justice	90
<i>Section III.</i> — Question commune : la compétence des maîtres des requêtes était-elle exclusive?	112
CHAPITRE IV : Suite. — II. Les maîtres des requêtes à la Chan- cellerie	128
CHAPITRE V. : Suite. — III. Juridiction contentieuse	137
CHAPITRE VI : Situation des maîtres des requêtes au parlement; missions diverses	158
APPENDICE I. : Documents d'ordre général (catalogue).	169
APPENDICE II. — Cas de juridiction contentieuse	175
APPENDICE III. : Notices biographiques.	204
APPENDICE IV. : Pièces justificatives	259

Angers, Imprimerie J. Sirandeau. — 09-5997.

CORRECTIONS ET ADDITIONS

- P. 4, n. 1 : Boilisle, *lire* : Boislisle.
P. 6, n. 2 : Quentin, *lire* : Quantin.
P. 13, l. 1 : Borelli, *lire* : Borrelli.
P. 15, l. 20 : p. 295, *lire*, p. 275.
P. 16, l. 17 : Philippe IV, *lire* : Philippe VI.
P. 18, l. 1 : Fr. 22697, *lire* : Fr. 25697.
P. 24, n. 2, l. 6 : Sieur, *lire* : Sire.
P. 25, note, l. 5 : XXⁱ, *lire* : XXI.
P. 31, note, l. 18 : *Ibid.*, *lire* : app. III.
P. 32, n. 2, l. 5 : app. I, *lire* : cf. app. I, n° 15.
P. 39, n. 2, l. 4 : requestres, *lire* : requestes.
P. 50, n. 4, l. 2 : p. 47, *lire* : p. 477.
P. 51, n. 1, l. 1 : ami, *lire* : ame.
P. 54, n. 3, l. 9 : *Après « 12 s. », fermer la parenthèse.*
P. 62, n. 3, l. 4-5 : Une note de 1332 relative à Aim. Guenaud (à la suite d'un état de l'hôtel de la reine pour le 1^{er} sem. 1322, *lire* : une note relative à Aim. Guenaud (à la suite d'un état de l'hôtel de la reine pour le 1^{er} sem. 1332.
P. 81, n. 5 : JJ 65, *lire*, JJ 65^a.
P. 84, l. 19 : eux, *lire* : elles.
P. 96, n. 1, l. 3 : 1319, *lire* : 1329.
P. 97, l. 4 : il, *lire* : ils.
P. 104, n. 1, l. 2 : nouvellité, *lire* : nouvelleté.
P. 113, n. 3, l. 2 : requête, *lire* : requêtes.
P. 113, n. 5 : Elle, *lire* : Telle.
P. 121, n. 3 : *Par*, *lire* : *Per*.
P. 122, n. 7 : souscriptions et actes royaux, *lire* : souscriptions d'actes royaux.
P. 145, n. 2 : n° 75, *lire* : n° 76.

GUILLOIS

- P. 154, n. 4, l. 2 : p. 144, *lire* : p. 114 ; l. 5 : *Supprimer la virgule.*
P. 160, l. 10 : aux rôles, *lire* : au rôle.
P. 172, n° 13, l. 3 : F. 2833, fr. 297 v°, *lire* : Fr. 2833, f. 297 v°.
P. 173, n° 15, l. 7 : *Supprimer* : Rééd. partielle.
P. 173-4, n° 18 : *Supprimer* : et aussi au 1^{er} reg. des Requêtes de l'hôtel...
P. 179, n° 13, l. 4 : opposition, *lire* : oposicion.
P. 182, n° 21, l. 2 : « G. de Frolsio », *lire* : « G. de Frolosio. »
P. 189, n° 41, *in fine* : donna, *lire* : donne.
P. 189, n° 43 : « Marianne » *lire* : « Marionna ».
P. 196, n° 60, l. 6 : plaingnit, *lire* : plaingnait.
P. 198, n° 65 *in fine* : *lire* X^{1a} 12, f-40 v°-41 r°.
P. 199, n° 66 *in fine* : condamne, *lire* : condamnent.
P. 200, n° 68 *in fine* : *lire* X^{1a} 12.
P. 201, n° 71, l. 17 : et le condamne, *lire* : et condamne M.
P. 205, n° 3, l. 7 : septembre, *lire* : décembre.
P. 209, notes, l. 6 : compliarius, *lire* : consiliarius.
P. 226, notes, l. 2 : n° 348, *lire* : n° 358.
P. 232, notes, l. 9 : **44**, *lire* : **45** ; l. 11 : G. Petit, *lire* : E. Petit.
P. 237, notes du n° 52 ; *ajouter à la n. 1* (Blanchard, p. 16).
P. 243, notes, n° 61 n. 3 : Guilhiermon, *lire* : Guilhiermoz.
P. 248, notes, n° 69 n. 5 : KK 2, f. 192 v° ; *ajouter* : et 209 v°.
P. 249, notes, n° 69 n. 9 : XI, *lire* : IX.
P. 251, notes, n° 73, n. 5 : cf. 2291, *lire* : cf. P. 2291.
P. 251, notes, n° 74, n. 3 : X^{1a} 13. 8. 79 v° *lire* : X^{1a} 13, f. 79 v°.
P. 256, notes, n° 82, n. 7 : *lire* : parlamento.
P. 257, notes, n° 85, n. 3 : f. 30, *lire* : f. 230.
P. 263, avant-dern. l. : Pereans, *lire* : Pereaus.
P. 265, l. 10 : accoustumees, *lire* : acoustumees ; l. 11 : lien, *lire* : lieu.
P. 266, l. 30 : paice, *lire* : paiee.
P. 272, l. 1 : Monseigneur le Ville Bresme, *lire* : Pierre de Ville Bresme.
P. 276, l. 16 : *reporter la virgule après* : salvis ; l. 20, *lire* : quantocius.
P. 277, *in fine* : *supprimer la virgule après* : gardien.

447

69 364 AA A 30

UNIVERSITY OF MICHIGAN



3 9015 03062 8112

Financed by Preservation NEH 1995

